

1
2
3
4
5
6

POUR NOS ENFANTS

7

8

Propositions pour rendre à la France sa puissance

9

— COPIE DE CORRECTION · NOUVELLE STRUCTURE —

10

140 propositions · 21 chapitres · 5 parties

11

26 juin 2026

Sommaire

1		
2	PRÉAMBULE — NI DÉCLINISTE, NI NAÏF.....	4
3	PREMIÈRE PARTIE — INSTRUIRE, SOIGNER, UNIR.....	8
4	CHAPITRE I — L'ÉCOLE, MÈRE DE TOUTES LES RÉFORMES.....	9
5	CHAPITRE II — LA FAMILLE ET LA NATALITÉ : MONTRER UN BEL	
6	AVENIR.....	17
7	CHAPITRE III — LA SANTÉ QUI SOIGNE.....	25
8	CHAPITRE IV — LES PLUS FRAGILES D'ABORD.....	39
9	CHAPITRE V — LA CULTURE, CIMENT ET PUISSANCE.....	49
10	DEUXIÈME PARTIE — TRAVAILLER ET PRODUIRE.....	59
11	CHAPITRE VI — LE TRAVAIL ET LA FICHE DE PAIE.....	60
12	CHAPITRE VII — LE MARCHÉ DU TRAVAIL : BOUGER, EMBAUCHER,	
13	REBONDIR.....	77
14	CHAPITRE VIII — LES RETRAITES ET LE CAPITAL DES FRANÇAIS	85
15	CHAPITRE IX — L'ÉTAT CATALYSEUR.....	101
16	CHAPITRE X — SE LOGER, BOUGER, CONSTRUIRE.....	118
17	CHAPITRE XI — L'ÉNERGIE ET LE NUCLÉAIRE : LA SOUVERAINETÉ	
18	PAR LE COURANT.....	133
19	CHAPITRE XII — LA TERRE : RÉPARER, NOURRIR, TRANSMETTRE	144
20	TROISIÈME PARTIE — PROTÉGER ET RASSEMBLER.....	153
21	CHAPITRE XIII — LA RÉPUBLIQUE QUI SE RESPECTE.....	154
22	CHAPITRE XIV — JUSTICE ET SÉCURITÉ.....	169
23	CHAPITRE XV — L'IMMIGRATION : CHOISIR, INTÉGRER, RENVOYER	
24	192
25	CHAPITRE XVI — L'OUTRE-MER : LES FRANCE D'AILLEURS.....	203
26	QUATRIÈME PARTIE — DÉFENDRE ET RAYONNER.....	212
27	CHAPITRE XVII — L'EUROPE PUISSANCE.....	213
28	CHAPITRE XVIII — LA PAIX SE PRÉPARE.....	228
29	CHAPITRE XIX — LA RUSSIE : FERMETÉ, LUCIDITÉ, ET L'APRÈS-	
30	POUTINE.....	237
31	CHAPITRE XX — LA FRANCE, PUISSANCE D'ÉQUILIBRE : VERS UNE	
32	DIPLOMATIE EUROPÉENNE.....	245
33	CINQUIÈME PARTIE — TENIR PAROLE.....	256
34	CHAPITRE XXI — LA MÉTHODE ET LE CONTRAT.....	257
35	ANNEXE — LA FEUILLE DE ROUTE : 100 JOURS, 1000 JOURS, ET LE	
36	MANDAT.....	266

1	CONCLUSION — DU LABEUR, DE L'ADVERSITE, MAIS LA VICTOIRE
2270

1 PRÉAMBULE — NI DÉCLINISTE, NI NAÏF

2 La France ne manque pas d'argent. Elle prélève chaque année plus
3 de 1 250 milliards d'euros sur le travail, la consommation et le capital
4 de ses habitants — un record du monde développé. Elle dépense
5 davantage encore. Et pourtant, l'école recule, l'hôpital craque, les
6 ponts s'affaissent et les juges manquent de greffiers.

7 Ce livre part d'un constat simple : notre pays ne souffre pas d'un
8 manque de moyens, mais d'une incapacité à arbitrer, à simplifier et à
9 transmettre. Le déclin n'est pas une fatalité ; c'est une organisation.

10 Ce livre n'est pas un catalogue de promesses. Chaque proposition qui
11 suit a été passée au crible d'un moteur de simulation construit sur
12 vingt ans de données publiques — celles de l'INSEE, de la Cour des
13 comptes, d'Eurostat, du Conseil d'orientation des retraites. Chaque
14 chiffre est vérifiable. Chaque réforme affiche ses perdants avant ses
15 gagnants, car un programme qui ne désigne que des gagnants est un
16 programme qui ment. Notre promesse n'est pas que personne ne
17 paiera : c'est que tout le monde paiera un peu, et que tout le monde y
18 gagnera — pas tous en même temps, mais tous.

19 Et nous prenons un engagement sans précédent : nos objectifs à cinq
20 ans seront publiés, mesurables, opposables. Si la dette n'a pas
21 commencé à refluer, si le budget ne converge pas vers l'équilibre, les
22 députés de notre majorité ne se représenteront pas. La parole
23 publique redeviendra une dette d'honneur.

24 Deux mots, enfin, qu'on ne trouvera pas en titre de chapitre — et
25 c'est voulu. L'écologie et l'intelligence artificielle ne sont pas des
26 secteurs : ce sont des dimensions de tout. Les cantonner dans un
27 ministère ou un chapitre, c'est déjà les trahir. Dans ce livre comme
28 dans l'État que nous voulons, elles sont présentes *dès la conception*

1 — dans chaque réforme, chaque norme, chaque investissement :
2 l'école les enseigne, la ferme les pratique, l'hôpital s'en sert, la
3 défense s'en arme. Tout doit être écologique et intelligent par
4 construction, pas par rattrapage.

5 Mais « l'intelligence artificielle partout » n'est pas un slogan : c'est
6 une chaîne physique, et nous la nommons. L'IA, ce sont d'abord des
7 kilowattheures — sans électricité décarbonée et abondante, pas de
8 calcul ; c'est tout le sens de notre programme nucléaire (chapitre XI).
9 Ce sont ensuite des centres de calcul et un cloud souverains,
10 soustraits aux lois extraterritoriales (chapitre IX). Ce sont des puces
11 — et nous voulons en fabriquer sur le sol européen, en poussant nos
12 champions du calcul, de SiPearl à VSora et Arago, plutôt que de
13 dépendre à jamais d'un seul fournisseur étranger. Ce sont enfin des
14 modèles ouverts, Mistral et OVH en tête. Le courant, le calcul, le
15 cloud, la puce, le modèle : voilà les cinq étages, et nous les
16 construirons tous.

17 C'est à cette aune qu'il faut juger les annonces. Les 200 milliards
18 d'euros « d'ici 2040 » désormais agités dans le débat — dont la
19 moitié publique, et dilués dans un fourre-tout « IA et innovation » —
20 font à peine une quinzaine de milliards par an, sans qu'on sache au
21 juste ce qu'ils financent ni ce qu'ils bâtissent. À l'heure où les géants
22 américains engagent une telle somme en quelques mois, un chiffre
23 rond étalé sur quinze ans n'est pas une ambition : c'est un élément
24 de langage. Nous ne promettons pas un montant ; nous construirons
25 une chaîne.

26 Un mot, enfin, sur les autres — car les programmes sortent du bois.
27 Ce livre ne demande pas qu'on le croie : il demande qu'on le calcule.
28 Le moteur du chapitre XXI auditera n'importe quel programme — le
29 nôtre comme ceux d'en face — sous trois écoles économiques, en
30 trente secondes. Alors comparons.

1 À gauche, le programme de Jean-Luc Mélenchon promet l'abondance
2 par le déficit : de l'ordre de 250 à 300 milliards d'euros de dépenses
3 nouvelles, une fiscalité alourdie de dizaines de milliards, la retraite à
4 soixante ans — et, de son propre chiffrage, un déficit poussé près de
5 5 % du produit intérieur. Notre moteur a déjà audité un programme
6 de cette famille : il affiche un solde flatteur à court terme, puis
7 s'effondre après 2032, quand les recettes d'exception s'érodent et
8 que les dépenses permanentes, elles, demeurent. Ajoutez-y les
9 ambiguïtés répétées face à l'antisémitisme et une politique qui flatte
10 les communautés au lieu de les réunir — l'exact contraire de notre
11 chapitre XIII —, et vous tenez la recette d'une déroute, sociale autant
12 que budgétaire.

13 Au centre, le plus sérieux de nos concurrents avance souvent la
14 bonne méthode — la capitalisation des retraites, une règle d'or
15 budgétaire, le référendum —, et nous partageons ces constats sans la
16 moindre gêne. Mais annoncer trois référendums et le gouvernement
17 par ordonnances, c'est promettre une méthode, pas un cap : cela ne
18 dit ni l'ordre des efforts, ni les perdants, et ne se soumet à aucun
19 moteur public. La continuité gérée avec talent n'est pas la rupture
20 chiffrée — et l'on ne délègue pas au référendum le courage de dire,
21 avant l'élection, ce que chaque réforme coûtera et à qui.

22 Quant aux autres — le Rassemblement national, une gauche de
23 gouvernement encore sans visage —, ils n'ont, à ce jour, aucun
24 programme chiffré à opposer. Nous ne jugeons pas ce qui n'existe
25 pas. Mais le moteur sera là le jour où ils poseront leurs chiffres :
26 public, gratuit, implacable. Qu'ils s'y préparent.

27 Un mot personnel, pour finir — le seul de ce livre. Je l'écris en père
28 de quatre filles, lyonnais devenu « parisien du centre » qui a fait,
29 dans une ville et une époque où c'est devenu rare, le pari de la
30 famille. C'est un choix, le mien, et je ne l'érige en modèle pour

1 personne. Que des femmes disent aujourd’hui, librement, ne pas
2 vouloir d’enfants — elles à qui l’on ne demandait pas leur avis hier, et
3 que la société jugeait — est un progrès que ce livre défend autant
4 que le reste : une liberté qui ne protégerait qu’un seul choix n’en
5 serait pas une. Si j’insiste tant sur la natalité, ce n’est donc pas pour
6 faire injonction à quiconque ; c’est pour lever les obstacles — le
7 logement, la précarité, la double peine des mères — qui empêchent
8 d’avoir des enfants celles et ceux qui en veulent. Je me refuse
9 seulement à appeler les Français à parier sur l’avenir sans avoir
10 engagé ce pari moi-même. Ce livre est écrit pour la génération de
11 mes filles, et pour le pays que nous leur laisserons — qu’elles
12 choisissent, ou non, d’y élever des enfants.

13 On ne redresse pas un pays en l’humiliant. On le redresse en lui
14 redonnant le goût de l’exigence et le plaisir d’être fier de lui-même.
15 Voilà le sursaut.

1 **PREMIÈRE PARTIE — INSTRUIRE,**
2 **SOIGNER, UNIR**

3 *L'humain d'abord : l'école, la famille, la santé, les plus fragiles, la*
4 *culture.*

5 On ne relève pas un pays par ses comptes : on le relève par ses
6 enfants, ses malades, ses anciens et ses œuvres. Avant de parler de
7 richesse et de dette, ce livre commence par ce qui en est la raison
8 d'être — l'humain. C'est l'ordre des fins ; les moyens viendront juste
9 après.

1 CHAPITRE I — L'ÉCOLE, MÈRE DE TOUTES LES RÉFORMES

2 Tout part de là. Notre école fabrique notre capital humain ; le capital
3 humain facilite la productivité ; la productivité crée de la croissance ;
4 la croissance finance l'école. Quand ce cercle se brise, tout se
5 dérègle : les comptes publics, l'industrie, la cohésion, et jusqu'à la
6 démocratie elle-même — car des cerveaux vides voteront dans dix
7 ans.

8 **Proposition 1 — Rendre les clés des établissements à ceux qui les dirigent**

9 **Ce qui existe.** Un chef d'établissement français ne choisit ni ses
10 enseignants, ni ses méthodes, ni l'usage fin de son budget. Tout
11 remonte aux rectorats -trente académies, des dizaines de milliers
12 d'agents- puis redescend en circulaires.

13 **Ce que l'on constate.** Les pays qui progressent dans les
14 comparaisons internationales (Portugal, Pologne, Estonie) ont tous
15 donné de l'autonomie à leurs établissements. La France, elle, a vu le
16 niveau de ses élèves de quatrième en mathématiques reculer au fil de
17 chaque enquête internationale depuis vingt ans.

18 **Ce qui nous menace.** Une génération entière formée en dessous de
19 son potentiel : moins d'ingénieurs, moins d'artisans qualifiés, moins
20 de citoyens capables de distinguer un fait d'une rumeur. La facture
21 arrive entre 2030 et 2040, au moment précis où l'intelligence
22 artificielle exigera des esprits solides.

23 **Ce que nous ferons.** Chaque chef d'établissement recrutera son
24 équipe, disposera de son budget et répondra de ses résultats. Les
25 rectorats seront ramenés à une fonction de contrôle et d'appui ; pas
26 de commandement.

1 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les états-majors académiques,
2 dont les effectifs fondront, et le confort de l'uniformité. Y perdent
3 aussi les barons de l'édition éducative aux monopoles immobilisants.
4 Y gagnent : les professeurs, traités en professionnels et non en
5 exécutants ; les parents, qui sauront qui est responsable ; les élèves
6 des quartiers difficiles, premiers bénéficiaires des équipes stables et
7 volontaires.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'autonomie ne désengage pas
9 l'État : elle le rend enfin lisible. Un établissement responsable attire
10 de meilleurs maîtres, qui produisent de meilleurs élèves, qui rendent
11 à la nation davantage qu'elle n'a investi. Même les rectorats y
12 gagnent une mission digne : évaluer au lieu d'administrer. Renouer
13 avec l'engagement républicain d'élévation sociale par l'école et
14 l'apprentissage.

15 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une réorganisation, pas une dépense.
16 *Rapport* : le levier d'amont de tout le reste ; le moteur relève la
17 croissance potentielle à partir de 2031, lorsqu'un meilleur niveau
18 scolaire produit ses effets (\approx huit ans de délai, comme l'Allemagne
19 des années 2000). *Inaction* : vingt ans de recul en mathématiques de
20 quatrième à chaque enquête internationale — une cohorte sous-
21 formée se paie en points de produit intérieur brut sur 2030-2040.
22 *Trajectoire* : neutre pour la dette, rendement diffus de long terme.
23 *Concrètement* : trente académies recentrées du commandement vers
24 l'évaluation — l'autonomie que le Portugal, la Pologne et l'Estonie ont
25 prise avant nous.

26 **Proposition 2 — Payer les professeurs comme on paie ce qui compte**

27 **Ce qui existe.** Un professeur certifié débute autour de 2 100 euros
28 brut. Après quinze ans, il a perdu, en euros constants, près d'un

1 cinquième du pouvoir d'achat qu'avait son prédécesseur des années
2 1980. Les concours ne font plus le plein.

3 **Ce que l'on constate.** On ne bâtit pas une école d'excellence avec
4 un métier que les meilleurs étudiants évitent. La Corée, Singapour, la
5 Finlande recrutent leurs maîtres dans le premier tiers de leurs
6 diplômés. La France recrute parmi « ce qui reste ».

7 **Ce qui nous menace.** Un effondrement silencieux : dans dix ans,
8 une pénurie durable de professeurs de mathématiques, de lettres,
9 d'allemand... et des générations confiées à des contractuels formés
10 en quelques jours.

11 **Ce que nous ferons.** Huit milliards d'euros de revalorisation sur le
12 mandat, financés à l'intérieur d'un budget de l'Éducation nationale
13 sanctuarisé, parce que, dans le même temps, 200 000 postes non
14 enseignants (sur-administration, rectorats, opérateurs) ne seront pas
15 remplacés. L'argent ira au tableau noir, plus aux organigrammes. La
16 formation des maîtres sera refondue : recrutement exigeant, vraies
17 écoles professionnelles, compagnonnage. Engagement d'apprendre à
18 nos profs à apprendre !

19 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : la bureaucratie scolaire, qui devra
20 maigrir au rythme des départs en retraite, sans aucun licenciement
21 individuel. Y gagnent : tous les enseignants, dont le métier redevient
22 une fierté ; et l'État, qui dépense autant mais dépense juste. On paie
23 les profs !

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est le même budget, mieux
25 alloué. La nation ne paie pas plus cher son école ; elle cesse de payer
26 ce qui n'enseigne pas.

27 **Les chiffres.** *Coût* : +8 milliards par an à terme (montée de +1,6
28 milliard par an, 2028-2032). *Rapport* : à budget constant — financé

1 par le non-remplacement de 200 000 postes non enseignants ; un
2 certifié débute à ~2 100 € brut, soit près d'un cinquième de pouvoir
3 d'achat perdu en quarante ans. *Inaction* : des concours qui ne font
4 plus le plein → pénurie durable de professeurs (mathématiques,
5 lettres, allemand) et classes confiées à des contractuels formés en
6 quelques jours. *Trajectoire* : neutre pour la dette (redéploiement dans
7 un budget sanctuarisé). *Concrètement* : la Corée, Singapour et la
8 Finlande recrutent leurs maîtres dans le premier tiers des diplômés
9 — c'est le vivier que nous visons.

10 **Proposition 3 — En finir avec Parcoursup, rétablir l'épreuve**

11 **Ce qui existe.** Le baccalauréat repose désormais largement sur le
12 contrôle continu ; l'accès au supérieur, sur un algorithme
13 d'affectation que personne ne comprend et que tout le monde subit.

14 **Ce que l'on constate.** Le contrôle continu a transformé les deux
15 dernières années de lycée en course aux points, où la note locale
16 remplace l'exigence nationale. Parcoursup a déplacé l'angoisse sans
17 créer la justice : les initiés optimisent, les autres subissent. Certains
18 disent que la France s'offre à eux alors que sans cet outil ils seraient
19 cantonnés à peu de choix, mais l'outil est la caisse de résonance des
20 aspérités du supérieur dans notre pays : les meilleurs sont les plus
21 demandés, les plus riches sont les mieux marketés, et finalement,
22 rien n'est devenu égalitaire depuis Parcoursup !

23 **Ce qui nous menace.** Un diplôme national qui ne certifie plus rien,
24 des universités qui re-testent ce que le bac devait garantir, et une
25 défiance durable des familles envers l'institution. On ne teste
26 d'ailleurs aujourd'hui que la connaissance qui elle-même perd de sa
27 valeur avec l'avènement de l'IA.

1 **Ce que nous ferons.** L'année de terminale sera réorganisée autour
2 d'épreuves nationales terminales écrites et orales qui redeviendront
3 la clé d'entrée dans le supérieur. Parcoursup sera supprimé ;
4 l'orientation reposera sur les résultats, les concours et les capacités
5 d'accueil, publiés à l'avance. Les programmes dès le primaire
6 remettront à l'honneur les humanités, l'oralité, le collectif et la
7 capacité à apprendre, à être curieux. Avec l'IA comme amie.

8 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les stratèges du dossier
9 scolaire et le confort des notes maison. Y gagnent : les élèves
10 travailleurs de tous les milieux — l'épreuve anonyme reste le plus
11 puissant instrument d'égalité que la République ait inventé, surtout si
12 l'on évalue de plus en plus de 'skills' et de moins en moins de
13 connaissance figée.

14 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Quand le diplôme redevient un
15 signal fiable, les employeurs recrutent mieux, les universités
16 enseignent au lieu de trier, et les familles cessent de payer des
17 officines d'optimisation. La confiance est un bien public ; l'épreuve la
18 restaure.

19 **Les chiffres.** *Coût* : quasi nul — fermer une plateforme d'affectation
20 coûteuse, organiser des épreuves nationales. *Rapport* : un diplôme
21 qui certifie de nouveau, donc des universités qui enseignent au lieu
22 de re-tester et des familles qui cessent de payer les officines
23 d'optimisation. *Inaction* : un baccalauréat dévalué par le contrôle
24 continu, et une dépense privée croissante pour les ménages.
25 *Trajectoire* : neutre pour la dette. *Concrètement* : l'épreuve nationale
26 anonyme — le plus puissant instrument d'égalité que la République
27 ait inventé — rétablie comme clé d'entrée dans le supérieur.

1 **Proposition 4 — Une culture commune, de Rabelais à Aya Nakamura**

2 **Ce qui existe.** Des programmes émiettés, réécrits à chaque
3 alternance, où l’histoire se picore, où l’oral n’est évalué qu’in
4 extremis, et où la culture générale est tenue pour un luxe daté.

5 **Ce que l’on constate.** Des élèves de quinze ans incapables de situer
6 cinq grandes villes françaises sur une carte ; des bacheliers qui n’ont
7 jamais pris la parole en public dix minutes. Pendant ce temps, les
8 réseaux (sociaux) fabriquent des identités de substitution et
9 l’algorithme remplit le vide que l’école a laissé.

10 **Ce qui nous menace.** Une nation sans références partagées n’est
11 plus une nation : c’est une juxtaposition de communautés qui
12 cohabitent (au mieux) en se surveillant. Le communautarisme ne
13 gagne pas parce qu’il est fort ; il gagne parce que le socle commun
14 s’est délité.

15 **Ce que nous ferons.** Un socle assumé : langue, littérature, histoire,
16 géographie, arts, économie réelle, sciences appliquées, éducation
17 civique — et l’oral, enseigné et évalué de la sixième à la terminale. Le
18 brassage culturel n’est pas l’ennemi : il n’est possible que si le socle
19 existe. Aya Nakamura, oui — si l’on comprend aussi Rabelais.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de relativisme,
21 et ceux qui prospèrent sur la fragmentation. Y gagnent : d’abord les
22 enfants des milieux populaires, à qui l’école doit ce que leur famille
23 ne peut pas toujours transmettre : c’est cela, l’ascenseur social.

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une culture commune réduit les
25 frais de la défiance : moins de conflits identitaires, plus de mobilité
26 sociale, une démocratie qui débat au lieu de s’invectiver. C’est ici
27 l’investissement au rendement le plus élevé de tout ce projet.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — programmes et oral portés par
2 les moyens de la proposition 5. *Rapport* : la cohésion est un capital
3 qui abaisse les frais de la défiance — surveillance, conflits
4 identitaires, immobilité sociale. *Inaction* : un socle commun qui se
5 délite, et un communautarisme qui ne gagne pas par force mais par
6 le vide laissé. *Trajectoire* : neutre pour la dette, pour le rendement
7 diffus le plus élevé du livre. *Concrètement* : l’oral enseigné et évalué
8 de la sixième à la terminale, et un socle commun assumé, de la
9 langue aux sciences appliquées.

10 **Proposition 5 — Libérer l’école du monopole des manuels, armer les maîtres**
11 **pour l’intelligence artificielle**

12 **Ce qui existe.** Les programmes sont, dans les faits, dictés par un
13 oligopole de maisons d’édition ; le numérique éducatif accumule les
14 plans sans stratégie ; l’intelligence artificielle entre dans les
15 cartables plus vite que dans la formation des maîtres.

16 **Ce que l’on constate.** Les élèves utilisent déjà l’intelligence
17 artificielle : sans méthode, sans recul, parfois pour tricher. Les
18 professeurs, eux, n’ont reçu ni outils, ni doctrine. L’écart se creuse
19 chaque trimestre. Et le dogme l’emporte toujours sur l’expérience et
20 l’usage... maintenant l’appareil éducatif dans une posture rétrograde.

21 **Ce qui nous menace.** Une génération qui sous-traite sa pensée à la
22 machine, faute d’avoir appris à s’en servir en maître. Le sujet n’est
23 pas technologique : il est humain, pédagogique, culturel.

24 **Ce que nous ferons.** Des ressources pédagogiques nationales libres,
25 produites sous l’autorité de l’État avec les meilleurs enseignants ;
26 une formation massive des maîtres à l’intelligence artificielle — l’outil
27 au service de la correction, de la personnalisation, du diagnostic ; et
28 une règle claire pour les élèves : l’intelligence artificielle s’apprend,

1 elle ne se subit pas. Apprendre à apprendre devient la première des
2 disciplines.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la rente éditoriale et les
4 vendeurs de tableaux numériques sans usage. Y gagnent : les
5 professeurs, déchargés des tâches répétitives ; les élèves en
6 difficulté, premiers servis par la personnalisation ; le contribuable,
7 qui cesse de racheter tous les quatre ans les mêmes manuels
8 réédités.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le pays qui apprendra le mieux à
10 vivre avec l'intelligence artificielle gagnera la décennie. Ce pays doit
11 être le nôtre, et cela commence en classe de sixième. En juin 2026,
12 on apprend que la Chine a mis fin à 12 000 diplômes universitaires
13 (soit près du tiers de ses diplômes !) pour en faire naître 10 000 « AI
14 ready » dans toutes les filières : nous ne pouvons plus attendre !

15 **Les chiffres.** *Coût* : +2 milliards par an à terme (formation,
16 matériels, intelligence artificielle — levier « école-moyens » du
17 moteur, +1 milliard dès 2028). *Rapport* : la fin de la rente éditoriale
18 (plus de rachat des mêmes manuels tous les quatre ans) et une
19 intelligence artificielle qui décharge les professeurs des tâches
20 répétitives. *Inaction* : des élèves qui se servent déjà de l'IA sans
21 méthode et des maîtres sans outils — l'écart se creuse chaque
22 trimestre. *Trajectoire* : 2 milliards intégrés à la trajectoire,
23 rendement de long terme par le capital humain. *Concrètement* : la
24 Chine a fermé en 2026 près de 12 000 cursus universitaires — un
25 tiers du total — pour en ouvrir 10 000 « prêts pour l'IA » ; le temps
26 d'attendre n'existe plus.

1 CHAPITRE II — LA FAMILLE ET LA NATALITÉ : MONTRER 2 UN BEL AVENIR

3 Une nation qui cesse de faire des enfants est une nation qui cesse de
4 croire en son avenir. Tout ce livre repose sur un pari démographique
5 -les retraites, la croissance, l'école, et nous n'avions pas encore dit
6 comment infléchir la courbe. La fécondité française est tombée à 1,56
7 enfant par femme, le plus bas depuis 1919 ; les décès l'emportent
8 désormais sur les naissances chaque année ; la population atteindra
9 son maximum vers 2037 avant de décliner. Nous refusons deux
10 impasses : le natalisme réactionnaire qui renvoie les femmes au foyer
11 -et qui n'a jamais fonctionné- et le déni qui feint de ne rien voir.
12 Notre voie est la seule que les faits valident : rendre possible d'être
13 mère et libre, et redonner à la jeunesse des raisons de croire en
14 demain.

15 **Proposition 99 — Faire de la natalité une cause nationale — par la liberté,
16 jamais par la contrainte**

17 **Ce qui existe.** La France fut longtemps l'exception féconde de
18 l'Europe. Cette exception est finie : 1,56 enfant par femme en 2025,
19 le plus bas depuis 1919, et un solde naturel désormais négatif ; plus
20 de cercueils que de berceaux.

21 **Ce que l'on constate.** Deux écoles s'affrontent et échouent
22 ensemble. Le natalisme réactionnaire, qui rêve de renvoyer les
23 femmes au foyer : il n'a jamais marché — toutes les primes françaises
24 de 1945 à 1985 n'ont relevé la fécondité que de 0,15 enfant par
25 femme. Et le déni, qui refuse de voir qu'une société sans enfants
26 vieillit, cesse de créer de la valeur, et devient dépendante d'une

1 immigration qu'elle n'a pas choisie qu'elle refuse par ailleurs
2 massivement !

3 **Ce qui nous menace.** Le déclin programmé : pic de population vers
4 2037, puis une France qui rétrécit, des actifs toujours moins
5 nombreux pour des retraités toujours plus âgés — les trois chocs du
6 chapitre VIII, aggravés à la racine.

7 **Ce que nous ferons.** Faire de la natalité une cause nationale, et dire
8 d'emblée la méthode : par la liberté, jamais par la contrainte. Nous
9 ne paierons pas les Français pour enfanter mais nous lèverons, un
10 par un, les obstacles qui les en dissuadent : la double peine des
11 femmes, la précarité des jeunes, le logement, l'angoisse de l'avenir.
12 L'État ne fera pas d'enfants à la place des couples ; il fera en sorte
13 que ceux qui en veulent puissent en avoir. C'est une politique de
14 moyens, pas d'injonction.

15 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les nostalgiques de la femme
16 au foyer, et les autruches qui nient le vieillissement. Y gagnent : les
17 couples qui désirent des enfants et y renoncent par contrainte ; et la
18 nation entière, dont l'avenir se joue dans ses berceaux.

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une natalité fondée sur la liberté
20 des femmes n'est pas l'ennemie du progrès : elle en est la preuve. Et
21 elle retire à l'extrême droite son arme préférée car la dénatalité est
22 française avant d'être une affaire d'origines, et c'est en faisant à
23 nouveau envie d'avenir qu'on la renverse, non en désignant des
24 boucs émissaires.

25 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — une doctrine (la liberté, jamais
26 la prime). *Rapport* : le levier le plus en amont de tout — retraites,
27 croissance, école — et l'arme du « Grand Remplacement »
28 désamorcée, la dénatalité étant française avant d'être une affaire
29 d'origines. *Inaction* : fécondité tombée à 1,56 (plus bas depuis 1919),

1 solde naturel négatif, pic de population vers 2037 puis déclin — les
2 trois chocs du chapitre VIII aggravés à la racine. *Trajectoire* : neutre
3 ici ; et disons-le, la natalité est un pari de long terme — un enfant né
4 en 2027 n'entre dans la vie active que vers 2047 : sur l'horizon du
5 livre, c'est un coût, pas un gain. *Concrètement* : toutes les primes
6 natalistes de 1945 à 1985 n'ont relevé la fécondité que de 0,15 enfant
7 par femme — la preuve, par l'échec, que l'argent ne fait pas les
8 berceaux.

9 **Proposition 100 — Mère ET active : la conciliation comme politique, pas**
10 **comme slogan**

11 **Ce qui existe.** Dans les faits, une Française doit encore trop souvent
12 choisir : sa carrière ou ses enfants. Les modes de garde manquent, le
13 congé parental reste pris à 99 % par les mères, et l'aménagement du
14 travail dépend du bon vouloir d'un employeur pas toujours
15 progressiste !

16 **Ce que l'on constate.** Les pays qui ont enrayeré la chute de la
17 fécondité sont ceux qui ont rendu compatibles le travail et la
18 maternité : crèches accessibles, pères qui prennent leur part,
19 entreprises qui s'adaptent. La donnée est solide -c'est l'accueil du
20 jeune enfant, bien plus que les primes, qui explique les écarts de
21 fécondité entre pays riches.

22 **Ce qui nous menace.** Tant que faire un enfant signifie, pour une
23 femme, mettre sa carrière en pause et sa charge mentale au
24 maximum, beaucoup repousseront puis renonceront, le temps
25 biologique ne se rattrapant pas.

26 **Ce que nous ferons.** Mettre la place des femmes au cœur de la
27 politique du travail, pour de vrai. Un service public de la petite
28 enfance : des places de crèche en nombre, objectif chiffré et audité,

1 priorité aux territoires qui en manquent. Un congé parental
2 réellement partagé, avec une part réservée au second parent qui se
3 perd s'il ne la prend pas : c'est ainsi que les pays du Nord ont
4 rééquilibré la charge. L'aménagement du travail des parents de
5 jeunes enfants inscrit dans la loi, et non suspendu au post-it d'une
6 direction des ressources humaines. Et l'exemplarité de l'État
7 employeur, qui montrera la voie avant de l'exiger des autres.

8 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la vieille organisation du
9 travail qui faisait porter l'enfant à la seule mère, et le confort des
10 employeurs qui s'en lavaient les mains. Y gagnent : les femmes, qui
11 cessent d'arbitrer entre être mère et exister professionnellement ; les
12 pères, rendus à leurs enfants ; et les entreprises, qui retiennent des
13 talents qu'elles perdaient.

14 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Quand être mère cesse de coûter
15 une carrière, on fait plus d'enfants et de meilleures carrières. C'est le
16 seul levier dont la science soit sûre : changer non le portefeuille,
17 mais l'organisation. Un changement de société, pas une aumône.

18 **Les chiffres.** *Coût* : réel — un service public de la petite enfance, de
19 l'ordre de 3 milliards par an pour combler le manque de places (~200
20 000) et les ~10 000 professionnels manquants ; financé d'abord par
21 réorientation de la politique familiale existante (la France met déjà
22 ~66 milliards, 2,25 % du PIB — trop en transferts monétaires, pas
23 assez en services). *Rapport* : le seul levier de fécondité prouvé dans
24 les pays riches — l'accueil du jeune enfant, bien plus que les primes.
25 *Inaction* : une fécondité qui s'effondre, et le temps biologique qui ne
26 se rattrape pas. *Trajectoire* : dépense réelle, en partie
27 redéploiement ; rendement démographique au-delà de l'horizon du
28 moteur. *Concrètement* : la natalité ne coûte pas plus, elle coûte
29 mieux — un euro de crèche pèse, pour la fécondité, davantage que
30 dix euros de prime.

1 **Proposition 101 — Lever les freins des jeunes : sans sécurité, pas d'enfants**

2 **Ce qui existe.** On demande aux jeunes de faire des enfants au
3 moment précis où tout leur dit d'attendre : études qui s'allongent,
4 premiers salaires écrasés, emplois menacés par l'automatisation,
5 logement inaccessible dans les villes où sont les emplois. Peu ou pas
6 de structures d'accueil pour les bébés (crèches).

7 **Ce que l'on constate.** On ne fonde pas une famille sur du sable. Le
8 désir d'enfant ne s'effondre pas par égoïsme : il recule devant
9 l'insécurité — un contrat précaire, un studio hors de prix, un avenir
10 illisible. La natalité est, au fond, un baromètre de la confiance.

11 **Ce qui nous menace.** Une génération qui voudrait des enfants mais
12 n'ose pas — et qui, à force de reporter, n'en aura pas. Le
13 renoncement par prudence est le plus irréversible de tous.

14 **Ce que nous ferons.** Donner aux jeunes le socle sans lequel aucune
15 politique familiale ne tient. La sécurité économique d'abord : l'emploi
16 et les salaires d'entrée (chapitre VI), le logement des jeunes ménages
17 (chapitre X) traités comme une priorité nationale. Et, en complément
18 seulement — car ils ne suffisent jamais seuls —, des coups de pouce
19 ciblés aux grandes transformations de la vie de famille : aides au
20 passage à un logement plus grand, à un véhicule familial,
21 allègements pour les jeunes parents. Non pour acheter des
22 naissances, mais pour lever le dernier obstacle quand le désir, lui, est
23 déjà là.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : l'idée que la natalité se décrète
25 d'en haut, sans toucher à la condition réelle des jeunes. Y gagnent :
26 les jeunes couples, sécurisés ; et le pays, qui transforme une angoisse
27 de l'avenir en projet de famille.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un jeune qui se sent en sécurité
2 fait des enfants ; un jeune qui a peur les remet à plus tard, c'est-à-
3 dire à jamais. Sécuriser la jeunesse, c'est la politique familiale la plus
4 efficace qui soit — et elle profite à tout le reste.

5 **Les chiffres.** *Coût* : l'essentiel est déjà compté aux chapitres VI
6 (emploi, salaires) et X (logement) ; les coups de pouce aux grandes
7 transformations (logement plus grand, véhicule familial) sont un
8 complément ciblé et modéré. *Rapport* : la sécurité économique lève le
9 frein numéro un au désir d'enfant. *Inaction* : le renoncement par
10 prudence — le plus irréversible de tous, car le temps biologique ne se
11 rattrape pas. *Trajectoire* : complément modéré, le gros étant compté
12 ailleurs. *Concrètement* : la natalité est un baromètre de la confiance
13 — on ne fonde pas une famille sur un contrat précaire et un studio
14 hors de prix.

15 **Proposition 102 — Rendre l'avenir désirable : apaiser, éduquer, transmettre**
16 **l'enjeu**

17 **Ce qui existe.** Une génération grandit dans l'anxiété -du climat, de
18 l'intelligence artificielle, du déclassement ou de la guerre, et dans un
19 rapport au couple et à l'intime devenu compliqué. Le désir d'enfant
20 suppose une confiance en l'avenir que l'époque abîme.

21 **Ce que l'on constate.** On ne fait pas d'enfants quand on croit le
22 monde fini. Et la relation à l'autre s'est tendue : la juste exigence du
23 consentement, après des décennies d'abus enfin nommés, a parfois
24 viré, chez les plus jeunes, en défiance généralisée — jusqu'au sein du
25 couple. Rappeler que le respect et le désir ne s'opposent pas n'est
26 pas un retour en arrière : c'est la condition d'une vie intime apaisée.

27 **Ce qui nous menace.** Une jeunesse qui ne se projette plus -ni dans
28 l'avenir, ni dans l'autre-, et une dénatalité qui s'enracine dans le

1 découragement plutôt que dans le calcul pendant qu'un
2 obscurantisme s'installe aussi autour de tout ce qui touche à la
3 sexualité devenue « sale » chez les plus jeunes !

4 **Ce que nous ferons.** Rendre l'avenir à nouveau désirable, par le
5 récit autant que par les actes. Une éducation à la vie relationnelle et
6 sexuelle apaisée, où le consentement s'enseigne comme une
7 grammaire commune et non comme le procès d'un sexe par l'autre.
8 La pédagogie de l'enjeu, dite franchement aux quinze-vingt-cinq ans :
9 que l'avenir du pays, de ses retraites, de son modèle, repose aussi sur
10 eux — non comme un fardeau, mais comme une responsabilité qui
11 rend fier. Et, partout dans ce livre, des raisons concrètes d'espérer :
12 c'est la somme des autres chapitres — l'école, le travail, la sécurité,
13 l'Europe puissance — qui redonne le goût de l'avenir, donc des
14 enfants. Coincées entre #metoo et les montées des radicalismes
15 religieux, la génération Z et pire encore l'Alpha, triment un
16 nombre inqualifiable de façons de se définir ou non sexuellement tout
17 en étant dans le même temps pétrifiés face à l'acte sexuel banal...
18 l'Etat ne peut pas se glisser dans les draps des Français, mais peut-
19 être que l'école a là encore un rôle, adossé à la laïcité, à prendre, en
20 enseignant la sexualité sans tabous ? Nous le verrons bien.

21 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le catastrophisme qui paralyse,
22 et le découragement érigé en lucidité. Y gagnent : les jeunes, à qui
23 l'on rend une perspective ; et la société, qui cesse de se raconter sa
24 propre fin.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** On ne fait pas d'enfants par
26 devoir, mais par espérance. Une nation qui redonne à sa jeunesse le
27 goût de l'avenir a déjà fait l'essentiel de sa politique familiale — le
28 reste suit, parce que la confiance est contagieuse.

1 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — une éducation à la vie relationnelle
2 et une pédagogie de l'enjeu, sans dépense propre. *Rapport* : rendre
3 l'avenir désirable, sans quoi aucune prime ne fonctionne ; c'est la
4 somme des autres chapitres (école, travail, sécurité, Europe) qui
5 redonne le goût de l'avenir. *Inaction* : une jeunesse qui ne se projette
6 plus, et une dénatalité de découragement plutôt que de calcul.
7 *Trajectoire* : marginal pour la dette. *Concrètement* : le consentement
8 enseigné comme une grammaire commune — non comme le procès
9 d'un sexe par l'autre — et l'enjeu démographique dit franchement
10 aux 15-25 ans.

1 CHAPITRE III — LA SANTÉ QUI SOIGNE

2 La France dépense pour sa santé parmi les sommes les plus élevées
3 du monde, et ses soignants n'ont jamais été aussi épuisés, ses
4 patients aussi inquiets, ses urgences aussi pleines. Le diagnostic est
5 le même qu'à l'école : ce n'est pas l'argent qui manque, c'est
6 l'organisation qui dévore l'argent. Notre règle tient en une formule :
7 moins d'État-administration, plus d'État-service. Nulle part elle ne
8 s'applique mieux qu'à l'hôpital.

9 **Proposition 28 — Rendre l'hôpital aux soignants**

10 **Ce qui existe.** Un médecin ou une infirmière d'hôpital consacre une
11 part considérable de son temps à autre chose que les soins : saisies,
12 codages, comptes rendus en plusieurs exemplaires, certifications,
13 tableaux à remplir pour des agences qui ne soignent personne. Au-
14 dessus, des strates (administrations centrales, agences régionales,
15 directions) qui produisent de la norme plus vite que l'hôpital ne
16 produit du soin.

17 **Ce que l'on constate.** Les soignants ne fuient pas leur métier : ils
18 fuient ce qu'on en a fait. Les démissions et les postes vacants ne sont
19 pas une crise des vocations, mais une grève silencieuse contre la
20 paperasse.

21 **Ce qui nous menace.** Un système qui paie des soignants à ne pas
22 soigner finira par ne plus avoir ni les soignants, ni les soins. À dix ans
23 : des services entiers fermés faute de bras, dans un pays vieillissant
24 qui en aura davantage besoin.

25 **Ce que nous ferons.** Chaque heure administrative arrachée au soin
26 sera traquée comme une dépense indue. L'intelligence artificielle
27 prendra en charge la saisie, le codage, la circulation des dossiers

1 entre l'hôpital, la Sécurité sociale et les mutuelles (un seul flux, une
2 seule saisie). Les services seront dirigés par des binômes médecin-
3 cadre responsables de leurs résultats ; les agences et directions
4 redondantes maigriront au rythme des départs en retraite, sans un
5 licenciement. Plusieurs dizaines de personnes responsables du 100%
6 santé à l'AP-HP, ce n'est plus possible ! L'IA est là pour ça !

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la technostucture sanitaire,
8 les producteurs de tableaux de bord que personne ne lit. Y gagnent :
9 les soignants, rendus à leur vocation ; les patients, mieux pris en
10 charge ; le contribuable, qui paie enfin du soin.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le même budget, débarrassé de
12 ce qui ne soigne pas, soigne davantage. C'est la réforme la moins
13 coûteuse et la plus rentable de tout ce chapitre : elle ne demande pas
14 un euro, elle demande du courage.

15 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une réorganisation de la gouvernance, pas
16 une dépense. *Rapport* : du temps de soin rendu, l'intelligence
17 artificielle absorbant la saisie, le codage et la circulation des dossiers
18 (un seul flux hôpital-Sécu-mutuelle, une seule saisie). *Inaction* : les
19 démissions et les postes vacants ne sont pas une crise des vocations
20 mais une grève silencieuse contre la paperasse ; à dix ans, des
21 services fermés faute de bras. *Trajectoire* : neutre pour la dette.
22 *Concrètement* : des dizaines d'agents mobilisés pour le seul « 100 %
23 santé » à l'AP-HP — ce que l'IA fera désormais —, et des binômes
24 médecin-cadre responsables de leurs résultats.

1 **Proposition 29 — Dix pour cent de plus pour la santé, hors Sécurité sociale, en**
2 **cinq ans**

3 **Ce qui existe.** Le budget de la santé est piloté chaque année dans
4 l'urgence, rallonge après rallonge, sans visibilité pour les hôpitaux ni
5 pour les professionnels. On éteint des incendies ; on n'investit pas.

6 **Ce que l'on constate.** Les murs se fissurent, les équipements
7 vieillissent, le numérique hospitalier accumule des décennies de
8 retard. Quand l'investissement manque, c'est le fonctionnement qui
9 paie : matériel en panne, temps perdu, soignants usés.

10 **Ce qui nous menace.** Le vieillissement de la population est la seule
11 certitude démographique du demi-siècle. Un système hospitalier
12 sous-investi qui aborde cette vague, c'est un mur qui avance vers
13 nous à date connue.

14 **Ce que nous ferons.** Le budget de la santé hors Sécurité sociale
15 augmentera de dix pour cent sur cinq ans (trajectoire publiée,
16 opposable, conforme à notre règle d'or : l'investissement avant le
17 fonctionnement). Cet argent ira aux murs, aux équipements, au
18 numérique qui libère du temps de soin, à la formation. En
19 contrepartie, les remboursements seront ciblés sur ce dont l'utilité
20 n'est pas démontrée, et la refonte de la gestion de la Sécurité sociale
21 dégagera ses propres économies. Pas un euro nouveau sans un euro
22 mieux dépensé.

23 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les rentes du système comme
24 les actes redondants, les produits remboursés par habitude, les frais
25 de gestion empilés entre Sécu et mutuelles. Y gagnent : les hôpitaux,
26 qui retrouvent un horizon ; les soignants, des outils dignes ; les
27 malades, un système qui anticipe au lieu de subir.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un euro investi dans la santé au
2 bon endroit évite des dizaines d’euros de soins tardifs, d’arrêts de
3 travail, de dépendance. La santé n’est pas une charge à contenir :
4 c’est un capital à entretenir.

5 **Les chiffres.** *Coût* : +2,5 milliards par an à terme (levier « santé »
6 du moteur, hors Sécurité sociale), fléchés vers les murs, les
7 équipements, le numérique et la formation. *Rapport* : un euro investi
8 au bon endroit évite des dizaines d’euros de soins tardifs, d’arrêts de
9 travail et de dépendance. *Inaction* : un système sous-investi face à la
10 seule certitude démographique du demi-siècle, le vieillissement — un
11 mur qui avance à date connue. *Trajectoire* : +2,5 milliards
12 d’investissement, financés en partie par des remboursements
13 ciblés sur l’inutile. *Concrètement* : +10 % en cinq ans, trajectoire
14 publiée et opposable — l’investissement avant le fonctionnement.

15 **Proposition 30 — Afficher le prix réel des soins et des médicaments**

16 **Ce qui existe.** Personne, en France, ne sait ce que coûte sa santé. Le
17 patient voit un reste à charge ; le vrai prix, celui que paient la
18 Sécurité sociale, la mutuelle, c’est-à-dire lui-même par ses
19 cotisations, demeure invisible. La gratuité apparente est le seul
20 produit dont le prix est caché à celui qui le paie.

21 **Ce que l’on constate.** Ce qui n’a pas de prix visible n’a pas de
22 valeur perçue : rendez-vous non honorés, examens redondants,
23 médicaments accumulés dans les armoires puis jetés. Le gaspillage
24 n’est pas une faute morale des Français ; c’est la conséquence
25 logique d’un système qui leur cache l’addition.

26 **Ce qui nous menace.** Un système dont personne ne voit les coûts
27 est un système que personne ne défend quand il faut les maîtriser.

1 L'opacité d'aujourd'hui ne prépare pas aux déremboursements de
2 demain.

3 **Ce que nous ferons.** Le prix réel et complet sera affiché partout :
4 sur chaque boîte de médicament, sur chaque décompte de soins, à
5 l'hôpital comme en ville, ce que cela coûte, qui le paie, ce que la
6 solidarité nationale a pris en charge. Rien ne change au
7 remboursement : tout change dans la perception.

8 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort de l'opacité, et ceux
9 dont les marges prospèrent dans l'ombre des prix invisibles. Y
10 gagnent : les patients, traités en adultes ; les soignants, dont le
11 travail cesse de paraître gratuit ; la Sécurité sociale, défendue par
12 des assurés qui savent enfin ce qu'elle leur donne.

13 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La transparence est le plus doux
14 des régulateurs : elle économise sans interdire, elle responsabilise
15 sans punir. Un peuple qui connaît le prix de sa solidarité est un
16 peuple qui la protège.

17 **Les chiffres.** *Coût* : nul. *Rapport* : la transparence est le plus doux
18 des régulateurs — rendez-vous honorés, examens non redondants,
19 armoires à pharmacie non gaspillées —, sans rien interdire ni
20 rembourser de moins. *Inaction* : un système dont personne ne voit les
21 coûts est un système que personne ne défend le jour où il faut les
22 maîtriser. *Trajectoire* : neutre, voire des économies diffuses.
23 *Concrètement* : sur chaque boîte et chaque décompte, ce que cela
24 coûte, qui le paie, et ce que la solidarité nationale a pris en charge —
25 rien ne change au remboursement, tout change à la perception.

26 **Proposition 31 — Reconquérir les déserts médicaux**

27 **Ce qui existe.** Des territoires entiers (ruraux, mais aussi périurbains
28 et certains quartiers) vivent sans médecin traitant, sont à des heures

1 d'un spécialiste, avec des urgences comme seul recours, elles non
2 plus pas à proximité. La liberté d'installation, intacte, coexiste avec
3 des années d'études financées par la nation.

4 **Ce que l'on constate.** Là où le médecin disparaît, tout recule : le
5 dépistage, la prévention, l'espérance de vie elle-même. L'égalité
6 devant la santé, premier des biens, est devenue une affaire de code
7 postal.

8 **Ce qui nous menace.** Une France coupée en deux : celle qui choisit
9 son spécialiste et celle qui renonce aux soins. Aucune promesse
10 républicaine ne survit à cela et les urgences saturées des villes paient
11 déjà la facture des campagnes abandonnées. Sans compter une
12 pénurie aussi de spécialistes dans les grandes zones urbaines !

13 **Ce que nous ferons.** Une stratégie d'État-service, sans créer une
14 seule administration : consultations avancées des hôpitaux dans les
15 territoires sous-dotés, équipement complet en télémédecine de
16 chaque maison de santé, délégation élargie d'actes aux pharmaciens
17 et aux infirmiers, et un contrat donnant-donnant avec les jeunes
18 médecins, installation accompagnée, charges administratives prises
19 en main par l'IA et des assistants, en échange d'un exercice d'abord
20 là où la nation a besoin d'eux. Quitte à pratiquer à équivalence de
21 diplômes, l'immigration professionnelle sollicitée !

22 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le statu quo corporatiste qui
23 sacralise la liberté d'installation sans regarder ses effets, et les
24 rentes de situation des zones surdotées. Y gagnent : les habitants des
25 territoires délaissés, les jeunes praticiens libérés de la solitude
26 administrative, les hôpitaux désengorgés.

27 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque consultation rendue
28 possible en ville moyenne est une urgence évitée en métropole.

1 Soigner partout coûte moins cher que soigner trop tard et la
2 République ne connaît pas de territoires de seconde zone.

3 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier santé, sans une
4 administration nouvelle. *Rapport* : chaque consultation rendue
5 possible en ville moyenne est une urgence évitée en métropole —
6 soigner partout coûte moins que soigner trop tard. *Inaction* : l'égalité
7 devant la santé devenue une affaire de code postal, et des urgences
8 urbaines qui paient la facture des campagnes abandonnées.
9 *Trajectoire* : dépense ciblée, à fort rendement évité. *Concrètement* :
10 consultations avancées des hôpitaux, télémédecine dans chaque
11 maison de santé, délégation d'actes aux pharmaciens et infirmiers, et
12 un contrat donnant-donnant avec les jeunes médecins.

13 **Proposition 32 — Le grand chantier du grand âge et de la fin de vie**

14 **Ce qui existe.** La loi sur les soins palliatifs et l'accompagnement,
15 promulguée en mai 2026, a posé des droits. Mais en France, un droit
16 proclamé n'est pas un droit servi : des départements demeurent sans
17 véritable offre palliative, des familles affrontent seules la dépendance
18 d'un parent, et l'on meurt encore mal dans le pays qui a écrit le plus
19 de lois sur le bien mourir.

20 **Ce que l'on constate.** Le quatrième âge est la grande affaire
21 démographique du demi-siècle, et la France l'aborde sans plan :
22 établissements à bout de souffle, aidants épuisés, soignants du grand
23 âge sous-payés, sous-valorisés et invisibles.

24 **Ce qui nous menace.** Des centaines de milliers de grands vieillards
25 supplémentaires dans les vingt prochaines années, et nulle part où
26 les accueillir dignement. L'inaction d'aujourd'hui, ce sont les
27 scandales de demain et nous les connaissons déjà, nous en avons déjà
28 eu l'avant-goût.

1 **Ce que nous ferons.** D'abord un mandat d'effectivité : la loi de mai
2 2026 sera appliquée, intégralement, avec au moins une unité de soins
3 palliatifs par département, un calendrier public et un responsable
4 nommé. Ensuite un chantier national du troisième et du quatrième
5 âge : domicile adapté en priorité, établissements rénovés, métiers du
6 grand âge revalorisés et professionnalisés, aidants reconnus. On juge
7 une civilisation à la manière dont elle traite ses vieillards ; la nôtre
8 sera jugée sur pièces.

9 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les opérateurs qui ont fait de la
10 dépendance un gisement de marges au détriment des soins, et
11 l'hypocrisie des droits sans moyens. Y gagnent : les mourants,
12 accompagnés au lieu d'être abandonnés ; les familles, soulagées ; les
13 soignants du grand âge, enfin considérés.

14 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Bien accompagner la fin de vie
15 coûte moins que l'acharnement par défaut et l'hôpital faute de mieux.
16 Mais l'essentiel n'est pas comptable : un pays qui sait accompagner
17 ses morts apprend à ses vivants qu'ils ne seront jamais seuls. C'est
18 cela, une nation.

19 **Les chiffres.** *Coût* : marginal, voire une économie — bien
20 accompagner la fin de vie coûte moins que l'acharnement par défaut
21 et l'hôpital faute de mieux ; le chantier du grand âge relève du levier
22 « fragiles » (chapitre IV). *Rapport* : moins d'acharnement, moins de
23 lits d'aigu mobilisés à perte — et l'essentiel, qui n'est pas comptable.
24 *Inaction* : la loi de mai 2026 proclamée mais non servie, des
25 départements sans offre palliative, les scandales du grand âge déjà
26 connus. *Trajectoire* : neutre à positive. *Concrètement* : au moins une
27 unité de soins palliatifs par département, un calendrier public et un
28 responsable nommé — sans surcouche administrative.

1 **Proposition 124 — L'hôpital de pointe : CHU d'excellence, robotique et IA au**
2 **service du soin**

3 **Ce qui existe.** La France a inventé des pans entiers de la médecine
4 moderne et garde des équipes hospitalières de rang mondial. Mais
5 ses centres hospitalo-universitaires vieillissent, son parc de robots
6 chirurgicaux et d'imagerie de pointe accuse du retard sur
7 l'Allemagne, la Corée ou les États-Unis, et ses meilleurs praticiens-
8 chercheurs partent là où l'on investit dans l'excellence.

9 **Ce que l'on constate.** On a tant parlé de réparer l'hôpital qu'on a
10 oublié de le rendre conquérant. Or l'excellence n'est pas un luxe : un
11 robot chirurgical, c'est moins de complications et des séjours plus
12 courts ; une intelligence artificielle diagnostique, ce sont des cancers
13 détectés plus tôt ; un centre de référence, ce sont des essais
14 cliniques, des brevets, des talents retenus. L'innovation médicale
15 soigne mieux et coûte moins à l'arrivée.

16 **Ce qui nous menace.** Une médecine française à deux vitesses face
17 au monde : un système qui tient encore par le dévouement, mais qui
18 décroche sur la technologie — et des patients qui, demain, iront se
19 faire opérer ailleurs.

20 **Ce que nous ferons.** Faire de l'hôpital public une ambition, pas
21 seulement une charge. Une part dédiée du « plus dix pour cent » de
22 la proposition 29 ira à l'équipement de pointe : robots chirurgicaux,
23 imagerie de dernière génération, intelligence artificielle diagnostique
24 déployée sous contrôle médical. Nous concentrerons l'excellence
25 dans un réseau de centres hospitalo-universitaires de référence,
26 quelques pôles par grande spécialité, dotés pour la recherche, les
27 essais cliniques et l'attraction des meilleurs, articulés aux soins de
28 proximité de la proposition 31 : l'excellence « au cœur », l'accès

1 partout. Et la carrière de praticien-chercheur sera revalorisée pour
2 cesser d'exporter nos cerveaux médicaux.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le saupoudrage qui équipe
4 « mal partout » au lieu de « bien là où il faut », et le renoncement à
5 l'excellence par fausse modestie. Y gagnent : les patients, mieux
6 opérés et dépistés plus tôt ; les soignants, dotés des outils de leur
7 métier ; la recherche française, et l'industrie de santé qui en vit.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un pays qui soigne à la pointe
9 attire les talents, les brevets et les patients du monde et fait baisser,
10 à terme, le coût de la maladie. L'excellence hospitalière n'est pas
11 l'ennemie de l'égalité d'accès : adossée à la médecine de proximité,
12 elle en est le sommet. Réparer ne suffit pas ; il faut de nouveau
13 conquérir.

14 **Les chiffres.** *Coût* : une part fléchée du « +10 % » de la proposition
15 29 (levier « santé », +2,5 milliards), orientée vers le pointe plutôt que
16 le saupoudrage — pas d'enveloppe nouvelle. *Rapport* : moins de
17 complications et des séjours plus courts (robot chirurgical), des
18 cancers détectés plus tôt (IA diagnostique), des talents et des essais
19 cliniques retenus. *Inaction* : un parc de robots et d'imagerie en retard
20 sur l'Allemagne, la Corée et les États-Unis, et des patients qui iront
21 se faire opérer ailleurs. *Trajectoire* : redéploiement du levier santé,
22 rendement de long terme. *Concrètement* : l'excellence concentrée
23 dans un réseau de CHU de référence — l'excellence au cœur, l'accès
24 partout (proposition 31).

25 **Proposition 125 — La souveraineté du médicament : produire, négocier, ne**
26 **plus manquer**

27 **Ce qui existe.** Début 2025, près de 400 médicaments d'intérêt
28 thérapeutique majeur manquaient en France, du cœur au système

1 nerveux, des antibiotiques aux traitements digestifs, et la durée
2 moyenne d'une pénurie a plus que doublé, de 100 jours en 2022 à
3 220 en 2024. La cause est connue : nous avons délocalisé la
4 production des principes actifs en Asie pour quelques centimes
5 d'économie par boîte.

6 **Ce que l'on constate.** Un pays qui ne sait plus fabriquer ses
7 médicaments essentiels n'est pas souverain : il est à la merci d'une
8 rupture d'usine à l'autre bout du monde.

9 **Ce qui nous menace.** La répétition des hivers sans antibiotiques,
10 sans anticancéreux, sans anesthésiques et la dépendance stratégique
11 d'une nation sur la santé-même de ses citoyens.

12 **Ce que nous ferons.** Une souveraineté du médicament en trois
13 temps. Produire : relocaliser en France et en Europe la fabrication
14 des principes actifs critiques, par la commande publique (chapitre IX)
15 et des contrats de long terme garantissant les volumes ; la logique
16 même de la souveraineté sanitaire de la proposition 53. Stocker : des
17 stocks stratégiques obligatoires pour les médicaments essentiels,
18 comme on stocke le carburant. Négocier : peser sur les prix à
19 l'échelle européenne, en cessant de surpayer l'innovation tout en
20 sous-payant les génériques au point d'en provoquer la pénurie. La
21 transparence de la proposition 30 dira ce que cela coûte ; cette
22 proposition garantit que cela existe. Sans se laisser impressionner
23 par l'administration Trump.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la marchandisation à courte
25 vue qui a délocalisé l'essentiel pour quelques centimes, et la
26 dépendance qui en a résulté. Y gagnent : les malades, qui trouvent
27 leur traitement ; les soignants, qui cessent de rationner ; l'industrie
28 pharmaceutique européenne et ses emplois ; et la souveraineté
29 nationale.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La santé est le premier des
2 sujets régaliens : un pays qui produit ses médicaments protège ses
3 citoyens comme il protège ses frontières. Relocaliser coûte quelques
4 centimes par boîte produite ; manquer de médocs coûte des vies. Le
5 calcul est vite fait.

6 **Les chiffres.** *Coût* : un surcoût modéré par boîte (relocalisation,
7 stocks stratégiques), en partie compensé par la fin des achats
8 d'urgence ; porté par la commande publique. *Rapport* : la fin des
9 ruptures (près de 400 médicaments essentiels manquants début
10 2025, durée de pénurie passée de 100 à 220 jours en deux ans) et
11 l'accès maintenu à l'innovation. *Inaction* : des hivers sans
12 antibiotiques ni anticancéreux ; et, sous la pression du « deal » entre
13 Trump et les laboratoires, des firmes qui retardent leurs lancements
14 en France faute d'un prix jugé suffisant — notre pays ne prend déjà
15 en charge qu'une minorité des médicaments autorisés en Europe.
16 *Trajectoire* : surcoût modéré, neutre à positif. *Concrètement* :
17 produire les principes actifs critiques par contrats longs, constituer
18 des stocks stratégiques obligatoires, et négocier les prix en bloc
19 européen — le juste prix du médicament, ni bradé ni surpayé.

20 **Proposition 139 — La prévention comme politique : la génération sans tabac,**
21 **l'étiquetage-vérité, une règle unique pour tout ce qui nuit**

22 **Ce qui existe.** Nous soignons les conséquences à prix d'or et ne
23 prévenons presque rien. Le tabac tue à lui seul environ 75 000
24 personnes par an en France — première cause de mortalité évitable
25 — et pèse lourd sur l'assurance maladie ; la malbouffe et la
26 sédentarité alimentent diabète et maladies cardiovasculaires. En
27 juillet 2026, l'Assurance maladie a elle-même chiffré deux mesures de
28 prévention à près de 4 milliards d'euros : la génération sans tabac et
29 le Nutri-Score obligatoire.

1 **Ce que l'on constate.** La prévention est le seul levier qui fait
2 baisser en même temps la souffrance et la dépense. Un euro de
3 prévention épargne plusieurs euros de soins — et surtout des vies. Or
4 c'est le parent pauvre d'un système obsédé par le curatif.

5 **Ce qui nous menace.** Une Sécurité sociale qui paie toujours plus de
6 maladies évitables, jusqu'à l'asphyxie. Et une incohérence politique :
7 frapper le tabac tout en laissant d'autres produits nocifs sans règle
8 nous exposerait à l'accusation d'hypocrisie.

9 **Ce que nous ferons.** Trois gestes et une règle. Un : la génération
10 sans tabac — interdiction progressive de la vente de tabac aux
11 personnes nées après 2009, sans jamais criminaliser les fumeurs
12 d'aujourd'hui : on ferme l'entrée, on ne punit pas ceux qui sont
13 dedans. Deux : le Nutri-Score obligatoire et l'étiquetage-vérité, parce
14 qu'un citoyen informé est le premier soignant de lui-même. Trois, la
15 règle qui tient tout : un traitement unique pour tout produit qui nuit
16 — tabac, alcool, cannabis une fois légalisé (propositions 74 et 75),
17 malbouffe. Le même quatuor pour chacun : protection stricte des
18 mineurs, étiquetage honnête, publicité encadrée, taxation fléchée
19 vers la prévention. Nous ne moralisons pas ; nous régulons. Et nous
20 assumons la seule différence qui vaille : on ferme l'entrée d'un
21 produit légal d'addiction (le tabac), on arrache aux trafiquants un
22 produit illégal pour le soumettre à la même discipline (le cannabis).
23 Deux méthodes, une seule règle.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les industries de l'addiction,
25 qui vivent du recrutement des jeunes ; et les trafiquants, pour la
26 même raison. Y gagnent : les enfants, protégés partout par la même
27 barrière ; la santé publique ; et l'assurance maladie, qui cesse de
28 payer l'évitable.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La cohérence est ici une arme :
2 en jugeant chaque produit au seul aune de la santé publique, nous
3 désarmons d'avance l'accusation de deux poids, deux mesures. On ne
4 fait pas la guerre au tabac pour faire la fête au cannabis : on applique
5 à l'un et à l'autre la même exigence — protéger les jeunes, dire la
6 vérité, financer la prévention.

7 **Les chiffres.** *Coût* : la prévention est un investissement, pas une
8 charge — elle se rembourse en soins évités. *Rapport* : ~4 milliards
9 d'euros d'économies chiffrés par l'Assurance maladie (génération
10 sans tabac + Nutri-Score obligatoire), et surtout des dizaines de
11 milliers de vies. *Inaction* : ~75 000 morts par an du seul tabac,
12 première cause de mortalité évitable, et une Sécu qui paie l'évitable.
13 *Trajectoire* : renforce l'économie « prévention santé » déjà intégrée
14 au moteur (propositions 29, 30, 124, 125). *Concrètement* :
15 interdiction de vente du tabac aux nés après 2009, Nutri-Score
16 obligatoire, et une règle unique appliquée au tabac, à l'alcool, au
17 cannabis et à la malbouffe.

1 CHAPITRE IV — LES PLUS FRAGILES D'ABORD

2 Une nation se juge à la manière dont elle traite ceux qui ne peuvent
3 pas se défendre seuls : ses vieux, ses enfants, ses femmes menacées.
4 La France de 2026 échoue aux trois épreuves et le sait. Les scandales
5 se succèdent, des établissements pour personnes âgées aux
6 institutions scolaires, et chaque fois la même phrase revient : « tout
7 le monde savait ». Ce chapitre est écrit pour que cette phrase
8 disparaisse de notre quotidien !

9 **Proposition 62 — Vieillir chez soi : l'emploi à domicile du grand âge enfin**
10 **encouragé**

11 **Ce qui existe.** Un crédit d'impôt pour l'emploi à domicile — 6,4
12 milliards d'euros par an — identique que l'on ait trente-cinq ans et
13 besoin d'un jardinier, ou quatre-vingt-huit ans et besoin d'une
14 présence pour rester chez soi.

15 **Ce que l'on constate.** Neuf Français sur dix veulent vieillir à
16 domicile. Le maintien chez soi coûte moins cher à la collectivité
17 qu'une place d'établissement -et il est presque toujours plus heureux,
18 tant que la santé et la mobilité suivent. Pourtant, les métiers de l'aide
19 à domicile peinent à recruter : mal payés, dévalorisés, chargés,
20 épuisants.

21 **Ce qui nous menace.** Le mur démographique est chiffré dans nos
22 données : la proportion des +65 ans ne cesse de croître, et le ratio
23 cotisants-retraités glissera vers 1,67 dès 2030. Sans virage
24 domiciliaire, c'est l'établissement par défaut -plus coûteux, souvent
25 plus triste, parfois pire.

26 **Ce que nous ferons.** Recentrer et majorer l'avantage fiscal pour le
27 troisième et le quatrième âge : abattement de charges renforcé et

1 crédit d'impôt majoré lorsque l'employeur a plus de soixante-quinze
2 ans ou perd son autonomie -financés par le recentrage de la même
3 niche sur ses usages de confort. La niche ne grossit pas : elle se
4 déplace vers ceux qui en ont besoin pour vivre.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les usages d'agrément de la
6 niche actuelle, recentrés. Y gagnent : les vieux, qui restent chez eux ;
7 les centaines de milliers d'emplois à domicile, sortis du travail au noir
8 ; les familles, soulagées.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque mois de domicile gagné
10 est moins coûteux qu'un mois d'établissement — pour la famille
11 comme pour la collectivité. C'est l'exemple parfait d'une dépense
12 fiscale qui rapporte : elle évite une dépense sociale plus lourde, et
13 elle crée de l'emploi non délocalisable.

14 **Les chiffres.** *Coût* : nul net — la majoration pour le troisième et le
15 quatrième âge est financée par le recentrage de la niche « emploi à
16 domicile » (6,4 milliards par an) sur ses usages d'agrément ; la niche
17 ne grossit pas, elle se déplace. *Rapport* : un mois de domicile coûte
18 moins qu'un mois d'établissement et crée de l'emploi non
19 délocalisable ; 9 Français sur 10 veulent vieillir chez eux. *Inaction* : le
20 ratio cotisants-retraités glisse vers 1,67 dès 2030 — sans virage
21 domiciliaire, c'est l'établissement par défaut, plus coûteux.
22 *Trajectoire* : neutre (recentrage), dans le levier « fragiles ». *Concrètement* : un crédit d'impôt majoré au-delà de 75 ans ou en
23 perte d'autonomie — l'avantage déplacé du jardinier vers la présence
24 qui maintient à domicile.
25

1 **Proposition 63 — Le logement intermédiaire du grand âge : ni l'isolement, ni**
2 **l'hospice**

3 **Ce qui existe.** Entre le domicile devenu dangereux et l'établissement
4 médicalisé, presque rien : quelques résidences autonomie
5 vieillissantes, des initiatives éparses, aucune politique.

6 **Ce que l'on constate.** Des centaines de milliers de personnes âgées
7 occupent un logement inadapté -escaliers, baignoires, isolement- et
8 des dizaines de milliers occupent une place d'établissement
9 médicalisé faute d'alternative. Double gâchis : humain et financier.

10 **Ce qui nous menace.** La génération nombreuse née après-guerre
11 atteint le quatrième âge dans la décennie qui vient. Sans étage
12 intermédiaire, le système engorgera les hôpitaux déjà saturés.

13 **Ce que nous ferons.** Une politique nationale du logement
14 paramédical : résidences de nouvelle génération adossées aux soins
15 de ville, habitat regroupé avec présence paramédicale mutualisée,
16 normes de construction adaptées intégrées au choc de simplification
17 du chapitre X. L'investissement relève des CAPEX -bâtir pour
18 économiser des décennies de dépenses subies- et s'ouvre aux
19 capitaux privés sous label public. Avec un peu de malice, cette
20 politique s'imbrique aussi dans la politique de santé et de re-
21 densification médicale en zones rurales : des centres d'habitats
22 paramédicaux pouvant intégrer des centres de santé, formant des
23 pôles vivants de santé à la campagne.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les promoteurs de l'entre-deux
25 flou, qui vendaient du service sans soins et du soin sans contrôle. Y
26 gagnent : les personnes âgées, leurs enfants, l'hôpital désengorgé,
27 les communes rurales qui retrouvent un usage à leurs centres-bourgs
28 et des personnels soignants.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque place intermédiaire bien
2 conçue libère une place médicalisée pour qui en a vraiment besoin, et
3 un grand logement familial pour une jeune famille. C'est une
4 politique du logement, de la santé et de la démographie en une seule.

5 **Les chiffres.** *Coût* : un investissement (CAPEX) ouvert aux capitaux
6 privés sous label public, compris dans le levier « fragiles ». *Rapport* :
7 chaque place intermédiaire libère une place médicalisée pour qui en
8 a vraiment besoin et un grand logement pour une jeune famille —
9 logement, santé et démographie en une seule politique. *Inaction* : un
10 système qui se déverse dans des hôpitaux déjà saturés quand la
11 génération d'après-guerre atteint le quatrième âge. *Trajectoire* :
12 dépense d'investissement, à fort rendement évité. *Concrètement* :
13 des résidences paramédicales adossées aux soins de ville, doublées
14 en zone rurale d'un centre de santé — un pôle vivant de santé à la
15 campagne.

16 **Proposition 64 — Un label contraignant pour les établissements du grand âge**

17 **Ce qui existe.** Des contrôles épars, des évaluations complaisantes, et
18 un secteur où l'on a découvert, scandale après scandale, que la
19 rentabilité pouvait se construire sur la ration alimentaire des
20 résidents.

21 **Ce que l'on constate.** Les affaires récentes l'ont prouvé :
22 l'autorégulation a échoué. Les familles choisissent un établissement à
23 l'aveugle, sur la foi de plaquettes et paient cher !

24 **Ce qui nous menace.** La répétition, à plus grande échelle, à mesure
25 que la demande explose et que l'argent afflue vers le secteur.

26 **Ce que nous ferons.** Un label national contraignant -pas une
27 certification d'ambiance : ratios de personnel opposables, qualité
28 nutritionnelle contrôlée, indicateurs publiés établissement par

1 établissement, contrôles inopinés, et retrait du label emportant
2 interdiction d'accueillir des bénéficiaires de l'aide publique. Les
3 données de contrôle seront croisées par l'intelligence artificielle pour
4 détecter les signaux faibles — exactement comme nous le ferons pour
5 l'enfance.

6 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les gestionnaires qui faisaient
7 du vieillissement un gisement de marge sans soins. Y gagnent : les
8 résidents, les familles, les soignants du secteur -et les bons
9 établissements, enfin distingués des autres.

10 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La confiance est la condition du
11 virage démographique : sans elle, les familles n'osent ni le domicile
12 aidé, ni l'établissement. Le label rend le marché lisible -c'est l'État
13 catalyseur appliqué au grand âge.

14 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — des contrôles, pas un guichet.
15 *Rapport* : la confiance, condition du virage démographique (sans elle,
16 les familles n'osent ni le domicile ni l'établissement), et les bons
17 établissements enfin distingués des mauvais. *Inaction* : la répétition
18 des scandales à mesure que la demande explose et que l'argent afflue
19 vers le secteur. *Trajectoire* : neutre pour la dette. *Concrètement* :
20 ratios de personnel opposables, indicateurs publiés établissement par
21 établissement, contrôles inopinés croisés par l'IA — le retrait du label
22 interdit d'accueillir des bénéficiaires de l'aide publique.

23 **Proposition 65 — La défense des femmes et des enfants, grande cause**
24 **nationale et passage à l'acte**

25 **Ce qui existe.** Des plans, des numéros verts, des grenelles et 164
26 femmes tuées en 2025 par leur conjoint ou ex-conjoint. Pour les
27 enfants, l'estimation publique est de l'ordre de 160 000 victimes de

1 violences sexuelles par an. Ces deux chiffres devraient suffire à
2 déclarer l'état d'urgence moral et national.

3 **Ce que l'on constate.** Les drames récents -d'établissements
4 scolaires parisiens à Bétharram, jusqu'aux crimes de récidivistes
5 connus des services de police/justice- racontent tous la même
6 défaillance : les signaux existaient, dispersés entre l'école, l'hôpital,
7 la police, la justice et les services sociaux. Personne ne les a réunis.

8 **Ce qui nous menace.** La poursuite de l'hécatombe, et quelque
9 chose de plus profond : la certitude, installée chez les victimes, que
10 parler ne sert à rien.

11 **Ce que nous ferons.** La défense des femmes et des enfants sera
12 déclarée grande cause nationale du quinquennat -non pour le
13 symbole, mais pour ce qu'elle autorise : le croisement systématique
14 des signalements (école, santé, social, police, justice) par les outils
15 décrits à la proposition 37, sous contrôle du juge ; des cellules
16 départementales de détection à effectifs garantis ; la formation
17 obligatoire de tous les professionnels au contact des enfants ; et un
18 principe simple opposable à toutes les administrations : un signal
19 isolé est une alerte à suivre, deux signaux déclenchent une enquête.
20 L'IA aidera.

21 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort des institutions qui
22 se renvoyaient les dossiers, et les agresseurs que protégeait le
23 cloisonnement. Y gagnent : les victimes détectées des années plus tôt
24 et tous les professionnels de bonne volonté, enfin outillés.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Au-delà du devoir moral, les
26 violences faites aux enfants détruisent les familles aujourd'hui et
27 fabriquent les fracas de la génération suivante : échec scolaire,
28 psychiatrie, délinquance, reproduction des violences. La misère au

1 sens le plus universel qui soit ! Chaque inceste empêché est une vie
2 sauvée deux fois -celle de l'enfant, et celle de l'adulte qu'il deviendra.

3 **Les chiffres.** *Coût* : porter la grande cause de ~184 millions par an
4 aujourd'hui (2023) vers le minimum chiffré par la Fondation des
5 Femmes, ~2,6 milliards par an — soit ~+2,4 milliards montés sur le
6 quinquennat, dans les leviers justice et fragiles. *Rapport* : la politique
7 se rembourse en partie — le coût des violences conjugales est estimé
8 à ~3,6 milliards par an, celui des violences sexuelles faites aux
9 enfants à ~9,7 milliards (CIIVISE). *Inaction* : 164 femmes tuées en
10 2025, ~160 000 enfants victimes de violences sexuelles par an ; +83
11 % de plaintes pour violences conjugales en cinq ans, +100 % de
12 violences sexuelles en dix ans, -26 % de budget par victime.
13 *Trajectoire* : un effort réel (~+2,4 milliards par an à terme), à
14 inscrire comme levier dédié du moteur, au rendement social majeur.
15 *Concrètement* : le croisement des signalements (école, santé, social,
16 police, justice) sous contrôle du juge, des places d'hébergement, des
17 pôles judiciaires spécialisés — un signal isolé alerte, deux signaux
18 enquêtent.

19 **Proposition 66 — Éloigner l'agresseur, jamais la victime**

20 **Ce qui existe.** Aujourd'hui encore, dans la France de 2026, c'est le
21 plus souvent la femme menacée qui fuit son domicile avec ses
22 enfants, pendant que l'homme violent y reste. Les ordonnances de
23 protection progressent, les bracelets anti-rapprochement se
24 déploient, mais trop lentement et trop peu.

25 **Ce que l'on constate.** La quasi-totalité des féminicides sont
26 précédés de signaux connus : plaintes, mains courantes,
27 condamnations antérieures. Ce ne sont pas des coups de tonnerre ;
28 ce sont des chroniques annoncées.

1 **Ce qui nous menace.** Cent soixante chroniques annoncées par an,
2 indéfiniment.

3 **Ce que nous ferons.** Renverser la charge de l'éloignement : dès les
4 premiers actes caractérisés, c'est l'homme violent qui quitte le
5 domicile -hébergement contraint, bracelet anti-rapprochement
6 généralisé (de mille à trois mille porteurs, comme le prévoit notre
7 chapitre justice, puis davantage, tant qu'il le faudra, l'IA aidant au
8 contrôle), contrôle judiciaire renforcé, et prison en cas de violation.
9 Des places d'hébergement dédiées aux auteurs seront créées : il est
10 plus juste et moins coûteux de loger l'agresseur sous contrainte que
11 de disperser une famille en victimes.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : l'agresseur, dans sa liberté de
13 mouvement -c'est précisément l'objet. Y gagnent : les femmes et les
14 enfants, qui gardent leur logement, leur école, leur vie.

15 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une protection crédible libère la
16 parole, et la parole précoce évite le pire. Le coût d'un bracelet se
17 compte en milliers d'euros ; celui d'un féminicide -orphelins, procès,
18 vies brisées- présente un coût insurmontable.

19 **Les chiffres.** *Coût* : des places d'hébergement contraint pour les
20 auteurs et des bracelets anti-rapprochement (quelques milliers
21 d'euros pièce) — modéré. *Rapport* : loger l'agresseur sous contrainte
22 coûte moins, et est plus juste, que disperser une famille en victimes.
23 *Inaction* : 164 féminicides en 2025 — des chroniques annoncées, la
24 quasi-totalité précédées de signaux connus (plaintes, mains
25 courantes, condamnations antérieures). *Trajectoire* : dépense
26 modérée, rendement humain incommensurable. *Concrètement* : dès
27 les premiers actes, c'est l'homme violent qui quitte le domicile —
28 bracelet généralisé (de 1 000 à 3 000 porteurs, puis davantage),
29 prison en cas de violation.

1 **Proposition 67 — Pédocriminels : la prison, et plus jamais au contact d'un**
2 **enfant**

3 **Ce qui existe.** Des condamnations parfois aménagées, un fichier des
4 auteurs d'infractions sexuelles que tous les employeurs ne consultent
5 pas, et des institutions — écoles, internats, clubs, mouvements — où
6 des prédateurs ont pu sévir des décennies.

7 **Ce que l'on constate.** Bétharram, les révélations dans des écoles
8 parisiennes, les récidives commises par des hommes déjà
9 condamnés : le système actuel ne garantit ni la sanction, ni
10 l'écartement.

11 **Ce qui nous menace.** Chaque affaire étouffée enseigne aux
12 prédateurs que l'institution se protège elle-même avant de protéger
13 l'enfant.

14 **Ce que nous ferons.** Trois règles sans exception. La prison ferme
15 pour les pédocriminels -l'aménagement de peine cessera d'être la
16 norme dans ces affaires, dans le respect de l'individualisation que la
17 Constitution impose. La vérification systématique et opposable des
18 antécédents pour toute personne -salariée ou bénévole- au contact
19 habituel de mineurs : école, sport, culture, cultes, colonies ;
20 l'employeur qui ne consulte pas le fichier engagera sa responsabilité
21 pénale. Et pour l'inceste : qualification criminelle systématiquement
22 requise, moyens d'enquête dédiés, et accompagnement des victimes
23 dans la durée -parce qu'on ne guérit pas d'un inceste en garde à vue
24 de quarante-huit heures.

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les prédateurs, et les
26 institutions qui préféreraient leur réputation à leurs élèves. Y gagnent :
27 les enfants, les familles, et les centaines de milliers de professionnels

1 et bénévoles irréprochables, que la transparence protège aussi du
2 soupçon.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le scandale actuel est une
4 fenêtre : que la colère du pays serve au moins à graver des règles
5 que plus personne n'osera défaire. Une société qui protège ses
6 enfants est une société qui peut se regarder -et c'est la condition
7 silencieuse de tout le reste de ce livre.

8 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — la vérification d'antécédents et les
9 moyens d'enquête, pas un guichet. *Rapport* : l'écartement durable
10 des prédateurs du contact des enfants, et la protection des centaines
11 de milliers de professionnels et bénévoles irréprochables, déchargés
12 du soupçon. *Inaction* : chaque affaire étouffée enseigne aux
13 prédateurs que l'institution se protège avant l'enfant — Bétharram,
14 les écoles parisiennes, les récidives déjà connues. *Trajectoire* :
15 marginal pour la dette. *Concrètement* : prison ferme pour les
16 pédocriminels, vérification d'antécédents opposable pour tout contact
17 habituel de mineurs (l'employeur qui ne consulte pas le fichier
18 engage sa responsabilité pénale), inceste qualifié crime.

1 CHAPITRE V — LA CULTURE, CIMENT ET PUISSANCE

2 La culture n'est pas la cerise sur le gâteau de la prospérité : elle est
3 le ciment qui tient la nation et l'une de ses plus grandes industries
4 d'exportation. De Aya Nakamura à Rabelais, la langue française porte
5 tout ensemble : l'identité, le brassage, le commerce et l'influence.
6 Pendant que nous débattions de notre déclin, le français devenait la
7 quatrième langue du monde. Il est temps de regarder ce que nous
8 possédons vraiment.

9 **Proposition 38 — Porter la Culture au-dessus de cinq milliards, vers six**

10 **Ce qui existe.** Le budget du ministère de la Culture oscille sous la
11 barre des cinq milliards d'euros, ajusté chaque année comme une
12 variable parmi d'autres. Pour un pays dont la culture est à la fois le
13 ciment intérieur et la première carte de visite mondiale, c'est gérer
14 un trésor comme une ligne de frais généraux. C'est catastrophique !

15 **Ce que l'on constate.** Chaque fois que la France investit dans sa
16 culture, le retour dépasse la mise : fréquentation, tourisme,
17 exportations, fierté. Chaque fois qu'elle rabote, elle perd plus qu'elle
18 n'économise qu'il s'agisse du public, des créateurs, des parts de
19 marché mondial que d'autres ramassent.

20 **Ce qui nous menace.** Une culture sous-financée dans la décennie où
21 les plateformes mondiales redistribuent toutes les cartes, c'est une
22 voix française qui s'éteint au moment précis où le monde écoute. Le
23 vide culturel ne reste jamais vide : il se remplit d'autres récits.

24 **Ce que nous ferons.** Le budget de la Culture dépassera cinq
25 milliards d'euros dès la première année du mandat, et atteindra six
26 milliards en 2037 — trajectoire publiée, sanctuarisée même en cas de
27 coup dur, tout comme celle du budget de l'école. En contrepartie,

1 chaque euro sera classé selon notre règle : l'investissement qui crée
2 — création, transmission, accès, exportation — avant le
3 fonctionnement qui s'entretient lui-même. Pas un euro pour les
4 structures sans public ; tout pour ce qui fait vivre la culture chez les
5 Français et au-delà des mers.

6 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les rentes de subvention
7 reconduites par habitude, les structures qui vivent de la culture sans
8 la faire vivre. Y gagnent : les créateurs, les territoires éloignés de
9 l'offre culturelle, les industries culturelles qui exportent, et chaque
10 enfant qui franchira pour la première fois la porte d'un théâtre.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La culture est l'investissement
12 dont les dividendes se paient trois fois : en cohésion à l'intérieur, en
13 influence à l'extérieur, en recettes partout. Un pays qui finance sa
14 culture finance son avenir et son rang.

15 **Les chiffres.** *Coût* : +2,1 milliards par an à terme (levier « culture »
16 du moteur) — de 3,9 vers 5 milliards dès 2028, puis 6 en 2037,
17 trajectoire sanctuarisée comme l'école. *Rapport* : des dividendes
18 payés trois fois — cohésion à l'intérieur, influence à l'extérieur,
19 recettes partout (fréquentation, tourisme, exportations). *Inaction* : le
20 vide culturel ne reste jamais vide ; il se remplit d'autres récits, au
21 moment précis où les plateformes mondiales rebattent les cartes.
22 *Trajectoire* : +2,1 milliards fléchés vers la création, pas le
23 fonctionnement. *Concrètement* : pendant que nous débattions de
24 notre déclin, le français est devenu la quatrième langue du monde —
25 pas un euro pour les structures sans public, tout pour ce qui la fait
26 vivre.

1 **Proposition 39 — Le patrimoine rénové par l'argent privé, ouvert par l'argent**
2 **public**

3 **Ce qui existe.** Des milliers d'églises, de châteaux, de ponts, de halles
4 attendent des restaurations que les budgets publics, seuls, ne
5 pourront jamais financer. Pendant ce temps, le mécénat privé a
6 prouvé sa puissance : Notre-Dame relevée en cinq ans, la Cité
7 internationale de la langue française ouverte à Villers-Cotterêts ;
8 sans que l'État en fasse une méthode, malheureusement.

9 **Ce que l'on constate.** La doctrine qui marche tient en une phrase :
10 la rénovation par l'argent privé, l'accès par l'argent public. Les
11 entreprises et les particuliers veulent attacher leur nom à la pierre de
12 France ; les visiteurs du monde entier paient volontiers pour la voir.
13 Ce que personne n'accepterait, c'est un patrimoine privatisé : il ne le
14 sera pas.

15 **Ce qui nous menace.** Le patrimoine ne pardonne pas l'attente : ce
16 qu'on ne restaure pas à temps coûte dix fois plus, plus tard, ou
17 disparaît. Chaque clocher qui ferme est un morceau de France qui
18 s'éteint et souvent dans les communes qui n'ont plus que lui.

19 **Ce que nous ferons.** Un cadre national simple et stable : mécénat
20 facilité et sécurisé, concessions de restauration encadrées, recettes
21 touristiques fléchées vers la pierre — et en échange de chaque euro
22 privé investi, une garantie d'accès public inscrite dans le marbre du
23 contrat. L'État reste propriétaire et garant ; le privé finance et
24 restaure ; le public entre. Le modèle de Villers-Cotterêts sera
25 dupliqué, pas admiré.

26 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le monopole administratif sur
27 la pierre, et le réflexe qui préfère une ruine publique à une
28 restauration partagée. Y gagnent : les communes rurales, les artisans

1 d'art et leurs savoir-faire, les mécènes honorés, et les visiteurs —
2 c'est-à-dire tout le monde.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque monument restauré
4 attire des visiteurs qui financent le suivant : le patrimoine devient un
5 cercle vertueux au lieu d'une charge infinie. La France n'a pas les
6 moyens de tout restaurer seule ; elle a mieux : un patrimoine que le
7 monde entier veut aider à sauver.

8 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — une dépense fiscale de mécénat,
9 plus que compensée par la restauration privée qu'elle déclenche et
10 par les recettes touristiques fléchées. *Rapport* : la pierre rénovée par
11 l'argent privé, ouverte par l'argent public. *Inaction* : ce qu'on ne
12 restaure pas à temps coûte dix fois plus, plus tard, ou disparaît —
13 chaque clocher fermé est un morceau de France en moins, souvent
14 dans les communes qui n'ont plus que lui. *Trajectoire* : quasi neutre,
15 voire positive (tourisme induit). *Concrètement* : Notre-Dame relevée
16 en cinq ans, Villers-Cotterêts ouverte — un modèle à dupliquer, pas à
17 admirer : l'État reste propriétaire et garant, le privé finance, le public
18 entre.

19 **Proposition 40 — Le tourisme, grande cause nationale : les visiteurs paieront**
20 **les ponts et les cathédrales**

21 **Ce qui existe.** La France est la première destination touristique du
22 monde et considère ce rang comme un acquis. Le tourisme n'a ni
23 pilotage stratégique à la hauteur, ni contribution organisée à
24 l'entretien de ce qui l'attire : les monuments s'usent sous les pas de
25 visiteurs qui ne participent presque pas à leur sauvegarde.

26 **Ce que l'on constate.** Nos voisins font payer intelligemment ce que
27 nous offrons par distraction. Le visiteur étranger ne demande pas la
28 gratuité : il demande la beauté, et comprend parfaitement qu'elle

1 s'entretienne. Quelques euros bien placés, multipliés par des dizaines
2 de millions de séjours, financent des cathédrales, des châteaux, des
3 musées...

4 **Ce qui nous menace.** Un double décrochage : des infrastructures
5 touristiques qui vieillissent pendant que la concurrence mondiale
6 investit, et un patrimoine qui se dégrade sous sa propre
7 fréquentation. Le rang de première destination n'est pas un droit
8 acquis ; il se perd comme tous les autres. Et je ne parle pas de la
9 sécurité du Louvres !

10 **Ce que nous ferons.** Le tourisme sera déclaré grande cause
11 nationale : pilotage unifié, montée en gamme, étalement des flux vers
12 les territoires qui n'attendent qu'eux. Et une règle claire, non
13 confiscatoire : une contribution modeste et fléchée (sur la taxe de
14 séjour, sur la billetterie des grands sites) dont chaque euro ira,
15 visiblement, à l'entretien des ponts, des cathédrales et des
16 monuments. Le visiteur saura ce qu'il finance ; la pierre lui dira
17 merci par une plaque. Tous les visiteurs !

18 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : presque personne, et c'est rare
19 dans ce livre — quelques euros par séjour pour les visiteurs, l'inertie
20 pour les administrations du secteur. Y gagnent : le patrimoine, les
21 régions sous-visitées, les emplois touristiques montés en gamme, le
22 contribuable français déchargé d'une partie du fardeau.

23 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est le plus naturel des
24 financements : ceux qui viennent pour la beauté de la France
25 contribuent à la perpétuer. Le touriste paie peu, le patrimoine reçoit
26 beaucoup, et la première destination du monde se donne enfin les
27 moyens de le rester.

28 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est une recette. *Rapport* : +2 milliards
29 par an à terme (levier « tourisme »), contribution modeste et fléchée

1 (taxe de séjour, billetterie des grands sites) entièrement affectée à
2 l'entretien des ponts et des cathédrales. *Inaction* : des infrastructures
3 qui vieillissent et un patrimoine qui se dégrade sous sa propre
4 fréquentation — le rang de première destination mondiale n'est pas
5 un droit acquis. *Trajectoire* : +2 milliards de recettes fléchées.
6 *Concrètement* : quelques euros par séjour multipliés par des dizaines
7 de millions de séjours — des cathédrales entretenues, et une plaque
8 qui dit au visiteur ce qu'il a financé.

9 **Proposition 41 — La francophonie des métropoles : Kinshasa, Alger, Abidjan,**
10 **Montréal, Hô Chi Minh-Ville**

11 **Ce qui existe.** Le français compte 396 millions de locuteurs :
12 quatrième langue du monde, désormais devant l'arabe standard, en
13 route vers 590 millions en 2050, dont neuf sur dix en Afrique. Dès
14 juillet 2026, le premier pays francophone du monde n'est plus la
15 France : c'est la République démocratique du Congo. Et face à ce
16 trésor, la France consacre à l'organisation internationale de la
17 francophonie des sommes dérisoires : le budget total de l'OIF atteint
18 68,6 millions d'euros ! Pendant que d'autres puissances investissent
19 massivement dans leur langue, dans ce soft power si élégant !

20 **Ce que l'on constate.** La francophonie d'État, celle des sommets et
21 des communiqués, s'essouffle ; la francophonie réelle, celle des villes,
22 explose. C'est à Kinshasa, Abidjan, Alger, Montréal, Hô Chi Minh-
23 Ville que le français se parle, se chante, se code et s'invente. La
24 géographie a changé ; notre politique, pas encore.

25 **Ce qui nous menace.** Une langue en pleine expansion
26 démographique peut quand même perdre la bataille de l'influence : si
27 la France n'investit pas dans les sociétés, les écoles et les créateurs
28 francophones, d'autres récits — russes, chinois, anglophones —
29 occuperont l'espace que notre indifférence leur laisse.

1 **Ce que nous ferons.** Une francophonie de réseau, de métropole à
2 métropole : partenariats directs avec Kinshasa, Alger, Abidjan,
3 Montréal, Hô Chi Minh-Ville — écoles, festivals, coproductions,
4 maisons de la francophonie sur le modèle de Villers-Cotterêts. Le
5 réseau des plus de 830 Alliances françaises dans 130 pays sera
6 consolidé ; les écoles françaises de l'étranger passeront de 390 000 à
7 700 000 élèves ; l'effort global montera vers 540 millions d'euros par
8 an, financé par redéploiement, pas par dette. Et chaque initiative
9 sera cosignée avec un partenaire africain ou québécois : la France
10 n'est plus la propriétaire de la francophonie mais elle en redevient le
11 premier investisseur, avec fierté.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la nostalgie comme politique,
13 la diplomatie des sommets sans lendemain, et les puissances qui
14 comptaient sur notre absence. Y gagnent : la jeunesse francophone
15 des cinq continents, les créateurs d'Abidjan comme de Montréal, les
16 entreprises françaises sur un marché de 400 millions de personnes,
17 les étudiants francophones accueillis chez nous et qui rapportent à
18 l'économie française plus qu'ils ne lui coûtent.

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le vent démographique souffle
20 pour nous : c'est la seule politique de ce livre dont la croissance est
21 garantie. Encore faut-il hisser la voile.

22 **Les chiffres.** *Coût* : un effort porté vers 540 millions par an, financé
23 par redéploiement et non par la dette. *Rapport* : le seul levier du livre
24 dont la croissance est garantie — 396 millions de locuteurs, 590 en
25 2050 (neuf sur dix en Afrique) ; les étudiants francophones accueillis
26 rapportent plus qu'ils ne coûtent, et le français est un marché de 400
27 millions de personnes. *Inaction* : une langue en pleine expansion qui
28 perd quand même la bataille de l'influence, d'autres récits — russes,
29 chinois, anglophones — occupant l'espace laissé vide. *Trajectoire* :

1 neutre budgétairement (redéploiement), recettes induites.
2 *Concrètement* : dès juillet 2026, le premier pays francophone du
3 monde n'est plus la France mais la République démocratique du
4 Congo — une francophonie de métropole à métropole, 700 000 élèves
5 dans les écoles françaises, quand l'OIF n'est dotée que de 68,6
6 millions.

7 **Proposition 42 — Les industries culturelles, exportation stratégique de la** 8 **France**

9 **Ce qui existe.** La musique, le cinéma, le jeu vidéo, l'édition, les
10 formats audiovisuels français s'exportent déjà (plus d'un milliard et
11 demi d'euros par an pour la seule musique et l'audiovisuel) mais en
12 ordre dispersé, sans stratégie d'État, pendant que les plateformes
13 mondiales livrent une guerre de catalogues où chaque langue joue sa
14 survie.

15 **Ce que l'on constate.** Aya Nakamura est l'artiste francophone la
16 plus écoutée du monde ; nos studios de jeu vidéo, nos séries, nos
17 auteurs trouvent leur public partout. La création française n'a pas un
18 problème de talent : elle a un problème « d'artillerie ». Et un risque
19 nouveau, silencieux : dans l'intelligence artificielle, une langue qui
20 n'entraîne pas les modèles disparaît des modèles ou au mieux,
21 s'abîme !

22 **Ce qui nous menace.** Un monde culturel réduit à deux ou trois
23 langues de machine, où la création française deviendrait un artisanat
24 régional ; et une jeunesse mondiale francophone consommant des
25 récits produits ailleurs. Un pays décline quand la jeunesse préfère
26 d'autres drapeaux au tricolore — cela vaut aussi pour les drapeaux
27 culturels.

1 **Ce que nous ferons.** Les industries culturelles et créatives seront
2 traitées comme l'aéronautique : une exportation stratégique. Un
3 fonds d'exportation de cent millions d'euros par an (pour moitié en
4 avances remboursables) armera le cinéma, la musique, le jeu vidéo et
5 l'édition à la conquête des catalogues mondiaux. La découvrabilité
6 des œuvres francophones sur les plateformes sera négociée au
7 niveau européen, avec nos alliés belges, suisses, québécois et
8 africains. Et un corpus francophone pour l'intelligence artificielle
9 sera constitué avec Mistral, OVH et d'autres champions nationaux : la
10 langue de Rabelais apprendra aux machines, ou les machines
11 l'oublieront.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la sous-traitance culturelle, le
13 réflexe de la subvention sans ambition, et les plateformes qui
14 comptaient régler seules la place du français. Y gagnent : les
15 créateurs, des studios aux librairies ; les industries techniques ; la
16 balance commerciale ; et le rayonnement, qui ramène tout : touristes,
17 étudiants, contrats.

18 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La culture est la seule industrie
19 dont l'exportation enrichit aussi ceux qui restent : chaque succès
20 mondial renforce le ciment national qui l'a produit. De Aya Nakamura
21 à Rabelais, c'est le même trésor — et il est temps de le faire
22 fructifier.

23 **Les chiffres.** *Coût* : un fonds d'exportation de 100 millions par an,
24 dont la moitié en avances remboursables. *Rapport* : plus d'un milliard
25 et demi déjà exporté (musique, audiovisuel) ; la seule industrie dont
26 l'exportation enrichit aussi ceux qui restent. *Inaction* : un monde
27 culturel réduit à deux ou trois langues de machine — une langue qui
28 n'entraîne pas les modèles d'intelligence artificielle disparaît des
29 modèles. *Trajectoire* : dépense modérée, en partie remboursable, à

1 fort effet de balance commerciale. *Concrètement* : les industries
2 culturelles traitées comme l'aéronautique, et un corpus francophone
3 constitué avec Mistral — la langue de Rabelais apprend aux
4 machines, ou elles l'oublent.

1 **DEUXIÈME PARTIE — TRAVAILLER**

2 **ET PRODUIRE**

3 *Le moteur : le travail et l'impôt, les retraites, l'État, le logement,*
4 *l'énergie, la terre.*

5 « L'humain d'abord » ne signifie pas l'humain sans les moyens. Tout
6 ce que la première partie promet — instruire, soigner, unir —
7 suppose un pays qui produise avant de distribuer. Voici donc le
8 moteur : le travail rémunéré, l'entreprise libérée de l'impôt sur sa
9 production, l'épargne mobilisée, l'État allégé, l'énergie souveraine.
10 C'est ici que se gagne l'argent de tout le reste.

1 CHAPITRE VI — LE TRAVAIL ET LA FICHE DE PAIE

2 L'école forme les talents ; encore faut-il que le travail les
3 récompense. Or la France est le pays où l'écart entre ce que
4 l'employeur paie et ce que le salarié touche est le plus béant
5 d'Europe — et où l'on taxe l'usine avant même qu'elle ait produit. Ce
6 chapitre repose sur une conviction simple, qui ordonnera tout le
7 mandat : il faut créer la richesse avant de pouvoir la redistribuer.
8 Dans cet ordre, et dans aucun autre.

9 Et cette fiche de paie illisible dit, à elle seule, le désordre que nous
10 voulons réparer. La doctrine de l'« État-prévoyance » de Claude
11 Tendil et Augustin de Romanet, que nous avons adoptée comme un fil
12 de tout le livre, tient en une distinction que notre bulletin de salaire a
13 fini par perdre : d'un côté l'impôt, qui finance la solidarité de la
14 nation entière contre ce que nul ne peut maîtriser ; de l'autre la
15 cotisation, qui ouvre des droits personnels contre les aléas d'un
16 parcours. Tout mêler, comme nous le faisons depuis quarante ans,
17 c'est rendre le travail à la fois trop cher et incompréhensible : nul ne
18 sait plus ce qu'il paie, ni au bénéfice de qui. Remettre chaque
19 prélèvement à sa place — l'impôt à la solidarité, la cotisation au droit
20 — n'est pas une coquetterie comptable : c'est la condition pour que
21 produire redevienne payant et que protéger redevienne lisible. Tout
22 ce chapitre en découle.

23 **Proposition 6 — Supprimer les impôts de production, contre engagement**

24 **Ce qui existe.** La France prélève sur ses entreprises des impôts qui
25 frappent la production elle-même — les machines, les locaux, le
26 chiffre d'affaires — avant tout bénéfice. Aucun grand pays industriel
27 ne taxe autant l'acte de produire, indépendamment de son résultat.

1 **Ce que l'on constate.** À qualité égale, une usine implantée en
2 France part avec un handicap que ni le talent de ses ouvriers ni
3 l'énergie de ses ingénieurs ne peuvent combler. Les sites ferment ou
4 ne s'ouvrent pas ; les marges, rognées avant le premier euro de
5 profit, ne financent ni les salaires ni l'investissement.

6 **Ce qui nous menace.** La poursuite d'une désindustrialisation que
7 tout le monde déplore et que la fiscalité organise. Chaque usine
8 perdue, ce sont des emplois qualifiés, des exportations, des recettes
9 et in fine, un territoire qui décroche.

10 **Ce que nous ferons.** Cent milliards d'euros d'impôts de production
11 seront supprimés, par étapes, de 2028 à 2032 — en préservant la
12 taxe foncière des entreprises et le versement mobilité, qui financent
13 les communes et les transports. Et cette remise sera conditionnée,
14 intégralement : la moitié devra aller aux hausses de salaires, l'autre
15 moitié à la compétitivité-prix et à l'investissement. Pas de
16 contrepartie, pas de baisse.

17 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'État, qui renonce à une
18 recette commode, et les entreprises qui rêvaient d'empocher la
19 remise en dividendes — la condition le leur interdit. Y gagnent : les
20 salariés, dont la fiche de paie monte ; l'industrie, qui redevient
21 compétitive ; les territoires, qui retrouvent des usines.

22 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le moteur l'établit : par les
23 salaires versés, l'activité créée et la consommation qui s'ensuit,
24 environ trente centimes de chaque euro rendu reviennent dans les
25 caisses publiques. Le reste s'appelle de la croissance — c'est-à-dire
26 les recettes de demain.

27 **Les chiffres.** *Coût* : -100 milliards de recettes à terme, étalés sur
28 2028-2032 (vingt par an), hors taxe foncière des entreprises et
29 versement mobilité, préservés. *Rapport* : un retour fiscal d'environ 30

1 % décalé d'un an (~30 milliards à plein régime), sous condition
2 stricte — moitié salaires, moitié compétitivité-investissement.
3 *Inaction* : aucun grand pays industriel ne taxe autant l'acte de
4 produire avant tout bénéfice ; chaque usine perdue emporte emplois
5 qualifiés, exportations et recettes. *Trajectoire* : le levier le plus lourd
6 du programme (net ~-70 milliards après retour) ; à partir d'un
7 départ relevé à 117,5 % du PIB début 2026, la dette culmine ~122 %
8 en 2032 puis reflue vers 109 % en 2037 (consensus, effets croisés et
9 seconde tranche de niches compris). *Concrètement* : environ trente
10 centimes de chaque euro rendu reviennent dans les caisses par les
11 salaires et l'activité — le reste s'appelle de la croissance.

12 **Proposition 7 — La TVA sociale : faire payer les importations, alléger le travail**

13 **Ce qui existe.** Notre protection sociale est financée d'abord par des
14 cotisations assises sur les salaires. Plus on emploie, plus on paie ;
15 plus on importe, moins on contribue. C'est très bête !

16 **Ce que l'on constate.** Un produit fabriqué en France porte dans son
17 prix le financement de notre modèle social. Le même produit importé
18 n'en porte rien. Nous avons construit, sans le vouloir, une prime
19 fiscale à la délocalisation.

20 **Ce qui nous menace.** Un cercle vicieux : moins d'emplois en
21 France, donc moins de cotisations, donc des taux plus lourds sur les
22 emplois restants, donc encore moins d'emplois. Ce mécanisme tourne
23 depuis quarante ans.

24 **Ce que nous ferons.** Trois points de TVA supplémentaires, montés
25 progressivement sur le quinquennat, intégralement affectés à la
26 baisse des cotisations pesant sur le travail. Le financement de la
27 protection sociale glissera, pour partie, du salaire vers la

1 consommation — y compris la consommation de produits importés,
2 qui contribueront enfin.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent, et il faut le dire sans détour :
4 les consommateurs, qui verront certains prix monter modérément, et
5 notamment les retraités, qui consomment sans cotiser sur un salaire.
6 Y gagnent : tous les actifs, dont le travail coûte moins cher et
7 rapporte davantage ; les producteurs installés en France, qui cessent
8 d'être pénalisés face à l'importation.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'Allemagne a fait ce choix en
10 2007 et son industrie s'en souvient. Quand le travail redevient
11 compétitif, l'emploi remonte, les salaires suivent, et la consommation
12 -un temps freinée- repart plus fort qu'elle n'avait ralenti. On déplace
13 l'impôt ; on ne l'alourdit pas.

14 **Les chiffres.** *Coût* : un effet-prix transitoire (+1,0 à +1,3 point
15 cumulé du fait du troisième point, senti surtout des retraités, qui
16 consomment sans cotiser sur un salaire), en partie compensé par la
17 baisse des coûts de production de la proposition 6. *Rapport* : trois
18 points de TVA (~31 milliards) affectés à la baisse des cotisations ;
19 conditionnée aux hausses de salaire et à l'investissement, elle
20 déclenche ~30 % de retour fiscal → +9 milliards nets à terme.
21 *Inaction* : la prime fiscale à la délocalisation, et le cercle vicieux de
22 l'emploi érodé depuis quarante ans. *Trajectoire* : +9 milliards nets
23 montant de 2028 à 2032 ; dette 2037 autour de 109 %. *Concrètement*
24 : l'Allemagne a fait ce choix en 2007, son industrie s'en souvient — on
25 déplace l'impôt du travail vers la consommation, importations
26 comprises, on ne l'alourdit pas.

1 **Proposition 8 — Plafonner les prélèvements au-dessus de 7 000 euros par mois**

2 **Ce qui existe.** Au-delà d'un certain revenu, chaque euro
3 supplémentaire gagné en France est majoritairement capté par les
4 prélèvements. Le pays affiche les taux marginaux parmi les plus
5 élevés du monde développé.

6 **Ce que l'on constate.** Nos ingénieurs, nos médecins, nos
7 chercheurs, nos créateurs d'entreprise reçoivent des offres de
8 Londres, de Zurich, de Dubaï ou de Boston. Beaucoup partent. Nous
9 formons des talents à grands frais publics, puis nous organisons
10 fiscalement leur départ.

11 **Ce qui nous menace.** Un pays qui perd ses talents perd ses centres
12 de décision, ses laboratoires, ses sièges sociaux — puis ses recettes
13 fiscales elles-mêmes. L'exil des plus productifs est l'impôt le plus
14 coûteux de tous : il ne rapporte rien et il nous appauvrit tous !

15 **Ce que nous ferons.** Au-dessus de 7 000 euros de revenu mensuel,
16 les prélèvements seront plafonnés. Le message tient en une phrase :
17 en France, réussir par son travail ne sera plus puni. Cette mesure
18 entrera en vigueur dès 2028, parmi les premières du mandat, parce
19 qu'elle conditionne le retour des talents et des sièges.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : l'apparence d'une progressivité
21 sans limite, à laquelle certains tiennent comme à un symbole —
22 quitte à ce qu'elle ne s'applique plus qu'à ceux qui sont restés. Y
23 gagnent : les hauts salaires, évidemment ; mais surtout le pays, qui
24 retient et attire ceux dont l'activité en fait vivre beaucoup d'autres.
25 Et les salaires médians qui perdent de leur intérêt quand on peut
26 payer mieux, à charges proportionnellement décroissantes !

27 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un talent qui reste paie ses
28 impôts ici, emploie ici, investit ici. Un talent qui part ne paie rien du

1 tout. Entre un taux théorique élevé sur une assiette qui fuit et un
2 taux plafonné sur une assiette qui revient, le choix n'est pas
3 idéologique : il est arithmétique.

4 **Les chiffres.** *Coût* : environ -4 milliards (coût statique, seuil abaissé
5 à 7 000 euros), assumé dès 2028. *Rapport* : un retour d'attractivité —
6 talents, sièges, laboratoires retenus ou rapatriés —, diffus mais réel,
7 capté par les multiplicateurs du moteur. *Inaction* : l'exil des plus
8 productifs — un talent qui part ne paie rien du tout, là où un talent
9 qui reste paie, emploie et investit ici. *Trajectoire* : -4 milliards,
10 modéré, engagé dès 2028 car il conditionne le retour des sièges.
11 *Concrètement* : entre un taux théorique élevé sur une assiette qui fuit
12 et un taux plafonné sur une assiette qui revient, le choix est
13 arithmétique, pas idéologique.

14 **Proposition 9 — Alléger les bas salaires : que le travail paie toujours plus que**
15 **l'inactivité**

16 **Ce qui existe.** Autour du salaire minimum, les prélèvements et la
17 perte des aides sociales se conjuguent : pour beaucoup de salariés
18 modestes, travailler davantage rapporte à peine plus — parfois moins
19 — que rester au seuil.

20 **Ce que l'on constate.** Des employeurs qui ne trouvent pas de bras,
21 des salariés qui refusent des heures, des temps partiels subis qui
22 n'osent pas devenir des temps pleins : ce n'est pas de la paresse,
23 c'est du calcul. Le système rend le calcul rationnel.

24 **Ce qui nous menace.** Une société coupée en deux : ceux qui
25 travaillent et ont le sentiment de payer pour tout, ceux qui n'y
26 trouvent plus d'intérêt et qu'on assigne à la lisière. C'est le terreau
27 de tous les ressentiments politiques.

1 **Ce que nous ferons.** Dès 2028, des allègements ciblés sur les bas
2 salaires, pour que chaque heure travaillée se traduise par un gain
3 net, visible sur la fiche de paie. La question qui guidera chaque
4 arbitrage est celle-ci : qu'est-ce qui change pour l'aide-soignante, le
5 chauffeur, l'artisan ? Si la réponse est « rien », la mesure ne passera
6 pas.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : le budget de l'État, à court terme,
8 qui devra compenser par les économies décrites au chapitre suivant.
9 Y gagnent : les millions de salariés modestes, premiers concernés ;
10 les employeurs, qui retrouvent des candidats ; les comptes sociaux,
11 que chaque heure travaillée en plus vient nourrir.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un pays où le travail paie est un
13 pays où l'on travaille. Chaque trappe refermée transforme une
14 dépense sociale en cotisation, un découragement en projet. C'est la
15 réforme la plus populaire de ce livre — et l'une des plus rentables.

16 **Les chiffres.** *Coût* : -4 milliards à terme (allègements ciblés au-delà
17 des quelque 80 milliards par an déjà existants), dès 2028. *Rapport* :
18 chaque heure travaillée en plus se transforme en cotisation, et des
19 candidats reviennent pour les employeurs. *Inaction* : autour du SMIC,
20 travailler davantage rapporte parfois moins que rester au seuil — ce
21 n'est pas de la paresse, c'est un calcul que le système rend rationnel.
22 *Trajectoire* : -4 milliards à court terme, parmi les dépenses les plus
23 vite remboursées du livre (emploi et cotisations enclenchés).
24 *Concrètement* : un gain net visible sur la fiche de paie de l'aide-
25 soignante, du chauffeur, de l'artisan — sinon la mesure ne passe pas.

1 **Proposition 10 — Raboter les niches qui ne servent à rien : douze milliards**
2 **recupérés**

3 **Ce qui existe.** Des centaines de niches fiscales, sédimentées au fil
4 des alternances, dont personne n'évalue plus le rendement. Certaines
5 sont utiles. D'autres ne sont que des rentes : on les maintient parce
6 qu'elles existent.

7 **Ce que l'on constate.** Le pacte Dutreil exonère la transmission
8 d'entreprises bien au-delà de ce qu'exige la survie des entreprises
9 familiales. La TVA réduite de la restauration n'a tenu ni ses
10 promesses de prix ni ses promesses d'emploi. La défiscalisation des
11 heures supplémentaires coûte plus qu'elle ne crée. Les
12 remboursements de taxe sur les carburants subventionnent, à contre-
13 courant de tous nos engagements, la consommation d'énergies
14 fossiles.

15 **Ce qui nous menace.** Un impôt général élevé pour financer des
16 exemptions particulières : c'est l'exact contraire d'une fiscalité juste.
17 Tant que les niches prospèrent, les taux ne peuvent pas baisser pour
18 tout le monde.

19 **Ce que nous ferons.** Un rabot ciblé sur ces quatre niches — Dutreil
20 ramené à sa vocation, TVA de la restauration partiellement relevée,
21 défiscalisation des heures supplémentaires réduite, remboursements
22 de carburants fossiles éteints progressivement — pour un rendement
23 de douze milliards d'euros, intégralement affectés au financement
24 des baisses de ce chapitre.

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent, nommément : les héritiers des
26 plus grosses transmissions, les restaurateurs, les salariés qui
27 défiscalisaient leurs heures supplémentaires, les transporteurs au
28 gazole détaxé. Ce livre ne le leur cache pas. Y gagnent : tous les

1 contribuables qui ne logeaient dans aucune niche — c'est-à-dire
2 l'immense majorité.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une niche rabotée, c'est un taux
4 général qui peut baisser. À terme, mieux vaut pour chacun un impôt
5 simple et modéré qu'un impôt lourd percé d'exceptions réservées aux
6 mieux conseillés.

7 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est une recette. *Rapport* : +12 milliards
8 à terme — Dutreil recentré ~3, TVA de la restauration ~3, heures
9 supplémentaires ~2, gazole professionnel ~2,5, divers ~1,5 —, sur
10 un gisement documenté de 15 à 20 milliards (Cour des comptes,
11 Conseil des prélèvements obligatoires, Institut des politiques
12 publiques). *Inaction* : un impôt général élevé pour financer des
13 exemptions particulières réservées aux mieux conseillés. *Trajectoire* :
14 +12 milliards montant de 2028 à 2032, fléchés au financement des
15 baisses du chapitre. *Concrètement* : quatre niches nommées —
16 Dutreil, restauration, heures supplémentaires, gazole détaxé — ;
17 l'immense majorité, qui ne logeait dans aucune, y gagne un impôt
18 plus simple.

19 **Proposition 133 — Aller au bout des niches : pensions, domicile, diesel et**
20 **pavillon**

21 **Ce qui existe.** Après les quatre niches de la proposition précédente,
22 un second gisement demeure — plus délicat, parce qu'il touche des
23 contribuables plus nombreux et plus sympathiques. Un abattement
24 de 10 % sur les pensions (4,8 milliards) qui imite une déduction de
25 frais professionnels que les retraités n'ont pourtant pas. Un crédit
26 d'impôt pour l'emploi à domicile (6,4 milliards) qui bénéficie autant
27 aux foyers très aisés qu'aux familles qui en ont besoin pour travailler.
28 Des tarifs réduits de taxe sur les carburants qui subventionnent

1 encore le diesel. Et un régime du tonnage qui laisse de très
2 profitables armateurs payer un impôt sur les sociétés quasi nul.

3 **Ce que l'on constate.** Tant qu'on épargne les niches confortables,
4 on demande tout l'effort aux mêmes -au travail, à l'entreprise- et l'on
5 entretient l'idée que jamais l'effort n'est partagé. Or « tout le monde
6 paiera un peu » n'est une promesse tenue que si elle vaut aussi pour
7 les retraités aisés, le diesel professionnel et le pavillon de cargos.

8 **Ce qui nous menace.** Une fiscalité qui frappe toujours la production
9 et jamais la rente confortable finit par dresser les actifs contre les
10 inactifs, et par nourrir le sentiment d'un effort à sens unique — le
11 carburant des colères.

12 **Ce que nous ferons.** Quatre gestes, et une chose que nous ne ferons
13 pas. Premier geste : la fin de l'abattement de 10 % sur les pensions —
14 la contribution des retraités d'aujourd'hui à la retraite de ceux qui le
15 seront demain, aux mêmes conditions. Elle ne touche que les
16 retraités imposables, soit la moitié supérieure ; les pensions
17 modestes, non imposables, n'y perdent rien. Deuxième geste : le
18 crédit d'impôt pour l'emploi à domicile reciblé — son taux ramené de
19 50 à 40 %, supprimé au-dessus du seuil des hauts revenus (de l'ordre
20 de 9 000 euros par mois pour une famille de deux enfants), mais
21 majoré pour les foyers monoparentaux, qui ne travaillent souvent que
22 parce qu'ils font garder leurs enfants. Troisième geste : l'extinction
23 complète, en cinq ans, des tarifs réduits sur les carburants fossiles.
24 Quatrième geste : le régime du tonnage maritime ne sera pas
25 supprimé -il est européen, et le défaire seul ferait fuir le pavillon
26 France- mais sa faveur sera conditionnée, à l'échelle de l'Union, au
27 réinvestissement dans la décarbonation de la flotte et les commandes
28 passées dans les chantiers navals européens : le privilège se mérite.
29 Et la chose que nous ne ferons pas : toucher au mécénat. Le don des

1 particuliers et le soutien aux associations restent intacts — on ne
2 taxe pas la générosité.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent, nommément : les retraités
4 imposables, d'un dixième de leur abattement ; les foyers très aisés
5 qui défiscalisaient un emploi de maison ; le diesel professionnel ;
6 l'armateur qui ne réinvestit pas. Y gagnent : les familles
7 monoparentales, dont l'aide est majorée ; les actifs, à qui l'on cesse
8 de tout demander ; le climat ; et les chantiers navals européens.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le partage de l'effort n'est
10 crédible que s'il atteint aussi les niches confortables. C'est une
11 question de cohérence autant que de recettes : on ne peut pas
12 demander à l'usine de payer et laisser la rente tranquille. Modeste
13 pour chacun, l'effort devient juste parce qu'il n'épargne personne —
14 sauf le don, qui n'est pas une niche mais une vertu.

15 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est une recette. *Rapport* : environ +7
16 milliards bruts à terme (abattement des pensions ~4, sur les seuls
17 retraités imposables ; crédit d'impôt domicile reciblé, net ~2 ;
18 carburants fossiles éteints en totalité ~1), soit ~+5 milliards nets de
19 l'effet de demande, en plus des douze de la proposition précédente ;
20 le tonnage reste neutre pour le budget, mais son privilège finance
21 désormais la décarbonation maritime. *Inaction* : tout l'effort demandé
22 au travail et à l'entreprise, les niches confortables intactes, et le
23 sentiment d'une justice à sens unique. *Trajectoire* : +5 milliards nets
24 montant de 2028 à 2032 ; au moteur, la dette 2037 s'abaisse
25 d'environ un point (vers 108 %), pour un surcroît de tension sociale
26 modéré — l'abattement ne frappant que les retraités aisés.
27 *Concrètement* : fin de l'abattement de 10 % sur les pensions
28 (retraités imposables, contribution intergénérationnelle), crédit
29 d'impôt domicile reciblé (50 → 40 %, supprimé au-dessus de ~9 000
30 euros par mois, majoré pour les monoparentaux), carburants fossiles

1 éteints en cinq ans, tonnage maritime conditionné à la décarbonation
2 à l'échelle européenne — et le mécénat préservé.

3 **Proposition 134 — La donnée contre la fraude : récupérer la TVA sans lever un**
4 **impôt**

5 **Ce qui existe.** Chaque année, vingt à vingt-cinq milliards d'euros de
6 TVA échappent à l'État. L'essentiel vient de la 'fraude carrousel' :
7 une société achète un bien sans TVA dans un autre pays de l'Union,
8 le revend avec TVA, encaisse la taxe et disparaît avant de la reverser.
9 S'y ajoutent l'e-commerce sous-déclaré et l'économie au noir, où
10 l'absence de facture vaut absence d'impôt.

11 **Ce que l'on constate.** Ce n'est pas une fatalité morale, c'est un
12 retard technique. La TVA était déclarative et transfrontalière : deux
13 failles que la technologie et la data referment. La facturation
14 électronique obligatoire entre entreprises, l'e-reporting et le
15 croisement par intelligence artificielle transmettent les transactions
16 au fisc en quasi temps réel — et le carrousel, qui vivait du délai et de
17 l'opacité, devient impossible. L'Italie et l'Espagne, qui s'y sont mises
18 avant nous, ont vu leurs recettes de TVA remonter.

19 **Ce qui nous menace.** Tant que la fraude prospère, c'est l'honnête
20 qui paie pour le fraudeur, et les taux restent élevés pour compenser
21 ce qui s'évapore. Rien ne décourage davantage le contribuable loyal
22 que de voir l'autre tricher impunément.

23 **Ce que nous ferons.** La généralisation de la facturation
24 électronique, obligatoire, va le faire pour nous ! Le calendrier est
25 déjà engagé pour 2026-2027 : l'e-reporting et le data-mining par
26 intelligence artificielle à l'administration fiscale s'installent ! La
27 récupération ne sera pas immédiate : elle montera avec le

1 déploiement, d'environ un milliard en 2028 à quelque huit milliards
2 par an à plein régime. Pas un impôt de plus : on récupère juste un dû.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fraudeurs au carrousel, les
4 plateformes qui sous-déclaraient, l'économie souterraine. Y gagnent :
5 les caisses publiques, et tous les contribuables honnêtes qui payaient,
6 sans le savoir, la part des autres.

7 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Récupérer le dû avant de
8 réclamer un euro de plus, c'est la justice fiscale élémentaire. La
9 technologie accomplit enfin ce que la morale réclamait en vain : que
10 chacun paie ce qu'il doit, ni plus, ni moins.

11 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — l'outil de l'administration fiscale, en
12 partie déjà budgété ; le retour sur investissement est l'un des plus
13 élevés du programme. *Rapport* : jusqu'à +8 milliards par an à terme,
14 sur un écart de TVA de 20 à 25 milliards — chronologie prudente : ~1
15 (2028), puis ~2,5, ~4,5, ~6,5, et ~8 en 2032 et au-delà. *Inaction* :
16 l'honnête qui paie pour le fraudeur, et des taux maintenus haut pour
17 compenser l'évaporation. *Trajectoire* : +8 milliards montant de 2028
18 à 2032, sans hausse d'impôt. *Concrètement* : facturation électronique
19 obligatoire, e-reporting et intelligence artificielle — le carrousel
20 meurt, le dû rentre dans les caisses.

21 **Proposition 135 — Le barbell des cotisations : protéger le bas, dégonfler le**
22 **milieu, libérer le haut**

23 **Ce qui existe.** Environ quatre-vingts milliards d'euros par an
24 d'allègements de cotisations patronales, empilés en trois étages : sur
25 les bas salaires autour du SMIC, puis un bandeau jusqu'à deux SMIC
26 et demi, un autre jusqu'à trois SMIC et demi. C'est la plus grosse
27 dépense de l'État pour l'emploi.

1 **Ce que l'on constate.** Le rapport Bozio-Wasmer de 2024 l'établit
2 sans ambiguïté : près du SMIC, l'allègement crée vraiment de
3 l'emploi ; mais au-delà de deux SMIC et demi, il ne fait plus qu'un
4 effet d'aubaine — et, pire, il fabrique une « trappe à bas salaires ».
5 L'employeur tasse les rémunérations sous le seuil pour ne pas perdre
6 l'avantage : l'aide censée soutenir l'emploi finit par geler les
7 augmentations.

8 **Ce qui nous menace.** Un système qui décourage les hausses de
9 salaire au nom d'une aide qui ne crée plus d'emploi : l'exact inverse
10 de ce que nous voulons — un pays où le travail progresse.

11 **Ce que nous ferons.** Un barbell, en trois temps qui se tiennent. On
12 protège le bas : l'allègement autour du SMIC est maintenu
13 intégralement, car il fonctionne — la proposition 9 le complète
14 encore. On dégonfle le milieu : l'aubaine de la bande moyenne est
15 progressivement supprimée, ce qui débloque la progression salariale
16 au lieu de la punir. Et on libère le haut : le plafonnement des
17 prélèvements sur les hauts salaires (proposition 8) est abaissé à sept
18 mille euros bruts mensuels, pour rendre le travail très qualifié plus
19 attractif et inciter à faire monter ceux qui le peuvent. Bas protégé,
20 milieu assaini, haut relâché : l'effet devient vertueux là où il était
21 vicieux.

22 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les employeurs qui tassaient
23 les salaires sous le seuil pour capter l'aubaine, et la facilité d'une
24 aide jamais réexaminée. Y gagnent : les salariés du milieu, dont les
25 augmentations cessent d'être pénalisées ; les talents, mieux retenus ;
26 et les comptes publics, d'environ six à sept milliards — une dépense
27 mieux ciblée, pas un impôt de plus.

28 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une aide qui ne crée plus
29 d'emploi mais bloque les salaires n'est pas une aide : c'est un piège.

1 La redéployer vers le bas, où elle est efficace, et alléger le haut,
2 qu'on veut retenir, c'est rendre service à ceux-là mêmes qu'on
3 prétendait protéger.

4 **Les chiffres.** *Coût* : l'abaissement du plafond des hauts salaires à 7
5 000 euros (environ un milliard de coût statique de plus que la
6 proposition 8). *Rapport* : environ +7 milliards par an à terme du
7 recentrage de la bande moyenne — une réduction de dépense, pas
8 une hausse d'impôt —, soit ~+6 milliards nets après l'allègement du
9 haut. *Inaction* : la trappe à bas salaires qui gèle les augmentations, et
10 quatre-vingts milliards dépensés sans pilotage. *Trajectoire* : +6 à 7
11 milliards nets montant de 2028 à 2032. *Concrètement* : SMIC
12 protégé, aubaine moyenne supprimée, plafond des hauts salaires
13 abaissé à 7 000 euros — la progression salariale enfin débloquée.

14 **Proposition 11 — Créer la richesse avant de la redistribuer : l'ordre du mandat,**
15 **gravé**

16 **Ce qui existe.** Depuis quarante ans, chaque campagne promet la
17 redistribution avant la production : on partage des fruits qu'on n'a
18 pas fait pousser, et l'écart se règle par la dette...et souvent l'impôt !

19 **Ce que l'on constate.** Plus de 1 250 milliards d'euros prélevés
20 chaque année, un record du monde développé — et pourtant le
21 sentiment unanime que ça ne suffit pas du tout. Quand la production
22 stagne, la redistribution devient une querelle de pénurie.

23 **Ce qui nous menace.** Le moment où les créanciers de la France
24 décideront du contenu de sa politique sociale à notre place. Ce
25 moment a un nom dans l'histoire récente de la Grèce, de l'Italie, du
26 Royaume-Uni. Il n'arrive jamais par surprise ; il arrive par habitude.
27 Et le FMI a beau ne pas jouer les alarmistes, il ne se prive pas de

1 nous pointer du doigt dès qu'il le peut au rang des mauvais élèves de
2 l'OCDE !

3 **Ce que nous ferons.** Un séquençage public, opposable, en trois
4 temps. Dès 2028 : les mesures qui créent la richesse — impôts de
5 production, bas salaires, plafonnement, simplification. Ensuite, et
6 seulement après la réforme des retraites : les baisses d'impôts plus
7 larges. Enfin : la redistribution des fruits — jamais promise avant
8 d'être produite. Cet ordre sera affiché, daté, et les écarts expliqués
9 chaque année devant les Français.

10 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les impatients de tous bords, et
11 les habitudes électorales qui consistent à acheter le présent avec
12 l'argent de nos enfants. Y gagnent : ceux qui produisent, servis
13 d'abord ; puis ceux qui ont besoin de la solidarité, servis durablement
14 — car une redistribution assise sur de la croissance réelle ne se renie
15 pas à la première tempête.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est la différence entre une
17 promesse et un contrat. La promesse distribue ce qu'elle n'a pas ; le
18 contrat dit quand, comment, et à quelle condition. Un pays qui
19 retrouve cet ordre retrouve, avec lui, la confiance — la sienne et celle
20 des autres.

21 **Les chiffres.** *Coût* : nul — un ordonnancement, pas une dépense.
22 *Rapport* : la crédibilité se paie en taux d'intérêt plus bas ; le moteur
23 le chiffre à l'envers — au-delà de 115 % de dette, chaque point
24 supplémentaire renchérit l'emprunt d'environ trois points de base.
25 *Inaction* : le jour où les créanciers décident de la politique sociale à
26 notre place — la Grèce, l'Italie, le Royaume-Uni l'ont connu ; le FMI
27 nous range déjà parmi les mauvais élèves de l'OCDE. *Trajectoire* :
28 c'est le séquençage qui rend tout le reste soutenable ; les cibles de
29 2032 (déficit -1 %, dette 95 %) sont atteintes vers 2036-2037 — la

- 1 courbe, pas le slogan. *Concrètement* : un calendrier public et daté —
- 2 la création de richesse d'abord (2028), les baisses larges après les
- 3 retraites, la redistribution des fruits en dernier.

1 CHAPITRE VII — LE MARCHÉ DU TRAVAIL : BOUGER, 2 EMBAUCHER, REBONDIR

3 Le chapitre VI a parlé du travail tel qu'il paie — la fiche de paie, les
4 charges, l'impôt. Celui-ci parle du marché du travail tel qu'il bouge :
5 comment on trouve un emploi, comment on en change, comment on
6 en perd un et l'on en retrouve un autre. À l'heure où l'intelligence
7 artificielle va détruire et créer des métiers à une vitesse inédite, la
8 rigidité est devenue le pire des risques. Notre doctrine tient en un
9 mot que les Français redoutent et que les Danois ont apprivoisé : la
10 flexisécurité. Embaucher vite, séparer sans drame mais accompagner
11 fort, former, reloger, remettre en mouvement. La flexibilité et la
12 sécurité ne s'opposent pas : l'une paie l'autre.

13 **Proposition 113 — Refonder France Travail : du guichet des offres à** 14 **l'anticipation**

15 **Ce qui existe.** France Travail, né en 2024 de la loi pour le plein
16 emploi, vient d'absorber plus d'un million de nouveaux inscrits —
17 bénéficiaires du revenu de solidarité, jeunes, personnes en situation
18 de handicap. L'institution raisonne encore largement sur l'existant :
19 les offres déposées, les demandeurs inscrits, l'appariement de l'un à
20 l'autre.

21 **Ce que l'on constate.** Le chômage est reparti à la hausse — 8,1 %
22 début 2026 — et le marché se transforme plus vite que l'institution
23 qui le sert. Raisonner sur les offres d'aujourd'hui, c'est courir après
24 le passé : quand un secteur s'effondre ou qu'un métier naît,
25 l'information arrive trop tard. Ce qui manque, ce sont les signaux
26 faibles — les tensions qui montent, les compétences qui se périment,
27 les bassins qui décrochent.

1 **Ce qui nous menace.** Un service public de l'emploi qui constate le
2 chômage au lieu de l'anticiper, à l'instant précis où l'intelligence
3 artificielle va rebattre les cartes des métiers — détruisant les uns,
4 créant les autres, plus vite qu'aucune vague technologique avant elle.

5 **Ce que nous ferons.** Refonder France Travail autour de
6 l'anticipation. Exploiter les signaux faibles — données des
7 entreprises, tensions sectorielles, compétences émergentes, traités
8 par l'intelligence artificielle de l'État (chapitre IX) — pour voir venir
9 les métiers qui meurent et ceux qui naissent, et orienter la formation
10 avant la rupture, non après. Passer de l'appariement passif au conseil
11 actif : à chaque actif, une cartographie de ses compétences et des
12 passerelles possibles vers les emplois qui recrutent. Et concentrer
13 l'accompagnement humain sur ceux qui en ont le plus besoin, en
14 déchargeant les conseillers des tâches que la machine fait mieux. Les
15 règles avant de placer quelqu'un quelque part seront
16 systématiquement up-skilling et re-skilling !

17 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la logique du guichet, et
18 l'illusion qu'on pilote un marché en le regardant dans le rétroviseur.
19 Y gagnent : les demandeurs d'emploi, orientés vers ce qui recrutera
20 demain ; les entreprises, dont les tensions sont anticipées ; et les
21 conseillers, rendus à un vrai métier d'accompagnement.

22 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un service de l'emploi qui
23 anticipe coûte moins cher qu'un service qui répare : chaque
24 reconversion engagée à temps évite un chômage long, le plus
25 destructeur de tous. Voir venir, c'est déjà la moitié du rebond.

26 **Les chiffres.** *Coût* : nul net — la refonte d'un opérateur existant
27 (France Travail, créé en 2024, plus d'un million d'inscrits récents).
28 *Rapport* : anticiper coûte moins que réparer — chaque reconversion
29 engagée à temps évite un chômage long, le plus destructeur de tous.

1 *Inaction* : un chômage reparti à 8,1 % début 2026, et un service qui
2 le constate dans le rétroviseur quand l'intelligence artificielle rebat
3 les métiers. *Trajectoire* : neutre, gain d'efficacité. *Concrètement* : des
4 signaux faibles (données d'entreprises, tensions sectorielles) traités
5 par l'IA de l'État pour orienter la formation avant la rupture —
6 montée en compétences et reconversion avant tout placement.

7 **Proposition 114 — Bouger pour l'emploi : la mobilité par le logement**

8 **Ce qui existe.** Des emplois non pourvus dans une région, des
9 chômeurs dans une autre, et entre les deux un mur : le logement. On
10 ne déménage pas pour un emploi quand on ne trouve pas à se loger
11 là où il est — ou quand on perdrait, en partant, un logement qu'on ne
12 retrouvera jamais.

13 **Ce que l'on constate.** Le marché du travail français est bloqué par
14 le marché du logement (chapitre X) : la mobilité professionnelle, qui
15 est la première arme contre le chômage, se heurte au goulot du toit.
16 Là où l'emploi abonde, le logement manque et coûte cher ; là où le
17 logement est accessible, l'emploi se raréfie.

18 **Ce qui nous menace.** Un pays assigné à résidence : des bassins qui
19 se vident sans pouvoir partir, des métropoles qui recrutent sans
20 pouvoir loger, et un chômage entretenu par l'immobilité.

21 **Ce que nous ferons.** Faire de la mobilité une politique, en attelant
22 le service de l'emploi à celui du logement. Un droit à la mobilité pour
23 le chercheur d'emploi : aide au déménagement, logement temporaire
24 le temps de s'installer, garantie de ne pas perdre ses droits au
25 logement social en bougeant — la portabilité du chapitre X —,
26 accompagnement du conjoint et de la scolarité des enfants. France
27 Travail et les bailleurs travailleront de concert : un emploi proposé

1 loin ne vaut que si le toit suit. Et la mobilité restera un choix
2 accompagné, jamais une contrainte qui déracine.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'immobilité subie, et le
4 cloisonnement entre politique de l'emploi et politique du logement. Y
5 gagnent : les chercheurs d'emploi, à qui l'on ouvre les bassins qui
6 recrutent ; les territoires en tension, enfin pourvus ; et ceux qui
7 partent, sécurisés dans leur saut.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La mobilité bien accompagnée
9 remet en mouvement ce que la rigidité fige : des bras vers les
10 emplois, des familles vers l'avenir. Déliaer l'emploi du logement, c'est
11 débloquer les deux à la fois.

12 **Les chiffres.** *Coût* : les aides à la mobilité (déménagement, logement
13 temporaire) — modéré, compté avec le chapitre X. *Rapport* : la
14 mobilité est le premier remède au chômage ; les bassins qui
15 recrutent enfin pourvus. *Inaction* : un pays assigné à résidence — des
16 bassins qui se vident sans pouvoir partir, des métropoles qui
17 recrutent sans pouvoir loger. *Trajectoire* : dépense modérée,
18 compensée par l'emploi retrouvé. *Concrètement* : un droit à la
19 mobilité du chercheur d'emploi, la portabilité du logement social
20 (chapitre X), France Travail et bailleurs de concert — un emploi loin
21 ne vaut que si le toit suit.

22 **Proposition 115 — La flexisécurité : embaucher vite, séparer sans drame,**
23 **accompagner fort**

24 **Ce qui existe.** Le contrat à durée indéterminée français est si lourd
25 à rompre que beaucoup d'employeurs hésitent à embaucher — et se
26 rabattent sur les contrats courts, l'intérim, ou renoncent. La peur de
27 ne pas pouvoir séparer empêche d'unir.

1 **Ce que l'on constate.** À l'heure où l'intelligence artificielle va
2 détruire et créer des emplois à une vitesse inédite, la rigidité est
3 devenue un piège : une entreprise qui ne peut pas ajuster son effectif
4 n'embauche pas vite quand elle le pourrait, par crainte de ne pas
5 pouvoir alléger quand elle le devra. Le Danemark a dénoué ce nœud :
6 on y embauche et l'on y sépare aisément, mais le salarié est protégé
7 non par son poste, plutôt par un accompagnement puissant —
8 indemnisation, formation, reconversion. La sécurité n'est plus dans le
9 contrat ; elle est dans le rebond.

10 **Ce qui nous menace.** Continuer à protéger les emplois plutôt que
11 les personnes : figer ceux qui en ont un, exclure ceux qui n'en ont
12 pas, et regarder l'économie se priver des embauches qu'une rupture
13 plus simple aurait permises.

14 **Ce que nous ferons.** Adopter la flexisécurité, franchement, et dans
15 cet ordre. La flexibilité d'abord, parce qu'elle est le geste immédiat :
16 simplifier et rendre prévisibles l'embauche et la fin de contrat — des
17 séparations rapides, encadrées par un barème clair, négociées avec
18 les partenaires sociaux, débarrassées de la loterie contentieuse
19 d'aujourd'hui. La sécurité en regard, sans laquelle la flexibilité n'est
20 que précarité : un accompagnement renforcé à chaque rupture —
21 l'anticipation de la proposition 113, la mobilité de la proposition 114,
22 la formation et la reconversion érigées en droit. On ne protège plus le
23 poste ; on protège la trajectoire.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'illusion que la sécurité tient
25 au verrouillage du contrat, et le confort des situations acquises au
26 détriment des exclus du marché. Y gagnent : les chômeurs et les
27 jeunes, premières victimes de la rigidité, à qui l'on rouvre la porte de
28 l'embauche ; et les entreprises, qui recrutent enfin sans la peur du
29 lendemain.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Quand séparer devient simple,
2 embaucher cesse d'être un risque — et l'on embauche davantage. Le
3 marché du travail le plus dynamique d'Europe, le danois, est aussi
4 l'un des plus protecteurs : non malgré sa flexibilité, mais grâce à
5 l'alliance de la flexibilité et de la sécurité. C'est cette alliance que
6 nous nouerons.

7 **Les chiffres.** *Coût* : l'accompagnement renforcé à chaque rupture
8 (formation, reconversion), financé par la réorientation de l'assurance
9 chômage et de la formation. *Rapport* : quand séparer devient simple,
10 on embauche davantage — le marché danois est l'un des plus
11 dynamiques ET des plus protecteurs d'Europe. *Inaction* : protéger les
12 postes plutôt que les personnes — figer ceux qui ont un emploi,
13 exclure les autres, priver l'économie des embauches qu'une rupture
14 simple aurait permises. *Trajectoire* : réallocation (formation,
15 indemnisation), neutre à positive pour l'emploi. *Concrètement* :
16 embauche et séparation simplifiées par un barème négocié — fini la
17 loterie contentieuse —, et la sécurité logée dans le rebond, plus dans
18 le poste.

19 **Proposition 116 — L'indemnisation qui remet en mouvement : des droits**
20 **profilés, pas un statut figé**

21 **Ce qui existe.** L'assurance chômage indemnise déjà selon des règles
22 fines — durée modulée par l'âge, dégressivité au-delà d'un certain
23 salaire, conditions assouplies pour les plus de cinquante-cinq ans.
24 Mais elle traite encore largement les demandeurs comme une
25 catégorie unique, sans distinguer les trajectoires.

26 **Ce que l'on constate.** Tous les chômeurs ne se ressemblent pas. Un
27 jeune bien diplômé, fort de deux ou trois ans d'expérience et au
28 chômage pour la première fois, rebondit vite : il n'a pas besoin du
29 même filet qu'un senior de plus de quarante-cinq ans, que le marché

1 réembauche difficilement. Et il existe une situation que le système
2 ignore : celui qui enchaîne les ruptures, ne conserve aucun emploi
3 plus de deux ans, et épuise à chaque fois la totalité de ses droits —
4 non par malchance, mais par habitude.

5 **Ce qui nous menace.** Une indemnisation aveugle aux parcours :
6 trop longue pour qui rebondirait seul, trop courte pour qui peine
7 vraiment, et sans réponse pour qui en a fait une rente.

8 **Ce que nous ferons.** Profiler l'indemnisation selon la trajectoire,
9 pour qu'elle remette en mouvement au lieu d'installer. Plus
10 généreuse pour qui en a le plus besoin — un senior de plus de
11 quarante-cinq ans aura davantage de mois pour retrouver sa place
12 qu'un jeune de moins de 30 ans. Plus resserrée pour qui rebondit vite
13 — un jeune diplômé et déjà expérimenté, un filet plus court parce
14 qu'il suffit. Et dégressive pour qui en abuse — celui qui épuise
15 systématiquement ses droits au fil de ruptures répétées verra, d'un
16 épisode au suivant, sa durée se réduire. Le tout négocié avec les
17 partenaires sociaux et appliqué à l'horizon 2032 : c'est une réforme
18 de fond, qui suppose d'abord que la flexibilité et l'accompagnement
19 — propositions 113 à 115 — aient rouvert les portes de l'emploi. On
20 ne resserre le filet qu'une fois la porte ouverte ; dans l'immédiat, la
21 priorité reste la flexibilité de l'embauche et de la séparation. En
22 découle une réforme progressive du système d'indemnisation
23 chômage pour le régime général. Pas de changements pour les
24 intermittents.

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui avaient fait de
26 l'indemnisation maximale un mode de vie, aux dépens de qui cotise. Y
27 gagnent : les seniors, mieux protégés ; les cotisants, dont l'argent
28 finance le rebond plutôt que la rente ; et les jeunes, incités à saisir
29 vite le poste suivant.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une indemnisation qui épouse
2 les parcours protège mieux en dépensant mieux : beaucoup pour qui
3 souffre, juste assez pour qui rebondit, moins pour qui abuse. Le filet
4 n'est pas fait pour qu'on s'y installe ; il est fait pour qu'on rebondisse
5 — et c'est en remettant les gens au travail qu'on finance ceux qui n'y
6 sont pas encore.

7 **Les chiffres.** *Coût* : une économie nette — l'Unédic dépense ~45
8 milliards par an (dont ~37 d'allocations) pour ~2,6 millions
9 d'indemnisés ; le profilage en récupère, à terme, de l'ordre de 2 à 4
10 milliards par an. *Rapport* : protéger mieux en dépensant mieux —
11 beaucoup pour le senior que le marché réembauche mal, juste assez
12 pour le jeune diplômé qui rebondit, moins pour qui en fait une rente.
13 *Inaction* : une indemnisation aveugle aux parcours, trop longue ici,
14 sans réponse là. *Trajectoire* : économie montant vers 2032, une fois
15 la flexibilité (propositions 113-115) ayant rouvert l'emploi ; honnêteté
16 oblige, une part n'est pas une économie nette mais un transfert vers
17 le RSA (départements) pour qui ne rebondit pas — d'où un filet
18 contracyclique conservé. *Concrètement* : à terme, environ 3 mois
19 d'indemnisation pour les moins de 30 ans et 20 mois pour les seniors,
20 dégressivité pour les récidivistes — les intermittents non touchés.

1 CHAPITRE VIII — LES RETRAITES ET LE CAPITAL DES 2 FRANÇAIS

3 Le système de retraite français a été conçu en 1947, pour un pays de
4 plein emploi industriel où l'on mourait peu d'années après avoir
5 cessé de travailler. Ce monde n'existe plus. Plutôt que de rafistoler
6 tous les cinq ans un édifice fissuré — en dressant à chaque fois les
7 Français les uns contre les autres —, ce chapitre propose autre chose
8 : rendre aux Français la propriété de leur avenir. Leur retraite
9 cessera d'être une promesse d'État perpétuellement renégociée ; elle
10 deviendra, pour partie, un capital qui leur appartient. Depuis le 23
11 juin 2026, l'Allemagne s'engage à décaler l'âge de départ à la retraite
12 à 67 ans en promettant que cet âge devra être à nouveau révisé sous
13 10 ans. La réalité qui se présente à tous les pays Européens est
14 valable pour nous, voire encore plus pour nous, en France !

15 C'est ici que la doctrine de l'« État-prévoyance » de Claude Tendil et
16 Augustin de Romanet, que nous avons faite nôtre, s'applique avec le
17 plus de force. Son principe : cesser de tout traiter pareil. La vieillesse
18 n'est pas un coup du sort qui frappe au hasard quelques-uns — c'est
19 un âge de la vie que chacun, sauf accident, atteindra. Elle ne relève
20 donc pas de la solidarité indistincte payée par l'impôt, mais d'une
21 assurance mutualisée, financée par des cotisations qui ouvrent des
22 droits et pilotée par ceux qui cotisent. Distinguer clairement les deux,
23 c'est rendre à la retraite ce que quarante ans de rafistolage
24 paramétrique lui avaient ôté : sa lisibilité. On saura enfin ce que l'on
25 finance, et ce à quoi l'on a droit — et le débat cessera d'être ce duel
26 anxiogène où chaque génération soupçonne l'autre de la spolier.

1 **Proposition 18 — Fermer le régime de 1947, éteindre les régimes spéciaux**

2 **Ce qui existe.** Un système par répartition conçu quand quatre actifs
3 cotisaient pour un retraité, flanqué de régimes spéciaux hérités d'un
4 autre siècle dont chacun est défendu comme un acquis, chacun
5 financé par tous. Un système qui implose depuis 30 ans.

6 **Ce que l'on constate.** La démographie a inversé le rapport : les
7 actifs se raréfient, les retraités vivent -et c'est tant mieux !- de plus
8 en plus longtemps. Chaque réforme paramétrique gagne trois ans de
9 répit au prix d'une crise sociale, puis le déficit revient. Quant aux
10 régimes spéciaux, ils font financer par les salariés du privé des
11 départs précoces dont eux ne bénéficieront jamais. Iniquité, injustice,
12 double traitement, ajoutés à une envie de changement pour l'autre,
13 mais jamais pour soi !

14 **Ce qui nous menace.** Quatre chocs convergent sur les générations
15 2030-2040 : la démographie, le changement climatique, la
16 transformation du travail par l'intelligence artificielle et la robotique.
17 Un système calibré sur la France de 1947 ne tiendra face à aucun des
18 quatre ! Il faut le dire : nous allons encore plus dans le mur que lors
19 de la tentative de 2019 !

20 **Ce que nous ferons.** Le régime de 1947 sera fermé aux générations
21 futures et les régimes spéciaux éteints sans toucher aux pensions
22 liquidées. La réforme vise les générations 2030-2040, qui ont le
23 temps de construire autre chose ; elle sera calibrée sur les quatre
24 chocs, pas sur le prochain scrutin. Il faut impulser une vision de long
25 terme, même si l'électeur pense à demain matin ! Il faut évoquer les
26 années 2050, même si le politique souhaite être réélu après-demain !

27 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les bénéficiaires des régimes
28 spéciaux, dont les avantages s'éteindront avec eux ; et, disons-le, les
29 retraités actuels perdront un peu : c'est leur part de l'effort, modeste

1 mais réelle. Y gagnent : les jeunes actifs, qui cessent de cotiser à
2 fonds perdus pour un système dont chacun leur dit qu'il ne les servira
3 pas.

4 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un système condamné ne
5 protège personne : il angoisse les jeunes sans rassurer les vieux. Le
6 fermer proprement, c'est garantir les pensions d'aujourd'hui en
7 cessant d'hypothéquer celles de demain.

8 **Les chiffres.** *Coût* : nul à court terme — les pensions liquidées sont
9 préservées, les économies sont différées. *Rapport* : la fin des régimes
10 spéciaux et l'allongement volontaire pèsent environ –10 milliards par
11 an à terme (levier « retraites », montée 2030-2034). *Inaction* : un
12 déficit qui revient tous les cinq ans, et quatre chocs convergents
13 (démographie, climat, IA, robotique) sur les générations 2030-2040
14 qu'un système de 1947 ne protégera pas. *Trajectoire* : –10 milliards
15 de dépenses structurelles dès 2030 — c'est leur caractère durable
16 qui consolide le solde après 2032. *Concrètement* : l'Allemagne,
17 depuis le 23 juin 2026, décale à 67 ans en promettant déjà une
18 nouvelle révision sous dix ans — la même réalité s'impose à nous, en
19 plus dur.

20 **Proposition 19 — La fin de l'âge légal : la retraite au volontariat, par les droits**

21 **Ce qui existe.** Un âge légal uniforme, déplacé de force à chaque
22 réforme, qui traite identiquement le maçon entré en apprentissage à
23 seize ans et le cadre entré dans la vie active à vingt-cinq.

24 **Ce que l'on constate.** La leçon de la fin 2019 n'a pas été apprise :
25 un accord sur la réforme des retraites était à portée de main, et c'est
26 l'âge pivot qui l'a tué. Les Français n'acceptent pas la contrainte
27 uniforme ; ils acceptent l'équité. Toutes les enquêtes le redisent : ce
28 n'est pas travailler qui révolte, c'est être traité en numéro.

1 **Ce qui nous menace.** Une nouvelle décennie de réformes
2 paramétriques imposées, de blocages, de défiance... pendant que le
3 déficit, lui, ne fait pas grève.

4 **Ce que nous ferons.** La logique sera inversée : non seulement la fin
5 de l'âge pivot, mais la fin de l'âge légal de départ lui-même, s'il le
6 faut ! Le volontariat comme principe. Plus de couperet uniforme : le
7 départ s'ouvre dès que les droits sont constitués. Une carrière longue
8 donnera une retraite pleine, quel que soit l'âge où elle s'achève ; une
9 carrière courte débouchera sur une retraite partielle, strictement
10 proportionnée (c'est cette proportionnalité, actuarielle et
11 transparente, qui rend le système soutenable et décourage les
12 départs prématurés). Chacun connaîtra ses droits, simplement, et
13 choisira son moment : celui qui aime son métier continuera, celui qui
14 s'est usé partira. Sans pour autant mentir, il n'est pas impossible que
15 nous soyons sur une courbe identique à celle de l'Allemagne et que
16 l'âge réel de départ en retraite se situe autour de 67 ans ! « Couvrez
17 ce sein que je ne saurais voir ! »

18 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui ont peu cotisé et
19 comptaient sur un âge couperet pour obtenir une pension complète
20 -leur pension sera proportionnée à leur carrière, et il faut l'assumer.
21 Y gagnent : ceux qui ont commencé tôt, enfin reconnus ; ceux qui
22 veulent travailler au-delà des bornes actuelles, enfin autorisés à le
23 faire.

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le volontariat réconcilie ce que
25 l'âge pivot opposait : la liberté individuelle et l'équilibre collectif.
26 Quand chaque année travaillée crée un droit visible, travailler plus
27 longtemps cesse d'être une punition — cela devient un choix qui
28 rapporte, à soi et au pays.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — un mode de calcul des droits,
2 compté avec la proposition 18. *Rapport* : l'équité (carrière longue,
3 retraite pleine) lève le blocage qui a tué la réforme de 2019 ; le
4 travail prolongé volontaire nourrit l'emploi des seniors et les
5 cotisations. *Inaction* : une décennie de réformes paramétriques
6 imposées et de défiance — pendant que le déficit, lui, ne fait pas
7 grève. *Trajectoire* : portée par le levier « retraites » de la proposition
8 18, sans double compte. *Concrètement* : pas d'âge couperet, une
9 proportionnalité actuarielle transparente ; l'âge réel de départ
10 pourrait converger vers 67 ans comme en Allemagne — mais par
11 choix, pas par contrainte.

12 **Proposition 20 — Un fonds souverain pour les retraites des Français**

13 **Ce qui existe.** Les Français épargnent beaucoup, mais leur épargne
14 dort dans des produits sans rendement, ou finance des dettes
15 publiques et rarement les entreprises et les infrastructures qui
16 prépareront leurs vieux jours. Les plans d'épargne retraite existent,
17 dispersés, sans force de frappe collective. Le fléchage est nul, le
18 rendement mauvais et le risque proche de zéro.

19 **Ce que l'on constate.** La Norvège a bâti, avec son fonds souverain,
20 la retraite la plus solide d'Europe ; le Japon a fait fructifier l'épargne
21 de ses retraités en investissant dans la croissance des pays
22 émergents d'Asie. La France, elle, regarde son épargne abondante
23 financer la croissance des autres.

24 **Ce qui nous menace.** Une génération qui arrivera à la retraite avec,
25 pour seul actif, une promesse de répartition affaiblie et un pays qui
26 aura laissé passer quarante ans de rendements composés. (Ouch !)

27 **Ce que nous ferons.** Un fonds souverain de retraite, amorcé à
28 hauteur de 30 milliards d'euros par le fléchage de l'épargne des

1 ménages et la réallocation d'avoirs dormants de l'État (or,
2 immobilier...), articulé aux plans d'épargne retraite existants, avec un
3 étage obligatoire minimal. Sa gouvernance sera hybride : souveraine
4 et indépendante, sur le modèle norvégien ; les politiques fixent le
5 mandat, des professionnels gèrent, personne ne pioche. Son
6 allocation : d'abord la croissance des pays émergents, à la japonaise ;
7 puis un panier stratégique mondial ; puis l'Europe ; puis les grands
8 projets français (énergie, infrastructures, IA). À l'horizon 2037, le
9 moteur projette environ 285 milliards d'euros d'actifs.

10 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les distributeurs de produits
11 d'épargne chers et stériles, et les Trésors étrangers qui se
12 finançaient à bon compte sur le bas de laine français. Y gagnent : les
13 futurs retraités, qui deviennent propriétaires d'un capital ; les
14 entreprises françaises et européennes, qui trouvent un actionnaire de
15 long terme.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'épargne qui dormait devient
17 de l'investissement ; l'investissement, du rendement ; le rendement,
18 des pensions. Et l'État y gagne ce qu'aucun impôt ne lui donnera : un
19 allié patient au capital de ses champions (entre autres !).

20 **Les chiffres.** *Coût* : un amorçage de 30 milliards en 2030 (fraction
21 des encours des plans d'épargne retraite et avoirs dormants de
22 l'État), puis une collecte fléchée de 0,3 à 0,8 % du PIB par an — hors
23 solde budgétaire : c'est du patrimoine, pas de la dépense. *Rapport* : à
24 5 % de rendement, environ 285 milliards d'actifs en 2037 (~6 % du
25 PIB), qui appartiennent aux Français et financent nos entreprises de
26 long terme. *Inaction* : une génération qui arrive à la retraite sans
27 capital — trente ans de rendements composés perdus, quand la
28 Norvège et le Japon font fructifier les leurs. *Trajectoire* : sans effet
29 sur le déficit (hors solde) ; un patrimoine national qui se constitue.

1 *Concrètement* : une gouvernance à la norvégienne — les politiques
2 fixent le mandat, des professionnels gèrent, personne ne pioche.

3 **Proposition 21 — La garantie du capital : l'État ne jouera pas vos retraites**

4 **Ce qui existe.** Dans l'esprit de beaucoup de Français, retraite par
5 capitalisation rime avec krach : des images de retraités américains
6 ruinés en 2008 ont durablement marqué le pays. Cette peur est la
7 vraie gardienne du statu quo.

8 **Ce que l'on constate.** Elle n'est pas irrationnelle : un système de
9 capital sans garantie expose les plus modestes au pire moment de
10 leur vie. Mais les fonds souverains les mieux gouvernés, norvégien en
11 tête, traversent les crises et en ressortent grandis parce que le long
12 terme est leur métier et la règle, leur armure.

13 **Ce qui nous menace.** Sans garantie, la réforme mourrait dans
14 l'opinion avant de naître dans la loi et la France resterait seule en
15 Europe à priver ses citoyens des rendements du capital mondial. Tout
16 ceci n'empêchant nullement l'émergence de nouveaux fonds de
17 pensions !

18 **Ce que nous ferons.** Une garantie gravée dans la loi : quoi qu'il
19 arrive aux marchés, chaque Français retrouvera a minima le capital
20 qu'il aura versé au fonds. L'État sera le garant en dernier ressort de
21 ce plancher -et de ce plancher seulement : au-dessus, le rendement
22 appartient à l'épargnant.

23 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : l'État, qui porte un risque de
24 dernier ressort -limité par la gouvernance, l'horizon long et la
25 diversification, mais réel, et il serait malhonnête de le taire. Y
26 gagnent : les épargnants modestes, qui accèdent sans terreur à des
27 rendements jusqu'ici réservés aux initiés ; la réforme elle-même, qui
28 devient acceptable.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La garantie coûte d'autant moins
2 cher qu'elle est crédible : un fonds bien gouverné, bien géré, n'aura,
3 selon toute vraisemblance, jamais à l'activer. Elle achète, pour un
4 risque maîtrisé, ce qui n'a pas de prix : la confiance des Français
5 pour leur propre capital.

6 **Les chiffres.** *Coût* : nul tant que la garantie n'est pas activée — un
7 engagement de dernier ressort (plancher : chaque Français retrouve
8 au moins le capital versé), borné par la gouvernance, l'horizon long
9 et la diversification. *Rapport* : c'est la garantie qui rend la réforme
10 acceptable dans l'opinion et ouvre aux modestes l'accès aux
11 rendements du capital. *Inaction* : la France seule en Europe à priver
12 ses citoyens des rendements du capital mondial, par peur du krach
13 de 2008. *Trajectoire* : un risque contingent réel mais maîtrisé, hors
14 solde courant — d'autant moins coûteux qu'il est crédible.
15 *Concrètement* : un plancher gravé dans la loi ; au-dessus, le
16 rendement appartient à l'épargnant.

17 **Proposition 22 — La souveraineté patrimoniale des Français**

18 **Ce qui existe.** Le débat sur les retraites est enfermé depuis trente
19 ans dans un duel de caricatures : la répartition, présentée comme la
20 solidarité éternelle ; la capitalisation, comme la jungle néolibérale.
21 Pendant les rounds de ce duel stérile, rien ne se construit.

22 **Ce que l'on constate.** Les Norvégiens, peuple social-démocrate s'il
23 en est, possèdent collectivement le premier fonds souverain du
24 monde. Les Néerlandais, les Danois, les Canadiens ont fait de leurs
25 caisses de retraite des puissances financières au service de leurs
26 citoyens. Aucun de ces pays n'est pour autant devenu néolibéral : ils
27 sont en revanche devenus propriétaires de leur avenir !

1 **Ce qui nous menace.** Que la France reste le seul grand pays dont
2 les habitants travaillent toute une vie sans jamais accumuler de
3 capital est un scandale : les français sont locataires de leur retraite,
4 dépendants de chaque loi de finances, spectateurs des rendements
5 que leur épargne offre aux autres.

6 **Ce que nous ferons.** Faire de la souveraineté patrimoniale des
7 Français une politique nationale : chaque personne active se
8 constituera, au long de sa carrière, un capital qui lui appartient,
9 garanti dans son montant, géré souverainement, investi dans la
10 croissance mondiale et dans les grands projets du pays. La
11 répartition demeurera le socle de solidarité ; le capital deviendra
12 l'étage de liberté. Ni démantèlement, ni statu quo : un patrimoine
13 pour tous, en glissement progressif.

14 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de peur des
15 deux camps — ceux qui agitent le krach pour ne rien changer, et ceux
16 d'en face, qui rêvent de tout privatiser. Y gagnent : les salariés
17 modestes, premiers privés de patrimoine aujourd'hui, premiers servis
18 demain.

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un peuple de propriétaires de
20 leur avenir n'est pas seulement plus riche : il est plus libre, plus
21 stable, plus confiant. La retraite cessera d'être la question qui
22 fracture la France tous les cinq ans pour devenir le patrimoine
23 commun qui la soude. Et le modèle social, transformé, s'en trouvera
24 raffermi !

25 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — la doctrine qui relie les
26 propositions 20 et 21. *Rapport* : un peuple propriétaire de son avenir,
27 plus riche, plus stable, plus libre ; la répartition reste le socle, le
28 capital devient l'étage de liberté. *Inaction* : rester le seul grand pays
29 dont les habitants travaillent une vie sans accumuler de capital —

1 locataires de leur retraite, dépendants de chaque loi de finances.
2 *Trajectoire* : hors solde (patrimoine), effet de cohésion et de stabilité.
3 *Concrètement* : Norvégiens, Néerlandais, Danois, Canadiens l'ont fait
4 sans cesser d'être sociaux — ni démantèlement, ni statu quo, un
5 patrimoine pour tous en glissement progressif.

6 **Proposition 81 — Un Nasdaq européen : rendre aux Français le goût du risque**

7 **Ce qui existe.** L'épargne française est abondante et dort dans des
8 produits garantis ; nos meilleures entreprises technologiques partent
9 se coter à New York et souvent bien avant cela, trouver de l'argent
10 pour la croissance dans le PE. L'État Français est partout dans le
11 capital (participations directes, BPI, commandes, incitations fiscales,
12 jusqu'au tour de table des jeunes pousses). Et c'est intenable ! À
13 force d'invitations, de subventions et de prises de participation, il y a
14 trop d'État dans le capital français et le risque, qui est le cœur
15 battant du capitalisme productif, a déserté.

16 **Ce que l'on constate.** Il manque à l'Europe trois étages que
17 l'Amérique possède : la profondeur de portefeuille -nos investisseurs
18 institutionnels sont rares et prudents- un capital-investissement assez
19 puissant pour faire mûrir une entreprise avant son introduction -le
20 temps qu'elle crée vraiment de la valeur- et une place de cotation qui
21 fasse envie. Sans ces étages, nos fondateurs vendent tôt, et vendent
22 ailleurs.

23 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui invente et que d'autres
24 capitalisent ce sont les profits, les sièges et les centres de décision
25 suivent l'exode !

26 **Ce que nous ferons.** Porter la création d'une grande place
27 technologique européenne -un Nasdaq de l'Europe- installée à Paris,
28 Francfort ou Amsterdam (aux côtés de ASML), au mérite : là où elle

1 aura le plus de puissance, et pas à Londres tant que le Royaume-Uni
2 demeure hors de l'Union. Autour d'elle : un régime de cotation
3 unique et attractif pour la technologie, un droit boursier harmonisé,
4 et l'écrin fiscal qui crée le désir d'investir. La profondeur de
5 portefeuille viendra de notre propre réforme : le fonds souverain de
6 la proposition 20 et les fonds de pension feront enfin exister
7 l'investisseur institutionnel européen de long terme. Et l'État
8 apprendra à se retirer : ses participations d'opportunité seront
9 cédées au fil de l'eau pour nourrir le fonds, sa banque publique
10 recentrée sur l'amorçage que le marché ne fait pas — le capital-
11 risque retrouvera son mot-clé : le risque.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort de l'épargne
13 garantie subventionnée, et l'État actionnaire omniprésent. Y
14 gagnent : les épargnants, enfin intéressés à la croissance qu'ils
15 financent ; les fondateurs, qui pourront grandir et se coter en Europe
16 ; et Paris, qui a une vraie carte à jouer.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'épargne des Français finance
18 aujourd'hui, par des détours de marché, les géants des autres.
19 Réorientée vers nos entreprises par le désir plutôt que par la
20 contrainte, elle paie deux fois : en rendements pour les retraites, en
21 emplois et en souveraineté pour la nation.

22 **Les chiffres.** *Coût* : marginal pour les finances publiques — une
23 place de marché et un cadre réglementaire, non une dépense ; voire
24 une recette, l'État cédant au fil de l'eau ses participations
25 d'opportunité au profit du fonds souverain. *Rapport* : la profondeur
26 de portefeuille viendra du fonds souverain et des fonds de pension
27 (proposition 20) ; l'épargne réorientée paie deux fois — rendements
28 pour les retraites, emplois et souveraineté pour la nation. *Inaction* :
29 une Europe qui invente et que d'autres capitalisent — profits, sièges
30 et centres de décision suivent l'exode. *Trajectoire* : neutre à positive

1 pour la dette (cessions d'actifs), effet de croissance. *Concrètement* :
2 une grande place technologique européenne à Paris ou Francfort au
3 mérite, l'État actionnaire qui se retire, la banque publique recentrée
4 sur l'amorçage que le marché ne fait pas.

5 **Proposition 83 — Le réemploi sans piège : taxer le capital qui sort, pas le**
6 **capital qui circule**

7 **Ce qui existe.** Quand un Français vend des titres avec une plus-
8 value, l'État prélève aussitôt près d'un tiers : la « flat tax », portée à
9 31,4 % au 1er janvier 2026. Un seul dispositif permet d'y échapper
10 en réinvestissant : le report d'imposition de l'article 150-0 B ter. Mais
11 il exige un montage (apporter ses titres à une holding que l'on
12 contrôle avant de les vendre), réservé de fait à ceux qui ont les
13 conseils pour le faire.

14 **Ce que l'on constate.** Ce dispositif, que la loi de finances 2026 vient
15 encore de durcir -soixante-dix pour cent de la vente à réinvestir, en
16 trois ans, conservés cinq-, souffre de deux vices que tout praticien
17 connaît. D'abord, comme l'argent transite par des sociétés (holding,
18 SPV, SAS), l'épargnant perd la trace de sa plus-value en report et «
19 oublie » de la déclarer : il devient fraudeur sans le vouloir. Ensuite,
20 quand il joue le jeu et réinvestit dans de jeunes entreprises (dont 9
21 sur 10 échouent), le capital part en fumée, mais l'impôt sur le gain
22 d'origine, lui, reste dû. Double peine : il a tout perdu, et il paie quand
23 même — parfois majoré d'une amende pour l'erreur de déclaration.

24 **Ce qui nous menace.** Une épargne abondante qui fuit le risque pour
25 le livret garanti, faute d'un chemin simple vers l'investissement
26 productif — exactement le mal que la place boursière de la
27 proposition 81 entend guérir, et qu'aucun « écran fiscal » ne guérira
28 tant qu'il restera un piège pour initiés.

1 **Ce que nous ferons.** Retour aux règles et proportions d'avant la LF
2 de 2026 sur le 150 0 B Ter. Généraliser le réemploi et le rendre
3 simple, par trois gestes, sans toucher au taux. Un : le suivi de la plus-
4 value en report passera du particulier au véhicule, et l'administration
5 préremplira la déclaration, comme elle le fait déjà pour le plan
6 d'épargne en actions : on ne peut pas 'oublier' ce que le système suit
7 automatiquement. Deux : la plus-value en report sera nette des
8 pertes réelles de la chaîne réinvestie -on taxe l'enrichissement réel,
9 jamais un gain de papier sur un capital détruit. Trois : aucune
10 amende pour l'omission d'une somme dont aucun impôt n'est encore
11 dû : un report n'est pas une fraude, et le droit à l'erreur s'y
12 appliquera. À ce socle simplifié s'ajoutera un bonus au capital patient
13 : un abattement qui allège la facture finale à mesure que l'argent
14 reste investi -dix ans, quinze ans. Garde-fou : véhicules agréés,
15 déclaration automatique au fisc, impôt nul réservé aux pertes
16 économiques constatées -jamais aux pertes de papier.

17 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les monteurs de la complexité,
18 dont le maquis du 150-0 B ter faisait le fonds de commerce ; et le
19 Trésor étranger qui captait l'épargne française faute de chemin local.
20 Y gagnent : l'investisseur honnête, enfin protégé de la double peine ;
21 le fondateur, qui trouve des financeurs ; et l'État lui-même, dont le
22 suivi automatique récupère les « oublis » qui lui échappaient.

23 **Pourquoi tout le monde y gagne.** On ne baisse pas l'impôt sur le
24 capital ; on cesse de frapper le capital qui reste au travail. L'impôt
25 attendra qu'il sorte pour être consommé — et il sera alors acquitté,
26 plein. Entre une taxe immédiate qui pousse à la rente et un report qui
27 pousse au risque, le pays a tout à gagner au second. Attention à
28 coupler ça d'une dynamique des fonds de croissance : sans quoi, le
29 150 0 B Ter est un handicap tout court : honni par les investisseurs
30 US, l'investissements défiscalisé localise une startup... mais si elle ne

1 trouve pas de second souffle en France, alors elle part et les
2 avantages fiscaux disparaissent aussi !

3 **Les chiffres.** *Coût* : faible et de trésorerie — c'est un report
4 d'imposition, non une baisse de taux (la flat tax reste à 31,4 %) ;
5 l'impôt est dû plus tard, à la sortie pour consommer. *Rapport* : quasi
6 neutre pour les recettes, voire positif — le suivi automatique
7 récupère les « oublis » de déclaration qui échappent aujourd'hui ; on
8 ne renonce qu'à des amendes et à un impôt sur un gain fantôme.
9 *Inaction* : une épargne abondante qui fuit le risque pour le livret
10 garanti, faute d'un chemin simple vers l'investissement productif.
11 *Trajectoire* : neutre pour le solde (report), positive pour le
12 financement des entreprises. *Concrètement* : la plus-value en report
13 suivie par le véhicule et préremplie par le fisc, nette des pertes
14 réelles, sans amende sur une somme pas encore due — plus un bonus
15 au capital patient.

16 **Proposition 84 — La succession qui libère : taxer le capital figé, exonérer le**
17 **saut de génération**

18 **Ce qui existe.** La France taxe l'héritage à des taux parmi les plus
19 élevés d'Europe (jusqu'à 45 % en ligne directe) mais criblés
20 d'échappatoires pour les mieux conseillés : l'assurance-vie transmet
21 152 500 euros par bénéficiaire hors barème, le démembrement allège
22 les gros patrimoines, tandis qu'un foyer de classe moyenne, lui, paie
23 plein pot. Et une absurdité couronne l'édifice : un petit-enfant qui
24 hérite directement de son grand-parent, ses parents vivants, n'a droit
25 qu'à 1 594 euros d'abattement — contre 100 000 pour un enfant. Le
26 saut de génération est fiscalement puni.

27 **Ce que l'on constate.** Les Français héritent de plus en plus tard,
28 souvent après cinquante-cinq ans, à l'âge où l'on place et où l'on fige,
29 bien après l'âge où l'on entreprend, où l'on actionne et investit.

1 L'argent arrive quand il ne sert plus l'économie réelle : il dort en
2 immobilier de rapport et en contrats, au lieu d'irriguer les projets
3 d'une génération active. À trente ans, on achète un logement, on crée
4 une entreprise, on prend des risques ; à soixante, on conserve.

5 **Ce qui nous menace.** Un pays où le patrimoine se transmet trop
6 tard pour être utile, où les grandes fortunes liquides s'échappent et
7 où les classes moyennes paient — l'exact contraire d'une fiscalité à la
8 fois juste et féconde.

9 **Ce que nous ferons.** Inverser la logique : taxer le capital qui dort,
10 libérer celui qui passe à la jeunesse. Le saut de génération, du grand-
11 parent au petit-enfant, ou de l'enfant qui transmet aussitôt, sera
12 exonéré, à une condition : que le bénéficiaire en fasse un usage actif :
13 se loger (devenir propriétaire ou louer), étudier, créer ou reprendre
14 une entreprise, réinvestir dans le productif au sens de la proposition
15 83. En face, le capital figé sera réellement taxé : liquidités
16 dormantes, valeurs mobilières non réemployées, immobilier au-delà
17 de la résidence principale, et les fuites de l'assurance-vie et du
18 démembrement, qui font aujourd'hui payer la maison plutôt que la
19 fortune, seront refermées. Un plafond de 150 000 euros par petit-
20 enfant bornera l'exonération (l'ordre de grandeur de l'abattement
21 aujourd'hui réservé à l'assurance-vie, que nous refermons), pour
22 qu'elle reste un coup de pouce aux familles et non un tunnel
23 dynastique : au-delà, le barème ordinaire s'applique.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent, et nous le disons sans détour :
25 les très gros patrimoines liquides, qui s'exonéraient par l'assurance-
26 vie et paieront désormais leur part. Et il faut l'assumer aussi : cette
27 réforme ne profite qu'à ceux qui ont de quoi transmettre — elle
28 reproduit, en partie, les écarts qu'elle ne corrige pas. Y gagnent : les
29 petits-enfants jeunes et actifs, à qui le capital arrive à l'âge où il fait

1 des projets ; et l'économie réelle, qu'une transmission précoce
2 irrigue mieux qu'un héritage tardif.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'État ne taxe pas moins ; il taxe
4 autrement (davantage le capital figé, moins celui qui saute vite une
5 génération pour se remettre au travail. Une fois les fuites des
6 grandes fortunes refermées, c'est une réforme qui pèse plus sur la
7 rente dynastique qu'aujourd'hui, tout en rendant l'héritage à sa
8 vocation : non pas dormir, mais servir.

9 **Les chiffres.** *Coût* : l'exonération du saut de génération, compensée
10 par la taxation du capital figé et la fermeture des fuites (assurance-
11 vie, démembrement) — net voulu neutre pour les recettes. *Rapport* :
12 du capital qui passe plus tôt à une génération active (à 30 ans on
13 entreprend, à 55 on conserve), donc mieux réinvesti ; et, fuites
14 fermées, davantage de rendement sur les grands patrimoines liquides
15 qu'aujourd'hui. *Inaction* : un héritage transmis trop tard pour être
16 utile, des grandes fortunes liquides qui s'échappent, des classes
17 moyennes qui paient plein pot. *Trajectoire* : neutre pour le solde
18 (somme nulle voulue), positive pour l'activité. *Concrètement* :
19 exonéré sous condition d'usage actif et plafonné à 150 000 euros par
20 petit-enfant (l'ordre de grandeur de l'abattement assurance-vie que
21 l'on referme) ; en face, liquidités dormantes et immobilier au-delà de
22 la résidence principale taxés.

1 CHAPITRE IX — L'ÉTAT CATALYSEUR

2 L'État français ne manque ni de serviteurs dévoués ni de moyens : il
3 manque d'une doctrine. La nôtre tient en une phrase : l'État ne doit
4 pas diriger l'économie, il doit la faciliter par tous les moyens et
5 cesser de se croire stratège là où il n'est que gestionnaire. Moins
6 d'État-administration, plus d'État-service : ce chapitre dit comment.
7 Poste par poste, strate par strate, norme par norme.

8 **Proposition 12 — Au moins 500 000 postes en moins, zéro licenciement** 9 **individuel**

10 **Ce qui existe.** La fonction publique compte 5,80 millions d'agents.
11 Plus du tiers a cinquante ans ou davantage : entre 2028 et 2037,
12 selon les données mêmes de l'administration, près de 1,46 million
13 d'entre eux partiront à la retraite — environ 145 000 par an.

14 **Ce que l'on constate.** Cette vague de départs est une occasion
15 historique : elle permet de redessiner l'État sans briser une seule
16 carrière. Aucun gouvernement n'a osé la saisir ; tous ont remplacé
17 par réflexe ce que personne n'avait décidé de maintenir.

18 **Ce qui nous menace.** Si l'on remplace tout, on fige pour trente ans
19 une organisation conçue pour le siècle dernier et l'on s'interdit de
20 payer mieux ceux qui soignent, enseignent, jugent et protègent. Et
21 ça, nous ne le voulons plus !

22 **Ce que nous ferons.** Cinq cent mille postes en moins sur dix ans,
23 par deux voies et deux seulement. D'abord, le non-remplacement de
24 70 % des départs en retraite dans les fonctions administratives non
25 sanctuarisées : environ 390 000 postes. Les professeurs devant
26 élèves, les policiers de terrain, les soignants, les magistrats sont
27 exclus du champ. Ensuite, environ 110 000 postes par suppression de

1 strates entières — départements fusionnés, agences fermées,
2 doublons résorbés — soit 11 000 par an, traités par ruptures
3 négociées et reconversions. Aucun fonctionnaire en poste ne sera
4 licencié pour raison budgétaire.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les états-majors administratifs,
6 dont les organigrammes fondront au rythme des départs, et les
7 agents des strates supprimées, qui devront accepter une mobilité
8 accompagnée, négociée, mais réelle. Y gagnent : les agents de
9 terrain, mieux payés et mieux outillés ; l'utilisateur, servi par un État
10 resserré sur ses missions. Cette transformation sera facilitée par
11 l'arrivée des outils d'IA.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'économie atteint 27,5 milliards
13 d'euros par an en 2037 — de quoi financer les salaires des
14 professeurs, l'équipement des policiers, la baisse des charges. Le
15 même État, débarrassé de ce qui n'était pas lui, si l'on veut !

16 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est une économie. *Rapport* : -27,5
17 milliards par an en 2037 (montée d'environ 2,75 milliards par an),
18 pour 500 000 postes en moins sur dix ans — soit 34 % des 1,46
19 million de départs en retraite de la fonction publique (DGAFP), au
20 coût chargé moyen de 55 000 €. *Inaction* : remplacer par réflexe ce
21 que personne n'a décidé de maintenir, et figer pour trente ans une
22 organisation conçue pour le siècle dernier. *Trajectoire* : premier
23 gisement d'économies du programme, qui finance les revalorisations
24 (professeurs, policiers) et les baisses de charges ; pilier des -40
25 milliards d'OPEX que le moteur valide en 2037. *Concrètement* : 70 %
26 des départs non remplacés dans l'administratif non sanctuarisé
27 (~390 000) et ~110 000 par suppression de strates — zéro
28 licenciement, professeurs devant élèves, soignants, policiers et
29 magistrats exclus du champ. Rien n'empêche d'envisager d'aller
30 jusqu'à 700 ou 800 000 postes... test and learn !

1 **Proposition 13 — Fusionner les départements dans leurs métropoles**

2 **Ce qui existe.** Sur le même territoire urbain coexistent commune,
3 intercommunalité, département, région, et leurs satellites : quatre
4 guichets, quatre fiscalités, quatre assemblées pour la même crèche,
5 la même route, le même collègue. La carte administrative date des
6 calculs de distances à cheval sous Napoléon Ier !

7 **Ce que l'on constate.** Lyon a montré la voie en 2015 : la métropole
8 y a absorbé les guichets du département sur son territoire, laissant le
9 département gérer les 208 autres communes... et nul ne demande à
10 revenir en arrière. Une couche en moins pour les 58 communes de
11 Lyon Métropole... Partout ailleurs, le mille-feuille demeure — et
12 chacun de ses étages se justifie par l'existence des autres. L'utilisateur,
13 lui, pleure !

14 **Ce qui nous menace.** Des décennies supplémentaires de doublons,
15 de délais et de dilution des responsabilités : quand quatre
16 collectivités sont compétentes, aucune n'est responsable.

17 **Ce que nous ferons.** Le modèle lyonnais sera généralisé là où il
18 s'impose : Paris et la petite couronne (les départements 75, 92, 93 et
19 94 fusionnés dans un Grand Paris de quarante districts comme le
20 propose Clément Beaune en mai 2026), puis le Rhône dans Lyon, le
21 Nord dans Lille, les Bouches-du-Rhône dans Marseille ou l'inverse,
22 d'ailleurs. La carte préfectorale sera refondue en conséquence.
23 Objectif : des métropoles de rang européen, comparables à
24 Barcelone, Munich ou Milan. Mais aussi moins de départements,
25 beaucoup moins de départements !

26 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les assemblées
27 départementales concernées, leurs exécutifs, leurs administrations —
28 des mandats et des postes disparaîtront, par fusion et départs
29 naturels, non par licenciement. Y gagnent : les habitants, qui sauront

1 enfin qui décide ; les communes périurbaines et rurales, dont les
2 départements maintenus retrouveront une vocation claire.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une strate en moins, c'est un
4 impôt local en moins à terme, des décisions plus rapides, et des
5 métropoles assez fortes pour rivaliser avec leurs égales européennes
6 — ce qui profite à tout le pays qu'elles entraînent. Et ce qui doit
7 remonter à la Région ou redescendre à la ville ne sera pas à
8 périmètre budgétaire constant ! Nous misons sur la technologie et le
9 bon sens !

10 **Les chiffres.** *Coût* : marginal et transitoire (réorganisation), absorbé
11 par les départs naturels. *Rapport* : une strate de moins, c'est un
12 impôt local en moins à terme — l'économie est déjà comptée dans les
13 ~110 000 postes de suppression de strates de la proposition 12, sans
14 double compte. *Inaction* : quatre collectivités compétentes pour la
15 même crèche, la même route — donc aucune responsable. *Trajectoire*
16 : neutre pour la dette de l'État (portée par le levier effectifs) ; gain de
17 lisibilité et de vitesse de décision. *Concrètement* : le modèle lyonnais
18 de 2015 généralisé — Grand Paris de quarante districts, Lille,
19 Marseille —, des mandats qui disparaissent par fusion, jamais par
20 licenciement.

21 **Proposition 14 — Fermer les agences, faire fondre les codes**

22 **Ce qui existe.** Des centaines d'agences, d'opérateurs, d'autorités et
23 de comités, créés au fil des ans pour contourner les ministères qu'on
24 n'osait pas réformer. Et des codes juridiques devenus des monuments
25 : nul ne peut plus dire qu'il connaît la loi de son propre pays.

26 **Ce que l'on constate.** Chaque agence produit les normes qui
27 justifient son existence ; chaque norme appelle l'agent qui la
28 contrôle. La complexité n'est pas un accident : c'est un écosystème

1 qui se nourrit lui-même, aux frais du contribuable et de l'économie
2 tout entière.

3 **Ce qui nous menace.** Un pays où construire une école prend dix
4 ans, où l'artisan renonce à embaucher par peur du formulaire, où
5 l'énergie nationale se dépense en conformité plutôt qu'en création. Et
6 on y est déjà !

7 **Ce que nous ferons.** Premier gisement d'économies du mandat, à
8 égalité avec la réduction des normes : la suppression des agences et
9 des doublons, leurs missions utiles réintégrées dans les ministères,
10 les autres éteintes. Et une méthode pour le droit lui-même, faire
11 fondre les codes : pour chaque norme nouvelle, plusieurs
12 supprimées ; chaque code devant être réécrit pour être lu et compris
13 par un citoyen lambda, pas seulement par un cabinet de conseil.
14 Toute mesure qui crée une administration supplémentaire ou produit
15 plus de normes qu'elle n'en supprime sera rejetée d'office.

16 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les directions d'agences, les
17 jetons de présence, les rentes de complexité -avocats de la
18 conformité, intermédiaires du formulaire. Y gagnent : les maires, les
19 artisans, les entrepreneurs, les agents publics eux-mêmes, premiers
20 prisonniers des procédures qu'ils appliquent... en gros, tous les
21 Français !

22 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La norme en moins ne coûte rien
23 et rapporte deux fois : à l'État, qui cesse de payer son contrôle ; au
24 pays, qui récupère le temps et l'argent de s'y conformer. La
25 simplification est le seul impôt négatif qui existe.

26 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une suppression d'agences et de normes.
27 *Rapport* : agences, doublons et normes en moins pèsent environ -10
28 milliards par an en 2037 (levier « simplification », montée prudente
29 d'un milliard par an). *Inaction* : un pays où construire une école

1 prend dix ans, où l'énergie nationale se dépense en conformité plutôt
2 qu'en création. *Trajectoire* : –10 milliards à terme, à égalité avec les
3 effectifs ; effet de croissance potentielle de long terme capté par le
4 moteur. *Concrètement* : pour chaque norme nouvelle, plusieurs
5 supprimées ; toute mesure qui crée une administration ou produit
6 plus de normes qu'elle n'en supprime, rejetée d'office.

7 **Proposition 15 — La commande publique comme arme industrielle**

8 **Ce qui existe.** L'État français achète chaque année pour des
9 dizaines de milliards de biens et de services, en s'imposant des
10 procédures si lentes et si timorées que ses achats n'orientent rien,
11 quand ils ne vont pas, par défaut, à des fournisseurs étrangers. Par
12 ailleurs les catalogues de fournisseurs publiques présentent des tarifs
13 largement au-dessus de ceux pratiqués sur le marché au prétexte
14 d'une « sélection » préalable !

15 **Ce que l'on constate.** Les États-Unis ont bâti leur avance
16 technologique sur leur agence de recherche militaire, la DARPA, et
17 sur des contrats publics massifs passés à leurs jeunes entreprises :
18 l'État Fédéral américain est le premier client de son industrie
19 d'avenir. L'État français, lui, se croit stratège et achète comme un
20 comptable, des agrafeuses libellées « validées pour les ministères » !

21 **Ce qui nous menace.** Une souveraineté technologique qui s'évapore
22 marché public après marché public : cloud, SaaS, logiciels,
23 intelligence artificielle — chaque contrat passé ailleurs finance les
24 champions des autres. On l'a bien senti en 2026 !

25 **Ce que nous ferons.** La commande publique deviendra un outil
26 industriel assumé, sur le modèle de la DARPA ou de JEDI (en Europe)
27 : des appels d'offres rapides, des prototypes payés, des contrats qui
28 font grandir nos entreprises — avec une préférence nationale et

1 européenne explicite. L'intelligence artificielle de l'État s'appuiera
2 sur les champions français et européens, Mistral, OVH et d'autres en
3 tête. Les procédures d'achat de la défense seront simplifiées en
4 priorité.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fournisseurs extra-
6 européens installés dans nos ministères, et le confort juridique du
7 moins-disant systématique. Y gagnent : les entreprises françaises et
8 européennes de technologie, qui trouvent enfin un premier client de
9 bonne taille et une expression du marché unique ; et l'État, qui cesse
10 de financer sa propre dépendance.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque euro public orienté vers
12 notre industrie revient en emplois, en impôts et en souveraineté.
13 L'Amérique ne s'en est jamais cachée ; il est temps de cesser d'être
14 les seuls à jouer ce jeu sans les mêmes règles.

15 **Les chiffres.** *Coût* : nul en argent neuf — une réorientation de
16 dizaines de milliards d'achats publics déjà engagés. *Rapport* : chaque
17 euro fléché vers l'industrie française et européenne revient en
18 emplois, en impôts et en souveraineté (effet diffus, non chiffré en
19 recette directe). *Inaction* : une souveraineté technologique qui
20 s'évapore marché après marché — cloud, logiciels, IA financent les
21 champions des autres. *Trajectoire* : neutre pour la dette (même
22 argent, mieux dépensé) ; gain industriel et de croissance.
23 *Concrètement* : le modèle DARPA — appels d'offres rapides,
24 prototypes payés, préférence européenne assumée —, et la fin des
25 catalogues publics affichés au-dessus des prix du marché.

26 **Proposition 16 — L'intelligence artificielle dans tous les ministères**

27 **Ce qui existe.** Des administrations qui croulent sous les dossiers,
28 des fichiers qui ne se parlent pas, des agents qui passent leurs

1 journées à ressaisir ce qu'un autre service possède déjà.
2 L'intelligence artificielle y entre par fragments, sans pilotage, sur du
3 cloud US !

4 **Ce que l'on constate.** Le sujet n'est jamais technologique. Il tient en
5 deux mots : les données -archivées, structurées, croisées- et les
6 humains -formés, outillés, embarqués. Là où l'un des deux manque,
7 les outils les plus puissants ne produisent rien.

8 **Ce qui nous menace.** Le statu quo a un visage : celui de la petite
9 Lyhanna, dont la mort aurait pu être évitée si les fichiers des
10 administrations s'étaient croisés à temps, sans intervention et
11 erreurs humaines. Chaque année d'attente se paie en drames
12 évitables, en délais de justice, en fraudes non détectées, en frais de
13 délais, et en vies humaines !

14 **Ce que nous ferons.** Tous les ministères passeront à l'intelligence
15 artificielle, avec un pilotage central : gestion des dossiers,
16 comptabilité publique, ressources humaines, juridique, conformité,
17 préfectures seront automatisés en priorité ; le croisement des fichiers
18 de protection de l'enfance deviendra la règle ; la simplification
19 hôpital-Sécurité sociale-mutuelles, un chantier dédié. Et un garde-fou
20 gravé dans la loi : ces outils de détection et d'anticipation seront
21 strictement encadrés contre tout dévoiement de surveillance ;
22 l'efficacité, pas l'œil omniprésent. Le RGPD et l'AI-Act Européen
23 peuvent entrer en conflit parfois avec l'efficacité des mesures, et des
24 débats pourront être ouverts ! (Les croisements de certaines données
25 par exemple)

26 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les tâches répétitives, et non
27 les agents qui les subissaient, redéployés vers le contact avec
28 l'utilisateur. Y gagnent : l'utilisateur, servi en jours et non en mois ; l'agent,

1 rendu à un travail digne ; le contribuable, à mesure que les coûts
2 baissent.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est le levier qui rend tous les
4 autres tenables : un État qui fait mieux avec moins de postes n'est
5 pas un slogan, c'est un progrès ! A condition de traiter les données et
6 de former les hommes. Les deux sont des décisions et des actions
7 fortes : nous les prendrons, nous les lancerons.

8 **Les chiffres.** *Coût* : un investissement modéré (intégration des
9 données, formation, outils), à mettre en regard des économies.
10 *Rapport* : le levier qui rend tous les autres tenables — ses gains sont
11 comptés dans la « simplification » (−10 milliards), pas en sus.
12 *Inaction* : le statu quo a un visage, celui de la petite Lyhanna, morte
13 dans les interstices de fichiers qui ne se parlaient pas — et des
14 fraudes non détectées, des délais de justice, des erreurs de dossiers.
15 *Trajectoire* : intégré au levier simplification, rendement de long
16 terme. *Concrètement* : dossiers, comptabilité publique, ressources
17 humaines et préfectures automatisés d'abord ; croisement des
18 fichiers de protection de l'enfance ; un garde-fou gravé dans la loi
19 contre tout dévoiement de surveillance.

20 **Proposition 17 — Le vote obligatoire, le vote blanc compté**

21 **Ce qui existe.** L'abstention progresse scrutin après scrutin ; le vote
22 blanc est compté à part mais ne produit aucun effet. Des élus tirent
23 leur légitimité d'un électeur sur quatre, et chacun feint de l'ignorer.

24 **Ce que l'on constate.** L'abstention n'est pas seulement une fatigue :
25 c'est une information que le système refuse d'entendre. Et le vote
26 blanc — se déplacer pour dire « aucun » — est l'expression civique la
27 plus exigeante qui soit ; nous la traitons comme un bulletin nul.

1 **Ce qui nous menace.** Une démocratie qui parle de moins en moins
2 au nom de tous, où la légitimité des décisions s'érode jusqu'au jour
3 où elle se conteste dans la rue plutôt que dans l'urne.

4 **Ce que nous ferons.** Le vote sera obligatoire, comme en Belgique,
5 et le vote blanc pleinement reconnu, selon une règle claire. Lors d'un
6 référendum : si le blanc est majoritaire, le scrutin est annulé — le
7 peuple a répondu « ni l'un ni l'autre », et cette réponse s'impose.
8 Lors des élections : le résultat demeure, mais le score du blanc est
9 publié comme une information clé sur la légitimité des élus — un
10 mandat acquis avec un tiers de bulletins blancs ne se gouverne pas
11 comme un mandat plébiscité.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les machines électorales qui
13 prospèrent sur la démobilisation adverse, et le confort de l'abstention
14 comme refuge sans conséquence. Y gagnent : les citoyens qui
15 votaient déjà, dont la voix cesse d'être noyée dans le silence des
16 autres ; et ceux qui ne votaient plus, à qui l'on rend un instrument
17 pour dire « non » sans désertier. Voire pour les faire retourner aux
18 urnes !

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un pays où tout le monde vote
20 est un pays où chaque colère est chiffrée, où chaque adhésion se
21 mesure. La démocratie ne craint pas l'expression du désaccord ; elle
22 meurt de son enfouissement.

23 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — l'organisation d'un vote qui existe
24 déjà, de l'ordre de quelques dizaines de millions d'euros. *Rapport* :
25 aucune recette, un gain de légitimité démocratique non monétisable.
26 *Inaction* : des élus tirant leur mandat d'un électeur sur quatre, et une
27 légitimité qui s'érode jusqu'à se contester dans la rue plutôt que dans
28 l'urne. *Trajectoire* : négligeable pour la dette. *Concrètement* : au
29 référendum, le blanc majoritaire annule le scrutin ; aux élections, son

1 score est publié comme mesure de la légitimité — un mandat acquis
2 avec un tiers de blancs ne se gouverne pas comme un plébiscite.

3 **Proposition 85 — Le droit que chacun peut lire : reconstruire par les principes**

4 **Ce qui existe.** La France compte des centaines de milliers de normes
5 empilées, et nul (ni le citoyen, ni l'entrepreneur, ni souvent
6 l'administration elle-même) ne peut prétendre connaître la loi de son
7 pays. Depuis Pompidou demandant qu'on « cesse d'emmerder les
8 Français », chaque gouvernement a promis la simplification ; aucun
9 n'a osé la méthode qui l'obtiendrait.

10 **Ce que l'on constate.** Toutes les politiques de simplification
11 échouent pour la même raison : elles partent des normes à retirer,
12 une à une, et se noient dans l'inventaire. Pendant qu'une commission
13 débat de la suppression d'un décret, dix naissent ailleurs. On taille
14 les branches d'un arbre qui repousse plus vite qu'on ne l'élague.

15 **Ce qui nous menace.** Un pays où construire une école prend dix
16 ans, où l'artisan renonce à embaucher par peur du formulaire, et où
17 la complexité, loin d'être un accident, protège ceux qui savent en
18 jouer contre ceux qui la subissent.

19 **Ce que nous ferons.** Renverser la méthode, sur une idée empruntée
20 à Gaspard Koenig : ne plus décider ce qu'on retire, mais ce qu'on
21 garde. On remontera aux principes de chaque code — eux seuls
22 auront valeur de loi —, et l'on traitera les centaines de milliers de
23 normes comme un échafaudage que l'on retire pour revoir la maison.
24 Au terme d'un travail de deux à trois ans, chaque grand domaine du
25 droit tiendra dans un texte de principes qu'un citoyen peut lire et
26 comprendre — pas seulement un cabinet de conseil. Entre
27 particuliers, on se réglera sur ces principes clairs, dans un espace de
28 confiance et non de soupçon ; le juge n'interviendra qu'en cas

1 d'erreur ou de litige manifeste. Une exception, et elle est de
2 principe : le droit pénal gardera sa complexité procédurale — car
3 cette complexité protège le plus faible et l'accusé. Simplifier n'est
4 pas déréguler ; c'est rendre la règle lisible à ceux qui doivent y obéir.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les rentes de l'illisibilité —
6 l'intermédiaire du formulaire, le spécialiste de la niche,
7 l'administration qui se justifie par la norme qu'elle produit. Y gagnent
8 : le citoyen, qui retrouve un droit qu'il peut connaître ;
9 l'entrepreneur, qui ose ; et l'agent public, premier prisonnier des
10 procédures qu'il applique. Tout comme l'action collective qui peut
11 reprendre de la vitesse.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un peuple qui connaît sa loi est
13 un peuple qui peut à la fois lui obéir et la contester ; les deux
14 supposent qu'on la comprenne. Rendre le droit lisible n'est pas une
15 affaire de paperasse : c'est, comme le dit Koenig, un projet de
16 civilisation, celui d'une République qui fait de nouveau confiance à
17 ses citoyens plutôt qu'à ses contrôleurs.

18 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une méthode de gouvernement, pas une
19 dépense ; un travail politique de deux à trois ans. *Rapport* : elle
20 démultiplie la « simplification » (proposition 14) en s'attaquant au
21 stock entier plutôt qu'aux normes une à une ; économies de
22 conformité diffuses, au-delà des -10 milliards budgétaires. *Inaction* :
23 un droit que nul ne connaît plus, où la complexité protège ceux qui
24 savent en jouer contre ceux qui la subissent. *Trajectoire* : renforce la
25 trajectoire de la proposition 14, sans double compte. *Concrètement* :
26 Notre-Dame rebâtie en moins de cinq ans en faisant fi de certaines
27 complexités — la preuve, à l'échelle, qu'on peut décider ce qu'on
28 garde plutôt que ce qu'on retire.

1 **Proposition 122 — La souveraineté de l'intelligence artificielle, sans la capture**
2 **de l'État**

3 **Ce qui existe.** Nos entreprises, nos administrations, nos chercheurs
4 bâtissent désormais sur des intelligences artificielles étrangères,
5 américaines pour l'essentiel, soumises à une loi et à un pouvoir
6 politique qui ne sont pas les nôtres. Le jour où l'accès à l'un de ces
7 systèmes a été interrompu du jour au lendemain, par la seule
8 décision de son fournisseur, chacun a mesuré la fragilité de l'édifice.

9 **Ce que l'on constate.** Deux leçons, contraires aux apparences. La
10 première : l'Europe a une honte à réparer ; elle n'a pas préparé sa
11 souveraineté numérique, et la dépendance se paie au moment où l'on
12 s'y attend le moins, quand un dirigeant étranger pourrait demain
13 avoir la main sur l'interrupteur. La seconde, plus subtile : la réponse
14 n'est pas de reproduire le mal chez nous. Nous ne voulons pas plus
15 que l'Élysée tienne l'interrupteur de nos champions que Washington
16 ne tienne celui des siens. Une intelligence artificielle aux ordres d'un
17 État, fût-il le nôtre, n'est pas une souveraineté : c'est un autre
18 asservissement.

19 **Ce qui nous menace.** Deux pièges symétriques : rester locataires
20 d'outils étrangers qu'on peut nous couper, ou bâtir un champion
21 national que le pouvoir politique tiendrait en laisse. Le premier nous
22 expose ; le second nous corrompt.

23 **Ce que nous ferons.** Investir massivement ; mais pour le pluralisme,
24 jamais pour un monopole d'État. Soutenir nos champions, Mistral en
25 tête (proposition 15), sans en faire un bras de l'État : financement,
26 commande publique, talents, oui ; tutelle politique, non. Favoriser un
27 marché fourni et pluriel, plusieurs acteurs, plusieurs modèles
28 (l'arrivée de OVH dans le jeu est une aubaine), trop divers pour
29 qu'aucun pouvoir, étranger ou domestique, ne puisse le manipuler. Et

1 bâtir la chaîne matérielle de cette souveraineté : des puces et des
2 centres de calcul sur le sol européen, en soutenant nos champions du
3 calcul (SiPearl pour le processeur, VSora et Arago pour l'inférence)
4 plutôt que de dépendre d'un fournisseur unique et étranger.
5 Encourager l'open source qui rend la dépendance impossible par
6 nature : ce que chacun peut inspecter, reprendre et faire tourner
7 chez lui, nul ne peut le couper. Et faire de cette intelligence
8 artificielle libre le socle sur lequel individus et entreprises bâtiront
9 des empires économiques. Un peu l'esprit des premiers protocoles du
10 web, ouverts et appartenant à tous.

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fournisseurs étrangers qui
12 nous tenaient, et la tentation d'un pouvoir local mimant celui de
13 Trump ! Y gagnent : nos entreprises, libres de bâtir sur un socle
14 qu'on ne leur coupera pas ; nos chercheurs ; et la liberté elle-même,
15 qu'aucune intelligence artificielle ne doit pouvoir restreindre sur
16 ordre.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La vraie souveraineté numérique
18 n'est pas un drapeau planté sur un champion d'État : c'est un
19 écosystème si ouvert et si pluriel que personne (ni Washington, ni
20 Pékin, ni Paris) ne peut en couper le courant. On ne remplace pas
21 une dépendance par une obéissance : on rend les deux impossibles en
22 ouvrant les vannes !

23 **Les chiffres.** *Coût* : ordre de grandeur — un soutien public
24 (financement, commande publique, talents) à nos champions, sans
25 ligne budgétaire isolée ; une part relève du fonds souverain (chapitre
26 VIII) et de la commande publique (proposition 15). *Rapport* : non
27 monétisable directement, mais la condition de toute la souveraineté
28 numérique, et le socle sur lequel des entreprises bâtiront des
29 empires économiques. *Inaction* : rester locataires d'outils étrangers
30 qu'on peut nous couper du jour au lendemain — la dépendance se

1 paie au pire moment. *Trajectoire* : coût marginal pour la dette, enjeu
2 stratégique majeur. *Concrètement* : Mistral, OVH et la chaîne
3 matérielle (SiPearl, VSora, Arago) soutenus sans devenir des bras de
4 l'État ; l'open source qui rend l'interrupteur — de Washington comme
5 de l'Élysée — impossible.

6 **Proposition 123 — Le cloud souverain : sortir de la dépendance aux** 7 **hyperscalers**

8 **Ce qui existe.** Les données des Européens — celles de nos
9 entreprises, de nos hôpitaux, de nos administrations — reposent pour
10 l'essentiel dans le cloud de trois géants américains : Microsoft,
11 Amazon et Google. Et ce cloud, où qu'il soit physiquement situé, reste
12 soumis au droit américain.

13 **Ce que l'on constate.** L'extraterritorialité du droit américain — le
14 CLOUD Act en tête — permet aux autorités des États-Unis d'exiger
15 l'accès à des données hébergées par leurs entreprises, fussent-elles
16 stockées en Europe. Nos lois de protection, nos meilleures volontés,
17 s'arrêtent là où commence la juridiction d'un autre. Un hôpital
18 français peut, sans le savoir, voir ses données à portée d'une agence
19 étrangère. C'est scandaleux, mais ce n'est pas nouveau ! Nous avons
20 juste décidé que ce n'était pas « si grave » pendant longtemps ! Trop
21 longtemps !

22 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui légifère sur la donnée tout en
23 la confiant à ceux que sa loi ne peut atteindre — une souveraineté de
24 façade, contournée par l'architecture même de son informatique.

25 **Ce que nous ferons.** Financer et faire émerger des alternatives
26 crédibles aux hyperscalers : un cloud souverain, européen, pour les
27 données sensibles de l'État, de la santé et des secteurs stratégiques
28 — non par un nouveau monopole public, mais en soutenant un

1 marché d'acteurs européens, par la commande publique (proposition
2 15) et l'investissement du fonds souverain (chapitre VIII). Exiger que
3 les données les plus sensibles soient hébergées sous juridiction
4 exclusivement européenne, à l'abri de toute extraterritorialité. Et
5 porter au niveau européen une doctrine claire : nos infrastructures
6 critiques — calcul, données, câbles sous-marins — relèvent de notre
7 sécurité (chapitre XIX), non du bon vouloir d'un fournisseur étranger.
8 L'électricité décarbonée et abondante du chapitre XI en est l'atout
9 maître : c'est elle qui rend nos propres centres de données
10 compétitifs.

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les hyperscalers qui régnaient
12 sans partage, et le confort de la facilité. Y gagnent : nos entreprises
13 et nos administrations, dont les données cessent d'être à portée
14 d'une juridiction étrangère ; et les acteurs européens du cloud, à qui
15 l'on ouvre enfin un marché.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une loi qui protège la donnée ne
17 vaut que si la donnée échappe aux lois des autres. Reprendre la main
18 sur notre cloud, c'est rendre effectives toutes les protections que
19 nous votons et offrir à l'Europe l'infrastructure de sa propre liberté.

20 **Les chiffres.** *Coût* : ordre de grandeur — l'amorçage d'alternatives
21 européennes par la commande publique et le fonds souverain, pas un
22 guichet nouveau ; un changement d'habitudes (préférer l'europpéen
23 aux renouvellements et aux appels d'offres). *Rapport* : la pleine
24 effectivité de toutes nos lois de protection des données, aujourd'hui
25 contournées par l'extraterritorialité ; un marché ouvert aux acteurs
26 européens du cloud. *Inaction* : les données de nos hôpitaux et
27 administrations à portée d'une agence étrangère via le CLOUD Act,
28 malgré nos lois. *Trajectoire* : coût marginal pour la dette ; l'électricité
29 décarbonée (chapitre XI) en fait un avantage compétitif.
30 *Concrètement* : données sensibles de l'État, de la santé et des

- 1 secteurs stratégiques sous juridiction exclusivement européenne — et
- 2 à terme le cloud privé de nos grandes entreprises.

1 CHAPITRE X — SE LOGER, BOUGER, CONSTRUIRE

2 Un pays où l'on ne peut plus se loger est un pays où l'on ne peut plus
3 bouger ; un pays où l'on ne peut plus bouger est un pays où le travail
4 ne trouve plus les travailleurs, où l'étudiant ne trouve plus
5 d'université et où saisonnier rime avec précarité. Le logement n'est
6 pas une politique sociale parmi d'autres : c'est le goulot par lequel
7 passe tout le reste : les salaires, l'emploi, la natalité, et jusqu'à
8 l'humeur du pays. Nous avons rebâti une cathédrale en cinq ans.
9 Nous saurons construire des logements.

10 **Proposition 23 — Construire aux normes Notre-Dame de Paris**

11 **Ce qui existe.** Pour bâtir un immeuble en France, il faut traverser un
12 code de l'urbanisme devenu illisible, des études et des diagnostics
13 qui s'empilent sans jamais s'annuler, des recours qui suspendent tout
14 pendant des années. Chaque norme prise isolément se justifie ; leur
15 addition interdit de construire. Les maires bâtisseurs se font rares et
16 ne construisent de toute façon que 4 ans et demi sur 6, moratoire
17 avant les élections oblige !

18 **Ce que l'on constate.** Quand la nation l'a voulu, elle a relevé Notre-
19 Dame de Paris en cinq ans -chantier d'une complexité inouïe, mené
20 dans les règles de l'art, sous le regard du monde entier. Le même
21 pays met souvent plus de temps à sortir de terre un immeuble de
22 trente logements qu'il n'en a fallu pour rebâtir une cathédrale.

23 **Ce qui nous menace.** Une pénurie qui s'auto-entretient : moins de
24 logements, des prix qui montent, des jeunes qui renoncent, des
25 salariés qui refusent un emploi faute de toit. À dix ans, c'est la
26 mobilité du travail tout entière qui se grippe — et avec elle la
27 croissance.

1 **Ce que nous ferons.** Le « régime Notre-Dame » deviendra le droit
2 commun de la construction et de la rénovation : un guichet unique,
3 un calendrier opposable, des normes fondues ; à la manière de ce que
4 Gaspard Koenig appelle « faire fondre les codes », et des recours
5 enserrés dans des délais brefs, jugés une fois, pas trois. Qui attaque
6 un permis pour gagner du temps en paiera aussi le prix.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les professionnels du recours
8 dilatoire, les rentiers de la rareté foncière, les bureaux d'études qui
9 vivent de l'empilement. Y gagnent : les locataires, les primo-
10 accédants, les artisans du bâtiment, les maires bâtisseurs.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Construire plus, cela signifie des
12 loyers qui se détendent, des chantiers qui embauchent, des recettes
13 fiscales sans hausse d'impôt. Même le propriétaire en place y gagne :
14 un pays qui loge sa jeunesse est un pays qui reste solvable. Quand le
15 bâtiment va, tout va !

16 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — une déréglementation, pas une
17 dépense. *Rapport* : le choc de construction génère des recettes
18 induites (TVA, droits de mutation, impôt sur les sociétés du bâtiment)
19 — environ +4 milliards à terme (levier « logement »). *Inaction* : des
20 loyers qui étranglent salaires, emploi et natalité — le goulot par
21 lequel passe tout le reste. *Trajectoire* : +4 milliards de recettes, plus
22 la croissance du bâtiment. *Concrètement* : Notre-Dame relevée en
23 cinq ans, mais trente logements plus longs à sortir de terre qu'une
24 cathédrale — le « régime Notre-Dame » fait droit commun : guichet
25 unique, recours jugés une fois, pas trois.

26 **Proposition 24 — Rendre les permis de construire à l'intérêt général**

27 **Ce qui existe.** Le maire délivre les permis de construire. Ce pouvoir
28 de proximité, légitime dans son principe, est devenu dans les zones

1 tendues un droit de veto : refuser de construire fait gagner des
2 élections, construire en fait perdre.

3 **Ce que l'on constate.** Des communes entières, au cœur des
4 métropoles où les prix flambent, ne délivrent presque plus rien.
5 Chacune a ses raisons ; leur somme est une catastrophe nationale. Le
6 logement est le seul marché où ceux qui décident de l'offre sont élus
7 par ceux qui possèdent déjà si l'on pousse la caricature !

8 **Ce qui nous menace.** La sécession silencieuse des métropoles : des
9 centres réservés aux héritiers et aux investisseurs, des travailleurs
10 relégués à deux heures de leur emploi, et une colère qui cherchera
11 ses coupables... et pour tous, partout : un choix cornélien entre
12 passoires et bouilloires thermiques quand ce n'est pas le cumul des
13 deux !

14 **Ce que nous ferons.** Dans les zones tendues, des objectifs de
15 construction opposables seront fixés à chaque commune. Le maire
16 qui construit gardera la main et sera récompensé budgétairement ; le
17 maire qui bloque verra la compétence remonter à l'intercommunalité
18 ou l'échelon supérieur, qui délivrera à sa place. La liberté locale
19 demeure ; le veto disparaît.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les maires malthusiens, et le
21 confort électoral du « pas ici ». Y gagnent : les jeunes ménages, les
22 salariés mobiles, les communes bâtisseuses, enfin soutenues au lieu
23 d'être punies par leurs voisines.

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Quand toutes les communes
25 construisent leur part, aucune ne subit seule la densité. L'effort
26 partagé est la seule manière de le rendre acceptable — et le maire
27 redevient ce qu'il doit être : un bâtisseur, pas un gardien de barrière.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul. *Rapport* : chaque commune construit sa part
2 ; les recettes induites sont comptées avec la proposition 23, sans
3 double compte. *Inaction* : le « pas ici » électoral qui fige l'offre
4 partout à la fois, dans les métropoles où les prix flambent. *Trajectoire*
5 : portée par le levier logement, sans ligne propre. *Concrètement* : des
6 objectifs opposables par commune — le maire qui construit garde la
7 main et est récompensé, celui qui bloque voit la compétence
8 remonter.

9 **Proposition 25 — Le TGV du désenclavement, pas les gares de prestige**

10 **Ce qui existe.** La grande vitesse française est une fierté nationale
11 qui s'est arrêtée en chemin. Toulouse, quatrième ville de France,
12 n'est toujours pas reliée au réseau à grande vitesse ; Clermont-
13 Ferrand subit une ligne vieillissante dont les retards sont devenus un
14 folklore amer. Pendant ce temps, l'argent public a souvent préféré les
15 gares spectaculaires aux rails utiles.

16 **Ce que l'on constate.** Là où le TGV passe, les entreprises
17 s'installent, les prix de l'immobilier se rééquilibrent entre Paris et les
18 régions, les cadres acceptent de quitter la capitale. Là où il ne passe
19 pas, les métropoles plafonnent et les talents partent. Il y a fort à
20 Parier que la pression monte pour des LGV jusqu'à San Sebastian
21 prochainement !

22 **Ce qui nous menace.** Une France à deux vitesses au sens propre :
23 des métropoles connectées qui concentrent tout, des capitales
24 régionales entières qui décrochent et le sentiment d'abandon qui
25 nourrit tous les extrêmes.

26 **Ce que nous ferons.** La priorité ferroviaire du mandat ira au
27 désenclavement : Toulouse et Clermont-Ferrand d'abord, puis le Sud-
28 Ouest, puis un petit coup sur le Marseille-Nice, relique de l'après-

1 guerre. Chaque euro d'infrastructure sera classé selon notre règle
2 d'or -l'investissement qui rapporte avant la dépense qui décore- et les
3 projets de prestige sans trafic seront arrêtés. Oui aux lignes utiles,
4 non aux gares comme celles du Grand Paris...

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les inaugurations flatteuses,
6 les grands gestes architecturaux sans usage. Y gagnent : des bassins
7 de plusieurs millions d'habitants, les entreprises qui y recruteront, et
8 le contribuable, qui paie enfin du transport et non du marbre.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Désenclaver, c'est désengorger :
10 chaque emploi créé à Toulouse ou à Clermont est un logement de
11 moins à trouver en Île-de-France. La grande vitesse bien placée est
12 une politique du logement qui ne dit pas son nom.

13 **Les chiffres.** *Coût* : pris dans l'enveloppe CAPEX du moteur (+9
14 milliards à terme, partagée avec le métro, les ponts et le numérique),
15 nette des redéploiements. *Rapport* : désenclaver, c'est désengorger
16 — chaque emploi créé à Toulouse ou Clermont est un logement de
17 moins à trouver en Île-de-France. *Inaction* : Toulouse, quatrième ville,
18 toujours pas à grande vitesse ; une métropolisation subie et des
19 capitales régionales qui décrochent. *Trajectoire* : investissement à
20 fort rendement de croissance de long terme. *Concrètement* : la
21 grande vitesse de désenclavement (Toulouse, Clermont d'abord), pas
22 les gares de prestige.

23 **Proposition 26 — Un métro parisien au niveau de Tokyo**

24 **Ce qui existe.** Le métro de Paris transporte chaque jour des millions
25 de voyageurs dans des conditions que plus personne n'ose défendre :
26 rames saturées, pannes à répétition, stations dégradées, sentiment
27 d'insécurité. Tokyo, ville plus vaste et plus dense, offre un réseau

1 propre, ponctuel à la minute, sûr à toute heure. Et ce n'est pas
2 qu'une question de culture !

3 **Ce que l'on constate.** Ce n'est pas une affaire de génie japonais :
4 c'est une affaire d'exploitation, de maintenance préventive, de
5 présence humaine et d'exigence quotidienne. Le Grand Paris Express
6 ajoute des lignes neuves à un réseau historique qu'on laisse s'user.
7 On agrandit la maison sans réparer les fondations.

8 **Ce qui nous menace.** Une capitale qui vise sept à huit millions
9 d'habitants intra-muros, organisée en quarante districts, ne tiendra
10 pas debout sur un métro du siècle dernier. Sans transport fiable, la
11 densité devient un enfer — et la première vitrine de la France devient
12 sa première honte.

13 **Ce que nous ferons.** Un contrat d'exigence décennal pour le réseau
14 historique : ponctualité, propreté, sécurité et fréquence mesurées
15 ligne par ligne, publiées chaque mois, opposables à l'exploitant. La
16 maintenance préventive passera avant l'inauguration de nouveautés,
17 et la présence humaine en station sera rétablie là où la peur a vidé
18 les quais.

19 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort des objectifs flous,
20 les exploitants jugés sur leurs promesses plutôt que sur leurs trains.
21 Y gagnent : les millions de voyageurs quotidiens -d'abord ceux des
22 lignes de banlieue, qui subissent le pire, et l'image de la France aux
23 yeux du monde.

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un métro fiable, c'est du temps
25 rendu aux travailleurs, des quartiers reconnectés, des voitures en
26 moins, des touristes contents. Tokyo l'a prouvé : l'excellence du
27 quotidien n'est pas un luxe, c'est une organisation du socle commun.

1 **Les chiffres.** *Coût* : dans la même enveloppe CAPEX (+9 milliards,
2 partagée). *Rapport* : du temps rendu aux travailleurs, des voitures en
3 moins, des quartiers reconnectés. *Inaction* : un Paris de sept à huit
4 millions d'habitants en quarante districts ne tient pas sur un métro
5 du siècle dernier — la première vitrine de la France devient sa
6 première honte. *Trajectoire* : investissement, rendement de long
7 terme. *Concrètement* : un contrat d'exigence décennal — ponctualité,
8 propreté, sécurité mesurées ligne par ligne et publiées chaque mois,
9 la maintenance avant l'inauguration.

10 **Proposition 27 — Le logement, clé de la mobilité du travail**

11 **Ce qui existe.** Des centaines de milliers d'emplois ne trouvent pas
12 preneur dans des bassins où l'on ne trouve pas à se loger. Le salarié
13 qui voudrait accepter un poste à cent kilomètres y renonce : vendre,
14 racheter, déménager coûte trop cher, trop longtemps, trop
15 d'incertitude. Et c'est surtout souvent impossible : pas d'offre de
16 logement !

17 **Ce que l'on constate.** Notre doctrine du travail tient en une
18 phrase : travailler plus ; plus longtemps dans la vie, plus d'heures
19 dans l'année et plus librement dans l'espace. Or la France est l'un
20 des pays où l'on déménage le moins pour son emploi. Ce n'est pas un
21 trait de caractère : c'est le prix de l'absence de logements, qui cloue
22 les gens au sol.

23 **Ce qui nous menace.** Une économie de plus en plus absurde : ici
24 des usines qui cherchent des bras, là des chômeurs qui cherchent des
25 usines, et entre les deux un marché du logement qui interdit la
26 rencontre. Le chômage français est aussi un chômage immobiliste
27 faute d'immobilier !

1 **Ce que nous ferons.** Tout ce qui fige sera allégé, tout ce qui fluidifie
2 sera favorisé : frais de mutation réduits pour qui déménage vers
3 l'emploi, parc locatif intermédiaire développé près des bassins qui
4 recrutent, garanties simplifiées pour que le salarié mobile ne soit
5 plus traité en suspect par les bailleurs. Le choc de construction des
6 propositions 23 et 24 en est la condition première : on ne fluidifie pas
7 la pénurie. Accompagnement de la rénovation de l'ancien...

8 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la rente de l'immobilisme, les
9 droits de mutation comme impôt sur le mouvement. Y gagnent : les
10 salariés qui veulent saisir leur chance, les entreprises qui recrutent
11 enfin, les territoires industriels qui revivent.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque emploi pourvu, c'est un
13 chômeur de moins à indemniser et un cotisant de plus. La mobilité
14 n'est pas un déracinement qu'on subit : c'est une liberté qu'on rend.
15 Un pays où l'on peut bouger est un pays où l'on peut espérer.

16 **Les chiffres.** *Coût* : la baisse des droits de mutation est une recette
17 en moins pour les collectivités, à compenser. *Rapport* : la mobilité est
18 le premier remède au chômage et la première marche d'une réforme
19 de l'assurance chômage. *Inaction* : ici des usines qui cherchent des
20 bras, là des chômeurs qui cherchent des usines, et un marché du
21 logement qui interdit la rencontre. *Trajectoire* : coût compensé par
22 l'emploi et les cotisations enclenchés. *Concrètement* : les droits de
23 mutation cessent d'être un impôt sur le mouvement ; un parc locatif
24 intermédiaire près des bassins qui recrutent.

25 *La construction ne suffit pas : une politique du logement se juge à sa*
26 *capacité d'accueillir toute la société : l'étudiant pauvre, la famille*
27 *modeste, la personne à la rue, et l'investisseur sans lequel rien ne se*
28 *bâtit.*

1 **Proposition 68 — Le logement social qui suit la famille, pas les murs**

2 **Ce qui existe.** L'éligibilité au logement social est attachée au
3 logement : une fois entré, on reste (parfois à vie, parfois au-delà du
4 besoin) pendant que 2,5 millions de demandeurs attendent dehors.
5 La mobilité dans le parc est quasi nulle.

6 **Ce que l'on constate.** Le système protège les installés et exclut
7 ceux qui attendent. Une famille dont les revenus montent, garde
8 pourtant souvent son logement aidé ; une famille qui doit déménager
9 pour un emploi perd son rang et repart de zéro. Le parc social est
10 devenu une rente de situation au lieu d'un filet.

11 **Ce qui nous menace.** Une file d'attente qui s'allonge sans fin, et le
12 sentiment -destructeur- que le logement social récompense
13 l'ancienneté plutôt que le besoin.

14 **Ce que nous ferons.** Rendre le droit portable : l'éligibilité s'attache
15 au foyer, pas aux murs. Examen régulier de la situation, sortie
16 accompagnée vers le parc privé ou l'accession quand les revenus le
17 permettent, et conservation du rang en cas de mobilité
18 professionnelle — déménager pour travailler ne fera plus perdre son
19 droit. Le parc tournera ; la file avancera. (Et l'aide portera à terme,
20 sur le complément, sorte de reste à charge de l'Etat sur l'ensemble
21 du parc. Les « logements ne seront plus sociaux », mais chaque
22 logement pourra l'être de façon invisible pour le bailleur... à terme
23 aussi, c'est donc le fléchage repensé du Livret A, la réinvention des
24 investissements locatifs défiscalisés... tout le système est à revoir à
25 moyen et long terme... ce n'est ici que la première pierre !).

26 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les occupants dont la situation
27 ne justifie plus l'aide, accompagnés vers la sortie sans brutalité. Y
28 gagnent : les 2,5 millions de familles qui attendent, et les salariés
29 modestes enfin mobiles.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un parc qui tourne loge
2 davantage de monde à parc constant : c'est la productivité appliquée
3 au « logement social ». Et la mobilité retrouvée nourrit l'emploi, donc
4 les cotisations qui financent le parc lui-même.

5 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une règle de gestion, pas une dépense.
6 *Rapport* : un parc qui tourne loge davantage de monde à parc
7 constant — la productivité appliquée au logement social. *Inaction* : un
8 parc figé pendant que 2,5 millions de familles attendent dehors.
9 *Trajectoire* : neutre pour la dette, gain d'efficacité. *Concrètement* : le
10 droit s'attache au foyer, pas aux murs — déménager pour un emploi
11 ne fait plus perdre son rang.

12 **Proposition 69 — Zéro retour à la rue : un toit d'abord, digne et durable**

13 **Ce qui existe.** Des nuitées d'hôtel par centaines de milliers, des
14 hébergements d'urgence saturés chaque hiver, des structures
15 temporaires qui recommencent chaque automne ; coûteuses,
16 insalubres parfois, et sans issue.

17 **Ce que l'on constate.** Les pays qui ont fait reculer le nombre de
18 sans-abris -Finlande en tête !- ont inversé la logique : le logement
19 stable d'abord, l'accompagnement ensuite. La France paie le prix fort
20 du provisoire permanent : l'hôtel social coûte plus cher qu'un
21 logement, pour un résultat indigne.

22 **Ce qui nous menace.** La rue qui s'installe comme un horizon
23 permanent, et des enfants par milliers qui grandissent à l'hôtel. Un
24 boulevard pour les marchands de sommeil !

25 **Ce que nous ferons.** Substituer au provisoire un parc de logements
26 modestes, salubres et durables, en mobilisant les bâtiments publics
27 vacants et la construction modulaire de qualité ; accompagnement
28 social et médical attaché à la personne ; objectif public : plus aucun

1 enfant à l'hôtel à l'horizon du mandat. Une société riche et moderne
2 se doit d'accueillir ses plus faibles et ses marginaux, gratuitement ou
3 presque, et dignement.

4 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de sommeil et la
5 facilité du provisoire reconduit. Y gagnent : les personnes à la rue,
6 les finances publiques (le durable coûte moins que l'urgence
7 répétée), et les villes apaisées.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le phénomène des sans-abris
9 coûte deux fois : en dépenses d'urgence et en vies brisées qui
10 finissent à l'hôpital, en prison ou en psychiatrie. Le toit d'abord est la
11 politique sociale la plus rentable qui existe et la Finlande l'a
12 démontré comptablement.

13 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier « logement pour tous »
14 (+2,5 milliards à terme), à coût net modéré — il se substitue aux
15 nuitées d'hôtel d'urgence. *Rapport* : reloger durablement coûte
16 moins cher que l'urgence répétée. *Inaction* : des centaines de milliers
17 de nuitées d'hôtel reconduites, et des milliers d'enfants qui
18 grandissent à l'hôtel. *Trajectoire* : dépense nette modérée par
19 substitution. *Concrètement* : le « toit d'abord » à la finlandaise —
20 plus aucun enfant à l'hôtel à l'horizon du mandat.

21 **Proposition 70 — Loger les étudiants : construire, vite, et aider les plus pauvres**

22 **Ce qui existe.** Un parc de résidences universitaires notoirement
23 insuffisant, des aides au logement qui solvabilisent surtout les loyers
24 des bailleurs en zone tendue, et des étudiants qui renoncent à une
25 formation faute de pouvoir se loger dans la ville qui la dispense.

26 **Ce que l'on constate.** Des étudiants qui travaillent en plus de leurs
27 études, au point d'échouer, qui dorment dans des voitures ou
28 renoncent totalement en cours d'année ! L'ascenseur social en panne

1 dès le rez-de-chaussée est une honte. C'est l'exact contraire de ce
2 que l'on pousse dans le chapitre I.

3 **Ce qui nous menace.** Une sélection sociale par le logement, qui
4 défait silencieusement tout ce que l'école aura réparé.

5 **Ce que nous ferons.** Un plan de construction de résidences
6 étudiantes adossé au choc de simplification (foncier des universités et
7 de l'État mobilisé, normes allégées, recours enserrés) avec une cible
8 publiée par académie ; le maintien des aides, recentrées sur les
9 étudiants modestes ; et pour les plus pauvres, un traitement
10 d'urgence dès 2028 : logement quasi gratuit contre engagement
11 d'assiduité, parce qu'un étudiant pauvre qui réussit rembourse la
12 nation au centuple.

13 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les bailleurs de studios
14 indignes loués à prix d'or, concurrencés par une offre publique digne.
15 Y gagnent : les étudiants et leurs familles, les universités, les villes
16 universitaires, la jeunesse.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque étudiant logé
18 décemment est un diplômé de plus, et le capital humain est la
19 première richesse du pays, surtout dans un pays qui vieillit ! C'est
20 l'investissement du chapitre I, prolongé quotidiennement jusqu'au lit
21 et avec un diplôme, jusqu'au boulot.

22 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier « logement pour tous »
23 (+2,5 milliards à terme, avec le toit d'abord et l'ancien). *Rapport* :
24 chaque étudiant logé décemment est un diplômé de plus — le capital
25 humain du chapitre I prolongé jusqu'au lit. *Inaction* : des étudiants
26 qui dorment dans leur voiture ou renoncent en cours d'année — la
27 sélection sociale par le logement. *Trajectoire* : dépense ciblée,
28 rendement de long terme. *Concrètement* : des résidences étudiantes

1 construites au régime « Notre-Dame », et la quasi-gratuité pour les
2 plus pauvres dès 2028 contre engagement d'assiduité.

3 **Proposition 71 — L'ancien : 80 % des logements de 2050 sont déjà construits**

4 **Ce qui existe.** Des aides à la rénovation dispersées et instables, sept
5 millions de passoires thermiques, des poches d'insalubrité jusqu'au
6 cœur des grandes villes, et des loyers prohibitifs dans les zones
7 tendues.

8 **Ce que l'on constate.** L'obsession du neuf fait oublier l'essentiel : la
9 France de 2050 habitera très majoritairement des murs qui existent
10 déjà. La bataille du logement se gagne dans l'ancien —
11 thermiquement, sanitaire, financièrement.

12 **Ce qui nous menace.** Un parc qui se dégrade plus vite qu'on ne le
13 rénove, des factures d'énergie qui appauvrissent les modestes, et des
14 centres-villes réservés aux héritiers.

15 **Ce que nous ferons.** Une politique de l'ancien à trois étages :
16 rénovation thermique massifiée (guichet unique, aides stables sur dix
17 ans, industrialisation des chantiers par groupements d'artisans),
18 éradication programmée de l'insalubrité avec pouvoirs renforcés
19 contre les marchands de sommeil, et sur les loyers, la seule réponse
20 durable, l'offre : remise sur le marché des logements vacants
21 (fiscalité dissuasive à la vacance, confiance restaurée du bailleur par
22 une justice locative rapide), plutôt que des encadrements qui
23 assèchent le marché qu'ils prétendent protéger.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de sommeil, les
25 propriétaires de logements volontairement vacants, et la rente de
26 rareté. Y gagnent : les locataires, les artisans du bâtiment (un
27 gisement de chantiers pour vingt ans), et le climat.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La rénovation est le CAPEX
2 parfait : elle baisse les factures des ménages, emploie dans tous les
3 territoires, valorise le patrimoine des propriétaires et réduit les
4 émissions. Quatre dividendes pour une dépense.

5 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier « logement pour tous »,
6 net des aides existantes (~4 milliards déjà engagés sur la
7 rénovation). *Rapport* : le CAPEX parfait — quatre dividendes :
8 factures en baisse, emploi dans tous les territoires, patrimoine
9 valorisé, émissions réduites. *Inaction* : sept millions de passoires
10 thermiques et des poches d’insalubrité, alors que 80 % des logements
11 de 2050 existent déjà. *Trajectoire* : dépense nette modérée, fort effet
12 d’emploi local. *Concrètement* : un guichet de rénovation stable sur
13 dix ans, la vacance taxée plutôt que le loyer encadré, et des
14 incitations à la vente pour effacer passoires et bouilloires.

15 **Proposition 72 — Donner envie de bâtir : l’investisseur et le promoteur**
16 **réhabilités**

17 **Ce qui existe.** Un investisseur immobilier traité en suspect fiscal, un
18 promoteur traité en prédateur, des taux qui ont fermé l’accès au
19 crédit, et des maires qui gagnent à refuser les permis.

20 **Ce que l’on constate.** On ne loge pas un pays, contre ceux qui
21 construisent. La production de logements neufs s’est effondrée ;
22 chaque maillon (foncier, permis, recours, financement, fiscalité)
23 décourage l’acte de bâtir.

24 **Ce qui nous menace.** Une pénurie durable qui nourrit tout le reste :
25 loyers prohibitifs, immobilité professionnelle, jeunesse sacrifiée,
26 épargne des Français détournée du logement.

27 **Ce que nous ferons.** Remettre le promoteur au cœur de la cité :
28 régime fiscal stable et lisible sur dix ans pour l’investissement locatif

1 raisonnable, prêts bonifiés adossés au fonds souverain pour le
2 logement intermédiaire, documents d'urbanisme aux objectifs
3 opposables, et le régime des recours aligné sur le précédent de
4 Notre-Dame — celui qui a permis de rebâtir une cathédrale en cinq
5 ans (proposition 23). Bâtir doit redevenir un métier honoré et un
6 placement de bon père de famille.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les recours d'opportunité et la
8 spéculation sur la rareté ; un marché qui construit est un marché où
9 la rétention ne paie plus. Y gagnent : les promoteurs et artisans, les
10 épargnants, et tous ceux qui cherchent un toit.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'offre est la seule politique du
12 logement qui ne se paie pas deux fois. Chaque grue dressée, ce sont
13 des emplois immédiats, des recettes de TVA, et, trois ans plus tard,
14 une famille logée qui n'attend plus rien de l'État.

15 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — une fiscalité stable et des prêts
16 adossés au fonds souverain, pas une subvention. *Rapport* : l'offre ne
17 se paie pas deux fois — chaque grue dressée, ce sont des emplois
18 immédiats et des recettes de TVA (comptées dans le levier logement,
19 +4 milliards). *Inaction* : la rétention et la spéculation sur la rareté,
20 qui paient tant qu'on ne construit pas. *Trajectoire* : recettes induites,
21 sans double compte. *Concrètement* : l'investisseur et le promoteur
22 réhabilités — régime fiscal stable sur dix ans, recours alignés sur le
23 précédent Notre-Dame.

1 CHAPITRE XI — L'ÉNERGIE ET LE NUCLÉAIRE : LA

2 SOUVERAINETÉ PAR LE COURANT

3 Il n'y a pas de souveraineté sans énergie, pas d'industrie sans
4 électricité abondante et bon marché, pas de décarbonation sans une
5 source stable. La France détenait un trésor — le nucléaire civil — et a
6 laissé sa politique hésiter trente ans durant. Dans la continuité de ce
7 qui est fait depuis 8 ans, nous mettrons fin à l'hésitation. Notre
8 doctrine : un pays qui produit chez lui son électricité décarbonée, en
9 abondance, tient d'un seul geste son indépendance, sa compétitivité
10 et le pouvoir d'achat de ses habitants. L'énergie n'est pas un sujet
11 écologique parmi d'autres : c'est le nerf de tout le reste. Il faudra à
12 cette occasion revoir les mécanismes de régulation tarifaires
13 Européennes en la matière.

14 **Proposition 103 — Doubler le nucléaire : de six à quatorze EPR2**

15 **Ce qui existe.** La France a lancé la construction de six réacteurs de
16 nouvelle génération — les EPR2 — à Penly, Gravelines et Bugey :
17 premier béton prévu en 2029, première mise en service en 2038,
18 avec huit autres « à l'étude ». Le « à l'étude » est le mot de trop : il
19 dit l'hésitation qui nous ruine depuis trente ans.

20 **Ce que l'on constate.** Notre hydroélectricité est à son maximum ;
21 nos besoins, eux, explosent — véhicules électriques, camions,
22 aéronefs légers, fermes de calcul, électrification des usages, et
23 bientôt l'hydrogène vert pour notre industrie. Sans un parc
24 considérablement agrandi, l'électricité manquera, son prix montera,
25 et l'industrie repartira.

26 **Ce qui nous menace.** Revivre le décrochage commencé en 1995
27 (Superphénix abandonné, la filière dépecée, les compétences

1 perdues), puis les fiascos de Flamanville, de Finlande et de Hinkley
2 Point, conséquences directes de l'arrêt des séries. Un pays qui ne
3 construit plus oublie comment construire.

4 **Ce que nous ferons.** Transformer les huit réacteurs « à l'étude » en
5 huit réacteurs décidés : passer de six à quatorze EPR2, en doublant
6 la cadence de construction entre 2032 et 2040. La clé n'est pas
7 l'exploit unitaire, c'est la série : construire par paires, sur des sites
8 déjà nucléaires, avec une filière industrielle et des compétences
9 reconstituées — c'est la série qui fait baisser les coûts et tenir les
10 délais. Le financement sera sécurisé sur le long terme, adossé au
11 fonds souverain (proposition 20), qui cherche précisément des actifs
12 patients. Et nous financerons la recherche sur la fusion — Cadarache,
13 ITER — comme un pari d'avenir, sans fonder sur elle la politique des
14 vingt prochaines années : elle reste à des décennies. Quitte à
15 adjoindre à ces chantiers des appendices d'intérêt général comme
16 des usines à Hydrogène propre fonctionnant durant les heures
17 creuses, ou l'électrolyse SOEC haute température fonctionnant sur
18 les chaleurs résiduelles des SMR (projet Ananta)... d'une pierre deux
19 coups !

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands d'hésitation, et
21 la dépendance aux importations d'énergie. Y gagnent : l'industrie, qui
22 retrouve une électricité abondante et stable ; les ménages, dont la
23 facture se découple du gaz ; et la filière nucléaire française, rendue à
24 son rang.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le nucléaire est la seule énergie
26 à la fois décarbonée, pilotable et souveraine. En cessant d'hésiter,
27 nous achetons d'un coup notre indépendance, notre climat et notre
28 compétitivité. Ce que la France a su faire en vingt ans dans les
29 années 1970-1980, elle saura le refaire — à condition, cette fois, de
30 ne plus s'arrêter.

1 **Les chiffres.** *Coût* : un investissement massif de long terme — les six
2 premiers EPR2 plafonnés à 72,8 milliards d’euros ; les quatorze de
3 l’ordre de 150 milliards sur deux décennies, financés hors budget
4 courant (EDF, tarifs régulés, fonds souverain de la proposition 20),
5 non en déficit. *Rapport* : une électricité décarbonée, pilotable et
6 souveraine ; c’est la série, pas l’exploit unitaire, qui fait baisser les
7 coûts. *Inaction* : revivre le décrochage post-1995 — Superphénix
8 abandonné, filière dépecée, puis Flamanville, Finlande, Hinkley Point,
9 fiascos directs de l’arrêt des séries. *Trajectoire* : hors solde courant
10 (actif de long terme adossé au fonds souverain), fort rendement de
11 croissance. *Concrètement* : 6 EPR2 fermes + 8 engagés = 14,
12 cadence doublée 2032-2040 ; la fusion (ITER) financée comme un
13 pari de recherche, pas comme la politique des vingt prochaines
14 années.

15 **Proposition 104 — L’hydrogène vert : décarboner ce que l’électricité seule ne**
16 **peut pas**

17 **Ce qui existe.** Notre industrie lourde -acier, chimie, ciment- et nos
18 transports lourds -camions, navires, peut-être demain l’aérien-
19 fonctionnent au carbone fossile, faute d’alternative. On sait les
20 électrifier, mal, voire pas du tout.

21 **Ce que l’on constate.** L’hydrogène produit sans carbone est la pièce
22 manquante : il décarbone l’acier en remplaçant le charbon des hauts-
23 fourneaux, la chimie, et les transports que la batterie ne suffit pas à
24 mouvoir. Mais le produire exige des quantités massives d’électricité
25 décarbonée — que seul un grand parc nucléaire peut fournir en
26 continu.

27 **Ce qui nous menace.** Importer demain notre hydrogène (sale ?)
28 comme nous importons aujourd’hui notre gaz -en ayant raté la

1 marche industrielle- ou laisser nos hauts-fourneaux et nos usines de
2 fertilisants fermer faute de pouvoir les verdir.

3 **Ce que nous ferons.** Bâtir une filière française d'hydrogène vert,
4 adossée à des réacteurs nucléaires dédiés : l'électrolyse alimentée
5 par un parc qui tourne jour et nuit, installée là où elle est le plus utile
6 -au pied des sites nucléaires et à proximité des sites sidérurgiques et
7 chimiques (projet Ananta). À la marge, la méthanisation issue du
8 monde agricole (chapitre XII) complétera le volume. L'objectif : un
9 acier français décarboné, une chimie qui reste sur le sol national, des
10 transports lourds qui sortent du pétrole -sans délocaliser nos
11 émissions, ce qui ne serait qu'un mensonge comptable.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les importateurs de
13 combustibles fossiles, et le fatalisme qui condamnait notre industrie
14 lourde. Y gagnent : la sidérurgie et la chimie, sauvées et verdies ; le
15 climat, réellement ; et l'emploi industriel des territoires concernés.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Décarboner en produisant chez
17 soi vaut mieux que se désindustrialiser en important l'acier des
18 autres. L'hydrogène adossé au nucléaire, c'est la décarbonation qui
19 crée des emplois au lieu d'en détruire — la seule qui soit
20 politiquement tenable.

21 **Les chiffres.** *Coût* : l'électrolyse adossée à des réacteurs dédiés —
22 un investissement industriel, en partie privé. *Rapport* : décarboner
23 l'acier, la chimie et le transport lourd sans délocaliser nos émissions
24 ni nos emplois. *Inaction* : importer demain l'hydrogène comme le gaz
25 aujourd'hui, ou fermer nos hauts-fourneaux faute de pouvoir les
26 verdir. *Trajectoire* : investissement industriel, hors déficit courant.
27 *Concrètement* : une filière d'hydrogène vert au pied des sites
28 nucléaires et des usines sidérurgiques et chimiques (projet Ananta).

1 **Proposition 105 — Le courant pour tout : mobilité, calcul, usages**

2 **Ce qui existe.** La voiture passe à l'électrique, le camion s'y met, les
3 usages quotidiens s'électrifient, et un nouvel ogre apparaît : les
4 fermes de calcul de l'intelligence artificielle, qui dévorent l'électricité
5 par gigawatts.

6 **Ce que l'on constate.** Toute notre souveraineté technologique -l'IA
7 de l'État (chapitre IX), nos champions, notre défense- suppose une
8 puissance de calcul, donc une électricité abondante et bon marché.
9 Les pays qui auront le courant auront les calculateurs ; les autres
10 loueront ceux des premiers.

11 **Ce qui nous menace.** Voir nos données et nos calculs partir vers les
12 pays qui ont l'énergie, faute d'avoir su alimenter nos propres centres
13 — une dépendance numérique aussi grave que la dépendance
14 énergétique.

15 **Ce que nous ferons.** Faire de l'électricité décarbonée et abondante
16 l'avantage compétitif de la France pour le siècle. Accueillir sur notre
17 sol les fermes de calcul souveraines, adossées au parc nucléaire ;
18 l'électricité comme argument d'attractivité, là où d'autres n'ont que
19 le charbon ou le gaz. Déployer les infrastructures de recharge pour la
20 mobilité électrique, accompagner l'électrification des usages urbains
21 et industriels, et planifier le réseau pour absorber cette demande
22 nouvelle. Le courant n'est pas une contrainte à subir : c'est une carte
23 maîtresse à jouer.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les pays qui pensaient nous
25 louer leur puissance de calcul, et le réseau sous-dimensionné d'hier.
26 Y gagnent : nos entreprises de technologie, alimentées chez elles ; les
27 territoires qui accueillent ces investissements ; et la souveraineté
28 numérique du pays.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'électricité décarbonée est le
2 pétrole du XXI^e siècle, à ceci près qu'on peut le produire chez soi,
3 proprement, indéfiniment. Le pays qui en a fait son abondance attire
4 l'industrie et le calcul du monde entier. C'est notre chance —
5 saisissons-la.

6 **Les chiffres.** *Coût* : l'adaptation du réseau et le déploiement de la
7 recharge — un investissement. *Rapport* : l'électricité décarbonée et
8 abondante comme avantage compétitif pour attirer les fermes de
9 calcul et l'industrie. *Inaction* : nos données et nos calculs loués aux
10 pays qui ont l'énergie — une dépendance numérique aussi grave que
11 l'énergétique. *Trajectoire* : investissement réseau, rendement
12 d'attractivité. *Concrètement* : les pays qui auront le courant auront
13 les calculateurs ; nous accueillerons les fermes de calcul souveraines
14 adossées au parc nucléaire.

15 **Proposition 106 — Les renouvelables utiles : éolien en mer, solaire urbain, toits**
16 **froids, géothermie**

17 **Ce qui existe.** La France développe d'importants parcs d'éolien en
18 mer, mais son solaire urbain reste timide, sa géothermie sous-
19 exploitée, et ses toits -notamment ceux des villes classées au
20 patrimoine de l'Unesco- n'ont jamais été pensés comme une
21 ressource.

22 **Ce que l'on constate.** Le nucléaire fournit le socle ; les
23 renouvelables fournissent le complément, à condition de choisir les
24 utiles. L'éolien en mer a du sens là où le vent est constant ; le solaire
25 en toiture urbaine produit là où l'on consomme ; la géothermie
26 chauffe des quartiers entiers -le bassin parisien dort sur une
27 ressource qu'il exploite à peine.

1 **Ce qui nous menace.** Le gâchis des deux côtés : des renouvelables
2 posés n'importe où, contre l'avis des habitants, ou au contraire un
3 refus dogmatique qui se prive de compléments quasi gratuits.

4 **Ce que nous ferons.** Un mix assumé : le nucléaire en socle, les
5 renouvelables utiles en complément. Pousser le solaire urbain —
6 toits, parkings, friches —, en travaillant avec les Architectes des
7 Bâtiments de France, mais en posant franchement la question : un
8 toit parisien sert-il mieux la France figé dans son ardoise classée, ou
9 repeint en blanc réfléchissant pour économiser l'énergie et soulager
10 la canicule ? Les « toits froids », solution éprouvée contre les îlots de
11 chaleur, seront encouragés partout où le patrimoine le permet. La
12 géothermie sera déployée pour le chauffage urbain, à commencer par
13 le Bassin Parisien (le déploiement de ces systèmes peut être
14 complexe et il est sans doute plus adapté à la construction des
15 logements neufs que pour le bâti !). Et l'éolien en mer poursuivi là où
16 il est efficace et accepté.

17 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le dogmatisme des deux bords
18 — celui qui veut tout en renouvelable et celui qui n'en veut aucun —,
19 et l'immobilisme patrimonial érigé en religion. Y gagnent : les villes,
20 plus fraîches et moins gourmandes ; les habitants, en facture et en
21 confort ; et le mix, équilibré.

22 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Bien placés, les renouvelables ne
23 concurrencent pas le nucléaire : ils le complètent. Un toit qui produit
24 ou qui rafraîchit, une nappe qui chauffe un quartier c'est autant de
25 gagné, sans rien perdre. La sobriété intelligente n'est pas la
26 décroissance : c'est l'efficacité.

27 **Les chiffres.** *Coût* : ciblé — solaire urbain, toits froids, géothermie ;
28 l'éolien en mer relève de financements dédiés. *Rapport* : des
29 compléments quasi gratuits au socle nucléaire — des toits qui

1 produisent ou rafraîchissent, des nappes qui chauffent des quartiers.
2 *Inaction* : le gâchis des deux dogmatismes — tout en renouvelable, ou
3 rien. *Trajectoire* : investissement modéré, complément du socle.
4 *Concrètement* : le bassin parisien dort sur une géothermie qu'il
5 exploite à peine, et un toit classé sert-il mieux la France figé dans son
6 ardoise ou peint en blanc réfléchissant contre la canicule ?

7 **Proposition 107 — Sortir du fossile importé : la souveraineté et le prix**

8 **Ce qui existe.** La France importe massivement pétrole et gaz, au
9 prix fort, au gré des crises et des chantages géopolitiques. Notre
10 facture énergétique extérieure pèse sur notre commerce, notre
11 industrie et le pouvoir d'achat des ménages.

12 **Ce que l'on constate.** Chaque euro envoyé acheter du gaz ou du
13 pétrole à l'étranger est un euro qui ne finance ni notre industrie ni
14 nos emplois et qui nous lie à des fournisseurs que nous ne
15 choisissons pas. À l'inverse, l'électricité décarbonée produite chez
16 nous est un atout de prix : c'est la compétitivité de notre industrie,
17 juste après la suppression des impôts de production (chapitre VI).

18 **Ce qui nous menace.** Rester dépendants des combustibles fossiles
19 importés, c'est subir leurs prix et leurs maîtres — et continuer de
20 polluer la planète en délocalisant nos émissions sans les réduire.

21 **Ce que nous ferons.** Faire de la sortie du fossile importé une
22 stratégie de souveraineté autant que de climat. Substituer, partout
23 où c'est possible, l'électricité et l'hydrogène nationaux aux énergies
24 carbonées achetées au-dehors, et développer le stockage (batteries,
25 stations de transfert d'énergie par pompage, hydrogène) pour
26 valoriser notre propre énergie décarbonée aux heures de pointe
27 plutôt que d'importer du fossile pour les combler. Assumer, pour les
28 métaux du stockage et des batteries — le lithium en tête —, une part

1 d'extraction et de raffinage sur le sol européen, dont le gisement de
2 l'Allier offre l'occasion : mieux vaut une pollution ciblée, encadrée et
3 localisée, que la dépendance totale à des importations dont nous ne
4 maîtrisons ni le prix ni les conditions (chapitre XVII). Et porter au
5 niveau européen une électricité bon marché comme avantage
6 compétitif commun.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fournisseurs étrangers de
8 pétrole et de gaz, et les chantages qui allaient avec ; il faut aussi le
9 dire, les territoires qui accueilleront une extraction minière, dont la
10 charge sera réelle et devra être compensée. Y gagnent : l'industrie, la
11 balance commerciale, le climat, et l'indépendance du pays.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La souveraineté énergétique
13 réconcilie ce qu'on croyait opposé : l'indépendance, la compétitivité,
14 le pouvoir d'achat et le climat. Produire chez soi une énergie propre,
15 c'est cesser à la fois de polluer la planète et de financer ceux qui
16 nous tiennent. Le courant est une arme de paix.

17 **Les chiffres.** *Coût* : le stockage (batteries, stations de transfert par
18 pompage, hydrogène) et une part d'extraction de métaux (lithium,
19 gisement de l'Allier) — un investissement, au coût local assumé.
20 *Rapport* : chaque euro non envoyé acheter du gaz ou du pétrole reste
21 dans l'économie ; l'électricité bon marché, c'est la compétitivité de
22 l'industrie, juste après les impôts de production. *Inaction* : subir les
23 prix et les chantages des fournisseurs fossiles, et délocaliser nos
24 émissions sans les réduire. *Trajectoire* : investissement, fort effet de
25 balance commerciale et de souveraineté. *Concrètement* : stocker
26 notre énergie pour les pointes plutôt qu'importer du fossile, et
27 extraire en Europe les métaux des batteries — une pollution ciblée et
28 encadrée plutôt qu'une dépendance totale.

1 **Proposition 138 — Le juste prix de l'électricité : payer notre courant à son coût,**
2 **pas à celui du gaz**

3 **Ce qui existe.** La France produit l'électricité la moins chère et la
4 plus décarbonée d'Europe — 70 % de nucléaire, à un coût stable — et
5 pourtant le Français la paie au prix du gaz. C'est la règle du marché
6 européen : à chaque instant, le prix de gros est fixé par la dernière
7 centrale appelée, presque toujours une centrale à gaz. Nous tenons
8 l'arme de la compétitivité ; nous n'en touchons pas le dividende.

9 **Ce que l'on constate.** L'ARENH, qui obligeait EDF à céder son
10 nucléaire à 42 euros le mégawattheure, a expiré fin 2025 ; le
11 mécanisme qui lui succède ne protège qu'au-delà de 80 euros — un
12 pare-feu, pas une politique du juste prix. Et l'on ne s'en sort pas
13 seul : un industriel le réclame pour sa compétitivité, un économiste
14 hétérodoxe pour le tarif au coût réel. Rares sont les réformes qui
15 réunissent des adversaires aussi constants.

16 **Ce qui nous menace.** Tant que notre facture est indexée sur le gaz
17 importé, notre rente nucléaire s'évapore au profit des marchés,
18 pendant que ménages et usines paient une électricité bien plus chère
19 qu'elle ne nous coûte à produire — un handicap de réindustrialisation
20 autant qu'une injustice.

21 **Ce que nous ferons.** Brancher le prix payé par les Français sur le
22 coût réel de notre parc, et non sur celui du gaz allemand. La réforme
23 européenne de 2024 — que la France a obtenue — l'autorise enfin :
24 un contrat de couverture sur l'ensemble du parc nucléaire, à un prix
25 de référence reflétant son coût réel, de l'ordre de 60 à 70 euros le
26 mégawattheure. Quand le marché monte au-dessus, le surplus
27 revient aux Français ; quand il descend, l'État est couvert. La rente
28 nucléaire ira aux ménages — pouvoir d'achat — et à l'industrie —
29 compétitivité, centres de calcul, intelligence artificielle. Nous restons

1 dans le marché européen, pour les interconnexions et les
2 exportations ; nous en découplons seulement notre prix intérieur.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui vivaient de l'écart
4 entre notre coût et le prix du gaz. Y gagnent : les ménages, dont la
5 facture reflète enfin notre mix ; l'industrie, qui retrouve l'avantage
6 énergétique français ; et EDF, dont les revenus stabilisés financent
7 les quatorze EPR2.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une nation qui a payé son parc
9 nucléaire a le droit d'en récolter le fruit. Le juste prix n'est ni le prix
10 bradé du populisme — qui ruinerait l'investissement —, ni le prix du
11 gaz — qui nous ruine, nous. C'est le prix de ce que nous produisons :
12 ni plus, ni moins.

13 **Les chiffres.** *Coût* : nul pour le budget — un mécanisme de marché,
14 pas une subvention ; le prix de référence doit rester assez haut pour
15 financer les 14 EPR2 (proposition 103). *Rapport* : prix de référence
16 ~60-70 €/MWh, contre un prix de gros 2026 négocié à 57-75 € et fixé
17 par le gaz en pointe ; notre courant tient à 70 % d'un nucléaire
18 stable, à 6-7 % du gaz. *Inaction* : la rente nucléaire captée par les
19 marchés, et une électricité payée bien au-dessus de son coût.
20 *Trajectoire* : neutre pour la dette, positive pour la compétitivité —
21 donc pour les recettes de la réindustrialisation. *Concrètement* : seul
22 point du programme réclamé à la fois par l'industrie (CroissancePlus)
23 et par les économistes hétérodoxes — la preuve qu'un prix au coût
24 réel n'est ni de droite ni de gauche, mais de bon sens.

1 CHAPITRE XII — LA TERRE : RÉPARER, NOURRIR, 2 TRANSMETTRE

3 Disons-le sans détour, parce que personne n'ose le dire aux
4 agriculteurs en face : nous avons collectivement fait fausse route
5 pendant des décennies, sur toute la chaîne de valeur.
6 L'intensification a épuisé les sols, appauvri les sous-sols, étranglé les
7 producteurs et déçu les consommateurs. La France, grenier de
8 l'Europe, a glissé au troisième rang agricole du continent et il faudra
9 comprendre, audit de la politique agricole commune à l'appui,
10 comment des centaines de milliards de soutien ont accompagné un
11 déclin. La réponse n'est pas de produire *plus*. Elle est de
12 produire *mieux* et d'être payé pour ce mieux. Cela ne se décrète pas
13 à Paris : ça se négocie à l'échelle européenne, et cela se protège aux
14 frontières de l'Europe.

15 **Proposition 76 — Les clauses miroirs : nul ne vend en Europe sans respecter le**
16 **plancher européen**

17 **Ce qui existe.** Un producteur français de thé, de poulet ou de
18 céréales respecte des dizaines de règles sanitaires,
19 environnementales et sociales -c'est understandable, et la plupart sont
20 justes. Mais son concurrent extra-européen, soumis à trois préceptes
21 et une norme, vend sur le même marché, dans le même rayon. Les
22 accords de libre-échange, Mercosur en tête, organisent cette
23 asymétrie.

24 **Ce que l'on constate.** Cette concurrence déloyale n'est pas tarifaire
25 -elle est normative, donc invisible dans les statistiques douanières et
26 omniprésente dans les comptes des exploitations. Elle décourage
27 exactement ceux qui font bien.

1 **Ce qui nous menace.** La disparition de la production européenne de
2 qualité, remplacée par des importations qui ne respectent rien de ce
3 que nous imposons chez nous — l’hypocrisie alimentaire érigée en
4 politique commerciale.

5 **Ce que nous ferons.** Le principe des clauses miroirs, érigé en
6 condition non négociable de tout accord commercial : l’Union n’existe
7 pas pour faciliter la tâche de ceux du dehors, mais pour obliger tout
8 entrant à atteindre le niveau plancher des Européens. Simplifier nos
9 normes, oui — massivement, c’est tout le chapitre IX ; abaisser la
10 barrière à l’entrée, jamais. Contrôles aux frontières renforcés,
11 traçabilité opposable, et refus de ratifier tout nouvel accord qui
12 n’intègre pas la réciprocité sanitaire et environnementale, et rouvrir
13 à terme quelques négociations dans les traités existants.

14 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les importateurs du moins-
15 disant et les exportateurs lointains qui comptaient sur notre naïveté.
16 Y gagnent : les agriculteurs européens, les consommateurs et la
17 cohérence de l’Union elle-même.

18 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une norme qui ne s’applique
19 qu’aux nôtres est une taxe sur la vertu. La même norme appliquée à
20 tous redevient ce qu’elle devait être : une garantie. Et les pays tiers
21 qui veulent notre marché (le plus riche du monde) s’élèveront à notre
22 niveau : c’est ainsi que l’Europe normative redevient l’Europe
23 puissante.

24 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une négociation européenne, pas une
25 dépense. *Rapport* : le revenu agricole protégé de la concurrence
26 déloyale, sans subvention nouvelle. *Inaction* : le moins-disant importé
27 (Mercosur) qui ruine nos producteurs et trompe les consommateurs
28 — une concurrence normative, invisible aux douanes. *Trajectoire* : à
29 coût budgétaire nul. *Concrètement* : nul ne vend en Europe sans

1 atteindre le plancher sanitaire et environnemental européen — la
2 même norme appliquée à tous redevient une garantie, et non une
3 taxe sur la vertu.

4 **Proposition 77 — La ferme énergétique : méthanisation et autosuffisance, sans**
5 **un milliard perdu**

6 **Ce qui existe.** Des exploitations étranglées par les coûts de
7 l'énergie, assises sur des gisements inexploités -effluents, résidus,
8 toitures- et des projets de méthanisation qui ne sortent qu'à coups de
9 subventions éparses.

10 **Ce que l'on constate.** L'agriculteur n'a ni le capital pour construire,
11 ni le temps d'exploiter une unité énergétique. L'État n'a pas vocation
12 à le faire. Mais les énergéticiens -transporteurs de gaz, opérateurs de
13 réseaux, groupes de services- savent faire, et cherchent des actifs.

14 **Ce qui nous menace.** Un gisement d'énergie décentralisée perdu, et
15 des fermiers qui mettent la clef sous la porte ou se suicident pour une
16 facture d'électricité.

17 **Ce que nous ferons.** La concession tripartite, généralisée : le privé
18 construit et exploite l'unité -méthanisation, hydrogène, solaire sur
19 bâti agricole ; l'exploitant fournit la matière et bénéficie de
20 l'autosuffisance et/ou de prix bas garantis par contrat ; l'État
21 subventionne la construction et se rémunère sur la taxation du
22 surplus revendu au réseau. Chacun apporte ce qu'il a, chacun gagne
23 ce qui lui manque. C'est le CAPEX au sens propre : l'argent public
24 amorce un actif qui produit pendant trente à cinquante ans.

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les montages subventionnés
26 sans exploitation sérieuse. Y gagnent : l'agriculteur (charges en
27 moins, revenu en plus), l'énergéticien (un parc d'actifs), l'État (des

1 taxes sur une richesse qui n'existait pas), et le réseau (de l'énergie
2 produite là où on ne l'attendait pas).

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est l'écologie par construction
4 du préambule : pas une contrainte plaquée sur la ferme, mais un
5 revenu qui en sort. Et une ferme énergétiquement autonome est une
6 ferme qui traverse les crises.

7 **Les chiffres.** *Coût* : l'amorçage des concessions tripartites, compris
8 dans le levier « agriculture » (+1,5 milliard net au global du
9 chapitre), partiellement récupéré par la taxation du surplus
10 d'énergie, rentable sur la durée. *Rapport* : un revenu qui sort de la
11 ferme (l'énergie), des charges en moins, un actif qui produit trente à
12 cinquante ans. *Inaction* : des revenus agricoles étranglés, sans
13 amortisseur de crise — des fermiers qui mettent la clef sous la porte
14 pour une facture d'électricité. *Trajectoire* : un CAPEX logé dans le
15 levier agriculture. *Concrètement* : le privé construit et exploite,
16 l'agriculteur fournit la matière et bénéficie de l'autosuffisance, l'État
17 subventionne et taxe le surplus.

18 **Proposition 78 — La ferme du futur : donner aux jeunes l'envie de reprendre**

19 **Ce qui existe.** La moitié des exploitants partira à la retraite dans la
20 décennie. Les reprises ne suivent pas : l'image du métier -dettes,
21 solitude, normes, revenus médiocres, absence de vacances- fait fuir
22 une jeunesse qui pourtant cherche du sens au travail.

23 **Ce que l'on constate.** Les jeunes ne vont plus à la ferme. Non par
24 paresse : parce qu'on leur présente un sacerdoce là où ils veulent
25 une entreprise. Or la ferme moderne -robotisée, énergétique,
26 connectée, en circuit de valeur- est précisément l'entreprise du
27 siècle.

1 **Ce qui nous menace.** Des centaines de milliers d'hectares sans
2 repreneur, absorbés par l'agrandissement sans âme ou la friche — et
3 la dépendance alimentaire au bout.

4 **Ce que nous ferons.** Faire de la transmission une grande politique :
5 la concession énergétique de la proposition 77 revalorise le foncier et
6 modernise l'actif ; une ferme autosuffisante et équipée se reprend,
7 une ferme épuisée s'abandonne ; portage du foncier pour dissocier
8 l'achat de la terre de la reprise de l'outil ; enseignement agricole
9 refondu dans l'esprit du chapitre I, tourné vers l'agronomie des sols,
10 la technologie et la gestion ; et un récit national assumé : la ferme du
11 futur est un métier de chef d'entreprise, de technicien du vivant et de
12 producteur d'énergie.

13 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perd : la spéculation foncière sur les
14 départs en retraite. Y gagnent : les cédants (un actif valorisé), les
15 repreneurs (un métier viable), les territoires (des campagnes
16 vivantes), l'aval (une production maintenue).

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Chaque reprise réussie, c'est
18 une famille installée, un bourg qui garde son école, des sols
19 entretenus et de la valeur produite pendant une génération. La
20 transmission agricole est une politique d'aménagement,
21 d'alimentation et de défense tout en un !

22 **Les chiffres.** *Coût* : ce n'est presque pas une dépense — un fonds de
23 portage ACHÈTE la terre (un actif récupérable, ~6 400 €/ha en
24 moyenne) et la loue en fermage au jeune, avec option d'achat
25 progressive. Le coût budgétaire net est l'écart de portage
26 (financement ~3 % – fermage ~1,5-2 %), soit ~10 à 20 millions par
27 an et par milliard porté — pas le capital. *Rapport* : un milliard de
28 fonds porte ~150 000 hectares ; c'est de la dette productive adossée
29 à un actif, et chaque reprise réussie maintient une famille, une école

1 de bourg, des sols entretenus. *Inaction* : la moitié des exploitants à la
2 retraite dans la décennie, des centaines de milliers d'hectares livrés à
3 l'agrandissement sans âme ou à la friche — la dépendance
4 alimentaire au bout. *Trajectoire* : capital hors solde (actif), petit coût
5 de portage dans le levier agriculture. *Concrètement* : un fonds
6 national de portage — le modèle FEVE changé d'échelle, adossé aux
7 SAFER — qui dissocie l'achat de la terre de la reprise de l'outil.

8 **Proposition 79 — Le vignoble : moins de volume, plus de vin**

9 **Ce qui existe.** Deux viticultures qui n'ont plus rien en commun :
10 l'une, d'excellence, qui exporte et rayonne ; l'autre, d'entrée de
11 gamme, qui surproduit des vins que le marché ne veut plus, sur des
12 sols que des décennies de chimie ont laissés dans un état déplorable.

13 **Ce que l'on constate.** La consommation mondiale se déplace :
14 moins, mais mieux. S'obstiner dans le volume médiocre, c'est distiller
15 à perte aux frais du contribuable, année après année, en épuisant les
16 terres.

17 **Ce qui nous menace.** L'effondrement silencieux de régions entières,
18 et la dégradation continue d'un patrimoine de sols qui mettra des
19 décennies à se réparer.

20 **Ce que nous ferons.** Accompagner la conversion plutôt que la
21 perfusion : aide à la restructuration vers la qualité -biologique,
22 biodynamie, vins naturels, à chacun sa voie, mais un cap commun :
23 des sols vivants et des vins qu'on choisit ; arrachage digne et
24 reconversion des parcelles sans avenir (vers l'agrivoltaïsme ou la
25 diversification de la proposition 77) ; et la marque France poussée à
26 l'export par la diplomatie culturelle du chapitre V — le vin est une
27 industrie culturelle, mais y gagne-t-on quand la qualité s'enfuit à

1 l'étranger et qu'il ne reste que les volumes bas de gamme sur le
2 territoire ?

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le négoce du vrac sans avenir
4 et la rente de la distillation de crise. Y gagnent : les vignerons
5 convertis (des prix au lieu de primes), les sols, et l'image mondiale du
6 vin français — tirée vers le haut par toute sa base.

7 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un hectare converti à la qualité
8 vaut plus, pollue moins et rapporte davantage qu'un hectare perfusé.
9 C'est le « mieux plutôt que plus » appliqué à notre produit le plus
10 symbolique.

11 **Les chiffres.** *Coût* : l'accompagnement de la conversion, compris
12 dans le levier agriculture ; la fin de la distillation de crise est une
13 économie. *Rapport* : des prix au lieu de primes, des sols préservés,
14 l'image mondiale du vin français tirée vers le haut par toute sa base.
15 *Inaction* : distiller à perte, aux frais du contribuable, des vins de vrac
16 que le marché ne veut plus, en épuisant les terres. *Trajectoire* :
17 neutre à positive (moins de primes de crise). *Concrètement* : un
18 hectare converti à la qualité vaut plus, pollue moins et rapporte
19 davantage qu'un hectare perfusé — « moins de volume, plus de vin ».

20 **Proposition 80 — Le juste prix : les géants paieront, l'État montrera l'exemple**

21 **Ce qui existe.** Des lois successives sur les relations commerciales
22 agricoles, contournées négociation après négociation : la grande
23 distribution et les géants de la transformation captent la valeur, le
24 producteur ferme la marche. Et l'acheteur public -cantines, hôpitaux,
25 armées- choisit trop souvent le moins-disant lointain.

26 **Ce que l'on constate.** Si tout ce livre vise la hausse des revenus et
27 du pouvoir d'achat, il serait indigne que les seuls à n'en jamais
28 bénéficier soient ceux qui nourrissent le pays.

1 **Ce qui nous menace.** Des exploitants qui vivent sous le seuil de
2 pauvreté en travaillant soixante-dix heures, et le dégoût des
3 vocations qui en découle -la proposition 78 ruinée par l'aval.

4 **Ce que nous ferons.** Deux leviers, le contrat et l'exemple. Le
5 contrat : indicateurs de coûts de productions opposables dans les
6 négociations, transparence des marges par maillon rendue publique,
7 sanctions effectives — le nom des tricheurs publié. L'exemple : la
8 commande publique alimentaire — cantines scolaires, hôpitaux,
9 établissements — orientée vers la production française et européenne
10 de qualité au juste prix, dans le cadre de la préférence du chapitre IX
11 ; l'État, premier restaurateur de France, cessera d'être le premier
12 client du moins-disant. Ce surcoût assumé est un investissement : il
13 irrigue directement les fermes des propositions 77 à 79.

14 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les centrales d'achat qui
15 faisaient leur marge sur la détresse, et le confort du poulet
16 d'importation dans les selfs publics. Y gagnent : les producteurs, les
17 enfants des cantines, les territoires et les transformateurs vertueux,
18 enfin distingués.

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le juste prix payé au producteur
20 revient dans l'économie locale, dans les cotisations, dans l'entretien
21 des paysages. Le prix cassé, lui, se paie trois fois : en aides de survie,
22 en friches, en dépendance. Une nation qui veut être puissante
23 commence par nourrir dignement ceux qui la nourrissent.

24 **Les chiffres.** *Coût* : le surcoût d'une commande publique alimentaire
25 de qualité, compris dans le levier agriculture (+1,5 milliard net au
26 global). *Rapport* : le juste prix revient dans l'économie locale, les
27 cotisations, l'entretien des paysages ; le prix cassé se paie trois fois
28 — aides de survie, friches, dépendance. *Inaction* : des exploitants
29 sous le seuil de pauvreté en travaillant soixante-dix heures, et la

1 proposition 78 ruinée par l'aval. *Trajectoire* : dans le levier
2 agriculture. *Concrètement* : des indicateurs de coûts opposables et
3 des marges publiées (les tricheurs nommés), et l'État, premier
4 restaurateur de France, qui cesse d'être le premier client du moins-
5 disant.

1 **TROISIÈME PARTIE — PROTÉGER**
2 **ET RASSEMBLER**

3 *La nation et ses territoires : la République, la justice, l’immigration,*
4 *l’outre-mer.*

5 Un pays qui instruit et qui produit doit encore tenir debout ensemble.
6 La richesse ne vaut rien dans une nation fracturée, ni la liberté dans
7 une société qui ne se protège plus. Cette troisième partie est celle du
8 cadre commun — l’autorité juste, la loi respectée, les frontières
9 maîtrisées, les territoires reliés — sans lequel ni l’humain ni le
10 moteur ne durent.

1 CHAPITRE XIII — LA RÉPUBLIQUE QUI SE RESPECTE

2 Ce chapitre est le plus délicat du livre, et nous l'écrivons sans
3 détour : une culture commune doit exister pour permettre la
4 diversité. La France ne demande à personne d'où il vient ; elle
5 demande à chacun où il va avec elle. Toutes les règles qui suivent
6 sont aveugles aux croyances : elles visent des actes, jamais des
7 appartenances. Et elles commencent par ce que la République exige
8 de tous ses enfants ; avant ce qu'elle exige des nouveaux venus.

9 **Proposition 43 — Le serment républicain, pour tous, à dix-huit ans**

10 **Ce qui existe.** Un étranger qui devient français signe une charte des
11 droits et devoirs et vit un moment solennel en préfecture. Un jeune
12 Français, lui, reçoit sa carte d'électeur par la poste. La République
13 demande aux nouveaux venus ce qu'elle ne demande plus à ses
14 propres enfants.

15 **Ce que l'on constate.** Depuis la fin de la conscription, plus aucun
16 rite ne marque l'entrée dans la citoyenneté. Or les nations vivent de
17 rites autant que de lois : la conscription a fait le socle des Français
18 pendant un siècle.

19 **Ce qui nous menace.** Un serment réservé aux seuls étrangers serait
20 un soupçon institutionnalisé, l'inverse de l'assimilation. Et une
21 citoyenneté sans solennité devient une formalité administrative que
22 nul ne chérit.

23 **Ce que nous ferons.** À dix-huit ans, chaque Français (tous, sans
24 exception, de Neuilly à Vaulx-en-Velin !) prononcera le serment
25 républicain lors d'une cérémonie civique de majorité en mairie, avec
26 remise de la carte d'électeur. Les mêmes mots, exactement, seront
27 prononcés à chaque naturalisation. Le serment est déclaratif : nul

1 natif ne peut perdre sa nationalité faute de l'avoir prêté. Coût : moins
2 de dix millions d'euros par an -l'une des mesures les moins chères du
3 livre.

4 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui voulaient un serment-
5 examen réservé aux étrangers, et ceux pour qui toute solennité est
6 ringarde. Y gagnent : les jeunes Français, dotés d'un rite de passage ;
7 les naturalisés, qui prêtent le même serment que tout le monde
8 -même serment, même dignité.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un rite partagé ne coûte presque
10 rien et fabrique de l'appartenance. Seul, il serait un geste ; adossé au
11 service civique qui suit, il devient un rite de passage républicain
12 durable.

13 **Les chiffres.** *Coût* : moins de 10 millions d'euros par an — l'une des
14 mesures les moins chères du livre. *Rapport* : un rite partagé fabrique
15 de l'appartenance pour presque rien, adossé au service civique qui
16 suit. *Inaction* : une citoyenneté sans solennité, réduite à une carte
17 d'électeur reçue par la poste. *Trajectoire* : négligeable pour la dette.
18 *Concrètement* : à 18 ans, chaque Français — de Neuilly à Vaulx-en-
19 Velin — prête en mairie le serment républicain, les mêmes mots qu'à
20 chaque naturalisation ; déclaratif, sans déchéance possible pour les
21 natifs.

22 **Proposition 44 — Trois mois sous le même drapeau : le service civique**
23 **universel**

24 **Ce qui existe.** La conscription obligatoire a été abolie en 1997. Le
25 service national universel lancé en 2019 a été abandonné —
26 volontaire, coûteux par tête, jamais généralisé, sans pilotage —, et il
27 subsiste un service civique facultatif (créé en 2010), précieux mais
28 marginal. Surtout, un fait nouveau : un service national volontaire et

1 militaire de dix mois est lancé à l'été 2026, qui vise 3 000 jeunes en
2 2026 et 50 000 par an en 2035. Utile — mais il ne brassera jamais
3 qu'une minorité de volontaires.

4 **Ce que l'on constate.** Depuis la fin de la conscription, aucune
5 institution ne mélange plus physiquement les jeunes d'une
6 génération — 800 000 par classe d'âge. Pendant ce temps, les écrans
7 fragmentent les imaginaires : des jeunes du même pays ne se
8 croisent plus jamais.

9 **Ce qui nous menace.** Une génération qui ne se rencontre pas
10 apprend à se craindre. La fragmentation coûte cher : en défiance, en
11 points de croissance, en émeutes.

12 **Ce que nous ferons.** Là où le nouveau service militaire volontaire
13 brassera 50 000 jeunes, nous les voulons tous : un service civique
14 obligatoire pour tous, filles et garçons, de trois mois, modulable —
15 sécurité civile, hôpital, grand âge, écoles, armées — avec une part en
16 résidence et une mixité sociale et territoriale organisée. Les deux
17 sont complémentaires : l'un, militaire et volontaire, forme une
18 réserve ; l'autre, civique et universel, soude une génération entière.
19 Coût en régime de croisière : environ trois milliards d'euros par an,
20 en partie compensés par la valeur sociale produite. Et une honnêteté
21 de calendrier : **lancement à partir de 2030, si et seulement si la**
22 **trajectoire budgétaire le permet** — les premières années du
23 mandat sont réservées à la création de richesse. D'ici là, préparation
24 de la logistique avec l'Agence du service civique existante — aucune
25 structure nouvelle. Nous ne promettons pas la généralisation avant
26 d'avoir construit les fondations : c'est très exactement la faute qui a
27 tué le service national universel.

28 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le budget, qui assume trois
29 milliards ; et les jeunes y « perdent » trois mois — comme on perd

1 trois mois à apprendre à nager. Y gagnent : les pompiers, les maisons
2 de retraite, les écoles ; et chaque jeune, qui aura servi et rencontré
3 son pays en entier.

4 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est la seule politique qui
5 mélange physiquement toute une génération — moins d'un dixième
6 de point de richesse nationale pour réparer ce que les algorithmes
7 défont. La cohésion n'est pas une dépense : c'est l'investissement
8 dont tout le reste dépend.

9 **Les chiffres.** *Coût* : environ 3 milliards d'euros par an en régime de
10 croisière (moins d'un dixième de point de richesse nationale), en
11 partie compensés par la valeur sociale produite ; lancement
12 seulement à partir de 2030 et si la trajectoire le permet. *Rapport* : la
13 seule politique qui mélange physiquement toute une génération —
14 800 000 jeunes par classe d'âge. *Inaction* : une génération qui ne se
15 croise plus apprend à se craindre — la fragmentation se paie en
16 défiance, en croissance, en émeutes. *Trajectoire* : +3 milliards à
17 partir de 2030, la création de richesse d'abord. *Concrètement* :
18 Macron lance en 2026 un service volontaire et militaire de 50 000
19 jeunes à terme ; nous, un service civique universel de 800 000 — sans
20 structure nouvelle, l'Agence du service civique existe déjà.

21 **Proposition 45 — Un Code de la laïcité : tout ce que la loi peut faire, la loi le**
22 **fera**

23 **Ce qui existe.** Un directeur d'école doit jongler avec sept sources de
24 droit différentes : loi de 1905, loi de 2004, loi de 2021,
25 jurisprudences. L'interdiction des abayas repose sur une simple note
26 de service. Les menus de cantine se décident commune par
27 commune, contentieux par contentieux.

1 **Ce que l'on constate.** Les enquêtes le répètent : une majorité
2 d'enseignants s'autocensurent sur la laïcité. Les atteintes signalées à
3 l'école augmentent depuis 2022.

4 **Ce qui nous menace.** Une laïcité illisible est une laïcité désarmée :
5 chaque rentrée apporte son conflit, et chaque conflit son
6 renoncement.

7 **Ce que nous ferons.** Premier panier : ce que la loi peut faire, elle le
8 fera, dans les douze premiers mois. Un Code de la laïcité fusionnera
9 les textes épars. L'interdiction des abayas sera consolidée dans la loi.
10 Dans toutes les cantines publiques : un menu unique laïque et une
11 alternative végétarienne quotidienne ; personne ne mange ce que sa
12 conscience refuse, personne n'obtient un menu estampillé religieux.
13 La neutralité s'étendra aux accompagnateurs scolaires en situation
14 d'enseignement. Les tests de langue et de culture pour la
15 naturalisation seront renforcés. Cible : moitié moins d'atteintes
16 signalées à l'école en cinq ans. Aucune de ces règles ne nomme une
17 religion ; aucune n'en vise une. Et nous disons aussi ce que nous
18 refusons : ni police du vêtement dans la rue, ni remise en cause du
19 droit du sol.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les entrepreneurs de
21 provocation, de tous les bords ; et le confort du cas par cas. Y
22 gagnent : les directeurs d'école, les enseignants (enfin couverts par
23 une règle claire), et les élèves, rendus à l'étude.

24 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La loi de 2004 l'a prouvé : le
25 conflit a disparu des écoles en deux ans, et ses opposants d'alors le
26 reconnaissent. Une règle nette protège d'abord ceux qu'on
27 prétendait viser.

28 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — un travail législatif, pas une
29 dépense. *Rapport* : une laïcité lisible est une laïcité appliquée — la loi

1 de 2004 a fait disparaître le conflit des écoles en deux ans. *Inaction* :
2 une majorité d’enseignants qui s’autocensurent, et des atteintes
3 signalées en hausse depuis 2022. *Trajectoire* : neutre pour la dette.
4 *Concrètement* : un Code de la laïcité dans les douze premiers mois,
5 l’interdiction des abayas consolidée dans la loi, un menu unique avec
6 alternative végétarienne quotidienne — aucune règle ne nomme une
7 religion ; cible : moitié moins d’atteintes en cinq ans.

8 **Proposition 46 — L’université et l’argent des cultes : dire le droit, puis le**
9 **changer**

10 **Ce qui existe.** À l’université, les étudiants sont des usagers majeurs :
11 les signes religieux y sont licites. Les financements étrangers des
12 cultes ne sont soumis qu’à un régime déclaratif. Les rapports du
13 Sénat documentent depuis des années l’argent d’États étrangers
14 dans des lieux de culte français.

15 **Ce que l’on constate.** Deux mesures populaires sont promises à
16 chaque élection — et toutes deux sont juridiquement piégées. Une
17 interdiction générale des signes religieux sur les campus serait très
18 probablement censurée. Une interdiction totale des financements
19 étrangers heurterait la libre circulation des capitaux, qui s’applique
20 aussi aux pays tiers : la Cour de justice de l’Union a censuré la
21 Hongrie pour une loi semblable en 2020.

22 **Ce qui nous menace.** Promettre l’impossible, perdre devant le juge,
23 et nourrir le récit de l’impuissance publique — le pire service à
24 rendre à la laïcité.

25 **Ce que nous ferons.** Trois paniers, honnêtement étiquetés. Ce que
26 la loi peut : à l’université, la neutralité s’imposera dans les situations
27 d’enseignement et d’examen — la ligne du Conseil d’État. Ce qui
28 exige une modification de la Constitution : l’interdiction générale sur

1 les campus passera par une révision constitutionnelle, que nous
2 proposerons en le disant. Ce qui se négocie à Bruxelles : les
3 financements des cultes par des États étrangers et leurs relais seront
4 soumis à autorisation préalable au titre de l'ordre public, plafonnés,
5 conditionnés à la réciprocité -un État qui interdit les églises chez lui
6 ne financera pas de lieux de culte en France- et à une transparence
7 intégrale, sous peine de dissolution. Tous les nouveaux ministres du
8 culte seront formés en France.

9 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les puissances étrangères qui
10 achetaient de l'influence, et les démagogues qui promettent
11 l'inconstitutionnel. Y gagnent : les cultes eux-mêmes, rendus à leur
12 indépendance, et leurs fidèles.

13 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une règle qui survit au juge
14 protège mieux que dix proclamations annulées. La fermeté n'est pas
15 le bruit qu'on fait : c'est le droit qui tient.

16 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — du droit et de la négociation, pas de
17 la dépense. *Rapport* : une règle qui survit au juge protège mieux que
18 dix proclamations annulées, et l'on assèche les financements
19 étrangers d'influence. *Inaction* : promettre l'impossible, perdre
20 devant le juge, nourrir le récit de l'impuissance publique.
21 *Trajectoire* : neutre pour la dette. *Concrètement* : trois paniers
22 étiquetés — neutralité en cours et examen (loi), interdiction générale
23 sur les campus (révision constitutionnelle annoncée), financements
24 des cultes sous autorisation et réciprocité (négociés à Bruxelles).

25 **Proposition 47 — Le refus du jeu commun aura un prix**

26 **Ce qui existe.** Les contrats d'engagement républicain de 2021 ont
27 produit peu de contentieux et des effets modestes. Les sanctions du
28 séparatisme sont éparses, lentes, rarement appliquées.

1 **Ce que l'on constate.** L'immense majorité des Français de toutes
2 origines joue le jeu commun. Une petite minorité organise la
3 sécession : fraude aux prestations, polygamie, certificats de virginité,
4 refus des institutions de la République.

5 **Ce qui nous menace.** L'impunité du communautarisme décourage
6 précisément ceux qui s'assimilent. Chaque renoncement fabrique du
7 ressentiment des deux côtés — chez ceux qui respectent la règle
8 comme chez ceux qui la regardent céder.

9 **Ce que nous ferons.** Les manquements objectifs au jeu commun
10 (fraude avérée, refus du service civique, polygamie, certificats de
11 virginité) entraîneront la suspension d'aides publiques ; pour les plus
12 graves, la suspension de droits civiques, prononcée par le juge.
13 Jamais pour un comportement religieux licite : la règle est aveugle au
14 culte, elle sanctionne des actes, pas des appartenances. C'est ce qui
15 nous sépare de ceux qui assignent chaque citoyen à sa religion
16 supposée.

17 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fraudeurs et les
18 entrepreneurs de sécession — quelle que soit leur bannière. Y
19 gagnent : ceux qui jouent le jeu, et d'abord dans les quartiers
20 populaires, premiers otages du communautarisme et premiers
21 demandeurs de la règle commune.

22 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La fermeté sur les actes achète
23 la paix sur les croyances. Quand la règle s'applique vraiment, et à
24 tous, plus personne n'a besoin de se demander d'où viennent les
25 Français.

26 **Les chiffres.** *Coût* : nul, voire une économie — la suspension d'aides
27 publiques aux fraudeurs avérés. *Rapport* : la sanction des actes
28 achète la paix sur les croyances ; l'impunité, elle, décourage ceux qui
29 s'assimilent. *Inaction* : le séparatisme qui prospère, et le

1 ressentiment des deux côtés. *Trajectoire* : neutre à positive pour la
2 dette. *Concrètement* : fraude, polygamie, certificats de virginité,
3 refus du service civique → suspension d'aides, et de droits civiques
4 pour les plus graves (par le juge) — jamais pour un comportement
5 religieux licite.

6 **Proposition 48 — La diversité sur socle commun : langues régionales, talents**
7 **accueillis, droit du sol maintenu**

8 **Ce qui existe.** Les langues régionales survivent dans un statut
9 fragile. Le débat sur l'immigration se résume à « plus » ou « moins »,
10 jamais à « qui » et « pour quoi faire ». Le droit du sol est attaqué à
11 chaque saison médiatique.

12 **Ce que l'on constate.** La France manque de médecins, d'ingénieurs,
13 de chercheurs, d'étudiants qui paieront demain nos retraites. Et les
14 pays qui ont fondé leur fermeté sur un critère d'origine (le Danemark
15 et son critère « non occidental », aujourd'hui attaqué devant la
16 justice européenne) ont gagné en dureté ce qu'ils ont perdu en
17 universalisme. Ce modèle est inutilisable ici : notre Constitution
18 l'interdit, et notre ligne le refuse.

19 **Ce qui nous menace.** Ethniciser le débat, c'est tout perdre à la fois :
20 les talents qui iront ailleurs, et la concorde qui ne reviendra pas.

21 **Ce que nous ferons.** Les langues régionales seront promues -le
22 breton n'a jamais empêché d'être français, il l'a souvent aidé.
23 L'immigration économique et étudiante sera promue, sans quotas
24 mais avec une priorité aux francophones. Le droit du sol sera
25 maintenu. La double nationalité restera ouverte aux étrangers venus
26 de l'étranger ; le regroupement familial sera soumis à conditions.
27 L'équation entière du chapitre tient en une phrase : assimilation
28 exigeante pour tous, ouverture choisie pour ceux qui viennent.

1 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les partisans de la fermeture,
2 qui privent le pays de forces vives ; et les marchands de
3 fragmentation, qui vivent de la peur. Y gagnent : l'économie, les
4 universités, les hôpitaux, les territoires ; et la langue française, qui
5 grandit de toutes ses voix.

6 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une culture commune n'est pas
7 l'ennemie de la diversité : elle est sa condition. C'est parce que le
8 socle est solide qu'on peut y danser de toutes les manières et y aimer
9 la langue de toutes les époques, d'Aya Nakamura à Rabelais.

10 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — une doctrine d'équilibre.
11 *Rapport* : l'immigration économique et étudiante apporte les
12 médecins, ingénieurs et cotisants de demain (chapitre XV) ; droit du
13 sol et langues régionales maintenus préservent la concorde.
14 *Inaction* : ethniciser le débat, c'est tout perdre — les talents qui
15 partent et la concorde qui ne revient pas (le modèle danois « non
16 occidental », attaqué devant la justice européenne). *Trajectoire* :
17 neutre pour la dette, effet positif via l'immigration choisie.
18 *Concrètement* : assimilation exigeante pour tous, ouverture choisie
19 pour ceux qui viennent — droit du sol maintenu, regroupement
20 familial sous conditions, priorité aux francophones.

21 **Proposition 73 — La politesse est un bien public : intransigeance pour**
22 **l'incivilité**

23 **Ce qui existe.** Une tolérance devenue habitude : le conducteur qui
24 s'engage au vert en sachant qu'il bloquera le carrefour, la
25 visioconférence imposée à tout un wagon, l'adulte qui double un
26 enfant à la boulangerie, le resquilleur érigé en malin et l'agent qui
27 fait respecter la règle, moqué en zélé. Aucun de ces gestes n'est un
28 crime ; leur somme est une défaite collégiale.

1 **Ce que l'on constate.** L'incivilité n'est pas une fatalité culturelle :
2 c'est un apprentissage du laxisme. On n'a pas appris aux gens à
3 défier la bienséance mais on a cessé, collectivement, de la défendre.
4 Et chaque incivilité tolérée en enseigne dix autres : c'est la vitre
5 brisée appliquée au quotidien.

6 **Ce qui nous menace.** Une société où l'on ne peut plus oublier son
7 sac cinq minutes sur un banc, où le gardien de l'ordre est un naze et
8 le fraudeur un héros, soit une société qui a inversé ses modèles. La
9 violence des casseurs dans les fêtes populaires n'est que l'étage
10 supérieur du même immeuble.

11 **Ce que nous ferons.** Une gradation assumée, dans cet ordre et sans
12 sauter d'étape : l'apprentissage -à la maison, à l'école (le socle
13 civique du chapitre I), dans l'espace public ; le rappel, la norme dite à
14 voix haute, par la signalétique, par les agents, par chacun (« il y a du
15 monde, on se lève ») ; puis la sanction (des amendes systématiques,
16 dissuasives et recouvrées) pour le stationnement en triple file, le
17 tapage dans les transports, l'occupation des halls d'immeubles.
18 Quand l'incivilité coûtera plus cher qu'elle ne rapporte en confort,
19 elle cessera d'être cool. Et nous dirons notre fierté de la force
20 citoyenne tranquille comme celle qui, à Villeurbanne en 2024, a vu le
21 bon sens commun faire plier l'intimidation des trafiquants : la
22 République, c'est aussi des habitants qui ne baissent pas les yeux
23 parce qu'ils veulent vivre ensemble en paix.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui vivaient du confort de
25 l'impunité minuscule. Y gagnent : tous les autres — c'est-à-dire
26 l'immense majorité silencieuse qui subit, et d'abord les plus
27 modestes, premiers usagers des transports, des halls et de l'espace
28 public.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La politesse est la forme
2 quotidienne de la confiance, et la confiance est un capital
3 économique : elle fait baisser le coût de tout (surveillance,
4 vandalisme, assurances, contrôles). Le pays où l'on retrouve son sac
5 sur le banc est aussi celui où l'on investit, où l'on embauche, où l'on
6 vit mieux. La grandeur d'une nation commence à la file d'attente de
7 la boulangerie.

8 **Les chiffres.** *Coût* : nul, voire une recette — des amendes
9 systématiques et recouvrées. *Rapport* : la politesse est un capital
10 économique — elle fait baisser le coût de tout : surveillance,
11 vandalisme, assurances, contrôles. *Inaction* : la vitre brisée appliquée
12 au quotidien — une société qui inverse ses modèles, le fraudeur en
13 héros et l'agent en zélé. *Trajectoire* : neutre à positive pour la dette.
14 *Concrètement* : apprentissage, rappel, puis amendes dissuasives
15 (triple file, tapage, halls d'immeubles) ; à Villeurbanne en 2024, le
16 bon sens commun a fait plier l'intimidation des trafiquants.

17 **Proposition 126 — La Corse, aimée sans exception : la différenciation, jamais**
18 **l'autonomie**

19 **Ce qui existe.** Une révision constitutionnelle « pour une Corse
20 autonome au sein de la République », adoptée par l'Assemblée
21 nationale en juin 2026, inscrirait dans notre loi fondamentale une «
22 communauté insulaire » dotée d'un « lien singulier à la terre corse »
23 et d'un pouvoir législatif propre, dont l'étendue serait renvoyée à une
24 loi organique. Le chemin reste long : pour aboutir, le texte doit être
25 voté dans les mêmes termes par le Sénat où la majorité y est
26 ouvertement hostile, avant d'être ratifié par les trois cinquièmes du
27 Congrès ou par référendum. Rien n'est acquis.

28 **Ce que l'on constate.** La Corse n'a pas besoin d'une exception : elle
29 a besoin d'attention. Vie chère, foncier confisqué par la spéculation,

1 jeunesse qui s'exile faute de pouvoir se loger, économie sous
2 perfusion touristique, et par-dessus tous des clans, des règlements de
3 comptes et des attentats que l'on n'élucide jamais : voilà ses vraies
4 plaies, et aucune n'a pour remède une ligne de plus dans la
5 Constitution. Graver un « lien à la terre » dans le marbre, c'est
6 importer dans le droit français une catégorie d'appartenance que ce
7 livre récuse à chaque page : la République est aveugle aux origines, y
8 compris insulaires.

9 **Ce qui nous menace.** Une République qui consent une exception en
10 consentira dix : ce qu'on accorde à l'insularité corse sera réclamé, à
11 bon droit, par la Bretagne, le Pays basque, l'Alsace, l'outre-mer, les
12 Savoie. L'autonomie n'éteint pas le nationalisme — elle lui offre un
13 marchepied et un guichet. Et une catégorie ethnique dans la
14 Constitution n'est pas une digue qui tient : c'est une digue qui cède,
15 lentement, dans le sens de la sécession.

16 **Ce que nous ferons.** Nous aimons la Corse trop pour lui mentir. Pas
17 de statut constitutionnel distinct, pas de « peuple corse », pas de
18 pouvoir législatif insulaire : la France est une et indivisible, et cette
19 indivisibilité protège les Corses autant que les autres. Mais ce que
20 nous refusons en droit, nous le donnons en moyens. La différenciation
21 de droit commun — celle que l'article 72 ouvre déjà à toutes les
22 collectivités — permettra à la Corse d'adapter les normes à
23 l'insularité, du transport au foncier, de l'énergie à la langue, sans
24 jamais sortir de la République. Nous porterons un plan corse :
25 continuité territoriale rénovée, désenclavement énergétique et
26 numérique, et guerre à la spéculation foncière — non par un statut de
27 résident dérogatoire, qui serait une exception de plus, mais par les
28 outils de droit commun applicables partout : taxation lourde des
29 résidences secondaires, portage foncier public, transparence des
30 acquisitions. Et fermeté absolue contre les clans : aucune paix ne se

1 négocie sur du sang impuni. La langue corse sera promue comme
2 toutes nos langues régionales : c'est un trésor, jamais un drapeau.
3 Enfin, il faut absolument que la Corse ne vive pas que de son
4 tourisme qui l'asphyxie et qui pour autant en fait une destination
5 chère avec un agacement des populations fort compréhensible ! Et
6 pour cela il faut pousser les territoires d'excellence : les universités,
7 les bassins d'innovation, les usines modernes doivent réinvestir le
8 territoire et offrir des opportunités aux habitants des deux
9 départements.

10 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les nationalistes qui rêvent
11 d'un État dans l'État, et les responsables nationaux tentés de troquer
12 un bout de Constitution contre une paix électorale. Y gagnent : les
13 Corses, qui reçoivent des moyens là où on leur promettait des
14 symboles ; et la République, qui se prouve qu'on peut aimer un
15 territoire sans le détacher du reste.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** On ne tient pas un pays en
17 distribuant des exceptions : on le tient en tenant parole, partout
18 pareil. La Corse n'est pas moins française d'être singulière : elle l'est
19 davantage. La différenciation donne ce que l'autonomie promet,
20 l'adaptation au réel, sans le poison qu'elle dissimule : la sécession à
21 petit feu.

22 **Les chiffres.** *Coût* : un plan corse (continuité territoriale, foncier,
23 énergie, numérique) de l'ordre de quelques centaines de millions par
24 an et surtout un embarquement du privé (le réseau de 5G, c'est un
25 investissement privé qu'il va falloir pousser !), arbitré dans
26 l'enveloppe territoires/outre-mer ; un redéploiement, pas une
27 dépense nouvelle massive. *Rapport* : une île désenclavée et
28 désintoxiquée de la spéculation retient sa jeunesse et son économie ;
29 la fermeté sur les clans vaut mieux que toute amnistie déguisée.
30 *Inaction* : une exception constitutionnelle qui en appelle d'autres, un

1 nationalisme nourri au lieu d'être désarmé. *Trajectoire* : neutre pour
2 la dette (redéploiement). *Concrètement* : ni autonomie ni statut
3 distinct ; la différenciation de l'article 72 (transport, foncier, énergie,
4 langue), un plan d'investissement et de sécurité, la spéculation
5 combattue par le droit commun, la langue promue comme trésor et
6 non comme drapeau.

1 CHAPITRE XIV — JUSTICE ET SÉCURITÉ

2 Le vrai laxisme, ce n'est pas la peine trop douce : c'est la peine
3 jamais exécutée. La France a voté cinq lois de sécurité et de justice
4 en huit ans, et la certitude de la sanction n'a pas progressé d'un
5 pouce. Nous ne proposerons pas une sixième loi d'émotion. Nous
6 proposons autre chose : que chaque acte reçoive une réponse, vite, à
7 chaque fois -et que cette réponse éduque autant qu'elle punit. La
8 fermeté qui marche n'est pas la plus bruyante ; c'est la plus certaine.

9 **Proposition 33 — Tolérance zéro : casseurs, violeurs, violences faites aux** 10 **femmes et aux enfants**

11 **Ce qui existe.** Trois impunités installées. Le casseur interpellé
12 ressort sans payer ce qu'il a détruit. Le violeur, lui, n'est presque
13 jamais condamné : selon l'Institut des politiques publiques, environ
14 quatre-vingt-quatorze pour cent des plaintes pour viol finissent
15 classées sans suite ou sans condamnation. Quant aux violences
16 conjugales et familiales, les lois s'empilent pendant que les
17 ordonnances de protection arrivent trop tard.

18 **Ce que l'on constate.** Toute la recherche le démontre, et
19 l'expérience espagnole le confirme : ce qui dissuade, ce n'est pas la
20 sévérité affichée, c'est la certitude et la rapidité de la sanction.
21 L'Espagne a créé en 2004 des juridictions spécialisées contre les
22 violences faites aux femmes, généralisé le bracelet anti-
23 rapprochement : les féminicides y ont baissé, dans un consensus qui
24 a traversé les alternances politiques.

25 **Ce qui nous menace.** Quand l'État ne protège ni les vitrines, ni les
26 femmes, ni les enfants, ni les quartiers, ni les transports, chacun en
27 tire la leçon : les uns que tout est permis, les autres que porter
28 plainte ne sert à rien. C'est ainsi qu'une société se défait.

1 **Ce que nous ferons.** Pour les casseurs : interpellation systématique,
2 comparution rapide, réparation financière intégrale des dégâts par
3 les condamnés, et interdiction judiciaire -non administrative, le
4 Conseil constitutionnel l'a exigé- de manifester. Pour les violeurs : fin
5 des réductions de peine automatiques pour les crimes sexuels,
6 traitement prioritaire du stock de plaintes avec l'objectif minimum de
7 diviser par deux le délai entre la plainte et le jugement. Pour les
8 violences faites aux femmes et aux enfants : juridictions spécialisées
9 généralisées sur le modèle espagnol ; des chambres à moyens
10 redéployés, pas une administration nouvelle, bracelet anti-
11 rapprochement dès la première condamnation, de mille bracelets
12 actifs aujourd'hui à trois mille, ordonnance de protection en vingt-
13 quatre heures, éviction systématique du conjoint violent.

14 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les casseurs, qui paieront ; les
15 agresseurs, qui exécuteront ; le confort statistique du classement
16 sans suite. Y gagnent : les victimes, les commerçants, les
17 manifestants pacifiques que les casseurs déshonorent.

18 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La certitude de la peine protège
19 aussi celui qui ne l'a pas encore commise : elle dissuade avant de
20 punir. Une justice qui répond à chaque fois est une justice qui a, à la
21 fin, moins à punir.

22 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier « justice-police » du
23 moteur (+2,5 milliards à terme) — juridictions spécialisées à moyens
24 redéployés, passage de 1 000 à 3 000 bracelets anti-rapprochement.
25 *Rapport* : ce qui dissuade n'est pas la sévérité affichée mais la
26 certitude et la rapidité — l'Espagne, juridictions dédiées dès 2004, a
27 fait baisser les féminicides. *Inaction* : environ 94 % des plaintes pour
28 viol classées sans suite (IPP), des casseurs impunis, des ordonnances
29 de protection trop tardives. *Trajectoire* : dépense modérée (levier

1 justice). *Concrètement* : interpellation systématique des casseurs et
2 réparation intégrale des dégâts, fin des réductions automatiques pour
3 crimes sexuels, ordonnance de protection en 24 heures.

4 **Proposition 34 — Une justice des mineurs qui punit réellement -et** 5 **constitutionnellement**

6 **Ce qui existe.** Le principe d'atténuation de la responsabilité pénale
7 des mineurs est un verrou constitutionnel : la décision de 2002 en a
8 fait un principe fondamental de la République, et celle du 19 juin
9 2025 a censuré la loi qui prétendait inverser l'excuse de minorité
10 pour les seize-dix-huit ans récidivistes. Ceux qui promettent sa
11 suppression promettent une censure : ils le savent.

12 **Ce que l'on constate.** La délinquance des mineurs est moins
13 nombreuse mais plus violente et plus jeune ; de 3 à 5% des mineurs
14 concentrent environ la moitié des faits. Et le premier acte reste trop
15 souvent sans réponse — or c'est au premier acte que tout se joue.

16 **Ce qui nous menace.** Continuer le théâtre actuel : la surenchère
17 verbale, la censure, le sentiment d'impunité intact — et faire ce cela
18 un cadeau renouvelé aux extrêmes à chaque fait divers.

19 **Ce que nous ferons.** Nous emprunterons la porte que le Conseil
20 constitutionnel a lui-même laissée ouverte. Réponse pénale
21 systématique dès le premier acte : réparation, travail d'intérêt
22 général adapté, encadrement -fin du classement sec. Motivation
23 obligatoire de l'application de l'excuse de minorité pour les seize-dix-
24 huit ans récidivistes sur les délits graves : le juge garde sa pleine
25 liberté, mais il s'explique — c'est l'individualisation comme outil de
26 fermeté, à la manière des Pays-Bas. Application pleine de la
27 responsabilisation parentale validée en 2025. Et une règle d'airain :

1 aucune peine de mineur prononcée ne restera inexécutée plus de
2 trois mois, tableau de bord public par juridiction.

3 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les démagogues de la
4 suppression impossible, et le petit noyau de multirécidivistes qui
5 prospérait sur l'absence de réponse. Y gagnent : les victimes, les
6 mineurs eux-mêmes — arrêtés au premier acte plutôt que perdus au
7 dixième —, et l'État de droit, qui prouve qu'on peut être ferme sans
8 être censuré.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le Royaume-Uni a essayé la
10 sévérité pure : incarcération massive, environ 70% de récidive,
11 marche arrière. La certitude précoce, elle, casse les carrières
12 délinquantes avant qu'elles ne commencent. Punir vite et éduquer
13 vraiment : c'est la seule fermeté qui ait jamais fonctionné.

14 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier justice. *Rapport* : la
15 certitude précoce casse les carrières délinquantes — le Royaume-Uni
16 a tenté la sévérité pure (70 % de récidive) et fait marche arrière.
17 *Inaction* : la surenchère verbale, la censure, l'impunité intacte — un
18 cadeau aux extrêmes à chaque fait divers. *Trajectoire* : dépense
19 modérée. *Concrètement* : 3 à 5 % des mineurs concentrent la moitié
20 des faits ; réponse pénale dès le premier acte, motivation de l'excuse
21 de minorité pour les 16-18 ans récidivistes, aucune peine inexécutée
22 plus de trois mois.

23 **Proposition 35 — Cinquante centres éducatifs fermés, avec l'école 'dedans'**

24 **Ce qui existe.** La France compte une cinquantaine de centres
25 éducatifs fermés. Entre le rappel à la loi qui ne pèse rien et la prison
26 qui fabrique de la récidive, la réponse intermédiaire manque et les
27 juges le savent, eux qui n'ont souvent le choix qu'entre trop ou trop
28 peu.

1 **Ce que l'on constate.** Les centres actuels affichent près de 50% de
2 récidive quand le contenu éducatif est faible ou absent. Le béton seul
3 ne corrige personne : un centre fermé sans école est une
4 antichambre de prison.

5 **Ce qui nous menace.** Sans alternative crédible, la pression montera
6 pour incarcérer des mineurs ; c'est la voie britannique, dont on
7 connaît le résultat : récidive massive, coût exorbitant, marche arrière
8 penaude.

9 **Ce que nous ferons.** Cinquante centres éducatifs fermés
10 supplémentaires — le parc doublé, six cents places nouvelles —, pour
11 cent vingt-cinq millions d'euros d'investissement et environ deux cent
12 quatre-vingts millions d'euros par an de fonctionnement pour
13 l'ensemble du dispositif. Chaque place nouvelle sera conditionnée à
14 un volet scolaire et professionnel obligatoire : enseignants détachés,
15 plateaux techniques, remise à niveau. Et chaque centre sera audité
16 sur la récidive de ses sortants à deux ans, résultat publié : un centre
17 qui ne réinsère pas, ferme. Nous appliquons à nos propres mesures le
18 couperet que nous promettons aux autres.

19 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : on ne le cache pas, les mineurs
20 concernés perdent leur liberté d'aller et venir — c'est le sens de la
21 peine ; et les dispositifs sans résultats, qui fermeront. Y gagnent : les
22 quartiers soulagés de leurs noyaux durs, les juges dotés d'une vraie
23 palette, et les jeunes eux-mêmes, qui ressortent avec un niveau
24 scolaire au lieu d'un réseau carcéral.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un mineur réinséré, ce sont des
26 décennies de délits évités, de victimes épargnées, de prison
27 économisée. La punition sans école est un abandon ; l'école dans la
28 punition est un investissement.

1 **Les chiffres.** *Coût* : 125 millions d'investissement et environ 280
2 millions par an de fonctionnement pour le doublement du parc (50
3 centres de plus, 600 places). *Rapport* : un mineur réinséré, ce sont
4 des décennies de délits, de victimes et de prison évitées. *Inaction* :
5 des centres actuels à ~50 % de récidive quand le contenu éducatif
6 manque — le béton seul ne corrige personne. *Trajectoire* : dépense
7 ciblée, auditée sur la récidive à deux ans. *Concrètement* : 50 centres
8 éducatifs fermés de plus, avec l'école dedans — un centre qui ne
9 réinsère pas ferme.

10 **Proposition 36 — Une police mieux équipée, spécialisée, et payée pour ses** 11 **heures**

12 **Ce qui existe.** Des policiers et des gendarmes qui accumulent des
13 heures supplémentaires jamais payées, des équipements et des
14 véhicules vieillissés, des commissariats indignes et une organisation qui
15 demande à chacun de tout faire, c'est-à-dire de ne rien faire à fond.
16 Le terreau pour les bavures, les erreurs, les suicides, les burn-outs...
17 que sais-je encore.

18 **Ce que l'on constate.** Le temps policier est dévoré par la procédure
19 et les tâches indues. La délinquance s'est spécialisée (stupéfiants,
20 cybercriminalité, violences intrafamiliales, prédation sexuelle)
21 pendant que la police restait généraliste. On n'envoie pas le même
22 savoir-faire sur un trafic international que sur un différend de
23 voisinage.

24 **Ce qui nous menace.** Une police démoralisée face à une criminalité
25 professionnalisée : le rapport de forces s'inverse, le terrain se perd,
26 et les habitants des quartiers populaires, premières victimes de
27 l'insécurité, en paient le prix avant tous les autres.

1 **Ce que nous ferons.** Trois engagements simples. Les heures
2 supplémentaires seront payées : un État qui ne paie pas ce qu'il doit
3 à ses policiers n'a pas de leçons à donner. L'équipement sera remis à
4 niveau au cours du quinquennat, du véhicule au numérique de terrain
5 en passant par l'IA. Et la spécialisation deviendra la règle : des
6 filières d'enquête dédiées (violences intrafamiliales, stupéfiants,
7 cybercriminalité, pédocriminalité...) avec les carrières et les
8 formations qui vont avec, plutôt qu'une police générique usée à tout
9 couvrir. La procédure sera allégée et déchargée sur l'intelligence
10 artificielle partout où elle le peut.

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la dette d'heures que l'État
12 faisait porter à ses agents, et la bureaucratie policière qui produisait
13 du formulaire au lieu de l'enquête. Y gagnent : les policiers et
14 gendarmes, payés et considérés ; les victimes, face à des enquêteurs
15 qui connaissent leur matière ; les délinquants organisés y perdent,
16 eux, leur avance.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une police spécialisée élucide
18 plus, donc dissuade plus, donc intervient moins. Le respect
19 commence par la fiche de paie ; l'efficacité, par le savoir-faire.

20 **Les chiffres.** *Coût* : compris dans le levier justice-police (+2,5
21 milliards) — heures supplémentaires payées, équipement remis à
22 niveau. *Rapport* : une police spécialisée élucide plus, donc dissuade
23 plus, donc intervient moins. *Inaction* : une police démoralisée et
24 généraliste face à une criminalité professionnalisée — bavures, burn-
25 outs, terrain perdu. *Trajectoire* : dépense en partie compensée par
26 l'efficacité. *Concrètement* : heures supplémentaires enfin payées,
27 filières d'enquête dédiées (stupéfiants, violences intrafamiliales,
28 cybercriminalité), procédure allégée par l'intelligence artificielle.

1 **Proposition 37 — Plus jamais un enfant oublié : l'intelligence artificielle au**
2 **service de la protection**

3 **Ce qui existe.** L'école savait. Les services sociaux savaient. L'hôpital
4 savait. La justice savait. Chacun savait un morceau, personne ne
5 savait tout et une petite fille nommée Lyhanna est morte dans les
6 interstices de fichiers qui ne se parlaient pas. Son cas n'est pas isolé :
7 il est le symptôme d'un État en silos. On parle de bavure humaine, de
8 fautes, de graves manquements. Pointer des coupables, on sait faire.
9 Maintenant, il faut des solutions pour que ça ne puisse plus arriver !

10 **Ce que l'on constate.** Les signaux existaient ; ils dormaient dans
11 des bases séparées. La technologie qui les croise existe aussi. Ce qui
12 manque n'est jamais technique : c'est une décision, une doctrine, et
13 le courage d'affronter les cloisonnements administratifs.

14 **Ce qui nous menace.** D'autres Lyhanna. Chaque année où les
15 fichiers s'ignorent, des enfants en danger restent invisibles alors que
16 toutes les pièces du puzzle sont déjà dans les mains de l'État.

17 **Ce que nous ferons.** Un système national de croisement des
18 signalements -école, aide sociale à l'enfance, hôpital, police, justice-
19 porté par une intelligence artificielle souveraine, développée avec les
20 champions français du domaine, qui alerte un humain dès que des
21 signaux convergent sur un même enfant ou que des faisceaux
22 concordants visent un même présumé coupable. Décision humaine
23 toujours ; cécité administrative jamais. Et un garde-fou gravé dans la
24 loi : ce système servira à protéger les personnes, pas à surveiller la
25 population : finalités limitées, contrôle indépendant, protection
26 verrouillée contre tout détournement politique futur. Pas de 1984
27 mais des vies sauvées.

1 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les féodalités administratives
2 qui régnaient chacune sur son fichier, et les maltraitants que le
3 cloisonnement protégeait. Y gagnent : les enfants en danger, les
4 travailleurs sociaux et les enseignants enfin entendus, les juges
5 éclairés à temps.

6 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'État dépense déjà tout l'argent
7 nécessaire pour savoir ; il lui manque seulement de relier ce qu'il
8 sait. C'est la réforme au rapport le plus bouleversant de ce livre :
9 quelques fichiers connectés, des vies d'enfants sauvées. Qu'aucune
10 petite Lyhanna ne soit plus jamais oubliée.

11 **Les chiffres.** *Coût* : faible — le croisement de fichiers qui existent
12 déjà. *Rapport* : le rapport le plus bouleversant du livre — quelques
13 fichiers connectés, des vies d'enfants sauvées. *Inaction* : d'autres
14 Lyhanna, mortes dans les interstices de bases qui ne se parlent pas,
15 alors que l'État avait déjà toutes les pièces du puzzle. *Trajectoire* :
16 marginal pour la dette. *Concrètement* : croisement école-aide sociale-
17 hôpital-police-justice, alerte à un humain dès que les signaux
18 convergent, garde-fou gravé dans la loi contre toute dérive de
19 surveillance.

20 **Proposition 74 — Légaliser le cannabis, le taxer, et flécher chaque euro contre**
21 **les trafics**

22 **Ce qui existe.** Cinquante ans de prohibition, des millions de
23 consommateurs, des points de deal dans chaque ville, des mineurs
24 employés comme guetteurs, et des forces de l'ordre épuisées à
25 poursuivre des fumeurs pendant que les réseaux prospèrent. La
26 France a la législation la plus dure d'Europe occidentale tout en
27 maintenant l'une des consommations les plus élevées du continent.

1 **Ce que l'on constate.** La prohibition du cannabis a échoué en tout :
2 ni la consommation n'a baissé, ni les trafics n'ont reculé, ni les
3 quartiers n'ont été protégés. Elle offre aux réseaux un marché captif
4 de plusieurs milliards et aux adolescents des banlieues un «
5 commerce d'opportunité » qui les happe avant le premier emploi. Des
6 usagers simples encombrant les tribunaux quand des violeurs
7 attendent leur procès : nous marchons sur la tête.

8 **Ce qui nous menace.** La poursuite de l'absurde : des moyens
9 publics dilapidés sur la mauvaise cible, des générations de jeunes
10 criminalisées pour rien, et des réseaux toujours plus riches qui
11 réinvestissent dans les drogues dures et la corruption.

12 **Ce que nous ferons.** Légaliser le cannabis et l'herbe : production
13 licite et tracée -une filière agricole française. La vente régulée,
14 interdiction stricte aux mineurs (cf tabac), prévention massive —
15 exactement la règle que nous appliquons au tabac et à l'alcool :
16 mineurs protégés, étiquetage-vérité, publicité encadrée, taxe fléchée
17 vers la prévention, et objectif assumé de baisse de la consommation
18 (proposition 139). Taxation à bonne hauteur, et chaque euro de cette
19 taxe fléché, par une loi, vers la lutte contre le grand banditisme et les
20 drogues dures. Avec une lucidité de méthode que nos voisins nous
21 ont apprise : les Pays-Bas, qui ont toléré la vente sans légaliser la
22 production, ont offert cette production au crime organisé — nous
23 légaliserons donc toute la chaîne, du champ au comptoir, comme
24 l'ont fait le Canada et désormais l'Allemagne. À ceux qui
25 s'indigneront, nous répondrons par une question : préférez-vous que
26 ces milliards financent la République ou les réseaux ?

27 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les trafiquants, privés de leur
28 produit d'appel et de leur trésorerie ; et les guetteurs de quinze ans,
29 privés d'un « métier » qui les détruisait et c'est une perte que nous

1 revendiquons. Y gagnent : les quartiers libérés des points de deal, la
2 police recentrée sur ce qui compte, la santé publique (un produit
3 contrôlé plutôt que coupé), l'agriculture française, et le contribuable.

4 **Pourquoi tout le monde y gagne.** C'est le même raisonnement que
5 tout ce livre : mettre l'argent et la force là où ils produisent. Un
6 marché de plusieurs milliards sort de l'ombre, finance sa propre
7 régulation et arme la guerre contre les vrais ennemis. La fermeté
8 n'est pas dans la posture ; elle est dans le résultat.

9 **Les chiffres.** *Coût* : la régulation et la prévention, nettes dans le
10 chiffre. *Rapport* : +2,5 milliards de recettes nettes à terme
11 (fourchette CAE/OFDT : 2 à 3,2), fléchées par la loi vers la lutte
12 contre le grand banditisme et les drogues dures. *Inaction* : la
13 législation la plus dure d'Europe pour l'une des consommations les
14 plus élevées — un marché de plusieurs milliards laissé au crime, des
15 mineurs employés comme guetteurs. *Trajectoire* : +2,5 milliards de
16 recettes (levier cannabis). *Concrètement* : une filière française tracée
17 du champ au comptoir (modèle Canada/Allemagne, pas Pays-Bas),
18 vente régulée interdite aux mineurs.

19 **Proposition 75 — La traque, la vraie : contre les pourvoyeurs de drogues dures**

20 **Ce qui existe.** La cocaïne arrive par tonnes dans nos ports, le crack
21 ravage des rues entières, la méthamphétamine progresse, et les
22 organisations criminelles mondialisées (celles qui corrompent
23 dockers, agents et élus) disposent de moyens supérieurs à ceux des
24 services qui les combattent.

25 **Ce que l'on constate.** Pendant que la puissance publique comptait
26 les fumeurs de joints, le narcotrafic a changé d'échelle : il achète des
27 ports, des silences et des vies. Les règlements de comptes tombent
28 jusque dans les villes moyennes.

1 **Ce qui nous menace.** Ce que vivent déjà certains voisins : l'argent
2 de la drogue qui s'infiltré dans l'économie légale, l'intimidation qui
3 fait reculer l'État et les prémices d'un « narco-État ». C'est
4 précisément pour l'éviter que la légalisation du cannabis ne sera
5 jamais celle de la cocaïne, de l'héroïne, de la méthamphétamine ou
6 du crack : sur celles-là, ce sera la guerre.

7 **Ce que nous ferons.** Tout se fera en concertation avec nos
8 partenaires Européens qui eux-aussi, devront passer à la vitesse
9 supérieure dans cette lutte continentale ! Chez nous, il nous faudra
10 concentrer la force libérée par la légalisation : moyens d'enquête
11 financiers massifs -c'est le portefeuille qui tue les réseaux, pas le
12 flagrant délit- contrôle souverain des ports (scanners systématiques,
13 criblage des personnels, rotation des équipes exposées), juridictions
14 spécialisées, saisies et confiscations élargies des patrimoines,
15 coopération européenne du renseignement criminel via le noyau du
16 chapitre XVII, et protection renforcée des repentis, des enquêteurs et
17 des élus menacés.

18 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les organisations criminelles,
19 attaquées simultanément sur leur marché d'appel (légalisé), leur
20 logistique (les ports) et leur argent (les saisies). Y gagnent : les
21 quartiers, les dockers honnêtes, les institutions, et les toxicomanes
22 eux-mêmes -traités en malades à soigner, non en marché à exploiter.

23 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un État qui choisit ses guerres
24 les gagne. En cessant la fausse guerre au cannabis, nous finançons la
25 vraie — celle qui protège la République de ce qui pourrait, demain, la
26 corrompre en profondeur.

27 **Les chiffres.** *Coût* : financé par la taxe sur le cannabis — la hausse
28 de moyens est comptée dans le levier justice, sans dépense nouvelle
29 nette. *Rapport* : c'est l'argent qui tue les réseaux (enquêtes

1 financières, saisies de patrimoines), pas le flagrant délit. *Inaction* :
2 les prémices d'un narco-État — la cocaïne par tonnes, l'argent dans
3 l'économie légale, l'intimidation des élus jusque dans les villes
4 moyennes. *Trajectoire* : redéploiement de la force libérée par la
5 légalisation du cannabis. *Concrètement* : scanners systématiques des
6 ports, criblage des personnels, saisies de patrimoines, coopération
7 européenne, protection des repentis et des élus menacés.

8 La prison est le maillon où échouent toutes les autres politiques de
9 sécurité : on y entasse sans trier, on y radicalise sans suivre, on en
10 sort sans préparer. Une règle ordonne tout ce qui suit : la peine se
11 mesure au danger, jamais à l'habitude — la cellule pour qui menace,
12 autre chose pour les autres, et la réinsertion pour que la peine ne
13 recommence pas.

14 **Proposition 87 — Désengorger sans désarmer : la bonne peine au bon détenu**

15 **Ce qui existe.** Près de quatre-vingt-neuf mille détenus pour soixante-
16 trois mille places : une densité de 139 %, plus de sept mille cinq
17 cents matelas posés à même le sol, des surveillants à bout. La France
18 a été condamnée pour ses conditions de détention, et chaque année
19 la population croît plus vite (+6%) que les places qu'on construit
20 (1,5%).

21 **Ce que l'on constate.** Le plan de quinze mille places, sept ans après
22 son lancement, n'en a livré qu'un tiers. Et l'on continue d'envoyer en
23 maison d'arrêt, pour quelques semaines, des condamnés que la
24 prison ne corrige pas mais abîme, enfonce, aggrave : la courte peine
25 sèche est une fabrique à récidive, et elle occupe de la place en cellule
26 qu'il faudrait aux plus dangereux.

27 **Ce qui nous menace.** Une spirale connue : la surpopulation rend la
28 détention indigne, l'indignité nourrit la violence et la radicalisation,

1 et l'État finit condamné pour ce qu'il inflige autant que pour ce qu'il
2 punit.

3 **Ce que nous ferons.** Deux leviers, et une règle. Construire vite et
4 moins cher : des établissements modulaires livrés en dix-huit mois
5 plutôt qu'en sept ans, là où le besoin est criant. Réduire le flux qui ne
6 doit pas y être : pour le bas du spectre non dangereux (courtes
7 peines, primo-délinquants) des alternatives fermes qui coûtent dix
8 fois moins qu'une cellule et récidivent moins lorsqu'elles sont
9 suivies : bracelet, travail d'intérêt général réellement exécuté,
10 probation intensive, semi-liberté. La légalisation du cannabis
11 (proposition 74) libérera de surcroît une part des 17,7 % de détenus
12 incarcérés pour stupéfiants. Et la règle qui ordonne tout : la prison
13 pour qui est dangereux, autre chose pour les autres -la peine se
14 mesure au risque, pas à l'habitude.

15 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le réflexe du tout-carcéral, et
16 le confort de croire qu'une cellule de plus vaut une politique. Y
17 gagnent : les surveillants, qui retrouvent des conditions tenables ; le
18 contribuable, qui cesse de payer jusqu'à 47 000 euros par an une
19 détention qui aggrave ; et la sécurité elle-même, mieux servie par un
20 dangereux bien gardé que par dix petits délinquants mal punis.

21 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une prison désengorgée est une
22 prison qui peut enfin faire son métier : tenir les dangereux, réinsérer
23 les autres. Le désengorgement n'est pas une faveur aux délinquants ;
24 c'est la condition pour que la peine, enfin, serve à quelque chose.

25 **Les chiffres.** *Coût* : des places modulaires (3 000 livrables en 18
26 mois, contre sept ans pour du traditionnel) ; réduire le flux coûte
27 moins que la cellule — 32 000 à 47 000 € par détenu et par an
28 (budget pénitentiaire ~5,24 milliards). *Rapport* : pour le bas du
29 spectre non dangereux, des alternatives dix fois moins chères qu'une

1 cellule et qui récidivent moins. *Inaction* : 88 654 détenus pour 63 353
2 places (139 %), 7 500 matelas au sol, un État condamné pour ses
3 conditions de détention. *Trajectoire* : maîtrise de la dépense
4 pénitentiaire. *Concrètement* : la prison pour les dangereux, le
5 bracelet, le travail d'intérêt général et la probation pour les autres —
6 la légalisation du cannabis libérant une part des 17,7 % incarcérés
7 pour stupéfiants.

8 **Proposition 88 — Réinsérer par le travail et l'école : la peine qui ne**
9 **recommence pas**

10 **Ce qui existe.** Un tiers des sortants de prison récidive dans l'année,
11 près des deux tiers dans les cinq ans. La détention occupe, surveille,
12 parfois punit, mais elle prépare rarement la sortie. Et la sortie non
13 préparée, ramène en cellule.

14 **Ce que l'on constate.** Un chiffre devrait clore le débat : la récidive à
15 cinq ans tombe de 59 à 7% lorsque le sortant a été réellement
16 accompagné (travail, formation, logement, soin). Le travail en
17 détention n'est pas une faveur faite au détenu : c'est l'investissement
18 le plus rentable de toute la politique pénale.

19 **Ce qui nous menace.** Continuer à libérer chaque année des dizaines
20 de milliers de personnes sans métier, sans diplôme, sans toit et sans
21 soin, et s'étonner qu'elles reviennent, avec de nouvelles victimes
22 derrière elles.

23 **Ce que nous ferons.** Faire du travail et de l'école la règle de la
24 détention, non l'exception. Généraliser les ateliers et les entreprises
25 en prison (sur le modèle des établissements tournés vers l'emploi),
26 l'enseignement et la remise à niveau, la prise en charge des
27 addictions, et préparer la sortie dès l'entrée : pas de libération sans
28 solution de logement et de suivi. Chaque établissement sera audité

1 sur la récidive de ses sortants à deux ans, résultat publié : ce que
2 nous exigeons des centres pour mineurs (proposition 35), nous
3 l'exigeons de la prison adulte. Et le détenu qui travaille indemnise
4 ses victimes : la réparation fait partie de la peine.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'idée que la prison n'a qu'à
6 enfermer, et l'oisiveté qui fait le lit de la violence et du prosélytisme.
7 Y gagnent : les victimes futures qui n'existeront pas, les détenus
8 rendus à une vie, et le contribuable — car chaque récidive évitée vaut
9 une enquête, un procès et une cellule économisés.

10 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La fermeté ne s'arrête pas à la
11 porte de la cellule : elle s'y prolonge en exigence de réinsertion.
12 Punir sans préparer la sortie, c'est programmer la prochaine victime.
13 Réinsérer, c'est la seule sévérité qui protège durablement.

14 **Les chiffres.** *Coût* : le travail et la formation en détention, modéré.
15 *Rapport* : la récidive à cinq ans tombe de 59 % à 7 % avec un
16 accompagnement réel — la prévention la moins chère qui existe.
17 *Inaction* : un tiers de récidive dans l'année, deux tiers à cinq ans, et
18 de nouvelles victimes derrière. *Trajectoire* : chaque récidive évitée
19 vaut une enquête, un procès et une cellule économisés.
20 *Concrètement* : travail et école la règle, audit de la récidive à deux
21 ans, réparation des victimes par le détenu qui travaille.

22 **Proposition 89 — Haute sécurité : casser les réseaux pilotés depuis la cellule**

23 **Ce qui existe.** En mai 2024, un fourgon pénitentiaire est mitraillé à
24 un péage de l'Eure : deux surveillants tués, un narcotrafiquant en
25 cavale. L'affaire a révélé ce que les professionnels savaient : nos
26 prisons ordinaires ne sont pas faites pour les parrains de la
27 criminalité organisée qui continuent, depuis leur cellule, à diriger
28 leurs trafics par téléphone.

1 **Ce que l'on constate.** Le grand banditisme et le narcotrafic
2 mondialisé ne produisent pas des délinquants comme les autres : ils
3 disposent d'argent, d'armes, de complicités, et d'une logistique
4 capable d'organiser une évasion sanglante ou de corrompre un agent.
5 Les traiter dans le régime commun, c'est offrir au crime organisé une
6 base arrière au cœur de l'État.

7 **Ce qui nous menace.** Des prisons qui deviennent des centres de
8 commandement et de recrutement du trafic, des évasions qui
9 humilient la République, et des personnels exposés faute de moyens à
10 la hauteur.

11 **Ce que nous ferons.** Un régime de haute sécurité dédié aux têtes de
12 réseau, sur le modèle de l'établissement de Vendin-le-Vieil : quartiers
13 spécialisés, fouilles et surveillance renforcées, brouillage effectif des
14 communications (couper le fil qui relie la cellule au trafic). Les
15 transfèrements à risque seront supprimés autant que possible par la
16 généralisation des audiences en visioconférence, et sécurisés par des
17 convois renforcés quand ils sont inévitables : on ne déplacera plus un
18 narcotrafiquant de premier plan sur une autoroute ouverte. Et les
19 patrimoines criminels seront saisis et confisqués sans relâche : c'est
20 l'argent qui tue les réseaux. Cette proposition est en lien direct avec
21 la guerre aux drogues dures de la proposition 75.

22 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les parrains qui régnaient sur
23 leur trafic depuis leur cellule, et les complicités qui prospéraient sur
24 la faiblesse du régime commun. Y gagnent : les surveillants, enfin
25 protégés ; l'autorité de l'État, qui cesse d'être défiée ; et les
26 quartiers, débarrassés de chefs que la prison ne neutralisait qu'à
27 moitié.

28 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une poignée de détenus très
29 dangereux concentre l'essentiel du risque carcéral. Les isoler

1 vraiment, c'est rendre l'ensemble du système plus sûr — pour les
2 personnels, pour les autres détenus, et pour le pays que ces réseaux
3 menacent.

4 **Les chiffres.** *Coût* : des quartiers de haute sécurité, le brouillage des
5 communications, les audiences en visioconférence — un
6 investissement ciblé (levier justice). *Rapport* : une poignée de
7 détenus très dangereux concentre l'essentiel du risque ; les isoler
8 sécurise tout le système. *Inaction* : Amra, mai 2024 — un fourgon
9 mitrillé, deux surveillants tués, et des trafics pilotés depuis la
10 cellule. *Trajectoire* : dépense ciblée. *Concrètement* : modèle Vendin-
11 le-Vieil, communications coupées, transfèvements supprimés par la
12 visioconférence, patrimoines saisis.

13 **Proposition 90 — La prison n'est pas une école du djihad : évaluer, isoler, ne**
14 **jamais lâcher à la sortie**

15 **Ce qui existe.** Plus de quatre cents détenus pour terrorisme
16 islamiste, et plus de cinq cents détenus de droit commun repérés
17 comme radicalisés, se côtoient dans nos prisons : où le prosélytisme
18 trouve un public captif. Chaque année, certains sortent ; leur suivi se
19 perd parfois entre l'administration pénitentiaire et le renseignement.

20 **Ce que l'on constate.** La prison est, partout en Europe, l'un des
21 premiers lieux de radicalisation : le désœuvrement, la promiscuité, la
22 quête de sens et la présence de recruteurs aguerris en font un
23 terreau. Laisser un prédicateur radical au contact de jeunes détenus
24 fragiles, c'est fabriquer les terroristes de demain à nos propres frais.

25 **Ce qui nous menace.** Le scénario que nous connaissons déjà : un
26 sortant radicalisé, mal suivi, qui passe à l'acte et l'enquête qui révèle,
27 après coup, que tout était su.

1 **Ce que nous ferons.** Généraliser l'évaluation systématique de la
2 radicalisation à l'entrée et en cours de peine -les quartiers
3 d'évaluation-, isoler les profils radicalisés du reste de la population
4 pour briser le prosélytisme, et leur appliquer un régime dédié de
5 prise en charge. Surtout, ne jamais lâcher à la sortie : chaque
6 libération de détenu terroriste ou radicalisé sera anticipée des mois à
7 l'avance, avec passage de relais formel au renseignement, inscription
8 et mise à jour des fichiers de suivi, et mesures de contrôle
9 administratif quand elles sont justifiées. Le fiché S dangereux ne
10 disparaît pas dans la nature le jour où la grille s'ouvre.

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les recruteurs, privés de leur
12 public captif ; et la négligence administrative qui laissait filer les
13 sortants. Y gagnent : les détenus de droit commun, soustraits à
14 l'emprise ; les services, qui ne découvrent plus un dossier le
15 lendemain d'un attentat ; et tous les Français.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La radicalisation carcérale est
17 un risque que l'on réduit par la méthode : évaluer, séparer, suivre. Ce
18 n'est ni une loi d'émotion ni une rafle — c'est du renseignement
19 pénitentiaire fait sérieusement, du premier jour de détention au
20 dernier jour de surveillance.

21 **Les chiffres.** *Coût* : l'évaluation et le suivi, compris dans le levier
22 justice et le renseignement. *Rapport* : on réduit le risque par la
23 méthode — évaluer, isoler, suivre. *Inaction* : un sortant radicalisé mal
24 suivi qui passe à l'acte, et l'enquête qui révèle après coup que tout
25 était su. *Trajectoire* : marginal pour la dette, sécurité majeure.
26 *Concrètement* : 418 détenus terroristes et 540 radicalisés évalués en
27 quartiers dédiés et isolés, libérations anticipées avec passage de
28 relais au renseignement — on ne lâche pas le fiché S à la sortie.

1 **Proposition 91 — Crimes sexuels sur enfants : la sûreté après la peine**

2 **Ce qui existe.** Pour les pires crimes -le viol d'enfant, la peine
3 s'achève un jour, et le condamné sort. La castration chimique, ce
4 traitement qui réduit les pulsions et dont les effets cessent à l'arrêt,
5 n'existe aujourd'hui qu'au titre d'une injonction de soins acceptée : le
6 droit pose que nul ne peut être contraint à un traitement médical.

7 **Ce que l'on constate.** Une part de ces criminels récidive, et leurs
8 victimes sont des enfants. Le suivi socio-judiciaire et la surveillance
9 de sûreté existent, mais on ne les mobilise pas assez ; et la société
10 oscille entre deux impasses -l'angélisme qui relâche sans précaution,
11 et le pilori qui croit punir en humiliant.

12 **Ce qui nous menace.** Un enfant violé par un homme qu'on savait
13 dangereux et qu'on a laissé sortir sans filet. Aucune statistique ne
14 console de cela.

15 **Ce que nous ferons.** Pousser la sûreté aussi loin que le droit le
16 permet et le faire bouger s'il le faut. Le traitement inhibiteur de
17 pulsions deviendra la condition de toute sortie aménagée pour les
18 criminels sexuels sur mineurs les plus dangereux : qui le refuse
19 exécute sa peine jusqu'au bout, et reste à l'issue sous surveillance de
20 sûreté (bracelet, soins, contrôle : la totale). Nous assumons d'aller au
21 bord du verrou constitutionnel, et de proposer, si la censure venait, la
22 révision qui l'autorise : entre le principe abstrait du consentement et
23 la chair d'un enfant, nous avons choisi. Mais jamais le traitement
24 seul, qui ne suffit pas : il ira toujours avec une prise en charge
25 psychologique, car la violence sexuelle est une question de pouvoir
26 autant que d'hormones. Et nous écartons le blâme public à
27 l'américaine, parce qu'il ne protège pas (il pousse l'agresseur dans la
28 clandestinité et nourrit la vendetta !). À sa place, l'outil qui marche :
29 un fichier confidentiel robuste des auteurs d'infractions sexuelles, et

1 un contrôle d'antécédents obligatoire et opposable pour tout métier
2 au contact d'enfants (école, sport, périscolaire, soin, colonies,
3 crèches...).

4 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les criminels sexuels, dont la
5 sortie cesse d'être un droit sans condition ; et l'illusion que la
6 publicité-spectacle protège. Y gagnent : les enfants, d'abord et avant
7 tout ; et les familles, qui sauront que l'État a mis la sûreté avant le
8 confort doctrinal.

9 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La protection de l'enfance
10 justifie qu'on aille jusqu'à la limite du droit, et qu'on demande au
11 peuple souverain de la déplacer s'il le faut. Mais elle commande aussi
12 de choisir ce qui marche (le soin contraignant et le contrôle ciblé)
13 contre ce qui défoule sans protéger. Fermes sur le résultat, jamais
14 sur le théâtre.

15 **Les chiffres.** *Coût* : la surveillance de sûreté et les soins, compris
16 dans le levier justice. *Rapport* : la protection des enfants — un fichier
17 confidentiel et un contrôle d'antécédents ciblés (efficaces) plutôt
18 qu'un pilori public (contre-productif). *Inaction* : un enfant violé par
19 un homme qu'on savait dangereux et qu'on a laissé sortir sans filet.
20 *Trajectoire* : dépense ciblée. *Concrètement* : traitement inhibiteur de
21 pulsions comme condition de toute sortie aménagée des plus
22 dangereux — jamais seul, révision constitutionnelle proposée si
23 censure ; contrôle d'antécédents opposable pour tout métier au
24 contact d'enfants.

25 **Proposition 92 — L'irresponsabilité pénale n'est pas l'impunité**

26 **Ce qui existe.** Un auteur dont le discernement était aboli au moment
27 des faits peut être déclaré pénalement irresponsable : il n'est pas
28 jugé, et l'affaire s'arrête souvent là (sans procès, sans verdict, parfois

1 sans soin sécurisé à la hauteur du danger). L'affaire qui a indigné le
2 pays (un meurtre antisémite suivi d'une irresponsabilité tirée d'une
3 intoxication volontaire) a montré le malaise.

4 **Ce que l'on constate.** Deux risques symétriques. Que l'expertise
5 psychiatrique, faite par un seul homme et contestée par un autre,
6 serve à effacer une responsabilité que les faits désignent. Ou, à
7 l'inverse, qu'« irresponsable » devienne un mot qui libère, alors que
8 le malade dangereux devrait être soigné sous contrainte et non
9 relâché. La loi de 2022 a commencé à fermer la porte de
10 l'intoxication volontaire ; il faut aller au bout.

11 **Ce qui nous menace.** Des victimes privées de procès et de vérité,
12 des familles qui n'entendent jamais nommer ce qui leur est arrivé, et
13 des malades dangereux rendus à la rue faute d'un cadre de soin sûr.

14 **Ce que nous ferons.** Trois principes. L'expertise sera collégiale et
15 contradictoire pour les faits les plus graves — plusieurs experts, le
16 débat ouvert —, afin que l'irresponsabilité se constate et ne se
17 négocie pas. Même lorsqu'elle est reconnue, une audience établira
18 publiquement les faits, pour la victime et pour la mémoire de ce qui
19 s'est passé. Et l'irresponsabilité n'ouvrira jamais la porte : le malade
20 dangereux sera pris en charge en unité pour malades difficiles, sous
21 contrôle régulier, aussi longtemps que dure le danger. Soigner n'est
22 pas relâcher.

23 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'expertise solitaire et l'usage
24 de la psychiatrie comme échappatoire ; et l'idée qu'un malade
25 dangereux n'est l'affaire de personne. Y gagnent : les victimes, qui
26 obtiennent un procès des faits ; les malades eux-mêmes, soignés au
27 lieu d'être abandonnés ; et la confiance dans une justice qui ne
28 s'arrête pas au seuil de l'asile.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Reconnaître la maladie sans
2 abandonner la sûreté, c'est tenir les deux bouts : l'humanité du soin
3 et la protection de tous. L'irresponsabilité dit qu'on ne punit pas un
4 malade ; elle ne dit pas qu'on le laisse libre de recommencer.

5 **Les chiffres.** *Coût* : des expertises collégiales et des unités pour
6 malades difficiles — un investissement de soin sécurisé. *Rapport* :
7 une justice qui ne s'arrête pas au seuil de l'asile, et un procès des
8 faits rendu aux victimes. *Inaction* : des malades dangereux relâchés,
9 des familles privées de vérité (le meurtre antisémite suivi d'une
10 irresponsabilité tirée d'une intoxication volontaire). *Trajectoire* :
11 dépense ciblée. *Concrètement* : expertise collégiale et contradictoire,
12 audience établissant les faits même en cas d'irresponsabilité, prise en
13 charge sous contrainte tant que dure le danger.

1 CHAPITRE XV — L'IMMIGRATION : CHOISIR, INTÉGRER, 2 RENVOYER

3 Ce chapitre est le second volet d'un diptyque ouvert au chapitre XIII.
4 Là, nous avons dit ce que la République exige de tous ceux qui vivent
5 ici : une assimilation exigeante, aveugle aux croyances, attentive aux
6 seuls actes. Ici, nous disons qui la France accueille, comment elle
7 l'intègre, et qui elle renvoie. Une vérité d'abord, économique et
8 brutale : la France décroche. Dans ce paysage, l'immigration n'est
9 pas d'abord une question d'ordre public -c'est un levier qu'il faut
10 choisir, intégrer, et, quand elle est irrégulière, renvoyer. Avec une
11 boussole, la même qu'au chapitre XIII : fermeté sur les actes et sur le
12 droit, jamais sur les origines ; et lucidité contre les deux mensonges
13 -le déni et le Grand Remplacement.

14 **Proposition 93 — L'immigration intelligente, l'arme d'un pays qui décroche**

15 **Ce qui existe.** Le débat français sur l'immigration ne connaît que
16 deux mots : « plus » ou « moins ». Jamais « qui », jamais « pour quoi
17 faire ». Pendant ce temps, l'économie, elle, a une réponse précise que
18 nous refusons d'entendre.

19 **Ce que l'on constate.** Souvenons-nous du « plombier polonais » de
20 2005, épouvantail d'une France qui se croyait riche. Vingt ans plus
21 tard, le rapport s'est inversé : la France a reculé de 0,1 % au premier
22 trimestre 2026, quand la Pologne caracole ; son revenu par habitant,
23 en pouvoir d'achat, est passé de 46 % du nôtre en 2004 à près de 83
24 % en 2025, et pourrait nous dépasser vers 2034. Désormais, c'est le
25 plombier polonais qui pourrait craindre le Français -ou le convoiter.
26 Un pays qui décroche n'a pas le luxe de se priver de bras et de
27 cerveaux. On se cache la vérité depuis bien trop longtemps à cause
28 des épouvantails de l'extrême droite !

1 **Ce qui nous menace.** Le double piège : se fermer par peur et
2 accélérer le déclin faute de forces vives ; ou s'ouvrir sans choisir et
3 nourrir le désordre qui fait gagner les extrêmes. Les deux mènent au
4 même mur.

5 **Ce que nous ferons.** Faire de l'immigration une politique
6 économique pilotée, et le dire franchement : nous choisirons qui vient
7 et pour quoi faire. Étudiants et talents attirés (proposition 94), travail
8 choisi par le besoin et la langue (proposition 95), irrégularité
9 renvoyée (proposition 97) — le tout sur le socle d'assimilation
10 exigeante posé au chapitre XIII. L'immigration n'est ni un péché ni
11 une pénitence : c'est un levier, à manier avec méthode au service du
12 pays.

13 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les deux démagogues, celle du
14 « zéro immigré » qui appauvrit et celle du « tout le monde entre » qui
15 désordonne. Y gagnent : l'économie, qui retrouve des forces ; et les
16 Français, à qui l'on cesse de mentir dans les deux sens.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une nation sûre d'elle-même
18 choisit son immigration comme elle choisit ses investissements :
19 selon ce qu'elle veut devenir. C'est la fermeté de celui qui sait où il
20 va, non la peur de celui qui recule.

21 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — une doctrine de pilotage.
22 *Rapport* : l'immigration choisie comme levier face au décrochage —
23 le revenu polonais par habitant est passé de 46 % du nôtre (2004) à
24 ~83 % (2025), nous dépassant peut-être vers 2034. *Inaction* : se
25 fermer et accélérer le déclin faute de forces vives, ou s'ouvrir sans
26 choisir et nourrir le désordre. *Trajectoire* : neutre pour la dette,
27 positive (cotisants, croissance) via l'immigration choisie.
28 *Concrètement* : on choisit qui vient et pour quoi faire — étudiants,
29 talents, métiers en tension.

1 **Proposition 94 — Étudiants et talents : le passeport des cerveaux**

2 **Ce qui existe.** Les meilleurs étudiants du monde hésitent entre
3 Boston, Londres, Singapour et Paris ; nos démarches de visa, lentes
4 et tatillonnes, tranchent souvent à notre désavantage. Et nos propres
5 cerveaux -ingénieurs, chercheurs, médecins- partent là où le travail
6 paie davantage.

7 **Ce que l'on constate.** Un étudiant étranger formé en France
8 apprend notre langue, tisse des liens, et -s'il reste- paiera nos
9 retraites ; s'il repart, il devient un ambassadeur et un client. L'Inde et
10 la Chine forment des dizaines de millions de diplômés que l'Amérique
11 capte ; nous laissons filer une grande part de ceux que l'Europe
12 faisait avant rêver et qui aujourd'hui se rabattent sur l'Allemagne
13 souvent par défaut.

14 **Ce qui nous menace.** Une France qui forme à perte ou n'attire
15 plus : universités déclassées, laboratoires vidés, sièges sociaux ayant
16 déménagé -et les cotisants de demain avec eux.

17 **Ce que nous ferons.** Un passeport des cerveaux. Visas étudiants
18 facilités et accélérés, en priorité pour les filières d'avenir et les
19 grands viviers d'étudiants -Inde, Chine- avec un droit au séjour après
20 le diplôme pour qui décroche un emploi qualifié. Le Passeport Talent
21 et l'accueil des fondateurs et profils rares de la technologie seront
22 encore simplifiés : un guichet, des délais courts, une réponse en
23 semaines, pas en mois. Et nous retiendrons aussi les nôtres : le
24 plafonnement des prélèvements sur les hauts salaires (proposition 8)
25 n'est pas un cadeau aux riches, c'est la condition pour que nos
26 talents restent de ce côté de l'Atlantique. Le tout calqué sur le
27 passeport FrenchTech si le bilan s'avère positif.

28 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la lenteur administrative qui
29 faisait fuir les meilleurs, et les pays concurrents qui captaient ce que

1 nous formions. Y gagnent : nos universités et nos entreprises de
2 pointe, nos comptes sociaux, et la francophonie, qui gagne chaque
3 diplômé séduit.

4 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La guerre des talents est
5 mondiale, et nous la perdons par négligence, pas par destin. Attirer
6 un cerveau, c'est un impôt futur, un emploi créé, une influence
7 gagnée, un prestige qui se maintient. Le pays qui ouvre la bonne
8 porte au bon moment ne se vide pas : il se renforce.

9 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — l'accélération des visas et un
10 guichet, pas une dépense. *Rapport* : un étudiant ou un talent retenu,
11 c'est un impôt futur, un emploi, des cotisations pour nos retraites ; le
12 plafonnement des prélèvements (proposition 8) retient nos propres
13 cerveaux. *Inaction* : des universités déclassées et des cerveaux
14 captés par Boston, Londres ou Singapour. *Trajectoire* : positive
15 (cotisants, croissance, francophonie). *Concrètement* : visas étudiants
16 accélérés (Inde, Chine), Passeport Talent simplifié — une réponse en
17 semaines, pas en mois.

18 **Proposition 95 — L'immigration de travail choisie : par le besoin et la langue,**
19 **jamais par la foi**

20 **Ce qui existe.** Des secteurs entiers -soin, bâtiment, agriculture,
21 hôtellerie- manquent de bras pour des métiers que ni le robot ni
22 l'intelligence artificielle ne remplaceront de sitôt. Faute de voie
23 légale claire, ces emplois se pourvoient dans l'ombre, au noir, au gré
24 de régularisations subies.

25 **Ce que l'on constate.** Le pays a besoin de cette main-d'œuvre, mais
26 il veut -et c'est légitime- qu'elle s'intègre. La crainte d'une culture
27 trop éloignée est réelle ; mais la réponse n'est pas le tri par la
28 religion, que notre Constitution interdit et que le chapitre XIII récuse

1 expressément. La réponse est le tri par ce qui prédit vraiment
2 l'intégration : la langue, le besoin, l'engagement à respecter le jeu
3 commun.

4 **Ce qui nous menace.** Deux impasses : le tri ethnique ou religieux,
5 illégal et explosif, qui ruinerait notre concorde et finirait censuré ; ou
6 l'absence de tout choix, qui nourrit le travail clandestin et le
7 ressentiment.

8 **Ce que nous ferons.** Une immigration de travail choisie, par des
9 critères clairs et avouables. La langue d'abord : priorité à la
10 francophonie -un travailleur qui parle déjà français s'intègre plus
11 vite, et la francophonie, c'est l'Afrique francophone autant que le
12 Québec ou le Levant. Le besoin ensuite : des métiers en tension
13 identifiés, révisés chaque année, sans quota idéologique mais avec
14 une cible assumée. L'assimilation enfin : l'engagement à apprendre la
15 langue lorsqu'il le faut et à respecter les règles communes -le contrat
16 du chapitre XIII, opposable. Aucun critère ne nommera une religion
17 ni une couleur : nous choisissons sur des actes et des aptitudes,
18 jamais sur des appartenances. C'est plus juste, c'est légal, et c'est
19 plus efficace.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les filières du travail dissimulé,
21 et les démagogues qui réclament un tri par l'origine qu'aucun juge ne
22 validerait. Y gagnent : les secteurs en tension, enfin pourvus en
23 règle ; les travailleurs, sortis de l'ombre ; et la cohésion, préservée
24 d'une ligne de fracture mortelle.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Choisir par la langue et le
26 besoin, c'est obtenir la proximité culturelle que chacun désire sans
27 trahir l'universalisme qui nous tient. La France n'a jamais demandé
28 d'où l'on vient ; elle a demandé si l'on parle sa langue et si l'on joue
29 son jeu. C'est encore la meilleure réponse.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul. *Rapport* : les secteurs en tension (soin,
2 bâtiment, agriculture, hôtellerie) pourvus en règle, le travail au noir
3 tari, des cotisations en plus. *Inaction* : le travail dissimulé, ou un tri
4 ethnique illégal qui ruinerait la concorde et finirait censuré.
5 *Trajectoire* : neutre, positive via l'emploi régularisé. *Concrètement* :
6 un tri par la langue (francophonie), le besoin (métiers en tension
7 révisés chaque année) et l'assimilation — jamais par la religion ni la
8 couleur.

9 **Proposition 96 — La vérité sur l'immigration et la délinquance : ni déni, ni**
10 **Grand Remplacement**

11 **Ce qui existe.** Sur ce sujet, deux mensonges se partagent le marché.
12 L'un jure que l'immigration n'a aucun lien avec la délinquance,
13 contre l'évidence des chiffres. L'autre agite un « grand remplacement
14 » programmé, contre l'évidence de la démographie. Entre les deux,
15 les Français, lassés qu'on les prenne pour des imbéciles.

16 **Ce que l'on constate.** Disons les chiffres sans trembler : les
17 étrangers, 8 % de la population, sont surreprésentés dans une partie
18 de la délinquance enregistrée en 2024 — de l'ordre de 18 % des
19 homicides, 27 % des vols violents, 38 % des cambriolages. Et disons
20 aussitôt ce qu'ils signifient : cette surreprésentation tient pour
21 l'essentiel à la structure — des hommes jeunes et précaires,
22 surreprésentés dans la délinquance quelle que soit leur origine —, à
23 l'échec d'intégration, et à des biais documentés de la police et de la
24 justice. L'immense majorité des immigrés ne commet aucun délit.
25 Quant au « grand remplacement », les démographes le réfutent : la
26 moitié des descendants d'immigrés vivent en couple mixte, et 99 %
27 parlent français à leurs enfants. Il n'y a pas « eux » contre « nous » ;
28 il y a, à chaque génération, un « eux » qui devient « nous ».

1 **Ce qui nous menace.** Le déni nourrit l'extrême en lui laissant le
2 monopole de la franchise ; le complotisme nourrit la haine en lui
3 donnant une fausse science. Les deux rendent toute politique
4 impossible.

5 **Ce que nous ferons.** Dire la vérité, toute la vérité, et en tirer la
6 politique : puisque le moteur n'est pas l'origine de l'immigration,
7 mais la précarité d'une partie de cette immigration, et l'intégration
8 majoritairement ratée d'une partie de cette population, alors nous
9 frapperons là -fermeté sur les actes (chapitres XIV et XIII),
10 assimilation exigeante, fin des zones de non-droit (proposition 98).
11 Les statistiques de la délinquance seront publiées, complètes et
12 contextualisées, plutôt que fuitées et instrumentalisées. La
13 République n'a pas peur de ses chiffres ; elle a peur de ceux qui les
14 cachent ou les déforment. Il faudra tendre vers une décorrélation
15 « immigration / délinquance » dans l'imaginaire collectif !

16 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de déni et les
17 marchands de peur, qui vivent du même brouillard. Y gagnent : les
18 Français, traités en adultes ; et les immigrés respectueux des règles,
19 soulagés d'un soupçon collectif injuste.

20 **Pourquoi tout le monde y gagne.** On ne combat bien que ce qu'on
21 nomme exactement. En refusant à la fois l'aveuglement et le
22 fantasme, on rend le problème traitable -et l'on retire aux extrêmes
23 leur fonds de commerce : la moitié de vérité que l'autre camp leur
24 abandonne.

25 **Les chiffres.** *Coût* : nul — la transparence des chiffres. *Rapport* :
26 désarmer à la fois le déni et le complotisme, et agir sur le vrai moteur
27 (précarité, intégration ratée) plutôt que sur l'origine. *Inaction* : les
28 extrêmes qui prospèrent sur le brouillard — déni d'un côté, fantasme
29 de l'autre. *Trajectoire* : neutre pour la dette. *Concrètement* :

1 étrangers 8 % de la population mais surreprésentés (\approx 18 % des
2 homicides, 38 % des cambriolages en 2024) — une surreprésentation
3 de structure (hommes jeunes précaires) ; et la moitié des
4 descendants d’immigrés en couple mixte, 99 % parlant français à
5 leurs enfants : le « eux » devient « nous ».

6 **Proposition 97 — L’immigration irrégulière : retours effectifs, partenariats, et**
7 **la fermeté dans le droit**

8 **Ce qui existe.** Des dizaines de milliers d’obligations de quitter le
9 territoire sont prononcées chaque année ; une faible part est
10 exécutée, faute d’accords de réadmission et de laissez-passer
11 consulaires. Pendant ce temps, les routes migratoires tuent en mer,
12 et les filières de passeurs prospèrent.

13 **Ce que l’on constate.** L’externalisation pure -déporter les
14 demandeurs d’asile vers un pays tiers- séduit sur le papier et échoue
15 au tribunal : le plan britannique vers le Rwanda a été annulé par la
16 Cour suprême puis abandonné ; l’accord italo-albanais a été bloqué à
17 répétition par les juges et fragilisé par la justice européenne. Ce qui
18 marche, ce n’est pas le camp lointain : c’est l’accord de réadmission
19 qui fonctionne, et le levier qui le rend possible.

20 **Ce qui nous menace.** Continuer à prononcer des retours qu’on
21 n’exécute pas, c’est le pire des deux mondes : ni l’humanité de
22 l’accueil, ni la crédibilité de la fermeté ; juste l’impuissance,
23 carburant des extrêmes.

24 **Ce que nous ferons.** La fermeté dans le droit, à l’échelle où elle est
25 efficace : l’Europe. Des « hubs de retour » européens et des accords
26 de réadmission négociés pays par pays, adossés à un traitement
27 rapide et rigoureux des demandes sur notre sol — l’asile maintenu
28 pour ceux qui le méritent vraiment, refusé vite aux autres. Le levier

1 sera le donnant-donnant assumé : vigilance aux frontières et
2 réadmission de leurs ressortissants contre investissements, énergie,
3 infrastructures, technologie, santé et vaccination, éducation -en
4 particulier des femmes- avec les pays d'Afrique du Nord et
5 subsaharienne, y compris là où la concurrence russe et djihadiste
6 complique la donne. On sauve en mer, toujours ; mais on
7 raccompagne, vraiment. Et l'on attaque la racine : mieux vaut
8 financer une centrale décarbonée ou une école d'ingénieurs au pays
9 de départ que de subir ici les conséquences d'un sous-investissement
10 local ! Le co-développement n'est pas de la générosité, c'est de
11 l'intérêt bien compris. Garde-fou intangible : non-refoulement,
12 dignité des personnes, jamais de camp indigne en notre nom.

13 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les filières de passeurs, et les
14 États qui refusaient de reprendre leurs ressortissants sans
15 contrepartie. Y gagnent : les pays partenaires, qui reçoivent des
16 investissements utiles ; les migrants, épargnés des routes mortelles ;
17 et la crédibilité de la France, qui fait enfin ce qu'elle dit.

18 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une politique de retour qui
19 fonctionne est la condition d'une politique d'accueil qui dure : c'est
20 parce qu'on renvoie ceux qui n'ont pas le droit de rester qu'on peut
21 accueillir dignement ceux qui l'ont. La fermeté et l'humanité ne
22 s'opposent pas ; l'une garantit l'autre.

23 **Les chiffres.** *Coût* : la France dépense déjà ~1,8 milliard par an
24 contre l'immigration irrégulière et ~1,2 milliard d'aide médicale
25 d'État, pour des résultats que la Cour des comptes juge médiocres —
26 un éloignement coûte de 4 500 à 16 000 € ; nous réorientons ces
27 moyens vers l'efficacité, plus un volet de co-développement
28 largement redéployé de l'aide existante. *Rapport* : des retours
29 effectifs (hubs européens + accords de réadmission), des routes
30 mortelles tarées, la pression réduite à la source. *Inaction* : des

1 dizaines de milliers d'obligations de quitter le territoire prononcées
2 et presque jamais exécutées — ni l'humanité de l'accueil, ni la
3 crédibilité de la fermeté. *Trajectoire* : réorientation des ~3 milliards
4 déjà dépensés, plus une aide à effet de réduction à la source.
5 *Concrètement* : des hubs de retour européens et des réadmissions
6 dans le droit (non-refoulement), le donnant-donnant avec l'Afrique du
7 Nord et subsaharienne — l'externalisation pure (Rwanda, Albanie) a
8 échoué en justice.

9 **Proposition 98 — Bidonvilles et zones de non-droit : la dignité par le logement,**
10 **le droit par la fermeté**

11 **Ce qui existe.** Aux marges de nos grandes villes subsistent des
12 bidonvilles et des zones où l'État ne passe plus : insalubrité,
13 insécurité, trafics, traite d'êtres humains, points de transit pour les
14 clandestins. Personne n'y gagne : ni leurs habitants, ni les riverains,
15 ni la République.

16 **Ce que l'on constate.** Rien ne justifie la permanence de ces zones :
17 ni la santé, ni la sécurité, ni la dignité de ceux qui y vivent, souvent
18 exploités par ceux-là mêmes qui les y maintiennent. Les laisser
19 perdurer, ce n'est pas de la tolérance, c'est de l'abandon — et
20 l'abandon nourrit la traite et le trafic.

21 **Ce qui nous menace.** Des enclaves qui s'enkystent, deviennent des
22 plaques tournantes du crime, et accréditent l'idée que l'État a
23 renoncé à une part de son territoire.

24 **Ce que nous ferons.** Traiter le sujet pour ce qu'il est aussi : une
25 question de logistique humaine sur notre sol. Démanteler les
26 bidonvilles en proposant un relogement digne et dispersé -éviter le
27 regroupement qui recrée le ghetto, en travaillant avec les
28 associations partout sur le territoire, et en frappant sans relâche les

1 réseaux de traite et de trafic qui les exploitent. Les personnes en
2 situation régulière seront accompagnées vers le droit commun ; les
3 personnes en situation irrégulière seront raccompagnées, selon la
4 proposition 97. Aucune communauté n'est visée pour ce qu'elle est :
5 on agit sur des situations -l'insalubrité, l'exploitation, l'illégalité , la
6 sécurité- jamais sur des appartenances.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les réseaux qui prospéraient
8 sur la misère organisée, et le confort de fermer les yeux. Y gagnent :
9 les habitants de ces zones, rendus à une vie digne ; les riverains, à un
10 cadre apaisé ; et l'État, qui réoccupe ce qu'il avait laissé filer.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une ville sans bidonville n'est
12 pas une ville plus dure : c'est une ville plus humaine, où nul n'est
13 laissé dans la boue et nul n'est laissé dans la peur. La dignité et
14 l'ordre vont ensemble -les séparer, c'est les perdre tous les deux.

15 **Les chiffres.** *Coût* : le démantèlement et le relogement dispersé —
16 modéré, en partie par substitution. *Rapport* : la fin des plaques
17 tournantes du crime et de la traite, la dignité rendue, l'ordre rétabli.
18 *Inaction* : des enclaves qui s'enkystent et accréditent l'idée que l'État
19 a renoncé à une part de son territoire. *Trajectoire* : dépense
20 modérée, gain de sécurité. *Concrètement* : démantèlement,
21 relogement dispersé (anti-ghetto), frappe des réseaux de traite,
22 retour pour les irréguliers (proposition 97) — jamais de ciblage
23 communautaire.

1 **CHAPITRE XVI — L'OUTRE-MER : LES FRANCE D'AILLEURS**

2 La France n'est pas seulement hexagonale. Des Caraïbes à l'océan
3 Indien, de la Guyane au Pacifique, elle possède des territoires qui
4 font d'elle une puissance maritime sur tous les océans et qu'elle
5 traite trop souvent comme des problèmes lointains plutôt que comme
6 des trésors. Nous changerons le regard : rapprocher les
7 métropolitains de ces France d'ailleurs, casser la vie chère qui les
8 étrangle, et ramener l'État là où il a reculé -Mayotte, Guyane- par
9 l'exécution et non par la promesse. La Réunion, la Guadeloupe, la
10 Guyane, la Nouvelle Calédonie sont des paradis sur terre ; il est
11 temps de les traiter comme tels.

12 **Proposition 108 — Rapprocher les France d'ailleurs : le tourisme et la**
13 **continuité territoriale**

14 **Ce qui existe.** Aller aux Antilles est un luxe, la Polynésie un rêve de
15 millionnaire. La dotation de continuité territoriale plafonne autour de
16 soixante-dix millions d'euros, et le prix des billets, tiré par le
17 kérosène, met ces territoires hors de portée de la plupart des
18 métropolitains.

19 **Ce que l'on constate.** On ne défend bien que ce que l'on connaît
20 bien. Tant que la Réunion, la Guadeloupe ou la Nouvelle-Calédonie
21 resteront, pour les métropolitains, des points lointains sur une carte,
22 leurs crises — grèves, cyclones, émeutes — paraîtront étrangères, et
23 les revendications de ces Français-là ne nous parleront pas. Et le
24 premier responsable de cet éloignement est la classe politique elle-
25 même, qui n'y va trop souvent qu'en pompier ou en visiteur de
26 passage.

27 **Ce qui nous menace.** Une France qui s'ignore elle-même : un
28 Hexagone qui ne sent plus ses outre-mer, et des outre-mer qui se

1 sentent abandonnés — le terreau de tous les ressentiments et de
2 toutes les tentations séparatistes.

3 **Ce que nous ferons.** Faire du rapprochement une politique.
4 Renforcer nettement la continuité territoriale pour rendre les billets
5 abordables — par la dotation, par la concurrence aérienne, par des
6 dispositifs ciblés pour les jeunes, les familles et les étudiants.
7 Promouvoir le tourisme métropolitain vers les outre-mer comme une
8 grande cause : ces territoires sont parmi les plus beaux du monde, et
9 leur économie touristique en vit. Et faire connaître, à l'école et dans
10 les médias publics, la richesse de ces France d'ailleurs — leur
11 histoire, leur géographie, leurs atouts.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : l'indifférence hexagonale, et
13 les rentes du transport aérien captif. Y gagnent : les métropolitains,
14 qui découvrent leur propre pays ; les économies ultramarines,
15 portées par le tourisme ; et l'unité nationale, qui se nourrit de liens
16 réels.

17 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un pays qui visite ses outre-mer
18 est un pays qui les défend. Le billet abordable n'est pas une
19 dépense : c'est l'investissement le moins cher dans la cohésion d'une
20 nation à cheval sur tous les océans.

21 **Les chiffres.** *Coût* : le renforcement de la continuité territoriale
22 (dotée d'environ 73 millions aujourd'hui) — modéré. *Rapport* :
23 rapprocher les métropolitains de leurs outre-mer (on ne défend que
24 ce qu'on connaît), et un tourisme qui fait vivre ces économies.
25 *Inaction* : une France qui s'ignore, des outre-mer qui se sentent
26 abandonnés — le terreau du séparatisme. *Trajectoire* : dépense
27 modérée, recettes touristiques induites. *Concrètement* : aller aux
28 Antilles est un luxe, la Polynésie un rêve de millionnaire — des billets

1 rendus abordables par la dotation, la concurrence aérienne et des
2 dispositifs pour les jeunes et les familles.

3 **Proposition 109 — La vie chère : casser les rentes, baisser les prix**

4 **Ce qui existe.** Aux Antilles et à la Réunion, les prix sont en moyenne
5 quarante-deux pour cent plus élevés qu'en métropole. Des monopoles
6 d'importation, des chaînes logistiques captives et une fiscalité locale
7 particulière y entretiennent une « vie chère » qui mine le quotidien et
8 nourrit les explosions sociales.

9 **Ce que l'on constate.** La cherté n'est pas une fatalité
10 géographique : c'est aussi le produit de rentes — quelques acteurs
11 qui contrôlent l'importation et la distribution. L'octroi de mer,
12 souvent accusé, pèse en réalité peu sur les prix (de l'ordre de
13 quelques points) mais finance environ la moitié des recettes des
14 communes : on ne peut donc le supprimer d'un trait sans assécher les
15 collectivités.

16 **Ce qui nous menace.** Des prix qui restent insupportables, des
17 colères qui reviennent à chaque rentrée, et le sentiment, fondé, d'une
18 double peine ultramarine.

19 **Ce que nous ferons.** Attaquer la vie chère par ses vraies causes.
20 Ouvrir à la concurrence les chaînes d'importation et de distribution,
21 traquer les ententes, et exonérer durablement de taxe les produits de
22 première nécessité — en pérennisant et en élargissant
23 l'expérimentation engagée. Réformer l'octroi de mer avec précaution
24 plutôt que le supprimer à l'aveugle : compenser à l'euro près les
25 communes, pour ne pas réparer un problème en en créant un autre.
26 Et soutenir les productions locales, pour réduire la dépendance aux
27 importations qui font le prix.

1 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les monopoles d'importation et
2 les ententes qui prospéraient sur l'éloignement. Y gagnent : les
3 consommateurs ultramarins, d'abord les plus modestes ; et les
4 producteurs locaux, encouragés.

5 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Faire baisser les prix outre-mer,
6 ce n'est pas une faveur : c'est rendre la République égale à elle-
7 même sur tout son territoire. Là où le quotidien cesse d'étrangler, la
8 colère reflue et la confiance revient.

9 **Les chiffres.** *Coût* : l'exonération de taxe sur les produits de
10 première nécessité — une recette en moins, ciblée. *Rapport* : casser
11 les rentes d'importation et soutenir les productions locales. *Inaction* :
12 des prix +42 % par rapport à la métropole, une vie chère qui mine le
13 quotidien et nourrit les explosions sociales. *Trajectoire* : coût fiscal
14 ciblé, compensé par la concurrence et la production locale.
15 *Concrètement* : concurrence ouverte sur l'import et la distribution,
16 première nécessité détaxée, octroi de mer réformé avec prudence —
17 il finance ~50 % des recettes des communes, donc compensé à l'euro
18 près.

19 **Proposition 110 — Mayotte : de l'argent promis à l'exécution tenue**

20 **Ce qui existe.** Le cyclone Chido a dévasté Mayotte en décembre
21 2024. L'État a promis quatre milliards d'euros, voté une loi de
22 refondation, présenté un plan 2026-2031 et durci l'accès à la
23 nationalité. Mais un an après, à peine vingt-cinq millions ont été
24 dépensés — soit zéro virgule six pour cent de l'enveloppe annoncée.

25 **Ce que l'on constate.** À Mayotte se concentrent tous les défis :
26 immigration clandestine massive, services publics effondrés,
27 insécurité, urgences sanitaires. Et le mal français y atteint son
28 comble : après les annonces et les milliards promis, l'exécution ne

1 suit pas. Le problème n'est plus l'argent décidé ; c'est l'argent
2 dépensé.

3 **Ce qui nous menace.** Une promesse de plus non tenue, un
4 département français qui s'enfoncé, et la démonstration, faite à tous
5 nos outre-mer, que la parole de l'État ne vaut rien.

6 **Ce que nous ferons.** Faire de Mayotte un test d'exécution. Un
7 pilotage resserré, des objectifs datés et publiés, une reddition de
8 comptes trimestrielle sur les sommes réellement dépensées — pas
9 seulement annoncées. La reconstruction des infrastructures
10 essentielles — eau, écoles, hôpital — menée comme un chantier
11 d'urgence, au régime accéléré du chapitre X. Et, dans le même
12 temps, stopper l'hémorragie migratoire : surveillance maritime et
13 terrestre renforcée, état-major opérationnel dédié, application ferme
14 du droit dérogatoire déjà voté. On ne reconstruit pas un seau percé
15 sans en colmater le fond.

16 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les filières d'immigration
17 clandestine, et l'habitude des annonces sans suite. Y gagnent : les
18 Mahorais, Français trop longtemps abandonnés ; et la crédibilité de
19 l'État, qui prouve qu'il sait livrer.

20 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Mayotte tenue, c'est la preuve
21 que la République peut encore exécuter ce qu'elle promet. Ce n'est
22 pas un fardeau : c'est une démonstration — pour Mayotte d'abord,
23 pour tous nos outre-mer ensuite.

24 **Les chiffres.** *Coût* : les 4 milliards déjà promis après le cyclone
25 Chido — dont 0,6 % seulement dépensés un an après : le problème
26 est l'exécution, pas l'enveloppe. *Rapport* : un département français
27 redressé, et la preuve que l'État sait livrer. *Inaction* : une promesse
28 de plus non tenue, et la démonstration, faite à tous nos outre-mer,
29 que la parole de l'État ne vaut rien. *Trajectoire* : dépense déjà

1 budgétée, à exécuter. *Concrètement* : pilotage resserré, reddition
2 trimestrielle sur les sommes réellement dépensées, reconstruction au
3 régime d'urgence — et l'hémorragie migratoire stoppée (on ne
4 reconstruit pas un seau percé sans en colmater le fond).

5 **Proposition 111 — Guyane : éradiquer l'orpaillage illégal et les cartels**

6 **Ce qui existe.** La Guyane, plus grand département français,
7 frontière amazonienne, est rongée par l'orpaillage illégal qui
8 empoisonne ses fleuves au mercure, et par des trafics (drogue, êtres
9 humains) qui prospèrent sur l'immensité et la porosité des frontières.

10 **Ce que l'on constate.** L'État y dispose de moyens réels mais
11 dispersés, face à des réseaux mobiles et déterminés. Le problème
12 n'est pas tant l'absence de force que son emploi : il manque un
13 inventaire précis des besoins militaires et policiers, et une stratégie
14 qui frappe les filières à la racine, leur logistique et leur argent.

15 **Ce qui nous menace.** Un territoire grand comme le Portugal qui
16 échappe par pans entiers à la loi, une catastrophe écologique
17 silencieuse, et une base arrière pour le narcotrafic atlantique
18 (chapitre XIV).

19 **Ce que nous ferons.** Dresser l'inventaire réel des besoins -hommes,
20 hélicoptères, moyens fluviaux, renseignement- et concentrer la force
21 pour éradiquer l'orpaillage illégal et démanteler les cartels. Tenir les
22 fleuves et les pistes, frapper les filières par l'enquête financière et la
23 saisie (méthode du chapitre XIV), coopérer avec le Brésil et le
24 Suriname voisins. C'est dur, mais c'est possible : il faut d'abord faire
25 mieux avec ce que nous avons, avant de demander davantage.

26 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les orpailleurs illégaux et les
27 réseaux qui empoisonnaient le fleuve et la population. Y gagnent : les

1 Guyanais, leur santé, leur environnement ; et l'État, qui réoccupe son
2 territoire.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Reprendre la Guyane à
4 l'illégalité, c'est sauver un joyau écologique, protéger une population
5 française, et fermer une porte au narcotrafic. La forêt, la santé et la
6 loi y gagnent ensemble.

7 **Les chiffres.** *Coût* : un inventaire et une concentration des moyens
8 militaires et policiers — d'abord mieux employer l'existant. *Rapport* :
9 éradiquer l'orpaillage illégal (qui empoisonne les fleuves au mercure)
10 et démanteler les cartels, reprendre le territoire. *Inaction* : un
11 territoire grand comme le Portugal qui échappe par pans entiers à la
12 loi, base arrière du narcotrafic atlantique. *Trajectoire* : redéploiement
13 d'abord, puis moyens ciblés. *Concrètement* : tenir les fleuves et les
14 pistes, frapper les filières par l'enquête financière et la saisie,
15 coopérer avec le Brésil et le Suriname.

16 **Proposition 112 — Nouvelle-Calédonie : la présence, le nickel, le dialogue**

17 **Ce qui existe.** La Nouvelle-Calédonie sort meurtrie de l'insurrection
18 de mai 2024. L'accord de Bougival, puis l'accord Élysée-Oudinot de
19 janvier 2026, dessinent un « État de Nouvelle-Calédonie » à
20 souveraineté limitée mais les principales forces indépendantistes
21 refusent de le signer. Et le nickel, poumon économique du territoire,
22 est en crise : une usine fermée, une autre en quête de repreneur, la
23 Société Le Nickel sous perfusion de l'État et d'Eramet.

24 **Ce que l'on constate.** Dans le Pacifique, rien n'est neutre : un
25 territoire français affaibli est une porte ouverte aux appétits des
26 puissances de la zone. Parler d'indépendance dans ce contexte n'est
27 ni sain ni responsable mais ignorer l'aspiration kanak ne l'est pas
28 davantage. La sortie ne sera ni la sécession, ni le statu quo.

1 **Ce qui nous menace.** Un territoire qui décroche économiquement,
2 se fracture politiquement, et bascule sous influence étrangère — la
3 France perdant d'un coup une économie, une population et une
4 position stratégique majeure dans l'Indo-Pacifique au profit de la
5 Chine, dont l'appétit ne se dément pas dans la région, au regard des
6 incursions de juin 2026 dans les eaux territoriales de Nouvelle
7 Zélande !!

8 **Ce que nous ferons.** Trois fers au feu. La présence : faire de la
9 Nouvelle-Calédonie un point d'appui assumé de notre stratégie indo-
10 pacifique — aux côtés de nos partenaires australien, néo-zélandais,
11 indonésien et singapourien —, face à une Chine qui a les moyens
12 financiers d'une séduction mortifère et qu'il est hors de question de
13 laisser s'emparer du territoire. Cela peut justifier, dans une
14 prochaine loi de programmation militaire (chapitre XVIII), le
15 renforcement de nos moyens navals dans la zone — jusqu'à l'étude
16 d'un port en eau profonde capable d'appuyer notre marine ; quant à y
17 projeter une composante de la dissuasion, c'est un choix doctrinal
18 lourd, à peser pour ce qu'il serait — un signal stratégique majeur —
19 et non à décréter à la légère. Le nickel : sauver et moderniser la
20 filière (Eramet, Société Le Nickel), car sans économie il n'y a pas de
21 paix sociale, et faire du nickel calédonien un atout de la souveraineté
22 minière européenne (chapitre XVII). Le dialogue : reprendre le fil
23 patiemment, sans imposer ni céder, pour bâtir un statut durable qui
24 reconnaisse l'identité kanak dans l'ensemble français. Refaire de ces
25 territoires des territoires riches — ce que les Jeux de 2024 ont donné
26 à voir, poursuivons-le.

27 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les puissances qui guettent
28 notre recul, et les jusqu'au-boutistes des deux camps. Y gagnent : les
29 Calédoniens de toutes communautés, si l'économie repart et le
30 dialogue tient ; et la France, qui garde sa place dans le Pacifique.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La Nouvelle-Calédonie n'est pas
2 un fardeau colonial : c'est une chance stratégique et humaine, à
3 condition de la traiter avec sérieux avec de l'argent qui sauve le
4 nickel, une présence qui rassure, un dialogue qui respecte l'Histoire
5 des lieux. La fermeté sans mépris, encore une fois.

6 **Les chiffres.** *Coût* : le sauvetage de la filière nickel (Eramet, Société
7 Le Nickel) et, via une prochaine loi de programmation, le
8 renforcement naval (jusqu'à un port en eau profonde) — un
9 investissement stratégique, le volet militaire hors trajectoire
10 ordinaire. *Rapport* : garder une économie, une population et une
11 position majeure dans l'Indo-Pacifique ; ne pas livrer le territoire à la
12 Chine. *Inaction* : un territoire qui décroche et bascule sous influence
13 étrangère — la Chine, dont les incursions de juin 2026 dans les eaux
14 néo-zélandaises rappellent l'appétit. *Trajectoire* : dépense
15 stratégique (nickel + loi de programmation). *Concrètement* :
16 présence confortée, nickel sauvé et modernisé (atout de souveraineté
17 minière européenne, chapitre XVII), dialogue qui reconnaît l'identité
18 kanak dans l'ensemble français.

1 **QUATRIÈME PARTIE — DÉFENDRE**
2 **ET RAYONNER**

3 *La France dans le monde : l'Europe, la défense, la Russie, la*
4 *diplomatie.*

5 Une nation sûre d'elle-même au-dedans peut enfin peser au-dehors.
6 Rien de ce qui précède ne tiendra si la France subit le monde au lieu
7 de le façonner — l'Europe désunie, la guerre revenue, les empires qui
8 testent nos frontières. Cette quatrième partie porte la France hors de
9 ses murs : non pour dominer, mais pour cesser de dépendre.

1 CHAPITRE XVII — L'EUROPE PUISSANCE

2 L'Europe a réussi le marché ; elle n'a jamais osé la puissance. Notre
3 projet tient en une image : poser sur le marché unique à 27 ou plus,
4 qui ne change pas, une surcouches de défense et de diplomatie entre
5 les États qui veulent agir. Et le dire avec une honnêteté que le débat
6 des nations européennes n'a jamais connue : nous ne promettons
7 rien que les traités interdisent mais nous construirons ce qu'ils
8 permettent.

9 **Proposition 49 — Le traité du « noyau » : ceux qui veulent défendre l'Europe**
10 **avanceront ensemble**

11 **Ce qui existe.** En diplomatie et en défense, l'Union décide à
12 l'unanimité. Le traité verrouille même la sortie : étendre le vote à la
13 majorité en matière militaire exige une révision ratifiée par les vingt-
14 sept parlements ; l'étendre en diplomatie exige... une décision
15 unanime. Supprimer l'unanimité exige l'unanimité -voilà le paradoxe
16 que tous les programmes taisent.

17 **Ce que l'on constate.** Des trains de sanctions retardés ou édulcorés
18 par un seul veto. Des déclarations bloquées. À trente États et plus,
19 demain, l'unanimité rendra l'Union mathématiquement
20 ingouvernable.

21 **Ce qui nous menace.** Avec une Amérique qui se retire, une Europe
22 incapable de décider n'est pas une puissance : c'est un agrégat de
23 budgets et un otage collectif.

24 **Ce que nous ferons.** Un traité entre douze à quinze États -de prime
25 abord, comptant ceux-ci : France, Allemagne, Benelux, Italie,
26 Pologne, Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Pays Scandinaves, Pays
27 Baltes- signé hors du cadre de l'Union, comme Schengen le fut en

1 1985 avant d'être intégré aux traités en 1997. La voie est
2 juridiquement sûre : la Cour de justice l'a validée, et le traité
3 budgétaire de 2012 a été signé par vingt-cinq États en trois mois. Ce
4 noyau décidera à la majorité qualifiée, élira son président,
5 mutualisera renseignement et programmes avec un secrétariat de
6 moins de cent personnes, pas une commission de plus. Le texte du
7 traité sera publié pendant la campagne : la différence entre un
8 discours et une politique, le trait d'union entre une UE incompétente
9 sur ces sujets et l'OTAN qui se délite et qui perd de son sens à
10 mesure que la relation transatlantique s'étirole !

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les bloqueurs professionnels,
12 qui ne bloqueront plus que leur propre absence ; et le confort des
13 sommets sans suite. Y gagnent : les États qui veulent agir, et
14 l'industrie de défense européenne.

15 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Le marché unique reste intact, la
16 porte du noyau reste ouverte à quiconque en accepte les règles. Nous
17 ne demanderons plus à vingt-sept la permission d'être puissants
18 diplomatiquement et militairement.

19 **Les chiffres.** *Coût* : un secrétariat de moins de cent agents, soit
20 quelques dizaines de millions d'euros par an — à comparer aux ~9
21 milliards de fonctionnement annuel des institutions de l'Union.
22 *Rapport* : le passage de l'unanimité à la majorité qualifiée sur la
23 défense et la diplomatie du noyau. *Inaction* : à 27, un seul veto
24 retarde un train de sanctions de plusieurs mois ; à 30 États et plus, le
25 seuil d'une voix bloquante tombe sous 3,5 %. *Trajectoire* :
26 négligeable pour la dette. *Concrètement* : deux précédents —
27 Schengen signé à cinq en 1985 puis intégré aux traités en 1997 ; le
28 traité budgétaire de 2012 ratifié par 25 États en moins de trois mois.

1 **Proposition 50 — L’anti-blocage symétrique : la règle vaut aussi pour la France**

2 **Ce qui existe.** Pour suspendre les droits de vote d’un État qui bafoue
3 l’état de droit, l’Union exige l’unanimité moins l’État visé et il suffit
4 d’un allié pour tout bloquer. Le mécanisme n’a jamais abouti.

5 **Ce que l’on constate.** Un seul État dérivant peut prendre vingt-six
6 capitales en otage. Et chaque État jure que cela n’arrivera qu’aux
7 autres.

8 **Ce qui nous menace.** Un noyau sans garde-fou contre ses propres
9 dérives reproduirait le vice qu’il prétend corriger. Et nul pays n’est
10 immunisé (pas même le nôtre) contre un changement radical de bord
11 politique ou d’une arrivée populiste : une majorité autoritaire en
12 France est une hypothèse, pas une impossibilité.

13 **Ce que nous ferons.** Le traité du noyau contiendra une clause
14 symétrique : tout État membre dont les institutions dérivent -juges
15 soumis, presse muselée, élections faussées, culture muselée, ...- selon
16 des critères objectifs constatés à la majorité qualifiée des autres,
17 perd sa voix bloquante, sans perdre sa place. Y compris la France.
18 Nous signerons une règle qui pourrait un jour s’appliquer contre
19 nous : c’est précisément ce qui la rend crédible.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les apprentis autocrates de
21 demain, d’où qu’ils viennent -y compris de chez nous. Y gagnent : les
22 petits États, protégés du directoire des grands par la même clause
23 qui protège les grands des dérives des petits ; et les citoyens de
24 chaque État membre, dont les libertés deviennent l’affaire de tous.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une règle qu’on accepte pour
26 soi-même est la seule qu’on puisse imposer aux autres. C’est la
27 différence entre une alliance de circonstance et un ordre de droit ; et
28 les ordres de droit durent.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une clause de traité. *Rapport* : une voix
2 bloquante retirée à tout État dérivant, sans l'exclure. *Inaction* : la
3 procédure de l'article 7 du traité, ouverte depuis 2017-2018 contre
4 deux États, n'a jamais abouti faute d'unanimité — zéro sanction en
5 près de dix ans. *Trajectoire* : neutre. *Concrètement* : dérive constatée
6 sur critères objectifs à la majorité qualifiée des autres ; la clause vaut
7 aussi contre la France — c'est ce qui la rend opposable.

8 **Proposition 51 — Le retour du Royaume-Uni : la maison commune d'abord, le**
9 **déménagement ensuite**

10 **Ce qui existe.** Un partenariat de sécurité et de défense entre
11 Londres et l'Union, signé en mai 2025, même si c'est un cadre léger.
12 Les négociations sur la participation britannique au grand
13 programme d'armement européen ont échoué fin 2025, sur les
14 questions d'argent. Aucun grand parti britannique ne porte la
15 réadhésion pour l'instant, mais le peuple gronde de plus en plus
16 souvent et de plus en plus fort.

17 **Ce que l'on constate.** Deuxième budget militaire d'Europe,
18 puissance nucléaire, premier renseignement du continent : une
19 défense européenne sans le Royaume-Uni n'est pas crédible. Et le
20 retrait américain a fait plus pour l'européanisation des Britanniques
21 que vingt discours français et allemands.

22 **Ce qui nous menace.** Attendre une réadhésion que personne ne
23 décrète, c'est perdre dix ans. Punir le Brexit encore, c'est punir
24 l'Europe avec.

25 **Ce que nous ferons.** Arrimer le Royaume-Uni au noyau dès sa
26 fondation : le trio Paris-Berlin-Londres comme antichambre, un traité
27 de défense bilatéral élargi, une place pleine dans les décisions du
28 noyau -sans attendre Bruxelles. Et tenir la porte de l'Union grande

1 ouverte pour une réadhésion pleine et définitive, sans statut spécial :
2 la procédure ordinaire, quand Londres la demandera. C'est un cap,
3 pas une promesse de mandat -et nous le disons.

4 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les nostalgiques de la punition,
5 et ceux qui s'étaient habitués à une Europe sans les Anglais. Y
6 gagnent : la défense européenne, qui récupère sa pièce manquante ;
7 et Londres, qui retrouve une influence à sa mesure.

8 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'histoire offre rarement une
9 seconde chance aux divorces géopolitiques. Celle-ci est ouverte ; un
10 pays sérieux la saisit.

11 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — un traité de défense, pas une
12 dépense nouvelle. *Rapport* : un partenaire qui pèse de l'ordre de 65
13 milliards d'euros de budget militaire (deuxième d'Europe), une
14 dissuasion nucléaire et le premier service de renseignement du
15 continent. *Inaction* : les négociations Londres-programme
16 d'armement européen ont échoué fin 2025 sur l'argent ; chaque
17 année perdue est une capacité commune en moins. *Trajectoire* :
18 neutre pour la dette. *Concrètement* : le partenariat de sécurité UE-
19 Londres signé en mai 2025 existe déjà — il s'agit de l'élargir au
20 noyau, pas de le créer.

21 **Proposition 52 — Acheter européen : la commande publique comme arme**
22 **industrielle**

23 **Ce qui existe.** Environ 40 % seulement des achats de défense
24 européens sont passés entre Européens ; le reste part, pour
25 l'essentiel, outre-Atlantique. Les États-Unis, eux, réservent leurs
26 marchés publics à leur industrie sans le moindre état d'âme.

27 **Ce que l'on constate.** La fragmentation des achats coûte environ 30
28 % de surcoût capacitaire à l'Europe. Chaque euro public parti ailleurs

1 finance les usines, les emplois et la recherche des autres. Et l'on n'y
2 gagne pas vraiment en cohérence, si l'on excepte le prohibitif coût du
3 parapluie nucléaire US qui force à l'achat de F35 !

4 **Ce qui nous menace.** Un réarmement européen payé aux
5 industriels américains : la vassalité reconduite pour trente ans, avec
6 notre propre argent, l'épuisement de notre excellence en matière
7 d'industrie de l'armement !

8 **Ce que nous ferons.** Une législation « Achetons européen »
9 appliquée : préférence européenne assumée dans la commande
10 publique, civile et militaire. Cible : 60 % puis 85 % d'achats de
11 défense entre Européens, en restreignant ce que signifie
12 « Européen » au territoire de l'UE (cf la catastrophique définition du
13 « made in EU » adopté par l'industrie automobile en 2026 !!). La
14 commande publique réelle deviendra un outil industriel -commander
15 pour faire naître des champions, comme les grandes agences
16 américaines le font depuis cinquante ans. La même règle vaudra pour
17 le numérique de l'État : l'intelligence artificielle de nos
18 administrations sera française et européenne... le cloud devra y
19 migrer aussi, à terme !

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les fournisseurs extra-
21 européens, et les acheteurs publics habitués au catalogue américain.
22 Y gagnent : l'industrie française -premier exportateur d'armes du
23 continent, première bénéficiaire des séries longues- les emplois
24 qualifiés, chaque État du noyau, chaque état de l'UE.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Les séries longues font baisser
26 les prix : le contribuable paie moins cher des armes mieux faites. Et
27 nos alliés eux-mêmes y gagnent un partenaire au lieu d'un client -on
28 respecte ceux qui se respectent.

1 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une réorientation de la commande
2 publique. *Rapport* : aujourd’hui ~60 % des achats de défense
3 européens partent hors d’Europe, et la fragmentation coûte ~30 %
4 de surcoût capacitaire. *Inaction* : un réarmement payé aux industriels
5 américains — usines, emplois et R&D financés ailleurs, avec l’argent
6 du contribuable européen. *Trajectoire* : neutre pour la dette, fort gain
7 industriel et fiscal par les séries longues. *Concrètement* : cible de 60
8 puis 85 % d’achats intra-européens, « Européen » restreint au
9 territoire de l’UE ; même règle pour l’IA et le cloud de l’État.

10 **Proposition 53 — La Chine : la réciprocité, ni naïveté ni rupture**

11 **Ce qui existe.** Depuis quarante ans, la Chine impose aux entreprises
12 étrangères des coentreprises et des transferts de technologie ; nous
13 accueillons ses investissements sans condition. Nos dépendances
14 sont connues : médicaments, terres rares, composants. Et
15 aujourd’hui la Chine est un géant de l’innovation.

16 **Ce que l’on constate.** La Chine est les deux à la fois : rival
17 systémique et partenaire commercial majeur. Toute politique qui
18 n’assume qu’une moitié de cette phrase échoue.

19 **Ce qui nous menace.** Devenir le déversoir de la surproduction
20 chinoise ; perdre l’automobile comme nous avons perdu les panneaux
21 solaires par naïveté, pas par fatalité.

22 **Ce que nous ferons.** La réciprocité stricte : nos marchés s’ouvrent
23 comme les leurs s’ouvrent. Tout investissement chinois stratégique
24 ou d’innovation en Europe passera par une coentreprise détenue à 51
25 % par des Européens -des transferts de technologie, dès lors à notre
26 avantage. Des droits de douane européens ciblés, et aucun rachat
27 d’actif stratégique. La souveraineté sera obligatoire sur les
28 médicaments ; les terres rares seront extraites en Europe, avec une

1 exigence écologique qui fera référence. Enfin, la diplomatie de la
2 puce : l'Europe détient, avec le néerlandais ASML, l'unique
3 fournisseur mondial des machines de gravure les plus avancées. Qui
4 veut nos machines installe des usines chez nous — la méthode
5 chinoise, retournée. (sachant que les embargos US obligent déjà
6 ASML à ne livrer que des machines vieilles de 10 ans à la Chine...)

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les exportateurs qui
8 sacrifieraient l'intérêt européen à leurs contrats trimestriels ; tant pis,
9 à court terme, pour quelques berlines et quelques spiritueux. Y
10 gagnent : l'industrie, la souveraineté sanitaire, et nos partenaires
11 d'Asie qui cherchent une alternative.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Même Pékin y gagne un
13 partenaire prévisible : on négocie mieux avec un égal qu'avec un
14 vassal. Le commerce continue partout et les grands marchés restent
15 debout.

16 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une politique commerciale, pas une
17 dépense. *Rapport* : la réciprocité stricte sur l'accès au marché, les
18 médicaments, les terres rares et les puces. *Inaction* : le précédent
19 des panneaux solaires — un leadership industriel européen perdu en
20 moins d'une décennie face à la surproduction subventionnée ;
21 l'automobile est la suivante sur la liste. *Trajectoire* : neutre pour la
22 dette, gain de souveraineté. *Concrètement* : coentreprise détenue à
23 51 % par des Européens pour tout investissement chinois stratégique
24 ; levier ASML — monopole mondial de la gravure avancée — qui veut
25 les machines installe les usines ici.

1 **Proposition 82 — L'argent de l'Europe : la vérité des comptes, le retour par les**
2 **projets**

3 **Ce qui existe.** La France verse à l'Union plus qu'elle n'en reçoit :
4 environ huit milliards d'euros par an de solde net en moyenne sur la
5 dernière décennie -deuxième contributeur net depuis le Brexit,
6 environ 0,3 % du revenu national. Et la facture monte : le
7 prélèvement européen approchera trente milliards par an d'ici la fin
8 de la décennie, remboursement du plan de relance commun compris.
9 Ces chiffres existent dans une annexe budgétaire que personne ne lit.

10 **Ce que l'on constate.** Deux discours également faux se partagent le
11 débat : « l'Europe nous coûte une fortune », qui oublie que la France
12 est aussi le premier bénéficiaire en volume des dépenses
13 européennes, agriculture en tête, et que le marché unique rapporte à
14 notre économie dix à trente fois le solde comptable selon toutes les
15 études sérieuses ; et « le sujet est tabou », qui interdit de poser une
16 question pourtant légitime : un pays endetté à 117 % de son PIB
17 peut-il continuer à signer des chèques sans conditions ?

18 **Ce qui nous menace.** Le piège du « juste retour » à l'anglaise, qui a
19 empoisonné l'Europe pendant quarante ans et l'a menée au Brexit ;
20 ou, à l'inverse, la résignation du payeur silencieux pendant que des
21 bénéficiaires nets bloquent la diplomatie commune.

22 **Ce que nous ferons.** Trois exigences. La transparence : le solde net
23 publié chaque année, lisiblement, avec ses deux faces (ce que nous
24 versons, ce que le marché unique nous rapporte) ; les Français sont
25 adultes. Le retour par les projets : notre contribution cessera d'être
26 un chèque pour devenir un investissement, fléchée par la négociation
27 vers ce qui construit la puissance commune dont la France bénéficie
28 au premier rang : défense, technologie, la place boursière de la
29 proposition 81, les clauses miroirs du chapitre XII. Et la

1 conditionnalité symétrique de la proposition 50 : la solidarité
2 budgétaire européenne vaut pour les pays qui respectent les règles
3 communes ; on ne finance pas ceux qui bloquent. Enfin, pour le
4 remboursement de la dette commune : de vraies ressources propres
5 européennes -taxe carbone aux frontières, profits des géants
6 numériques, douanes réelles sur les petits colis chinois, etc...- plutôt
7 qu'une hausse des contributions nationales que notre dette ne
8 permet pas.

9 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort du chèque
10 silencieux, et les bénéficiaires nets qui voudraient l'argent sans les
11 règles. Y gagnent : les contribuables français, qui sauront enfin ce
12 qu'ils paient et pourquoi ; et l'Europe elle-même — un payeur qui
13 s'assume est un partenaire plus solide qu'un payeur qui rumine.

14 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La vérité des comptes est le
15 contraire de l'euroscpticisme : c'est elle qui désarme les
16 démagogues. Quand chaque euro versé sera visible et chaque euro
17 investi traçable, la contribution française cessera d'être un grief pour
18 redevenir ce qu'elle est : la cotisation d'un pays fondateur à sa
19 propre puissance.

20 **Les chiffres.** *Coût* : ~8 milliards d'euros de solde net par an
21 (deuxième contributeur depuis le Brexit, ~0,3 % du revenu national),
22 et un prélèvement qui approchera 30 milliards par an d'ici 2030,
23 remboursement du plan de relance compris. *Rapport* : premier
24 bénéficiaire en volume (PAC en tête), et un marché unique qui
25 rapporte 10 à 30 fois le solde net selon les études. *Inaction* : le « juste
26 retour » à l'anglaise — quarante ans de grief, jusqu'au Brexit.
27 *Trajectoire* : pas un coût nouveau — la même contribution, fléchée et
28 conditionnée. *Concrètement* : solde net publié chaque année, et de
29 vraies ressources propres (carbone aux frontières, géants

1 numériques, douanes sur les petits colis) pour rembourser la dette
2 commune sans hausse des contributions nationales.

3 **Proposition 86 — Le 28e régime : une entreprise, un droit, tout le marché**

4 **Ce qui existe.** Le marché unique est réputé « unique », mais une
5 entreprise qui veut le conquérir doit composer avec vingt-sept droits
6 des sociétés, vingt-sept droits des faillites, vingt-sept fiscalités de
7 l'épargne et de l'investissement. Pour vendre dans toute l'Europe,
8 elle crée des filiales pays par pays, là où une entreprise américaine
9 déploie une seule société sur un état fédéral continental.

10 **Ce que l'on constate.** C'est l'épargne européenne qui en paie le
11 prix : faute de cadre commun, environ 300 milliards d'euros partent
12 chaque année financer l'économie américaine plutôt que les
13 entreprises du continent (rapport Letta), tandis que le stock
14 considérable de l'épargne des ménages -de l'ordre de 35 000
15 milliards- dort en produits garantis au lieu d'irriguer nos entreprises.
16 Les rapports Letta et Draghi de 2024 ont posé le diagnostic et le
17 remède sous un nom : l'union de l'épargne et de l'investissement et
18 sa pièce maîtresse, un « 28e régime », un droit européen optionnel
19 dans lequel une entreprise peut choisir de naître et d'opérer partout
20 comme une entité unique... on en est aux prémices !

21 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui invente et que d'autres
22 capitalisent -nos meilleurs fondateurs européens faisant grandir leurs
23 entreprises innovantes sous droit américain (les fameuses Delaware
24 Corps.) parce que notre droit change à chaque frontière intérieure.

25 **Ce que nous ferons.** Porter le 28e régime et le faire aboutir : un
26 statut européen unique -droit des sociétés, droit des faillites, volets
27 clés du droit du travail et de la fiscalité- qu'une entreprise adopte une
28 fois pour opérer dans toute l'Union, sans filiale par pays. C'est le

1 versant « offre » dont la place boursière de la proposition 81 est le
2 versant « marché » : une forme juridique unique, une épargne
3 profonde, une place pour se coter, voilà les trois étages qui manquent
4 à l'Europe. Et nous le ferons par la voie que les traités permettent :
5 un règlement européen optionnel, fondé sur la compétence du
6 marché intérieur -l'article 114-, qui n'oblige personne et ne demande
7 aucune révision, à la différence d'une fusion forcée des vingt-sept
8 droits des faillites, qui resterait un vœu. L'option, pas la contrainte ;
9 ce qui se construit, pas ce qui se promet.

10 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la rente des vingt-sept
11 guichets, et l'habitude de tenir le marché unique pour achevé alors
12 qu'il est inachevé. Y gagnent : les entreprises qui veulent grandir à
13 l'échelle du continent ; l'épargne européenne, qui trouve enfin où
14 s'investir chez elle ; et la France, dont les fondateurs cessent
15 d'émigrer juridiquement.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Suivre Draghi, ici, ce n'est pas
17 un slogan fédéraliste : c'est rendre tangible une promesse déjà faite,
18 celle d'un marché vraiment unique. Une entreprise, un droit, tout le
19 marché : l'Europe l'a promis en 1957 ; il est temps de le livrer.

20 **Les chiffres.** *Coût* : nul pour les finances publiques — un règlement
21 optionnel fondé sur l'article 114, pas une dépense. *Rapport* : retenir
22 les ~300 milliards d'euros d'épargne européenne qui fuient chaque
23 année vers les États-Unis (rapport Letta), et réveiller le stock
24 dormant des ménages, de l'ordre de 35 000 milliards. *Inaction* : nos
25 meilleurs fondateurs s'immatriculent en « Delaware Corp. » faute de
26 droit commun — l'Europe invente, d'autres capitalisent. *Trajectoire* :
27 neutre budgétairement, fort effet sur le financement des entreprises.
28 *Concrètement* : un statut unique (sociétés, faillites, volets clés)
29 adopté une fois pour tout le marché — sans révision des traités.

1 **Proposition 140 — La règle d’or productive : sortir l’investissement d’avenir du**
2 **déficit, sous une définition stricte et commune**

3 **Ce qui existe.** Depuis la réforme de 2024, le Pacte de stabilité ne
4 regarde plus la dette brute mais la trajectoire de dépenses nettes
5 propre à chaque État, et il valorise désormais l’investissement et
6 l’effort de défense. Mieux : l’Union a créé en 2025 une clause
7 dérogatoire nationale qui autorise chaque pays à consacrer jusqu’à
8 un point et demi de PIB par an de dépenses de défense
9 supplémentaires, pendant quatre ans, sans que cela compte dans le
10 déficit excessif. Le principe d’exclure une dépense stratégique du
11 calcul du déficit existe donc déjà — pour les canons.

12 **Ce que l’on constate.** L’Europe a déjà cessé de compter toutes les
13 dépenses de la même façon : elle distingue la bonne dette, celle qui
14 prépare l’avenir, de la mauvaise, celle qui finance le présent à crédit.
15 Mais le mot « investissement » est une étiquette élastique, et les
16 États rigoureux ont raison de s’en méfier : mal définie, une règle d’or
17 devient une passoire qui ruine la crédibilité de la règle — et de
18 l’euro.

19 **Ce qui nous menace.** Deux dangers symétriques. Sans souplesse, la
20 règle force à couper l’investissement — l’avenir — pour protéger le
21 fonctionnement — le présent. Avec une souplesse floue, chacun
22 repeint ses dépenses courantes en « investissement » et le sérieux
23 budgétaire s’effondre. Il faut trancher entre les deux, pas choisir un
24 camp.

25 **Ce que nous ferons.** Porter une règle d’or productive, et la rendre
26 acceptable par sa rigueur même. Sortir du calcul du déficit une liste
27 fermée, stricte et identique pour les Vingt-Sept d’investissements
28 réellement productifs : l’énergie décarbonée dont le nucléaire, les
29 infrastructures transfrontalières, la défense déjà admise, les

1 technologies de rupture et la puissance de calcul. Aux partenaires qui
2 craignent l'abus, nous offrons les garanties qu'ils réclameraient eux-
3 mêmes : une définition volontairement étroite et universelle, la même
4 pour tous, sans exception nationale ; une certification par une
5 autorité budgétaire européenne indépendante, qui dit ce qui entre et
6 ce qui n'entre pas ; une clause d'extinction, car une dérogation
7 permanente n'est plus une dérogation ; et une condition absolue — la
8 dérogation ne vaut que si la trajectoire de dépenses de
9 fonctionnement reste tenue et la dette globale sur une pente
10 descendante. La France s'imposera cette discipline avant de la
11 demander aux autres, comme pour l'anti-blocage symétrique de la
12 proposition 50. Nous le porterons par le noyau (proposition 49) et
13 l'adosserons à l'argent de l'Europe (proposition 82).

14 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les maquilleurs de comptes,
15 qui ne pourront pas repeindre du fonctionnement en investissement ;
16 et le court-termisme qui sacrifie les centrales et les trains pour tenir
17 un ratio à la décimale. Y gagnent : les États qui investissent, le
18 climat, la défense commune, et la crédibilité de l'euro, qu'une règle
19 intelligente sert mieux qu'une règle aveugle.

20 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Sortir un réacteur nucléaire du
21 calcul du déficit tout en gardant le fonctionnement sous discipline, ce
22 n'est pas du laxisme : c'est dire la vérité sur ce qui construit l'avenir.
23 Une règle étroite, auditée et commune renforce le Pacte au lieu de
24 l'affaiblir. La formule tient en une phrase : on ne demande pas de
25 dépenser plus, on demande de cesser de compter une centrale
26 comme on compte une allocation de fonctionnement — l'Europe l'a
27 admis pour ses canons, qu'elle l'admette pour ses centrales, ses
28 trains et ses calculateurs.

29 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — une réforme de règles, pas une
30 dépense ; le carve-out est neutre pour le solde de fonctionnement.

1 *Rapport* : financer l'investissement d'avenir sans sacrifier la
2 discipline courante, en prolongeant un précédent réel (la clause
3 défense, +1,5 point de PIB par an sur quatre ans). *Inaction* : couper
4 les EPR2, les réseaux et le calcul pour tenir un ratio — l'avenir rogné
5 pour le présent. *Trajectoire* : notre garant reste intact — le
6 fonctionnement demeure soumis à l'équilibre en temps de paix et aux
7 contraintes fondatrices ; seul l'investissement productif certifié en est
8 distingué. *Concrètement* : liste fermée et universelle d'actifs
9 éligibles, certifiée par une autorité européenne indépendante, avec
10 clause d'extinction et condition de dette descendante.

1 CHAPITRE XVIII — LA PAIX SE PRÉPARE

2 La guerre est revenue en Europe, et notre moteur de simulation
3 comporte un scénario que nous aurions préféré ne jamais écrire : un
4 choc géopolitique majeur avant 2030. Nous ne le souhaitons pas ;
5 nous nous y préparons. Car c'est la préparation qui rend la guerre
6 moins probable ; la paix n'est pas un acquis, c'est un travail.

7 **Proposition 54 — Une loi de programmation militaire en euros vrais : 2,5**
8 **milliards de plus chaque année**

9 **Ce qui existe.** Une loi de programmation militaire engagée dans le
10 rattrapage de trente ans de paix oisive et de réallocation des
11 budgets. Mais les annuités s'annoncent en euros courants : l'inflation
12 en mange une part, et les reports de charges font le reste.

13 **Ce que l'on constate.** Les stocks de munitions se comptent au
14 mieux en semaines de combat. Les armées disposent de bijoux et
15 manquent de tout ce qui s'use : pièces, obus, entretien.

16 **Ce qui nous menace.** Notre scénario de choc le dit froidement : si la
17 guerre touche l'Europe avant 2030, c'est l'épaisseur (munitions,
18 maintenance, stocks, appareil productif) qui décidera, pas le défilé du
19 14 Juillet.

20 **Ce que nous ferons.** La loi de programmation sera renforcée de 2,5
21 milliards d'euros réels par an jusqu'en 2030 — réels, c'est-à-dire en
22 euros constants, au-dessus de l'inflation : des euros qui achètent, pas
23 des euros qui annoncent. Priorité à ce qui s'use : munitions, stocks,
24 maintenance, puis aux programmes d'avenir. Chaque euro sera
25 classé en investissement stratégique, conformément à notre règle
26 budgétaire : la défense est le premier des investissements, pas la
27 première des variables d'ajustement.

1 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les autres ministères, car
2 l'argent n'existe qu'une fois -nous le disons au lieu de le cacher ; et le
3 confort du désarmement budgétaire, qui fut une douce illusion. Y
4 gagnent : les armées, l'industrie de défense et ses bassins d'emploi,
5 et la crédibilité française en Europe.

6 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'assurance coûte toujours
7 moins cher que le sinistre. Un pays crédible militairement est attaqué
8 moins souvent, écouté plus souvent, et emprunte la confiance de ses
9 alliés.

10 **Les chiffres.** *Coût* : +2,5 milliards d'euros réels par an jusqu'en
11 2030, puis +1,5 — soit +23 milliards à terme (levier « défense » du
12 moteur), en euros constants, au-dessus de l'inflation. *Rapport* :
13 consolider en euros vrais une loi de programmation de 413 milliards
14 (2024-2030) que l'inflation et les reports de charges grignotent.
15 *Inaction* : des stocks de munitions chiffrés en semaines de combat,
16 quand la haute intensité en consomme plus en un jour que l'Europe
17 n'en produit en plusieurs mois. *Trajectoire* : classé en investissement
18 stratégique — le premier des investissements, pas la première
19 variable d'ajustement. *Concrètement* : priorité absolue à ce qui s'use
20 — munitions, stocks, maintenance — avant les programmes d'avenir.

21 **Proposition 55 — Deux porte-avions de nouvelle génération, financés à**
22 **plusieurs**

23 **Ce qui existe.** La France possède un seul porte-avions. Quand il est
24 en entretien -des mois entiers, régulièrement- la France n'a pas de
25 groupe aéronaval opérationnel. Notre propre doctrine le reconnaît :
26 face aux crises lointaines, notre capacité de projection est
27 insuffisante.

1 **Ce que l'on constate.** Un porte-avions sur deux, c'est la puissance à
2 mi-temps. La permanence à la mer exige deux coques : tous les
3 marins le savent, tous les budgets l'ont fui depuis la vente du Foch en
4 2000 !

5 **Ce qui nous menace.** Une décennie où les routes maritimes se
6 militarisent, et une France qui, six mois sur douze, regarde.

7 **Ce que nous ferons.** Deux porte-avions de nouvelle génération
8 (PANG) — de l'ordre de dix milliards d'euros l'unité, mais dix-sept à
9 dix-huit pour les deux grâce à l'effet de série sur la seconde coque,
10 construits sur dix à quinze ans —, en financement hybride : le budget
11 national en socle, le co-financement des partenaires du noyau
12 européen, et des emprunts communs de défense -ces obligations
13 européennes que les États dits frugaux refusent encore, et que le
14 traité du noyau rendra négociables, parce qu'on y co-décide ce qu'on
15 co-finance. La mutualisation européenne portera sur la coque et le
16 groupe aéronaval conventionnel ; la décision d'emploi de l'arme
17 nucléaire, elle, ne se partage jamais. En cas de choc majeur, une
18 dette spéciale de défense sera sortie de la trajectoire budgétaire
19 ordinaire : on ne compte pas une guerre comme on compte un
20 guichet.

21 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les partisans du chacun chez
22 soi budgétaire, contraints de négocier ; et le tabou des emprunts
23 communs. Y gagnent : la marine, les chantiers navals et leurs
24 dizaines de milliers d'emplois, et les Européens, qui obtiennent une
25 capacité qu'aucun d'eux ne peut se payer seul.

26 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Ceux qui co-financent co-
27 décident — et sont co-protégés. C'est l'Europe puissance à l'état
28 concret : de l'acier, pas des communiqués.

1 **Les chiffres.** *Coût* : ~10 milliards d'euros l'unité, ~17 à 18 pour les
2 deux grâce à l'effet de série sur la seconde coque, étalés sur dix à
3 quinze ans ; et un coût de fonctionnement annuel qui double avec un
4 second groupe aéronaval permanent. *Rapport* : la permanence à la
5 mer — un seul porte-avions n'offre la puissance qu'à mi-temps.
6 *Inaction* : six mois sur douze sans groupe aéronaval opérationnel
7 quand le Charles-de-Gaulle est en entretien, à l'heure où les routes
8 maritimes se militarisent. *Trajectoire* : financement hybride (socle
9 national, co-financement du noyau, eurobonds de défense) ; la
10 mutualisation porte sur le conventionnel, jamais sur la décision
11 nucléaire, qui reste souveraine. *Concrètement* : en cas de choc, une
12 dette spéciale de défense hors trajectoire ordinaire — ceux qui co-
13 financent co-décident et sont co-protégés.

14 **Proposition 56 — Le paradigme ukrainien : le frugal qui gagne**

15 **Ce qui existe.** Des décennies de « moins mais mieux » : des
16 programmes d'armement exquis, longs, coûteux, livrés en petites
17 séries. Des procédures d'achat conçues pour le temps de paix... et un
18 retournement depuis 2024 qui commence à porter ses fruits !

19 **Ce que l'on constate.** L'Ukraine tient tête à une armée dix fois plus
20 riche avec des drones à quelques milliers d'euros qui détruisent des
21 blindés valant des millions. La guerre moderne consomme
22 quotidiennement des munitions plus vite que l'Europe entière n'en
23 produit en plusieurs mois !

24 **Ce qui nous menace.** Une armée d'échantillons : superbe au défilé,
25 épuisée en six semaines. Le raffinement sans la masse, c'est la
26 défaite de luxe.

27 **Ce que nous ferons.** La doctrine du mélange : le haut de gamme
28 pour la supériorité -dissuasion, sous-marins, armes hypersoniques,

1 espace- la masse frugale pour la durée - drones, munitions,
2 brouillage, production en grande série. Les appels d'offres de la
3 défense seront simplifiés et accélérés, comme notre scénario de choc
4 le prévoit déjà. L'industrie sera contractualisée sur des cadences, pas
5 seulement sur des prototypes : la capacité à monter en production
6 devient un critère d'attribution.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la rente du tout-exquis, et les
8 lenteurs de procédure érigées en culture. Y gagnent : les armées, qui
9 acquièrent la profondeur ; les PME industrielles, qui entrent enfin
10 dans la commande de défense ; le contribuable, qui obtient plus de
11 défense par euro.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La leçon ukrainienne est une
13 leçon d'humilité et d'espoir : le génie frugal bat la masse aveugle. La
14 France a les ingénieurs des deux mondes -le raffiné et le frugal. Il
15 faut les deux pour gagner ; nous aurons les deux pour ne pas avoir à
16 nous battre.

17 **Les chiffres.** *Coût* : neutre, voire une économie — un drone à
18 quelques milliers d'euros détruit un blindé à plusieurs millions ; la
19 masse frugale coûte une fraction du tout-exquis. *Rapport* : plus de
20 défense par euro, et des PME industrielles qui entrent enfin dans la
21 commande d'armement. *Inaction* : des procédures d'achat en années
22 et des séries courtes, quand le tempo de la guerre se compte en
23 semaines. *Trajectoire* : dans l'enveloppe de la proposition 54, mieux
24 dépensée. *Concrètement* : l'industrie contractualisée sur des
25 cadences de production, pas seulement sur des prototypes — monter
26 en série devient un critère d'attribution.

1 **Proposition 57 — La dissuasion élargie à l'Europe, l'économie de guerre si**
2 **nécessaire**

3 **Ce qui existe.** La dissuasion nucléaire française protège la France ;
4 le parapluie américain protège l'Europe -ou protégeait. Une
5 Amérique présente mais passive est désormais une hypothèse de
6 travail, pas une provocation rhétorique.

7 **Ce que l'on constate.** Nos voisins cherchent une assurance vie. La
8 France est la seule puissance nucléaire de l'Union : ce monopole est
9 une responsabilité avant d'être un privilège.

10 **Ce qui nous menace.** Une Europe non couverte est une Europe qui
11 se fera intimider, ou qui proliférera en désordre. Les deux sont des
12 cauchemars.

13 **Ce que nous ferons.** Ouvrir la dimension européenne de notre
14 dissuasion : élargie à l'Europe dans ses effets, décidée
15 souverainement par la France — le « bouton » ne se partage pas, la
16 protection si. Le co-financement capacitaire passera par le noyau. Et
17 si la guerre vient, tout est déjà simulé et publié : défense portée à 6
18 % de la richesse nationale, économie de guerre, dette spéciale hors
19 trajectoire, cyberdéfense dimensionnée à minimum trois fois les
20 attaques subies lors des Jeux de 2024 ; l'école, la santé et la justice
21 sanctuarisées ; les réformes non vitales suspendues. Un pays qui a
22 déjà fait ses comptes de guerre ne panique pas, il déroule et il
23 exécute.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les partisans du déni, à qui ce
25 chapitre déplaît par principe ; et, dans le scénario noir, tout le
26 monde, c'est bien pourquoi tout ce chapitre vise à l'éviter. Y
27 gagnent : nos voisins, couverts ; la France, replacée au centre du jeu
28 européen.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La dissuasion, c'est la guerre
2 rendue irrationnelle pour l'agresseur. Chaque euro qui la crédibilise
3 est un euro qui rapproche de la seule victoire qui vaille : celle qu'on
4 n'a pas eu à remporter.

5 **Les chiffres.** *Coût* : nul en temps de paix — la dissuasion existe et
6 tourne déjà (de l'ordre de 13 % du budget de défense) ; en cas de
7 choc, défense portée à 6 % de la richesse nationale, économie de
8 guerre, dette spéciale hors trajectoire. *Rapport* : la France, seule
9 puissance nucléaire de l'Union, élargit sa protection à l'Europe dans
10 ses effets — sans partager le « bouton ». *Inaction* : à découvert,
11 l'Europe s'expose à l'intimidation ou à une prolifération en désordre.
12 *Trajectoire* : neutre hors crise ; en crise, hors trajectoire ordinaire,
13 école, santé et justice sanctuarisées. *Concrètement* : un scénario de
14 guerre déjà chiffré et publié — cyberdéfense dimensionnée à trois
15 fois les attaques des Jeux de 2024, réformes non vitales suspendues.

16 **Proposition 137 — L'espace, la cyber et l'intelligence artificielle : la guerre à**
17 **plusieurs étages**

18 **Ce qui existe.** La guerre ne se livre plus seulement sur terre, sur
19 mer et dans l'air : elle se livre dans l'espace, dans les réseaux et dans
20 les algorithmes. L'Ukraine l'a montré — sans les satellites de
21 Starlink, pas de commandement ; sans cyberdéfense, pas de
22 résilience. La France possède un Commandement de l'espace, mais le
23 débat public l'ignore encore.

24 **Ce que l'on constate.** Toute notre défense dépend désormais de
25 l'espace : communications, renseignement, navigation, ciblage. Et
26 l'orbite se militarise à grande vitesse — brouillage, destruction, prise
27 de contrôle de satellites. L'espace, la cyberdéfense et l'intelligence
28 artificielle militaire ne sont pas trois sujets : c'est un seul continuum,
29 et il faut le penser d'un bloc.

1 **Ce qui nous menace.** Une armée aveugle et sourde le jour où ses
2 satellites sont brouillés et ses réseaux pénétrés — c'est-à-dire une
3 dissuasion qui ne dissuade plus. Qui domine l'orbite domine le champ
4 de bataille.

5 **Ce que nous ferons.** Faire de l'espace, du cyber et de l'intelligence
6 artificielle un axe majeur de la loi de programmation militaire :
7 protéger nos satellites — les patrouilleurs-guetteurs Yoda, une
8 première européenne —, durcir nos réseaux, armer nos états-majors
9 d'une intelligence artificielle de souveraineté. Et reconstruire, sans
10 angélisme, le couple franco-allemand de l'espace. Le socle existe :
11 Ariane 6, qui a rendu à l'Europe son accès autonome à l'orbite, et
12 IRIS², la constellation de communication sécurisée, notre réponse
13 souveraine à Starlink. Mais en 2026, l'Allemagne s'est retirée d'IRIS²
14 pour un programme concurrent : nous ne célébrerons pas une
15 harmonie qui n'existe pas, nous la rebâtirons — l'avance souveraine
16 française additionnée du budget et de l'industrie allemands, plutôt
17 que la duplication.

18 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui croyaient la guerre
19 cantonnée au sol, et les rivaux qui prospéraient sur notre dispersion.
20 Y gagnent : nos armées, qui voient et résistent ; notre base
21 industrielle spatiale ; et l'Europe, si elle cesse de financer deux fois
22 les mêmes constellations.

23 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'espace n'est pas un luxe de
24 puissance : c'est la condition de toutes les autres. La nation qui tient
25 l'orbite tient ses communications, sa dissuasion et son économie — et
26 celle qui la partage avec ses voisins multiplie sa force au lieu de la
27 diviser.

28 **Les chiffres.** *Coût* : ~6 Md€ pour le spatial dans la loi de
29 programmation 2024-2030 (sur 413), à conforter ; cyber et IA

1 militaire relèvent de la même loi. *Rapport* : la protection de l'outil
2 dont dépend tout le reste — comms, renseignement, navigation,
3 ciblage —, appuyée sur un Commandement de l'espace à Toulouse
4 (~500 experts). *Inaction* : des satellites brouillables et des réseaux
5 pénétrables, soit une dissuasion en trompe-l'œil. *Trajectoire* :
6 dépense de défense, dans l'effort de la proposition 54 et mutualisable
7 par le noyau européen. *Concrètement* : parce qu'en 2026 l'Allemagne
8 a quitté IRIS², le couple franco-allemand de l'espace est à refaire, pas
9 à fêter.

1 CHAPITRE XIX — LA RUSSIE : FERMETÉ, LUCIDITÉ, ET 2 L'APRÈS-POUTINE

3 La Russie est à la fois une menace et un aiguillon. La guerre de
4 Poutine et l'abandon de l'atlantisme par Trump ont fait, en trois ans,
5 ce que trente ans de discours n'avaient pas obtenu : pousser l'Europe
6 à prendre en charge sa propre défense. Notre doctrine tire trois fils
7 que le débat oppose d'ordinaire : la fermeté envers le régime, la
8 lucidité sur une puissance en déclin, et la main tendue au peuple
9 russe et à l'après-Poutine. Nous disons non aux ressources fossiles
10 qui financent la guerre, oui aux liens anciens entre les peuples -et
11 nous ne confondons jamais le Kremlin avec la Russie, ni la menace
12 d'un fou avec la majesté d'un géant.

13 **Proposition 117 — Le régime, pas le peuple : fermeté au Kremlin, main tendue**
14 **à la Russie**

15 **Ce qui existe.** Face à la guerre de Poutine, l'Occident hésite entre
16 deux postures : la fermeté qui sanctionne, et la diplomatie qui
17 dialogue. Comme si les deux s'excluaient — comme s'il fallait choisir
18 entre punir le régime et parler à la Russie.

19 **Ce que l'on constate.** Le Kremlin n'est pas la Russie. Derrière le
20 régime de guerre, il y a un peuple, une culture immense, des liens
21 anciens avec l'Europe et la France — Tolstoï et Pouchkine ne sont pas
22 Poutine. Et tous les régimes finissent : il y aura un après-Poutine, et
23 l'Europe devra alors avoir gardé les fils qu'il faut pour renouer.

24 **Ce qui nous menace.** Confondre le régime et la nation, c'est offrir à
25 Poutine ce qu'il cherche : souder les Russes contre un Occident
26 présenté comme leur ennemi héréditaire, et fermer pour une
27 génération la porte d'une réconciliation pourtant inévitable.

1 **Ce que nous ferons.** Tenir les trois fils ensemble. La fermeté, totale,
2 contre le régime et sa cour : sanctions, soutien à l'Ukraine, aucune
3 complaisance. La main tendue, dans le même temps, à la société
4 russe : canaux diplomatiques profonds maintenus, échanges culturels
5 et scientifiques préservés là où c'est possible, accueil des dissidents
6 et des esprits libres qui fuient la guerre. Et la préparation de l'après :
7 penser dès aujourd'hui la place d'une Russie post-Poutine dans
8 l'architecture de sécurité du continent — car l'attachement de
9 l'Ouest à la culture russe, et la grandeur réelle de cette nation, ne
10 s'effacent pas avec un dictateur. On combat un régime ; on n'humilie
11 pas un peuple.

12 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : Poutine, privé du récit de
13 l'Occident russophobe ; et les naïfs qui voudraient lever la garde au
14 nom du dialogue. Y gagnent : les Russes qui refusent la guerre, et
15 l'Europe, qui se réserve un avenir avec son grand voisin.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La fermeté sans haine est la plus
17 difficile et la plus efficace des postures : elle ne donne aucune prise à
18 la propagande, et elle garde ouvert le seul horizon qui vaille — une
19 paix, un jour, avec une Russie redevenue fréquentable. On punit le
20 présent sans condamner l'avenir.

21 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une posture diplomatique. *Rapport* :
22 garder les canaux ouverts et accueillir ceux qui fuient le régime —
23 des centaines de milliers de Russes diplômés exilés depuis 2022,
24 autant de ponts à ne pas brûler. *Inaction* : offrir à Poutine le seul
25 récit qui le sauve, celui de l'Occident russophobe. *Trajectoire* : neutre
26 pour la dette. *Concrètement* : fermeté totale au régime (sanctions,
27 soutien à l'Ukraine), main tendue au peuple (dissidents accueillis,
28 liens culturels préservés) — on combat un régime, on n'humilie pas
29 un peuple.

1 **Proposition 118 — La guerre hybride : se défendre dans le cyber, l’information**
2 **et les têtes**

3 **Ce qui existe.** La Russie de Poutine ne livre pas que la guerre des
4 chars : elle mène un conflit permanent, hybride — cyberattaques,
5 ingérences électorales, désinformation industrielle, manipulation des
6 réseaux, financement d’influences. Une guerre qui ne dit pas son
7 nom, et que nos démocraties peinent à nommer.

8 **Ce que l’on constate.** C’est sur ce terrain, plus que sur le champ de
9 bataille, que la Russie atteint l’Europe au quotidien : en fracturant
10 nos opinions, en amplifiant nos colères, en faisant douter les citoyens
11 de leurs propres institutions. La désinformation coûte peu et
12 rapporte gros ; c’est l’arme du faible qui veut paraître fort.

13 **Ce qui nous menace.** Des démocraties paralysées de l’intérieur, des
14 élections sous influence, une société qui se déchire sur des récits
15 fabriqués ailleurs — la défaite sans la guerre.

16 **Ce que nous ferons.** Bâtir une défense hybride à la hauteur de
17 l’attaque hybride. Une cyberdéfense souveraine, adossée à
18 l’intelligence artificielle de l’État (chapitre IX) et au noyau de
19 sécurité européen (chapitre XVII). Une lutte assumée contre la
20 désinformation étrangère : détecter et nommer les campagnes,
21 exiger la transparence des plateformes, sans jamais glisser vers la
22 censure des opinions — on traque l’ingérence, pas le débat. Et la
23 résilience par l’éducation : un citoyen formé à distinguer un fait
24 d’une manipulation (chapitre I) est le meilleur des pare-feux. La
25 protection des infrastructures critiques — énergie, câbles sous-
26 marins, finance — sera traitée comme une priorité de défense.

27 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les officines de manipulation,
28 et les plateformes qui prospéraient sur l’opacité. Y gagnent : la

1 démocratie, rendue à un débat moins pollué ; et les citoyens, armés
2 contre ce qui les manipule.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une société qui sait reconnaître
4 la manipulation devient inattaquable par elle : c'est la résilience, non
5 la censure, qui défait la guerre de l'information. Se défendre dans les
6 têtes, c'est défendre la démocratie elle-même.

7 **Les chiffres.** *Coût* : intégré aux leviers défense et IA de l'État ; la
8 résilience par l'éducation ne coûte rien. *Rapport* : une démocratie
9 moins manipulable et des infrastructures critiques protégées — les
10 câbles sous-marins portent près de 99 % des données
11 intercontinentales. *Inaction* : la guerre hybride pour une fraction du
12 prix d'une guerre conventionnelle — l'arme du faible qui veut
13 paraître fort. *Trajectoire* : dans les leviers existants, sans double
14 compte. *Concrètement* : cyberdéfense souveraine, campagnes
15 étrangères détectées et nommées (sans censure du débat), câbles
16 sous-marins traités comme une cible de défense.

17 **Proposition 119 — Poutine, l'aiguillon : le réarmement européen validé par**
18 **l'exemple**

19 **Ce qui existe.** Trente ans durant, l'Europe a vécu sous le parapluie
20 américain, touchant les dividendes de la paix et négligeant sa
21 défense. Deux chocs ont mis fin à l'insouciance : la guerre de Poutine,
22 qui a ramené la guerre sur le continent, et le tournant de
23 Washington, qui a signifié aux Européens qu'ils ne pourraient plus
24 compter sur l'Amérique comme avant.

25 **Ce que l'on constate.** Poutine a fait pour la défense européenne
26 plus que tous nos discours : il a prouvé, par l'exemple, que la menace
27 est réelle et que l'autonomie est vitale. Et la fin de l'atlantisme
28 américain a achevé la démonstration : une Europe qui ne se défend

1 pas elle-même ne sera pas défendue. C'est très exactement la
2 politique décrite aux chapitres XVII et XVIII — le traité du noyau,
3 l'achat européen, la loi de programmation militaire renforcée.

4 **Ce qui nous menace.** Gâcher l'aiguillon : se réarmer mollement, en
5 ordre dispersé, en continuant d'acheter américain — et se retrouver,
6 le jour venu, aussi dépendants et aussi faibles qu'avant, mais ruinés.

7 **Ce que nous ferons.** Saisir le moment russe comme l'occasion
8 historique de la défense européenne. Accélérer le réarmement décrit
9 au chapitre XVIII — la loi de programmation en euros vrais —,
10 mutualiser par le noyau du chapitre XVII, et faire de la menace russe
11 le ciment de l'autonomie stratégique : une base industrielle et
12 technologique de défense européenne, des stocks reconstitués, une
13 dissuasion assumée. Ce que Poutine voulait diviser, nous en ferons
14 notre unité. Sans oublier le spatial !

15 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : Poutine, dont l'agression aura
16 accouché de l'Europe-puissance qu'il redoutait ; et les tenants de la
17 dépendance, de tous bords. Y gagnent : l'industrie de défense
18 européenne, les emplois qualifiés, et la sécurité du continent.

19 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Les nations, comme les hommes,
20 grandissent souvent sous la menace. La Russie de Poutine est le
21 révélateur qui force l'Europe à devenir adulte. Transformer une
22 agression en sursaut : c'est la définition même de ce livre.

23 **Les chiffres.** *Coût* : c'est le réarmement des chapitres XVIII et XVII
24 (loi de programmation +23 milliards, noyau européen) — pas une
25 dépense nouvelle ici. *Rapport* : la menace russe et la fin de
26 l'atlantisme valident, par l'exemple, l'autonomie stratégique
27 européenne. *Inaction* : gâcher l'aiguillon — rester aussi dépendants
28 et faibles qu'avant, mais ruinés. *Trajectoire* : portée par les leviers
29 défense (chapitre XVIII), sans double compte. *Concrètement* :

1 accélérer le réarmement et mutualiser par le noyau — ce que Poutine
2 voulait diviser, en faire notre unité.

3 **Proposition 120 — Sortir du fossile russe : ne plus financer la guerre qu'on**
4 **combat**

5 **Ce qui existe.** L'Europe a longtemps payé à la Russie le gaz et le
6 pétrole qui finançaient l'armée qui la menace — une absurdité
7 stratégique. Elle s'en dégage : la part russe de son gaz est tombée de
8 45 % en 2021 à 19 %, et l'Union a décidé d'en finir d'ici la fin de
9 2027.

10 **Ce que l'on constate.** Chaque euro versé pour une énergie russe est
11 un euro versé à la machine de guerre de Poutine. Tant que nous
12 achetions son gaz, nous armions celui qui arme nos ennemis — la
13 dépendance énergétique muée en complicité financière.

14 **Ce qui nous menace.** Un sevrage trop lent, des contournements, et
15 le risque de remplacer une dépendance par une autre — au gaz
16 américain aujourd'hui, à une autre puissance demain.

17 **Ce que nous ferons.** Achever et accélérer la sortie du fossile russe,
18 sans retour en arrière même si une paix venait : on ne rebranche pas
19 un robinet qui finance celui qui nous vise. Et faire de cette sortie le
20 débouché de notre politique énergétique (chapitre XI) : remplacer le
21 fossile russe non par un autre fossile importé, mais par notre propre
22 électricité décarbonée — le nucléaire, les renouvelables utiles,
23 l'hydrogène. La souveraineté énergétique et la sécurité du continent
24 sont une seule et même politique.

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la rente énergétique du
26 Kremlin, et les intérêts qui plaidaient pour le statu quo gazier. Y
27 gagnent : l'Ukraine, dont l'agresseur s'assèche ; et l'Europe, qui
28 transforme une dépendance honteuse en indépendance assumée.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Cesser de financer son
2 adversaire est le minimum d'une politique sérieuse. En liant la sortie
3 du fossile russe à notre souveraineté énergétique, nous faisons d'une
4 nécessité géopolitique un atout industriel et climatique. L'arme, ici,
5 c'est notre propre courant.

6 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre — c'est la politique énergétique du
7 chapitre XI (sortie du fossile, électricité décarbonée). *Rapport* : ne
8 plus financer la machine de guerre de Poutine — la part russe du gaz
9 de l'Union est tombée de 45 % en 2021 à 19 %, et l'Union en finit
10 d'ici fin 2027. *Inaction* : armer celui qui arme nos ennemis.
11 *Trajectoire* : portée par le chapitre XI, sans double compte.
12 *Concrètement* : sortie achevée et accélérée du fossile russe,
13 remplacée par notre propre courant décarboné — sans retour en
14 arrière même en cas de paix.

15 **Proposition 121 — La lucidité stratégique : l'orgueil de l'ours vassalisé**

16 **Ce qui existe.** La Russie se présente en superpuissance, et une
17 partie de l'Occident la croit sur parole — la craignant trop, ou la
18 ménageant par lassitude. Or les chiffres disent autre chose qu'un
19 empire.

20 **Ce que l'on constate.** La Russie de Poutine n'est plus, pour
21 l'Occident, une puissance économique : son produit s'est contracté,
22 son commerce s'est replié sur l'Asie, et elle est devenue le vassal de
23 la Chine — qui absorbe l'essentiel de son pétrole, lui fournit ses
24 biens, et la paie parfois en troc faute de banques. Pékin pèse plus du
25 tiers de ses importations ; elle ne compte que pour cinq pour cent des
26 achats chinois. Réduite au rôle de fournisseur d'énergie et de
27 marchand d'armes, la Russie n'est ni innovante, ni moderne, ni riche.
28 Sa seule vraie carte demeure son arsenal nucléaire — pendant que la
29 Chine, elle, a doublé le sien depuis 2019 et vise le rang de deuxième

1 puissance atomique du monde. Le centre de gravité bascule vers
2 l'Asie, et la Russie n'y est plus qu'un satellite.

3 **Ce qui nous menace.** Surestimer l'ours : lui prêter une puissance
4 qu'il n'a plus, et calibrer notre peur — donc notre politique — sur son
5 orgueil plutôt que sur sa réalité. C'est le plus sûr moyen de lui céder.

6 **Ce que nous ferons.** Tenir une posture froide : ferme sur les
7 capacités réelles — le nucléaire, l'armée, la guerre hybride —, sans
8 révérence pour une puissance déclinante. Ne pas négocier sous
9 l'effet de la peur, ne pas surpayer la paix, et garder en tête le vrai jeu
10 long : la montée de la Chine, dont la Russie n'est plus que
11 l'appendice énergétique. Notre fermeté envers Moscou doit toujours
12 être pensée dans ce cadre plus vaste — l'Asie, pas l'Oural.

13 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : la propagande russe de la
14 superpuissance, et ceux qu'elle intimide. Y gagne : une diplomatie
15 européenne enfin proportionnée aux rapports de force réels.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Voir un adversaire tel qu'il est —
17 ni plus fort, ni plus faible — est la première condition de toute
18 stratégie. La Russie de Poutine est dangereuse, mais déclinante ; la
19 traiter pour ce qu'elle est, c'est cesser de la craindre comme ce
20 qu'elle n'est plus. Méfions-nous de l'orgueil de l'ours de l'Oural — et
21 gardons-nous de le partager.

22 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une posture stratégique. *Rapport* : une
23 diplomatie proportionnée aux rapports de force réels — ne pas
24 surpayer la paix, ne pas négocier sous la peur. *Inaction* : surestimer
25 l'ours, calibrer notre peur sur son orgueil, et lui céder. *Trajectoire* :
26 neutre pour la dette. *Concrètement* : une Russie vassale de la Chine
27 (Pékin pèse plus du tiers de ses importations, elle 5 % des achats
28 chinois), ni innovante ni riche — le vrai jeu long est asiatique.

1 CHAPITRE XX — LA FRANCE, PUISSANCE D'ÉQUILIBRE :

2 VERS UNE DIPLOMATIE EUROPÉENNE

3 La politique étrangère et la défense sont, depuis 1958, le domaine
4 réservé du président. C'est un héritage qu'il faut assumer sans
5 l'idolâtrer : car ce domaine-là, tôt ou tard, devra se confondre avec
6 celui de l'Europe. La tâche est rude. Nos alliances historiques ne se
7 ressemblent pas, nos liens avec nos anciennes colonies non plus, ni
8 nos accords commerciaux ou militaires : l'Espagne et l'Allemagne ne
9 lisent pas Gaza de la même façon, la France et la Pologne n'ont pas la
10 même Afrique. Mais sur les grands pôles — les États-Unis, la Chine,
11 la Russie, et l'« axe » des régimes dangereux —, les Européens n'ont
12 plus le luxe de la dispersion. L'alignement n'est pas une abdication :
13 c'est la seule façon de peser. Ce chapitre dessine la diplomatie d'une
14 France qui ne choisit ni la vassalité ni la naïveté — une puissance
15 d'équilibre.

16 **Proposition 127 — Aligner les Européens sur les grands pôles, converger**
17 **partout ailleurs**

18 **Ce qui existe.** Vingt-sept politiques étrangères qui parlent à tour de
19 rôle, et donc une Europe qu'on n'écoute pas. Quand Washington
20 convoite le Groenland, quand Pékin inonde nos marchés, quand
21 Moscou teste nos frontières, l'Europe répond en ordre dispersé —
22 vingt-sept voix, aucune portée.

23 **Ce que l'on constate.** L'Europe ne pèse que lorsqu'elle parle d'une
24 seule voix : elle l'a montré sur le commerce, où elle négocie groupée,
25 et oublié partout ailleurs. Sur les quatre grands pôles — les États-
26 Unis, la Chine, la Russie, l'axe des régimes hostiles (Iran, Corée du
27 Nord, et leurs relais) —, la divergence européenne est un cadeau fait

1 à nos rivaux. Sur d'autres dossiers — l'Afrique, Israël et la Palestine,
2 Taïwan —, les histoires nationales sont si différentes que l'alignement
3 immédiat est un leurre : il se construira, il ne se décrète pas.

4 **Ce qui nous menace.** Une Europe désunie est une Europe
5 vassalisée — par défaut, faute d'avoir choisi de l'être par elle-même.
6 Dire « non » à Trump sur le Groenland, dresser des règles claires
7 face à la Chine, tenir une ligne ferme sur les régimes dangereux :
8 rien de tout cela n'est possible à vingt-sept solistes.

9 **Ce que nous ferons.** Faire de l'alignement sur les grands pôles la
10 priorité diplomatique du mandat, par le noyau européen décrit au
11 chapitre XVII : une position commune, contraignante, sur les États-
12 Unis, la Chine, la Russie et l'axe hostile. Et, là où les histoires
13 divergent encore — l'Afrique, le Proche-Orient, l'Indo-Pacifique —, un
14 travail patient de convergence plutôt qu'un faux consensus :
15 rapprocher la lecture espagnole et la lecture allemande de Gaza,
16 intéresser la Pologne à une Afrique où elle n'a pas de politique mais
17 où elle a tout à gagner à contrer les héritiers de Wagner au Sahel. La
18 diplomatie française restera nationale dans sa voix, européenne dans
19 sa stratégie.

20 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les puissances qui prospéraient
21 sur nos divisions, et la vanité des chancelleries qui préfèrent une voix
22 solitaire à une influence partagée. Y gagnent : l'Europe, qui se met à
23 compter ; et la France, dont la voix porte d'autant plus loin qu'elle
24 entraîne vingt-six autres.

25 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une France qui partage sa
26 souveraineté diplomatique n'en perd pas : elle la multiplie. Seul, on a
27 raison tout seul ; à vingt-sept alignés, on fait plier un continent.

28 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est une méthode, pas une dépense.
29 *Rapport* : l'alignement européen est le seul multiplicateur de

1 puissance gratuit dont nous disposons. *Inaction* : une Europe
2 vassalisée par défaut, incapable de dire non. *Trajectoire* : neutre pour
3 la dette. *Concrètement* : position commune contraignante sur les
4 quatre grands pôles via le noyau (chapitre XVII) ; convergence
5 patiente, et non décrétée, sur l’Afrique, le Proche-Orient et Taïwan.

6 **Proposition 128 — La Chine à la réciprocité : l’accès au marché se négocie**

7 **Ce qui existe.** Une asymétrie que nous avons laissée s’installer.
8 Dans les années 1990 et 2000, la Chine n’ouvrait son marché qu’à
9 une condition : coentreprise détenue à 51 % par des capitaux chinois,
10 et transfert de technologie obligatoire. L’Occident a payé ce péage.
11 Aujourd’hui, l’Europe ouvre grand ses portes et devient le déversoir
12 des surproductions chinoises — acier, véhicules électriques,
13 panneaux solaires — sans rien exiger en retour.

14 **Ce que l’on constate.** Le libre-échange n’est libre que s’il est
15 réciproque ; sinon, c’est un désarmement unilatéral. La Chine n’a
16 jamais pratiqué le libre accès : elle a pratiqué l’accès conditionnel.
17 Lui opposer enfin ses propres règles n’est pas du protectionnisme —
18 c’est de la symétrie.

19 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui absorbe sans condition les
20 surcapacités d’une économie administrée verra mourir ses industries
21 une à une, puis découvrira sa dépendance le jour où elle voudra dire
22 non.

23 **Ce que nous ferons.** Appliquer à la Chine la réciprocité qu’elle nous
24 a imposée hier. Pour les investissements stratégiques : exiger, à
25 l’échelle européenne, le miroir de la règle des années 2000 —
26 coentreprises adossées à des capitaux européens majoritaires et
27 partage de technologie, dans les secteurs que nous voulons garder
28 souverains. Pour les marchandises : conditionner l’accès au marché

1 unique à la réciprocité d'accès et au respect de nos normes sociales
2 et environnementales, et activer sans timidité les instruments anti-
3 subventions de l'Union. L'accès au plus grand marché solvable du
4 monde n'est plus un droit : c'est une monnaie d'échange, et nous la
5 dépenserons.

6 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les surcapacités
7 subventionnées qui cherchaient un déversoir, et les importateurs qui
8 vivaient de la naïveté européenne. Y gagnent : nos industriels, enfin
9 traités à égalité ; et le consommateur, à terme, car une industrie
10 vivante vaut mieux qu'un prix cassé suivi d'une dépendance.

11 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La réciprocité n'est pas une
12 guerre commerciale : c'est la condition d'un commerce qui dure. On
13 ne négocie bien qu'avec ce qu'on est prêt à retenir — et l'Europe a
14 enfin de quoi retenir.

15 **Les chiffres.** *Coût* : nul en propre ; les recettes douanières
16 éventuelles sont un effet, pas un but. *Rapport* : la survie de pans
17 industriels entiers (automobile, solaire, acier) et la fin d'une
18 dépendance stratégique. *Inaction* : la désindustrialisation par la
19 surproduction importée, puis la vulnérabilité politique qu'elle crée.
20 *Trajectoire* : neutre pour la dette, positive pour la base industrielle
21 (donc pour les recettes futures). *Concrètement* : coentreprises à
22 capitaux européens majoritaires et transfert de technologie sur les
23 secteurs stratégiques ; accès au marché unique conditionné à la
24 réciprocité et aux normes ; instruments anti-subventions activés.

25 **Proposition 129 — Les États-Unis : rééquilibrer, et se rendre inviolables**

26 **Ce qui existe.** Une amitié réelle, mais une relation déséquilibrée.
27 Nous avons un excédent de biens avec les États-Unis et un déficit
28 massif de services — numériques au premier chef : nos données, nos

1 paiements, notre informatique en nuage transitent par des
2 entreprises américaines. Et le droit américain prétend les suivre
3 partout : le CLOUD Act autorise Washington à exiger des données
4 hébergées hors de son sol. Notre souveraineté s'arrête là où
5 commencent leurs serveurs.

6 **Ce que l'on constate.** L'ère qui s'ouvre, après Trump, sera celle
7 d'un partenaire moins fiable et plus prédateur. L'amitié
8 transatlantique n'interdit pas la lucidité : un allié qui capte nos
9 données et taxe nos exportations à sa guise est un allié avec lequel il
10 faut négocier en position de force, pas en quémandeur.

11 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui laisse le numérique américain
12 régner sur ses données reste sous écoute légale permanente — et
13 découvrira, le jour d'une crise, que l'interrupteur n'est pas entre ses
14 mains.

15 **Ce que nous ferons.** Rééquilibrer, et nous rendre inviolables.
16 Rééquilibrer la balance des services en négociant, à l'échelle
17 européenne, un accès symétrique au marché numérique américain et
18 une fiscalité juste des géants du numérique. Nous rendre inviolables
19 par deux voies complémentaires : à court terme, exiger que toute
20 donnée sensible des Européens soit hébergée sous juridiction
21 européenne, derrière des garde-fous techniques et juridiques qui la
22 rendent inexploitable par une réquisition étrangère ; à long terme,
23 bâtir nos propres infrastructures — calcul, nuage souverain,
24 paiements (chapitre IX) —, sachant que cette indépendance se
25 compte en centaines de milliards et en années, non en discours.
26 L'autonomie numérique est le prolongement civil de l'autonomie
27 stratégique.

28 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les monopoles qui exploitaient
29 notre dépendance, et le confort de l'alignement sans condition. Y

1 gagnent : nos entreprises et nos citoyens, dont les données cessent
2 d'être une matière première étrangère ; et nos industriels du
3 numérique, enfin commandés et financés.

4 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un allié qu'on respecte est un
5 allié avec lequel on traite d'égal à égal. Se rendre inviolable, ce n'est
6 pas se fâcher : c'est cesser d'être pillable — ce qui, entre amis, vaut
7 mieux.

8 **Les chiffres.** *Coût* : l'hébergement souverain et les garde-fous,
9 modestes à court terme ; l'autonomie numérique complète, des
10 centaines de milliards à l'échelle européenne et sur une décennie
11 (commande publique + fonds souverain, chapitre IX). *Rapport* : la fin
12 de l'extraterritorialité subie et un rééquilibrage de la balance des
13 services numériques (dizaines de milliards). *Inaction* : une
14 souveraineté de papier, sous réquisition étrangère permanente.
15 *Trajectoire* : l'effort lourd est un CAPEX européen mutualisé, pas une
16 charge française isolée. *Concrètement* : données sensibles sous
17 juridiction européenne et techniquement inexploitable par une
18 réquisition US ; à terme, calcul, nuage et paiements souverains.

19 **Proposition 130 — Le Proche-Orient : Israël en sûreté, la Palestine reconnue**

20 **Ce qui existe.** Une diplomatie française qui, depuis toujours, tient
21 les deux bouts : la défense de l'existence et de la sécurité d'Israël, et
22 celle des droits du peuple palestinien. Cet équilibre, longtemps notre
23 marque, s'est brouillé à mesure que le conflit s'enlisait et que
24 l'horizon des deux États s'éloignait.

25 **Ce que l'on constate.** Il n'y a pas de paix durable sans la sécurité
26 d'Israël, ni sans un État palestinien viable. Les accords signés à
27 Washington en 1993 traçaient cette voie ; on l'a laissée se refermer.
28 La reconnaissance de l'État de Palestine progresse pourtant dans le

1 monde — c'est un levier, à condition d'être posée comme une étape
2 vers la paix, jamais comme un geste contre Israël.

3 **Ce qui nous menace.** Un Proche-Orient livré aux extrêmes des deux
4 camps, c'est un foyer de guerre permanent qui irrigue le terrorisme,
5 les divisions internes des sociétés européennes, et l'instabilité de tout
6 notre voisinage méditerranéen.

7 **Ce que nous ferons.** Réassumer la position d'équilibre qui fut la
8 force de la France. Garantir, sans ambiguïté, l'intégrité et la sécurité
9 d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, dans l'esprit des
10 accords de Washington. Garantir, avec la même fermeté, les droits du
11 peuple palestinien au sein d'un État viable aux frontières stables, et
12 porter sa reconnaissance par le plus grand nombre — en y entraînant
13 nos partenaires européens, car c'est unie que l'Europe pèsera.
14 Entretenir le lien singulier avec le Liban, fût-il moins « spécial »
15 qu'au temps des Hariri, parce que la France y a une dette d'histoire
16 et un rôle d'équilibre. Tenir, en somme, la ligne que nous tenons
17 depuis toujours : amie d'Israël, fidèle aux Arabes, esclave d'aucun
18 camp.

19 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les extrémistes des deux rives,
20 qui vivent de l'absence d'horizon. Y gagnent : les Israéliens, à qui l'on
21 garantit la sécurité ; les Palestiniens, à qui l'on garantit un État ; et
22 l'Europe, dont la sécurité intérieure se joue aussi là-bas.

23 **Pourquoi tout le monde y gagne.** L'équilibre n'est pas la tiédeur :
24 c'est le courage de tenir deux vérités à la fois quand chacun voudrait
25 nous en faire renier une. C'est cette exigence-là, exactement, qui fait
26 une puissance d'équilibre.

27 **Les chiffres.** *Coût* : neutre — c'est une doctrine diplomatique,
28 soutenue par notre aide au développement et notre présence (ordre
29 de grandeur existant, redéployé). *Rapport* : la stabilité d'un voisinage

1 dont l'instabilité nous coûte en terrorisme, en divisions et en flux.
2 *Inaction* : un conflit sans horizon qui ensemeince durablement
3 l'insécurité européenne. *Trajectoire* : neutre pour la dette.
4 *Concrètement* : sécurité d'Israël dans des frontières reconnues, État
5 palestinien viable et reconnu porté avec nos partenaires européens,
6 lien maintenu avec le Liban — la ligne d'équilibre française
7 réassumée.

8 **Proposition 131 — L'Inde et les non-alignés : l'autre Asie**

9 **Ce qui existe.** Une obsession sino-centrée qui nous a fait négliger
10 l'autre géant asiatique. L'Inde, première démocratie du monde par la
11 population, reste « non alignée » — ni vassale de Washington, ni
12 satellite de Pékin, et elle offre un écosystème largement plus ouvert à
13 l'Occident, sur presque tout son territoire, que la Chine ne l'a jamais
14 été.

15 **Ce que l'on constate.** Diversifier hors de Chine n'est pas un slogan :
16 c'est une assurance. L'Inde est l'alternative intelligente — un marché
17 immense, une démocratie qui, pour rude qu'elle soit, demeure une
18 démocratie, et donc une garantie de prévisibilité pour nos entreprises
19 que n'offre aucun régime autoritaire.

20 **Ce qui nous menace.** Une Europe qui aurait remplacé sa
21 dépendance américaine par une dépendance chinoise n'aurait fait
22 que changer de maître. Ignorer l'Inde et les puissances non alignées,
23 c'est se condamner au face-à-face appauvrissant avec Pékin.

24 **Ce que nous ferons.** Faire de l'Inde un partenaire stratégique de
25 premier rang : approfondir la coopération de défense déjà engagée,
26 ouvrir nos filières d'excellence (aéronautique, spatial, nucléaire civil,
27 numérique) et nos universités, et bâtir des chaînes
28 d'approvisionnement qui passent par New Delhi plutôt que par le

1 seul Shenzhen. Plus largement, tisser un réseau avec les grandes
2 démocraties non alignées du Sud — pour leur offrir une alternative
3 crédible à la tutelle chinoise, et nous offrir des marchés et des relais.
4 La diversification est la prudence faite politique étrangère.

5 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui pariaient sur notre
6 dépendance à un fournisseur unique. Y gagnent : nos industriels, qui
7 sécurisent leurs chaînes ; nos chercheurs et étudiants, qui gagnent
8 un partenaire d'un milliard et demi d'habitants ; et l'équilibre
9 mondial, moins bipolaire.

10 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une porte de sortie n'est utile
11 que si elle est ouverte avant l'incendie. Cultiver l'Inde aujourd'hui,
12 c'est s'épargner le chantage de demain.

13 **Les chiffres.** *Coût* : neutre — redéploiement diplomatique et
14 commercial, pas dépense nouvelle ; les coopérations de défense
15 relèvent de la loi de programmation (chapitre XVIII). *Rapport* : la
16 diversification hors de Chine, c'est-à-dire une assurance contre la
17 dépendance et un accès au marché à plus forte croissance du monde.
18 *Inaction* : un face-à-face appauvrissant avec Pékin, faute
19 d'alternative. *Trajectoire* : neutre pour la dette, positive pour le
20 commerce. *Concrètement* : partenariat stratégique avec l'Inde
21 (défense, aéronautique, spatial, nucléaire civil, universités), réseau
22 avec les démocraties non alignées du Sud.

23 **Proposition 132 — Réarmer le multilatéralisme : une ONU élargie, des liens**
24 **particuliers**

25 **Ce qui existe.** Un multilatéralisme à bout de souffle. Le Conseil de
26 sécurité reflète le monde de 1945, pas celui de 2027 : cinq membres
27 permanents, deux blocages systématiques signés Moscou et Pékin, et
28 des continents entiers — l'Afrique, l'Amérique latine — sans siège

1 permanent. Et une France qui dispose, à travers ses outre-mer, de
2 voisinages précieux qu'elle cultive trop peu.

3 **Ce que l'on constate.** Le multilatéralisme est une force française :
4 siège permanent, réseau diplomatique mondial, francophonie
5 (chapitre V), présence sur tous les océans. Mais une institution figée
6 perd sa légitimité, et un voisinage négligé devient une occasion
7 manquée.

8 **Ce qui nous menace.** Un ordre international que plus personne ne
9 croit légitime cède la place à la loi du plus fort — celle, précisément,
10 que les régimes autoritaires appellent de leurs vœux.

11 **Ce que nous ferons.** Porter une réforme ambitieuse du Conseil de
12 sécurité : l'élargir à l'Allemagne et au Japon — deux démocraties
13 majeures, avant le centenaire de 1945 si possible —, à l'Inde et au
14 Brésil pour les géants émergents, et à l'Afrique du Sud pour porter
15 une voix africaine. Un tel élargissement réancrerait l'institution dans le
16 monde réel, équilibrerait les nouveaux venus (deux proches de
17 l'Occident, trois non alignés) et, mécaniquement, diluerait le poids des
18 deux vétos autoritaires — sans que ce soit le motif affiché, car la
19 réforme se défend par la légitimité, pas par la manœuvre. En
20 parallèle, cultiver nos liens particuliers : par nos outre-mer, la France
21 est le voisin du Brésil et du Suriname, de la Nouvelle-Zélande et de
22 l'Australie, des Antilles anglophones, néerlandaises et
23 hispanophones, du Canada, de Madagascar et de Maurice. Avec
24 chacun, une coopération renforcée — civile et militaire, du secours
25 en mer à la surveillance des zones économiques, de l'université à la
26 culture.

27 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : ceux qui prospèrent dans le
28 blocage et l'illégitimité des institutions. Y gagnent : la France, dont le
29 multilatéralisme est un atout sous-exploité ; les grands émergents,

1 qui obtiennent la place que le réel leur doit ; et nos outre-mer,
2 replacés au centre de réseaux régionaux au lieu d'en être les marges.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une institution qu'on rénove est
4 une institution qu'on sauve. Et un pays présent sur tous les océans
5 qui se lie enfin à ses voisins découvre qu'il n'est jamais aussi grand
6 que par ses confins.

7 **Les chiffres.** *Coût* : neutre — diplomatie et coopération, redéployées
8 ; les volets militaires relèvent de la loi de programmation (chapitre
9 XVIII). *Rapport* : un multilatéralisme rénové et un réseau de
10 voisinages activé — la projection d'une puissance mondiale à coût
11 marginal. *Inaction* : un ordre international délégitimé qui cède à la loi
12 du plus fort, et des outre-mer laissés en marge de leurs propres
13 régions. *Trajectoire* : neutre pour la dette. *Concrètement* : Conseil de
14 sécurité élargi (Allemagne, Japon, Inde, Brésil, Afrique du Sud) ; liens
15 particuliers et coopération civile et militaire avec les voisins de nos
16 outre-mer (Brésil, Suriname, Nouvelle-Zélande, Australie, Antilles,
17 Canada, Madagascar, Maurice).

CINQUIÈME PARTIE — TENIR

PAROLE

La méthode et le contrat : se rendre vérifiable, et répondre de ses promesses.

10 Tout ce qui précède ne vaut que si quelqu'un en répond. Un programme sans contrat n'est qu'une liste de vœux ; cette dernière partie est celle où nous nous engageons à perdre quelque chose. Des cibles publiées et datées, un moteur de simulation ouvert à tous, des députés qui répondent de leurs résultats : la promesse enfin rendue exigible. C'est le chapitre que les programmes n'écrivent jamais.

1 CHAPITRE XXI — LA MÉTHODE ET LE CONTRAT

2 Toutes les propositions de ce livre ne valent rien sans une question :
3 qui vérifie, et que risquent ceux qui promettent ? Ce chapitre ne
4 propose pas une politique de plus ; il propose le contrat qui rend
5 toutes les autres exigibles. C'est le chapitre que les programmes
6 n'écrivent jamais : celui où l'on s'engage à perdre quelque chose. Et
7 il scelle la promesse qui tient tout le livre : tout le monde paiera un
8 peu, et tout le monde y gagnera, pas tous en même temps, mais tous.

9 **Proposition 58 — Des cibles publiées à cinq et dix ans : la courbe, pas le slogan**

10 **Ce qui existe.** Des programmes qui promettent un chiffre à une date
11 (toujours la fin du mandat) jamais le chemin. Personne ne mesure,
12 personne ne rend compte, et la promesse suivante recouvre la
13 précédente. Sans cohérence.

14 **Ce que l'on constate.** Notre propre moteur nous a contredits, et
15 nous publions sa contradiction : atteindre un déficit de 1 % dès 2032
16 exigerait environ 2,5 % de croissance par an dès 2027 ; c'est-à-dire
17 zéro marge d'erreur. Trois écoles économiques (keynésienne,
18 libérale, consensus) convergent : l'écart entre elles est plus petit que
19 l'écart aux cibles. Et les réformes structurelles mettent environ huit
20 ans à produire leurs effets : l'Allemagne des années 2000 l'a montré.

21 **Ce qui nous menace.** La promesse à date unique fabrique
22 mécaniquement des parjures -puis des abstentionnistes.

23 **Ce que nous ferons.** Nous publierons la courbe complète, à cinq et
24 dix ans : un jalon de responsabilité en 2032 -dette en décrue, budget
25 en marche vers l'équilibre, croissance et emploi en redressement- et
26 les cibles complètes en 2037. Nous expliquerons aux Français, et à
27 nos partenaires européens, pourquoi cinq ans déclenchent et dix ans

1 délivrent. Et nous donnons à cette crédibilité une cible vérifiable :
2 reconquérir une signature de premier ordre -remonter vers la note
3 AA, puis au-delà- car chaque cran regagné, chaque dixième de point
4 d'intérêt économisé, ce sont des milliards rendus aux services publics
5 plutôt qu'aux marchés. Aucun chiffre ne sera promis sans son
6 chemin.

7 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les marchands de promesses
8 calées sur le calendrier électoral, nous y compris si nous trichons -la
9 courbe publiée est un témoin à charge permanent. Y gagnent : les
10 citoyens, qui peuvent enfin suivre ; et l'État emprunteur, car la
11 crédibilité se paie en intérêts plus bas.

12 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Une trajectoire honnête tenue
13 vaut mieux que dix promesses brillantes trahies. C'est toute la
14 différence entre gouverner et concourir. Et je ne parle pas ici de
15 « rigueur » mais bien plus de bon sens paysan !

16 **Les chiffres.** *Coût* : nul — c'est de la transparence. *Rapport* : un
17 dixième de point d'intérêt en moins sur ~3 500 milliards de dette,
18 c'est de l'ordre de 3,5 milliards par an rendus aux services publics à
19 mesure du refinancement ; cible vérifiable : remonter vers la note AA,
20 puis au-delà. *Inaction* : promettre un chiffre à une date unique sans le
21 chemin — atteindre 1 % de déficit dès 2032 supposerait ~2,5 % de
22 croissance par an dès 2027, soit zéro marge d'erreur. *Trajectoire* :
23 neutre pour la dette, positive pour son coût. *Concrètement* : un jalon
24 de responsabilité en 2032 (dette en décrue, budget en marche vers
25 l'équilibre), les cibles pleines en 2037 — aucun chiffre sans son
26 chemin.

1 **Proposition 59 — Le moteur de simulation, ouvert à tous les citoyens**

2 **Ce qui existe.** Des programmes invérifiables, des chiffrages de
3 campagne que chacun brandit et que personne ne peut reproduire.
4 Le débat économique est un dialogue de mégaphones tenu par des
5 néophytes : prenons le 'plan climatisation' brandi par le RN lors de la
6 canicule de juin 2026 !!! Aucun fondement, pas de chiffrage, et hors
7 sol, cette proposition à 200 milliards d'euros de dépenses a en
8 revanche trouvé son public !! « il fait chaud, elle doit avoir raison ! »

9 **Ce que l'on constate.** Nous avons construit un moteur de simulation
10 sur vingt ans de données publiques, capable de tester chaque mesure
11 sous trois écoles économiques. Il sait nous contredire (et il l'a fait) : il
12 montre qu'un programme concurrent de redistribution affiche un
13 meilleur solde que le nôtre en 2032, avant que ses dépenses
14 permanentes ne le rattrapent et ne fasse sombrer la France
15 (programme Mélenchon !). Un moteur qui ne ment pas pour son
16 commanditaire : voilà la nouveauté.

17 **Ce qui nous menace.** Une démocratie où les chiffres sont des armes
18 secrètes choisit à l'aveugle et qui se venge sur ses élus accusés de
19 n'avoir rien pu vérifier.

20 **Ce que nous ferons.** Le moteur sera public, en ligne, gratuit.
21 Chaque citoyen pourra choisir son école économique, durcir ou
22 adoucir nos mesures, et lire le verdict : déficit, dette, croissance,
23 emploi, jusqu'à la température sociale des réformes. Chacun pourra y
24 auditer n'importe quel programme en trente secondes -et voir
25 apparaître les hypothèses cachées : « ce programme suppose une
26 croissance implicite que rien ne finance ». Le tout reposera sur une
27 IA française.

28 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : les programmes à chiffres
29 fantômes, et nous-mêmes chaque fois que le moteur nous donne tort

1 en public. Y gagnent : les électeurs, les journalistes, les enseignants
2 et le débat, rendu aux faits.

3 **Pourquoi tout le monde y gagne.** On ne peut plus mentir à un pays
4 qui a la calculatrice. La transparence n'est pas une vertu décorative :
5 c'est une arme de désintoxication démocratique.

6 **Les chiffres.** *Coût* : marginal — la mise en ligne d'un outil déjà
7 construit, sur une IA française. *Rapport* : n'importe quel programme
8 audité en trente secondes, hypothèses cachées révélées — l'antidote
9 au « plan climatisation » à 200 milliards d'euros brandi sans le
10 moindre chiffrage. *Inaction* : un débat économique tenu au
11 mégaphone, où le chiffre le plus fort l'emporte sur le plus juste.
12 *Trajectoire* : négligeable pour la dette. *Concrètement* : chacun choisit
13 son école économique (keynésienne, libérale, consensus), durcit ou
14 adoucit chaque mesure, et lit le verdict jusqu'à la température
15 sociale des réformes.

16 **Proposition 60 — Des députés qui répondent de leurs résultats**

17 **Ce qui existe.** Aucune conséquence n'attache une promesse
18 électorale à son résultat. Un élu peut échouer sur tout et se
19 représenter quand même, en bon professionnel de la politique ! et
20 ainsi survit cette défiance envers les élus et leur impopularité bat des
21 records... A leur tête, le Président de la République, chantre des
22 promesses donc à l'origine de tous les maux !

23 **Ce que l'on constate.** La parole publique est devenue une monnaie
24 de singe : tout le monde la donne, personne ne l'honore. L'abstention
25 et les extrêmes prospèrent exactement là-dessus.

26 **Ce qui nous menace.** Une démocratie où promettre ne coûte rien
27 finit par élire ceux qui promettent le plus -c'est-à-dire le pire.

1 **Ce que nous ferons.** Un engagement d'honneur, public et signé : si
2 les cibles à cinq ans ne sont pas atteintes (si la dette n'a pas
3 commencé à refluer, si le budget ne converge pas vers l'équilibre),
4 les députés de notre majorité ne se représenteront pas. Le constat
5 sera établi sur les chiffres publics, lisibles par tous dans le moteur
6 ouvert. Pas de tribunal, pas d'usine à contentieux : une parole
7 donnée, et la sortie si elle n'est pas tenue. Je rêverais de l'imposer à
8 toute l'assemblée, car c'est collégialement que l'on prend les
9 décisions, que l'on amende, que l'on joue le jeu de la démocratie...
10 mais ce serait contraire à l'un de ses principes, paraît-il !?

11 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le carriérisme parlementaire et
12 le confort de l'irresponsabilité et nous l'annonçons : nos propres
13 députés prennent le plus grand risque de ce mandat. Y gagnent : les
14 électeurs, qui retrouvent une prise ; et nos élus eux-mêmes, dont
15 chaque vote pèsera le poids d'une carrière.

16 **Pourquoi tout le monde y gagne.** La parole publique redevenue
17 une dette d'honneur, c'est la confiance qui revient -et la confiance est
18 le seul capital politique qui se transmette.

19 **Les chiffres.** *Coût* : nul — un engagement d'honneur, pas une
20 dépense. *Rapport* : la parole publique redevenue dette d'honneur,
21 donc la confiance — le seul capital politique qui se transmette.
22 *Inaction* : l'abstention, longtemps marginale, a dépassé un électeur
23 sur deux au second tour des législatives de 2022 — la défiance
24 prospère sur les promesses sans conséquence. *Trajectoire* : neutre.
25 *Concrètement* : cibles à cinq ans non tenues (constat sur les chiffres
26 publics du moteur) = les députés de la majorité ne se représentent
27 pas ; pas de tribunal, une parole donnée.

1 **Proposition 61 — L'équilibre dans la Constitution, l'effort dans le bon ordre**

2 **Ce qui existe.** Un demi-siècle de budgets en déficit, en croissance
3 comme en crise. Des règles européennes contournées avec
4 constance, aucune règle nationale qui engage vraiment.

5 **Ce que l'on constate.** Le retour à l'équilibre est possible en cinq
6 ans, hors crise majeure — notre trajectoire le démontre. Et le moteur
7 mesure aussi le prix humain : il attribue à chaque réforme un indice
8 de conflictualité, et il nous avertit que nos premières années
9 concentrent l'effort. Nous publions cet avertissement au lieu de
10 l'enterrer.

11 **Ce qui nous menace.** Sans règle, chaque génération vote des
12 dépenses que la suivante paiera. Et sans ordre dans l'effort, les
13 colères coagulent comme déjà 1995 l'a enseigné à tous les
14 réformateurs.

15 **Ce que nous ferons.** L'équilibre budgétaire 'obligatoire en temps de
16 paix' sera inscrit dans la Constitution — la guerre et la crise majeure
17 suspendent la règle, c'est ce qui la rend sincère. Et nous assumons le
18 séquençage social : créer la richesse avant de la redistribuer.
19 D'abord, dès 2028, les mesures de création -impôts de production,
20 bas salaires, simplification ; ensuite, après la réforme des retraites,
21 les baisses plus larges ; enfin la redistribution des fruits -jamais
22 promise avant d'être produite. Les efforts viennent en premier et
23 nous le disons en face, avant l'élection. Il nous en coûtera
24 probablement de ne pas être élu !

25 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : tous les gouvernements futurs,
26 privés de la facilité du déficit -nous les premiers ; et ceux qui
27 attendaient les fruits avant l'arbre. Y gagnent : les jeunes, qui
28 héritaient de la dette ; les services publics, que la charge d'intérêts
29 étranglait, les ministères qui verront leurs budgets augmenter...

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Un pays qui s'interdit de vivre à
2 crédit en temps de paix garde toute sa force de frappe pour les
3 tempêtes. La règle ne nous prive pas de liberté : elle nous rend celle
4 que la dette avait confisquée.

5 **Les chiffres.** *Coût* : nul — une règle, pas une dépense ; elle encadre
6 toutes les autres. *Rapport* : un retour à l'équilibre en cinq ans hors
7 crise (la trajectoire le démontre), après un demi-siècle sans un seul
8 budget équilibré — le dernier remonte à 1974. *Inaction* : chaque
9 génération vote des dépenses que la suivante paiera, et sans ordre
10 dans l'effort les colères coagulent (1995). *Trajectoire* : c'est la règle
11 qui verrouille la convergence du solde — guerre et crise majeure la
12 suspendent, ce qui la rend sincère. *Concrètement* : équilibre
13 obligatoire en temps de paix inscrit dans la Constitution, séquençage
14 assumé — créer la richesse d'abord (2028), redistribuer les fruits en
15 dernier.

16 **Proposition 136 — L'exemplarité d'abord : le pouvoir s'applique ce qu'il exige**

17 **Ce qui existe.** L'architecture de l'État se défait et se refait à chaque
18 gouvernement — ministères créés, fusionnés, renommés, déménagés.
19 Les assemblées disposent de systèmes de frais peu lisibles. Un
20 mandat de quelques mois peut suffire à ouvrir des droits à pension
21 d'élu. Pendant ce temps, le maire d'un village de trois cents âmes,
22 qui tient sa commune à bout de bras, touche une indemnité de l'ordre
23 de mille euros — quand il la touche.

24 **Ce que l'on constate.** On ne peut pas demander au pays l'effort
25 sans se l'appliquer d'abord. La crédibilité d'un programme qui
26 réclame des renoncements se joue là : dans l'exemple que donnent
27 ceux qui gouvernent. Et l'argent économisé au sommet, même
28 modeste, change de sens lorsqu'il descend vers la base — vers ces

1 dizaines de milliers de maires ruraux qui sont, dans bien des villages,
2 le dernier service public de proximité.

3 **Ce qui nous menace.** Un pouvoir qui se soigne pendant qu'il
4 rationne nourrit le ressentiment et l'antiparlementarisme — le
5 terreau des extrêmes. L'exemplarité n'est pas une coquetterie de
6 communication : c'est une condition de survie démocratique.

7 **Ce que nous ferons.** Quatre gestes, et un seul esprit. Un : fixer dans
8 la Constitution un nombre stable de ministères — vingt grands
9 départements aux périmètres définitifs, des secrétariats d'État
10 rattachables pour la souplesse —, afin d'en finir avec le bal des
11 organigrammes. Deux : réviser légèrement à la baisse, et surtout
12 rendre lisibles, les frais de l'Assemblée et du Sénat. Trois : n'ouvrir
13 de droits à pension d' élu qu'au-delà de douze mois de mandat effectif.
14 Quatre, le corollaire qui donne son sens à tout le reste : revaloriser
15 les indemnités des maires des petites communes, financées par ces
16 économies mêmes. Le train de vie du sommet descend vers ceux qui
17 tiennent le pays par le bas. Et nous dirons ce que nous ne ferons pas :
18 toucher à la rémunération du président de la République. Environ
19 seize mille euros bruts pour diriger la France — le salaire d'un cadre
20 supérieur en milieu de carrière — n'est pas un privilège à raboter ; le
21 rogner ferait un titre de presse, pas une politique. L'exemplarité vise
22 le gaspillage et l'opacité, pas le salaire honnête d'une fonction
23 écrasante.

24 **Qui y perd, qui y gagne.** Y perdent : le confort du sommet — les
25 ministres de passage, les frais opaques, les droits acquis en un éclair.
26 Y gagnent : les maires ruraux, premiers servants de la République ;
27 et la démocratie, qui retrouve un peu de la confiance qu'elle a
28 perdue.

1 **Pourquoi tout le monde y gagne.** Ce ne sont pas quelques dizaines
2 de millions qui sauveront le budget — et nous ne le prétendrons pas.
3 C'est le principe qui compte : l'État qui se tient lui-même en ordre est
4 seul à gagner le droit d'en demander aux autres. L'exemplarité ne se
5 chiffre pas ; elle se prouve — par la justesse, jamais par la
6 surenchère.

7 **Les chiffres.** *Coût* : nul, voire une économie nette modeste —
8 quelques dizaines de millions de train de vie central (organigrammes
9 stabilisés, cabinets moins nombreux, frais resserrés), redéployés vers
10 les maires des petites communes. *Rapport* : surtout démocratique —
11 la crédibilité morale de tout le reste du programme ; accessoirement,
12 la fin des coûts de réorganisation perpétuelle. *Inaction* : un pouvoir
13 qui se soigne en rationnant, et l'antiparlementarisme qui prospère.
14 *Trajectoire* : neutre pour la dette — un redéploiement du sommet
15 vers la base. *Concrètement* : vingt ministères gravés dans la
16 Constitution, pension d'élu seulement au-delà de douze mois, maires
17 ruraux mieux payés — et le salaire du président laissé tel quel, parce
18 que l'exemplarité n'est pas la démagogie.

1 ANNEXE — LA FEUILLE DE ROUTE : 100 JOURS, 1000

2 JOURS, ET LE MANDAT

3 Un programme ne vaut rien sans calendrier. Cette feuille de route dit
4 dans quel ordre, et pourquoi. Son principe est celui qui ordonne tout
5 le livre : créer la richesse avant de la redistribuer (proposition 11), et
6 dépenser le capital politique tôt — la doctrine des « 1000 jours ». Les
7 réformes difficiles se font au début, quand la légitimité est neuve ; les
8 fruits viennent après, jamais promis avant d’être produits. Et tout est
9 tenu par le contrat : des cibles à cinq et dix ans, publiées et
10 opposables (proposition 58).

11 **Le principe : front-charger, et l’assumer**

12 Notre moteur de simulation l’a établi : empiler toutes les réformes
13 chaudes au même moment fait coaguler la conflictualité sociale. Deux
14 réponses existaient — les étaler, ou les concentrer en les assumant.
15 Nous choisissons de concentrer : les « 1000 jours ». Un mandat qui
16 hésite se perd ; un mandat qui agit tôt, pendant que sa légitimité est
17 fraîche, peut absorber le choc et récolter le calme ensuite. Du sang et
18 des larmes d’abord, la victoire après. Et le contrat verrouille le tout :
19 si, à cinq ans, la dette n’a pas commencé à refluer, les députés de la
20 majorité ne se représentent pas.

21 **Les 100 premiers jours (été-automne 2027) — le cap, la méthode, l’urgence**

22 *Par décret et circulaire, sans attendre les lois* : - **Publier le contrat** :
23 cibles à cinq et dix ans, opposables, et l’engagement des députés
24 (proposition 58). L’acte fondateur — on s’engage à perdre quelque
25 chose avant de demander quoi que ce soit. - **Décréter la méthode**
26 **de simplification** : moratoire normatif, règle « une norme créée,
27 plusieurs supprimées » (propositions 14, 85). - **Cellule d’exécution**

1 **Mayotte** : pilotage resserré, reddition trimestrielle, dépenser enfin
2 ce qui est voté (proposition 110). - **Payer les heures**
3 **supplémentaires des policiers** (proposition 36).

4 *Lois fondatrices déposées dans le premier mois* : - **Finances et**
5 **création de richesse** : suppression conditionnée des impôts de
6 production phasée 2028-2032 (proposition 6), allègements des bas
7 salaires (9), plafonnement au-dessus de 8 000 € (8). - **École**, mère de
8 toutes les réformes : autonomie (1), revalorisation des maîtres (2), fin
9 de Parcoursup (3). - **Simplification et Code lisible** (14, 85) ;
10 **flexisécurité**, volet flexibilité immédiat (115).

11 *Décisions de souveraineté et initiative européenne (jours 30-100)* : -
12 **Engager les quatorze EPR2** (proposition 103) ; **réorienter France**
13 **Travail** vers l'anticipation (113). - **Lois sécurité-justice** déposées
14 (33, 34, 87-92) ; **Code de la laïcité** lancé (45). - **Proposer le traité**
15 **du noyau** européen (49) et accélérer le réarmement (chapitre XVIII),
16 pendant que la menace russe joue en notre faveur (119).

17 **Les 1000 jours (2027 → début 2030) — les réformes de structure**

18 C'est ici que l'essentiel se vote et s'applique, pendant que la
19 légitimité est haute : - **Créer la richesse** : impôts de production, TVA
20 sociale (7), bas salaires, plafonnement, niches rabotées (10) —
21 l'agenda déployé. - **État catalyseur** : 500 000 postes par non-
22 remplacement (12), strates et agences supprimées (13-14),
23 intelligence artificielle partout (16) et souveraineté numérique sans
24 capture d'État (122-123). - **Sécurité, justice, carcéral, drogues**
25 (33-37, 74-75, 87-92) ; **République, laïcité, immigration** (43-48,
26 73, 93-98). - **Énergie** : les quatorze EPR2 en chantier, hydrogène
27 vert, cloud souverain (103-107, 123). - **Défense, Europe, Russie** : loi
28 de programmation en euros vrais, noyau, réarmement (49-54, 117-
29 121). - **Famille et natalité** (99-102), **logement** (23+), **santé** (28+),

1 **marché du travail** (113-116), **agriculture** (76-80), **outre-mer** (108-
2 112), **plus fragiles** (62-67) : lancés. - **Amorcer le fonds souverain**
3 des Français (20) : le moteur de la richesse longue.

4 **La réforme des retraites — dans les 1000 jours, mais à sa place**

5 La réforme structurelle des retraites (propositions 18-22) n'est pas
6 une affaire de 100 jours : 2019 a montré ce que coûte la
7 précipitation. Elle se fait dans les 1000 jours, mais **après** que la base
8 de création de richesse est posée et que l'architecture du volontariat
9 et du capital est prête — négociée, calibrée sur les générations 2030-
10 2040, pas sur le prochain scrutin. C'est le pivot du mandat : une fois
11 la retraite refondée, la redistribution des fruits devient possible.

12 **Cinq ans (2032) — le premier rendez-vous opposable**

13 Le premier point de contrôle du contrat. La trajectoire doit montrer
14 l'inflexion : déficit en reflux, dette stabilisée, croissance enclenchée.
15 Et l'honnêteté de la courbe : le moteur situe la convergence pleine
16 vers 2036-2037 ; à cinq ans, ce qui est dû, c'est le redressement
17 amorcé, pas l'arrivée — et les députés en répondent devant les
18 Français. Le service civique universel aura été lancé (2030,
19 proposition 44) si le budget l'a permis.

20 **Dix ans (2037) — la récolte**

21 Le second horizon, celui où l'on cueille ce qu'on a semé : une dette
22 qui reflue franchement, un fonds souverain proche de 285 milliards
23 d'euros (proposition 20), et les réformes différées qui mûrissent —
24 indemnisation chômage profilée (proposition 116), redistribution des
25 fruits enfin produite (proposition 11). Les paris de long terme —
26 démographie, énergie, défense, souveraineté — commencent à payer.
27 C'est ici, et seulement ici, que la création se redistribue : jamais
28 promise avant d'exister.

1 **La logique d'ensemble**

2 Front-charger le difficile, différer le doux, publier la courbe, et la lier
3 à l'honneur des députés. Les 100 jours donnent le cap ; les 1000
4 jours font les réformes ; les cinq ans rendent des comptes ; les dix
5 ans récoltent. C'est l'inverse du cycle électoral ordinaire — qui
6 distribue d'abord et paie ensuite. C'est précisément pourquoi cela
7 peut réussir là où le reste a échoué : non par un calendrier de
8 confort, mais par un calendrier de vérité. Du sang, des larmes — puis
9 la victoire.

1 CONCLUSION — DU LABEUR, DE L'ADVERSITE, MAIS LA 2 VICTOIRE

3 Au terme de ce livre, je ne veux pas vous mentir par optimisme,
4 comme on a tant menti par démagogie. Les pages qui précèdent ne
5 promettent pas de miracle ; elles promettent de l'effort. Je n'ai, pour
6 commencer, presque rien d'agréable à vous offrir : du travail, de la
7 patience, quelques renoncements, et la fierté difficile des choses qui
8 durent. Les premières années seront les plus rudes — c'est la loi des
9 redressements, et nous l'avons assumée plutôt que de la farder. On
10 ne relève pas un pays en lui promettant le repos ; on le relève en lui
11 rendant le goût de l'effort.

12 Mais l'effort n'est pas la peine : c'est une espérance qui retrouse ses
13 manches. Car voici ce que ce livre vous propose vraiment — non pas
14 une saison de réformes, mais un horizon. Le droit, redevenu rare, de
15 penser à trente ans tout en étant dans une démocratie. On admire,
16 chez d'autres peuples, cette capacité à dérouler des plans sur des
17 décennies, à bâtir pour des petits-enfants qu'on ne connaîtra pas. On
18 a tort de croire que cela exige un maître et le silence, un autocrate ou
19 une dictature. Cela n'exige qu'une chose : un cap qui ne change pas à
20 chaque humeur. Nous planterons des arbres dont nous ne verrons
21 pas l'ombre : l'école d'aujourd'hui formera les ingénieurs de 2040, le
22 fonds souverain d'aujourd'hui paiera les retraites d'après-demain, les
23 réacteurs d'aujourd'hui produiront le courant d'un demi-siècle. C'est
24 cela, le long terme à la française : non la patience résignée des
25 sujets, mais la patience choisie des citoyens.

26 Et puisqu'il faut être franc jusqu'au bout, disons la chose que les
27 hommes politiques ne disent jamais. Ce long terme, je ne le suspends
28 pas à ma personne. Ma réélection n'est pas mon projet ; elle n'est

1 même pas mon souci. Il paraît qu'un candidat qui annonce d'emblée
2 qu'il n'est pas indispensable commet une faute professionnelle : soit,
3 je la commets de bon cœur — c'est peut-être la seule promesse que je
4 sois absolument certain de tenir. Le pouvoir a ceci de commun avec
5 le sel : il donne du goût à tout, et il finit par conserver ceux qui s'y
6 accrochent. J'aimerais qu'on se souvienne de ce que nous aurons fait,
7 non du temps que je serai resté en charge.

8 Car tout, dans ce livre, est bâti pour vous passer de moi. Les cibles
9 sont publiées, datées, opposables ; les députés de la majorité ont
10 engagé leur propre avenir sur les résultats, et non sur ma longévité.
11 Si, dans cinq ou dix ans, vous êtes lassés de mon visage, remplacez-le
12 : la trajectoire, elle, ne tient pas à un homme. Elle tient à un contrat.
13 C'est la réponse libre à la question que d'autres résolvent par la
14 contrainte -vous pourrez penser loin sans avoir à me garder
15 longtemps.

16 Alors ne vous laissez pas vendre l'inverse. Méfiez-vous de quiconque
17 vous promettra la récolte pour dans cinq ans : il ment, ou il n'a rien
18 compris à la terre, à l'Homme ni à l'économie. Ce premier mandat est
19 celui des semailles et de la sueur ; la moisson viendra après — peut-
20 être avec moi, probablement sans, et ce sera très bien ainsi. Un pays
21 sérieux ne se juge pas à la vitesse de ses cadeaux, mais à la solidité
22 de ses fondations et à la puissance de ce qu'il transmet.

23 Le reste, nous savons déjà le faire. Nous avons rebâti une cathédrale
24 en cinq ans, sous les yeux d'un monde qui nous croyait incapables de
25 réparer quoi que ce soit. Ce que nous avons fait pour des pierres,
26 nous saurons le faire pour une nation et sans la brûler d'abord, ni
27 mépriser personne en chemin. Nous ne sommes pas un empire qui
28 commande ; nous sommes une vieille nation qui se relève, et qui a
29 cessé d'avoir honte de vouloir être à nouveau grande.

1 Il y faudra du sang et des larmes — non ceux que l'on verse, ceux que
2 l'on retient quand l'effort est long et la récompense lointaine. Et puis,
3 au bout, il y aura la victoire. Pas la mienne : la vôtre. Celle de la
4 France ! La seule qui mérite qu'on s'y donne pleinement !
5 Voilà le sursaut. À vous, maintenant, d'en décider.